



La francophonie enfin ?

Va-t-on assister à une relance de la francophonie ? Le premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement de la quarantaine de pays utilisant le français sur les cinq continents - environ cent trente-cinq millions de « locuteurs réels » - se réunira, sans doute en France, en février 1986 au plus tard.

Cette réunion, qui devrait déboucher sur une « communauté organique » à base politico-culturelle de l'univers francophone, avait été prévue à Dakar à l'époque où MM. Senghor et Giscard d'Estaing étaient au pouvoir. Mais elle n'avait pu se tenir en raison de dissensions, aujourd'hui apaisées, entre l'Océanie et Québec à propos du statut de leurs délégations respectives à la conférence projetée. Aux côtés du représentant de l'Etat fédéral canadien, la province francophone siégera finalement au sommet en tant que « gouvernement participant ».

L'Elysée, ayant maintenant jugé que les Français n'étaient pas insensibles au prestige conféré à leur pays par la francophonie, veut battre le fer quand il est chaud, en tout cas avant les élections législatives de mars 1986. D'ici au sommet, plusieurs autres événements liés au rôle international de la langue française vont d'ailleurs se dérouler (notamment les conférences du Haut Conseil de la francophonie et de l'Agence de coopération culturelle et technique), sans compter le dépôt d'un projet de loi relatif à l'usage du français en France.

Répondant récemment à l'Assemblée nationale à M. Roland Dumas, qui venait d'affirmer que « la francophonie n'était pas un accessoire dépassé » et qu'on allait assister à son « renouveau », M. Xavier Duval, au nom de l'opposition, avait au contraire reproché au gouvernement l'attention intermittente et parcimonieuse qu'il porte à la francophonie, et notamment à son « bras séculier », l'Agence de coopération culturelle et technique.

L'orateur aurait d'ailleurs pu adresser un reproche identique à l'ancienne majorité. Les socialistes ont eu au moins le mérite de remettre le sujet à l'ordre du jour. Nombre d'entre eux semblent aussi croire sincèrement que l'organisation interne et externe de la francophonie, déjà amorcée avec la création du Commissariat général de la langue française, pourrait apporter un rayonnement supplémentaire à notre pays sur la scène internationale.

Les événements annoncés devraient donner au moins un début de satisfaction à tous ceux qui, en France et dans le monde, attendent que Paris montre par des réalisations concrètes que la « passion » proclamée de M. Mitterrand pour la francophonie n'est pas seulement platonique.

Il restera alors à prouver que l'ambitieux projet de dynamiser le mouvement francophone - auquel pourrait être associé M. Michel Jobert, si l'Agence de coopération fait bientôt de ce militant de la francophonie son secrétaire général - rencontrera un écho durable au sein de l'opinion française.

En l'admettant, il faudra, après avoir trouvé au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement un souffle politique pour la francophonie, donner à celle-ci les moyens financiers d'un plus grand essor. Par ces temps de pénurie, ce ne sera pas le plus facile.

(Lire nos informations page 38.)

UN ENTRETIEN AVEC M. GARCIA

Le président élu du Pérou rejette les exigences du FMI

Vainqueur de l'élection présidentielle du 14 avril au Pérou, M. Alan Garcia, leader de l'APRA (de tendance social-démocrate), doit prendre ses fonctions le 28 juillet à Lima, alors que son pays affronte une crise d'une ampleur dramatique. De passage à Paris, à « titre privé », il a accordé au Monde un entretien dans lequel il s'oppose, notamment, aux exigences du Fonds monétaire international et offre une amnistie aux insurgés de Sentier lumineux.

Le chef d'Etat étudiant

Il a vraiment l'allure désinvolte d'un étudiant à la veille des vacances. Décontracté, en blouson de toile, l'œil gai et tout sourire. Etudiant, il l'est d'ailleurs encore un peu. Il termine la rédaction de sa thèse sur la « Sociologie électorale dans le Pérou du vingtième siècle ». Et il est venu à Paris, « d'abord pour consulter son directeur de thèse, François Bourricaud », et aussi, bien sûr, ajoute-t-il dans un grand éclat de rire, « pour acheter des livres ».

Alan Garcia est pourtant un étudiant un peu « particulier ». Il est jeune, sans doute. Il a trente-six ans, et il les fait à peine. Mais il est le patron, indiscuté, de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), le grand parti populiste de tendance social-démocrate du Pérou. Et il a triomphalement remporté l'élection présidentielle du 14 avril. Il a fait la barre de la majorité absolue. Pour la première fois depuis un demi-siècle, sa formation, le Parti apriste (PAP), est largement en tête et va contrôler le prochain Parlement. L'APRA piétinait avec amertume aux portes du pouvoir. Grâce, en grande partie, au charisme de son leader, il entre enfin par la grande porte dans l'appareil d'Etat.

MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 6.)

LES DIVERGENCES AU SEIN DU PS

M. Fabius et M. Jospin songent à l'après-Mitterrand

M. Jospin a saisi, le mercredi 19 juin, le Parti socialiste du différend qu'il oppose à M. Fabius. Le comité directeur du PS, convoqué pour le 6 juillet, devra trancher sur la conduite de la campagne des législatives et sur le rôle du PS vis-à-vis du gouvernement et du président de la République. Mais, au-delà de 1986, M. Jospin et M. Fabius préparent chacun à sa manière l'après-Mitterrand. Le premier secrétaire du PS pourrait remettre en jeu son mandat devant le comité directeur.

Erreur sur les hommes

Il y avait erreur sur les hommes. On a pris M. Lionel Jospin pour une sorte de gérant administratif du Parti socialiste et l'un s'était trompé. On a pris M. Laurent Fabius pour un super-chef de cabinet du président de la République et l'on s'était trompé. « La voix de son maître », disait-on de l'un comme de l'autre. Deux voix pour un même « maître », c'était déjà une de trop. En fait, MM. Fabius et Jospin expriment chacun une stratégie.

Le conflit qui les oppose en est le révélateur. Il trouve ses racines non seulement dans les fonctions respectives qu'ils occupent, mais aussi dans une méthode chère à M. Mitterrand, qui place ses hommes en

AU JOUR LE JOUR

Cette manie qu'a la droite de tout déformer ! L'affaire Fabius-Jospin, par exemple. Voilà deux hommes, explique-t-on, qui se déchirent pour contrôler la campagne électorale des socialistes. L'opposition publique : appât de pouvoir, rivalité, guerre de chefs ! C'est fausser le débat. Au train où vont les sondages, chacun sait bien qu'en 1986 le PS

Rivalité

risque une veste mémorable. Pour M. Jospin, comme pour M. Fabius, il s'agit donc, en réclamant la direction des opérations, d'épargner à l'autre la honte de l'échec probable, le goût amer de la défaite. La prétendue querelle de préséance est en réalité un concours d'abnégation.

BRUNO FRAPPAT.

Epargne privée pour entreprises publiques

Deux entreprises nationales, Gaz de France et Pechiney, se tournent vers la Bourse pour y chercher des capitaux privés. La première veut émettre des titres participatifs pour 6,8 milliards de francs ; l'autre, nationalisée en 1982, lance pour 800 millions de francs de certificats d'investissement. Créées par une loi de 1983, ces procédures financières, inédites à ce jour dans l'utilisation qu'en font ces entreprises publiques, visent à renforcer leurs fonds propres.

Au moment où - les échéances électorales de 1986 approchant - les débats autour des bienfaits ou des « ratés » des nationalisations agitent les milieux politiques et syndicaux, cette stratégie financière des entreprises publiques soulève plusieurs questions. Est-ce une amorce de dénationalisation ? Jouissent-elles d'une liberté suffisante dans leurs choix ? Les contraintes imposées par le gouvernement à telle ou telle, au nom d'impératifs sociaux ou diplomatiques, sont-elles compatibles avec les exigences d'une gestion rigoureuse ? A quoi doivent servir en priorité les aides conjoncturelles ou les dotations en capital de l'Etat ? Boucher des déficits, renforcer la compétitivité, accroître le rayonnement international ?

(Lire page 33 les articles de CLAIRE BLANDIN et de VÉRONIQUE MAURUS.)

Liberté, égalité, école

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le thème de la « liberté de choisir l'école de son enfant » - qui, l'an dernier, avait fait descendre des centaines de milliers de parents dans la rue - continue de faire son chemin dans les esprits. Toutefois, il ne porte plus sur l'alternative publique-privé (le problème ne se posant plus), mais sur le principe de la « carte scolaire » et de la « sectorisation » au sein de l'enseignement public. (Rappelons que la carte scolaire oblige les élèves à fréquenter les établissements primaires et secondaires correspondant à leur lieu de résidence.)

Conscients de la force de ce courant dans l'opinion, les partis de l'opposition ont tous mis à leur programme la suppression de la carte scolaire, et on peut prévoir que ce mot d'ordre sera abondamment repris pendant la campagne électorale. M. Madelin, au nom de l'UDF, a déjà annoncé que cette abrogation devrait s'effectuer en deux étapes : les deux premières années du nouveau gouvernement (le Monde du 22 mai).

Ce débat n'épargne pas le Parti socialiste, puisqu'il n'a été largement évoqué au cours du colloque sur l'école organisé par le PS les 8 et 9 juin (le Monde du 10 juin). Certains participants proposaient de mettre fin à l'hypocrisie d'un système contraignant, qui est ouvertement contourné par un grand nombre de parents : d'autres s'opposaient farouchement à sa suppression au nom de l'égalité et de la justice sociale (position qui vient d'être fermement rappelée à M. Fabius par le Comité national d'action laïque). M. Luc Soubre, secrétaire national délégué à l'éducation nationale, a proposé, pour sa part, une formule d'assouplissement qui a semblé séduire M. Jospin et qui a des partisans au ministère de l'éducation nationale : donner aux parents qui s'opposent à la décision de la carte scolaire la possibilité d'un autre choix, l'assurance d'un recours étant ainsi assurée à l'intérieur même du service public.

Le ministère de l'éducation nationale, conscient de l'enjeu politique de cette question en période électorale, cherchera-t-il à « souffler » ce thème populaire à l'opposition en remettant en cause le système actuel ? Une décision spectaculaire n'est pas envisagée pour le moment tant la question est techniquement complexe et lourde de conséquences sur le plan social.

Une expérience d'assouplissement de la carte scolaire portant sur les collèges, qui a été menée cette année dans six districts urbains, montre en effet que la déssectorisation accentuerait l'inégalité - déjà flagrante - entre les établissements. Les mieux dotés, qui accueillent surtout les enfants des classes moyennes et supérieures, font l'objet d'une forte demande - ce qui contribue à

tion. Mais il pourrait aussi être conduit à dissocier le cas des écoles élémentaires et des collèges - qui correspondent à la scolarité obligatoire et doivent donc garantir la plus grande égalité de traitement - de celui des lycées. La logique de l'autonomie et de l'évaluation voulue par le président de la République - à la suite du rapport du Collège de France - devrait en effet aboutir, à ce niveau, à une plus grande liberté dans les relations entre les usagers et les établissements.

(Lire pages 23 à 25 notre supplément « Ecole pour tous, école diverse ».)

LIRE

- 3. LIBAN
Attentat meurtrier à Tripoli : trente-sept morts.
- 6. ETATS-UNIS
Washington fait appel à la technologie militaire japonaise.
- 12. MÉDECINE
Dépistage du SIDA obligatoire chez les donneurs de sang.
- 14. JUSTICE
Marlene Dietrich gagne un procès pour atteinte à sa vie privée.
- 28. ÉDITION
Les cinquante ans du Seuil : une communauté d'amitiés.
- 35. CAISSES D'ÉPARGNE
Grève pour les droits acquis.

LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Le programme des principales manifestations à Paris et en province.
(Lire page 27.)

Le Monde DES LIVRES

- Edmond Jabès à la recherche du Livre.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Journal », de Thomas Mann.
- René Char au voisinage de Van Gogh.
- Les fureurs et les aveuglements de Soljenitsyne.
- Robert Walser ou la vocation de l'échec.

Pages 15 à 22

VIENT DE PARAÎTRE

René CHAR

Les voisinages de Van Gogh

GALLIMARD nrf

étranger

L'AFFAIRE DES OTAGES ET LES VIOLENCES AU LIBAN

L'attentisme américain commence à agacer les Israéliens

De notre correspondant

Jérusalem. - L'attentisme américain dans l'affaire des otages de Beyrouth suscite une impatience croissante en Israël, voire un début d'agacement. Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, n'a exprimé assez schématiquement ces sentiments dans une brève interview à la chaîne de télévision américaine ABC, diffusée ce jeudi 20 juin en Israël. « Si vous avez un désir, une requête, n'est-ce pas de libérer les otages, n'est-ce pas ? », a-t-il déclaré à l'intention des Américains, je vous en prie, dites-le nous. Personnellement, je n'ai jamais fui mes responsabilités face au terrorisme, ni en tant que premier ministre ni en tant que ministre de la défense. Je souhaite que le gouvernement américain en fasse autant. »

Tout en se félicitant publiquement de la fermeté de principe des Etats-Unis face au chantage des pirates de l'air, les dirigeants de Jérusalem s'efforcent donc de plus en plus d'interroger l'administration Reagan, qui ont pour effet, selon eux, au-delà d'une intranquillité de façade, de rejeter implicitement sur Israël l'entière responsabilité du règlement de la crise. Et cela d'autant plus que les responsables américains font savoir, dans leurs commentaires privés, qu'une libération par Israël des 766 otages libanais les comblerait d'aise et permettrait de dénouer toute l'affaire.

Il est clair que le gouvernement israélien est maintenant disposé à élargir très rapidement les détours d'Alit, pourvu qu'on lui permette de sauver la face. On s'efforce d'ailleurs, en rappelant notamment que la libération des otages libanais est un processus en cours qui avait débuté bien avant le détournement du Boeing.

L'Etat hébreu accepterait d'élargir ses prisonniers à condition qu'un laps de temps de quelques jours entre la libération des otages et celle des détenus lui épargne une humili-

liante capitulation. Encore faut-il évidemment que Washington le lui demande. D'où la mise au point de M. Rabin, qui ressemble fort à un appel du pied. Mais, comme le disait mercredi un commentateur, Israël et les Etats-Unis donnent l'impression dans cette affaire de « jouer au chat et à la souris ».

Ce que les dirigeants et la presse commentent ici à reprocher aux Etats-Unis, c'est de vouloir esquiver une part de leurs responsabilités. « Les Américains doivent accepter de se salir les mains dans les eaux troubles du compromis », note le Jerusalem Post. Plus tard, le temps viendra d'une stratégie commune dans la lutte contre le terrorisme. »

« Tout se passe », note Haaretz, comme si les deux partenaires avaient choisi de jouer sur leurs faiblesses mutuelles. Le point faible des Etats-Unis, c'est la nationalité américaine des otages, qui les oblige à réagir. La faiblesse d'Israël, c'est sa dépendance financière envers Washington et surtout le fait d'avoir, il y a un mois, accepté de libérer plus de mille terroristes. L'aveu de faiblesse doit être au minimum partagé équitablement entre les deux alliés : si Israël doit capituler, ce doit être clairement à la demande des Etats-Unis. »

J.-P. LANGELLIER.

● RECTIFICATIF. - Dans l'article de notre correspondant à Jérusalem évoquant le statut des otages libanais détenus en Israël (le Monde du 20 juin), une erreur a modifié le sens du deuxième paragraphe de l'article 49 de la convention de Genève auquel il était fait référence. Il fallait lire : « Toutefois, la puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région déterminée si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent. »

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● CONVERSATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES. - Un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré, mercredi 19 juin, que des « échanges de vues » sur l'Afghanistan entre des diplomates américains et soviétiques, mardi et mercredi, à Washington, ont été « fructueux et sérieux », mais s'est refusé à tout commentaire sur leur contenu. Des entretiens similaires ont déjà eu lieu à Paris sur le Proche-Orient. Les précédentes conversations américano-soviétiques sur l'Afghanistan avaient eu lieu à Moscou en juillet 1982 et s'étaient soldées par un constat de désaccord. - (AFP.)

Chili

● ATTENTATS A LA BOMBE CONTRE DES SUPERMARCHÉS. - Deux supermarchés ont été détruits le mercredi 19 juin à Temuco, au sud de Santiago, par des attentats à la bombe, trois jours après la levée de l'état de siège par le gouvernement. La police a, d'autre part, désamorcé une bombe dans un supermarché de Concepcion, au sud du pays. - (AFP.)

Colombie

● L'ARMÉE EN ÉTAT D'ALERTE. - L'armée colombienne a été placée en état d'alerte à la suite d'un appel à la grève générale lancé pour le jeudi 20 juin par les syndicats communistes. Les forces armées patrouillent dans les principales villes du pays, les stations de radio, et les locaux des journaux ont été mis sous protection. La grève, illégale, a été décidée pour protester contre la politique économique du président Belisario Betancur. - (Reuters.)

Etats-Unis

● SUSPENSION DE L'ATTRIBUTION DE VISA POUR LES CUBAINS. - Les autorités américaines ont suspendu, mardi 18 juin, l'attribution de visas aux Cubains candidats à l'émigration aux Etats-Unis, ont indiqué des fonctionnaires américains en poste à La Havane. Le département d'Etat avait annoncé cette mesure vendredi dernier, expliquant qu'elle répondait à la décision cubaine de suspendre, il y a un mois, l'accord migratoire de décembre 1984 en raison du dé-

but des émissions de Radio-Marti, la radio de Washington destinée à Cuba. L'entente entre Washington et La Havane prévoyait pour 1985 le départ des Etats-Unis de vingt mille Cubains et trois mille anciens prisonniers politiques et leurs familles. En échange, Cuba avait accepté le retour des deux mille sept cent quarante-six réfugiés jugés indésirables par les autorités américaines. - (AFP.)

Indonésie

● LE SORT DES DÉTENUÉS COMMUNISTES. - A l'Assemblée nationale française, M. Montdargent (PC, Val d'Oise) a évoqué mercredi 19 juin la menace d'exécution qui pèse sur quatre anciens dirigeants communistes indonésiens internés depuis seize ans (le Monde du 16-17 juin), demandant au gouvernement si une démarche avait été entreprise en leur faveur. M. Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, lui a répondu que les gouvernements européens avaient « effectué, le 8 juin, une démarche auprès des autorités de Djakarta, au nom des droits de l'homme ». Une deuxième démarche a été entreprise, a-t-il ajouté, afin de souligner la « profonde émotion » soulevée par une première exécution, celle de Mohammad Munir, ancien dirigeant du syndicat procommuniste (le Monde du 4 juin).

Zaïre

● NOUVELLE ATTAQUE DE REBELLES DANS LE SHABA. - Des maquisards ont lancé une attaque dans le nord-est de la province du Shaba, à proximité de la ville de Mobuza, dans la nuit de dimanche 16 à lundi 17 juin, a-on appris, mercredi 19 juin, à Kinshasa, de source diplomatique. Cette attaque serait cependant d'une ampleur moindre que celle lancée contre cette même localité, le 13 novembre dernier (le Monde du 17 mai). D'autre part, le pasteur Kabongo, représentant en France de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, principal mouvement d'opposition), a annoncé la constitution d'un « Front du refus » au régime du président Mobutu, en réaction à l'initiative de M. N'Guza Karl I Bond, ex-premier ministre zaïrois, réfugié à Bruxelles, qui a récemment appelé à une « réconciliation nationale ». - (AFP.)

L'INTERVIEW INSOLITE DU COMMANDANT JOHN TESTRAKE

« Nous sommes entourés d'un grand nombre de gardiens »

Beyrouth (AFP). - « Je me sens bien. Le visage barré d'un large sourire, très décontracté malgré le pistolet pointé par un des pirates de l'air sur sa nuque, le commandant John Testrake, pilote du Boeing-727 de la TWA, répond du haut de son cockpit aux questions d'un petit groupe de journalistes rassemblés au bas de l'appareil. Cette conférence de presse improvisée, qui se déroule en plein air sur la piste de l'aéroport de Beyrouth par une belle journée d'été, sous l'œil mi-goguenard, mi-menaçant des pirates de l'air, constitue en soi un événement unique dans l'histoire de la piraterie aérienne. Elle ne pouvait avoir pour théâtre que Beyrouth, lieu prédestiné à toutes les surprises. »

Le pilote, tête hors de la verrière de la cabine de pilotage, attendant les journalistes - une équipe spéciale de la chaîne de télévision américaine ABC et un journaliste du bureau de l'AFP à Beyrouth. L'appareil est entouré de pirates de l'air, tenant kalachnikov et armes automatiques, prêts à réagir si un mot de trop est dit ou si la situation vient à prendre une tournure inattendue.

Après que les réacteurs de l'appareil aient été éteints, le dialogue s'engage entre le pilote qui est « en haut », avec à ses côtés, un pirate de l'air pistolet au poing, et le groupe de journalistes « en bas ». « Vous allez bien ? Comment cela se passe-t-il à bord de l'avion ? », interroge les journalistes. Le sourire de John Testrake, qui fut pilote de guerre en Corée, s'élargit : « Je vais bien. Mais il ne se passe pas grand-chose ici depuis la nuit de dimanche », date de l'évacuation des passagers de l'avion sur ordre du chef d'Amal, M. Nabih Berri.

« Nous sommes bien traités. Nous mangeons parfois de la nourriture d'aéroport et parfois de la nourriture libanaise. Elle est délicieuse », dit encore le pilote en souriant à nouveau. Surtout, ce que sont devenus les autres passagers, lui crie-t-on d'en bas.

« On nous a dit qu'on prenait bon soin d'eux et qu'ils se trouvaient en lieu sûr. » Interrogé sur une éventuelle opération militaire américaine pour sauver les otages, la réponse fuse sans hésitation et dit tout : « S'ils essayent, nous sommes des hommes morts. » Il reconnaît : « Nous sommes entourés d'un grand nombre de gardiens. »

Avant de céder sa place au copilote, à la demande du pirate de l'air qui le tira par derrière, M. Testrake envoie un message à sa famille et à ses amis, leur disant qu'il « va bien ». Phil Meskela, portant son uniforme de copilote, la quarantaine, apparaît à son tour dans la cadre de la verrière et répond aux mêmes questions rapides et saccadées des journalistes, sous l'œil vigilant du pirate de l'air. Non sans une pointe d'humour, il envoie « son message » à ses proches : « Dites leur de s'inquiéter un peu, mais pas trop. » Interrogé sur le nombre de pirates de l'air dans l'avion, il répond d'une voix hésitante : « Je ne peux pas dire. Leur nombre varie, mais il est considérable. »

Vient enfin la tour de l'ingénieur de bord, Christian Zimmermann, le cheveu coupé court, qui paraît être aussi la plus jeune des trois. Comme eux, il semble avoir eu le temps de faire un brin de toilette. Il a juste le temps d'envoyer un message à sa famille : « Dites à mon épouse et à mon père que tout va bien. » « Je suis assez bien traité », ajoute-t-il, avant que ne prenne fin de façon assez abrupte le dialogue entamé une minute plus tôt.

En effet, le pirate de l'air qui e surveillé, à partir du cockpit, les trois interviews intimes à l'ingénieur américain l'ordre de se retirer puis, d'un mouvement de pistolet, fait comprendre au groupe de journalistes que la « séance est terminée ». « Khalas, khalas » (fini, fini), dit-il au journaliste de l'AFP, qui tente de poser encore une dernière question en arabe au pirate de l'air.

Explosion d'une voiture piégée à Tripoli

Trente-sept morts

Alors que l'affaire des otages du Boeing de la TWA détenus dans la banlieue de la capitale ne connaissait pas de développements sur place et donnait lieu surtout, mercredi 19 juin, à des initiatives diplomatiques (voir page 38), un grave attentat à la voiture piégée a endeuillé la ville à majorité sunnite de Tripoli dans le nord du Liban. La police a d'ores et déjà dénombré trente-sept morts et près de quarante blessés.

La voiture était stationnée devant la pâtisserie Balha, dans le quartier portuaire de Mina, très fréquenté en ce second jour de l'Aïd-al-Fitr (fin du jeûne du Ramadan) et un grand nombre de femmes et d'enfants figuraient parmi les victimes. L'explosion a provoqué l'incendie d'une cinquantaine de voitures dans cette rue passagère et des dégâts matériels très importants dans les immeubles et magasins proches.

Selon la Voix de la patrie, radio de l'insurrection de bienfaisance sunnite-Makassed, les miliciens du Mouvement d'unification islamique du cheikh Chaabane ont établi un cordon de sécurité autour du lieu de l'attentat, alors que les ambulances continuaient à évacuer les blessés et que les pompiers tentaient d'éteindre les incendies.

Le cessez-le-feu chîto-palestinien semble respecté à Beyrouth

A Beyrouth, quatre-vingt-dix blessés et cinq enfants ont été évacués mercredi par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) des camps de réfugiés palestiniens de Chatila et Borj-Barajneh à Beyrouth, alors que le cessez-le-feu était pour la première fois totalement respecté après un mois de combats entre Palestiniens et miliciens chiites d'Amal.

La première phase de l'accord, conclu lundi soir à Damas sous le parrainage de la Syrie pour mettre fin à la guerre des camps à Beyrouth, semblait donc mercredi en bonne voie d'application. Pour la première fois, deux dirigeants du Front de salut national palestinien (FSNP, organisation hostile à M. Yasser Arafat), MM. Abou Ali Baisso et Fadl Chrourou, et deux

observateurs syriens, les commandants Nassar Faraj et Hussein Wafiq, ont pénétré dans les camps avec les représentants de la Croix-Rouge libanaise et du CICR.

Le CICR a précisé que trente-sept hommes, sept femmes et un enfant ont été évacués de Borj-Barajneh. Au cours des cinq précédentes évacuations depuis le début des combats, quatre-vingt-six personnes avaient pu quitter ce camp pour être hospitalisées dans plusieurs régions du Liban.

Le CICR est, d'autre part, entré pour la première fois dans le camp de Chatila, d'où il a évacué quarante et un hommes, treize femmes et quatre enfants.

Par ailleurs, au Liban du Sud, de violents combats ont eu lieu aux abords de Saïda entre l'Armée du Liban du Sud (ALS, créée et financée par Israël) et l'Armée populaire de libération (APL, milice musulmane). Celle-ci a affirmé avoir réussi dans l'après-midi à récupérer le village d'Aln-el-Mir pris dans la nuit de lundi à mardi par l'ALS. - (AFP.)

● Trois terroristes libanais condamnés en Italie. - Trois membres présumés de la Fraction armée révolutionnaire libanaise (FARL, auteur, l'an dernier, d'un attentat contre un diplomate américain à Rome) ont été condamnés à des peines de prison, le mercredi 19 juin à Trieste, pour trafic d'explosifs. Abdallah El Mansouri, porteur d'un passeport marocain mais que l'on croit Libanais, a été condamné à seize ans de prison ; Josephine Abdo Sarkis, Libanaise, à quinze ans, de même que sa compatriote Daher Ferioli Fayez, jugée par contumace. - (Reuters.)

● Un démenti du Quai d'Orsay. - Le ministère des relations extérieures a formellement démenti, mercredi 19 juin, qu'il serait intervenu auprès de Washington pour tenter de lier l'affaire des quatre Français détenus au Liban à celle des otages du Boeing de la TWA. Cela est « dénué de tout fondement », a déclaré le porte-parole, qui a toutefois reconnu que Paris était « en contact » avec Washington, notamment à propos du sort du Boeing de la TWA.

LA VISITE DU PRÉSIDENT ASSAD A MOSCOU

La Syrie apparaît plus que jamais comme l'« allié privilégié » de l'URSS au Proche-Orient

De notre correspondant

Moscou. - La visite du président Assad à Moscou marque peut-être la fin des espoirs que les Soviétiques avaient pu placer ces derniers mois dans les pays arabes modérés et leur retour à une politique de dialogue presque exclusif avec la Syrie au Proche-Orient. Arrivé mercredi 19 juin dans la capitale soviétique, le président syrien a été reçu le même jour par M. Gorbatchev.

Lors de sa précédente visite officielle, en octobre dernier, au cours de laquelle il avait rencontré Constantin Tchernenko, des divergences étaient apparues entre Moscou et Damas. A l'époque, les Soviétiques espéraient beaucoup de l'Egypte, de la Jordanie, voire de certains Etats du Golfe. Plusieurs événements intervenus depuis cette date, notamment la tenue du Conseil national palestinien en novembre et l'accord d'Amman du 11 février entre le roi Hussein et M. Arafat, les ont apparemment dissuadés de poursuivre dans cette voie.

Les Soviétiques avaient, d'autre part, suivi jusqu'ici avec embarras les combats entre militants chiites d'Amal et les Palestiniens. Moscou regrettait visiblement que la Syrie ne fasse rien - bien au contraire - pour faire cesser le massacre.

L'accord, signé mardi à Damas entre Amal et le Front du salut national palestinien, qui desserre l'étau sur les camps palestiniens, va dans le sens souhaité par les Soviétiques. La visite du président syrien, qui était en préparation depuis une quinzaine de jours, aurait d'ailleurs été retardée par les combats de Beyrouth.

Dans le compte-rendu des entretiens entre MM. Gorbatchev et Assad, que publie ce jeudi la Pravda, il est indiqué que « la partie soviétique a plus particulièrement souligné l'importance du maintien de l'unité de l'OLP et l'élimination urgente des divergences entre Palestiniens ». Damas, pour sa part, veut se débarrasser de

M. Arafat et utilise les factions palestiniennes pour ses propres ambitions.

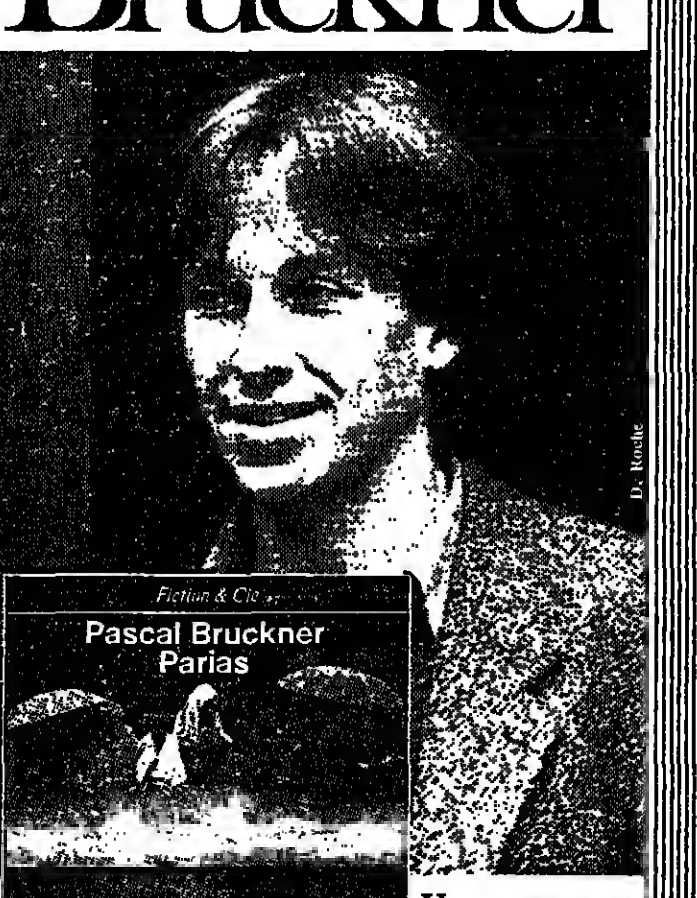
Les Soviétiques, après avoir imaginé un moment utiliser d'autres relais que les Syriens au Proche-Orient, se sont résignés à nouveau à s'en remettre à ces derniers, décidément maîtres du jeu dans la région. Sur le plan des principes, Moscou réaffirme son attachement à « l'unité de l'OLP », mais, en pratique, laisse Damas poursuivre son grignotage des positions de M. Arafat.

Soviétiques et Syriens ont, en tout cas, le même souci d'éviter une intervention militaire américaine qui serait provoquée par le détournement de l'avion de la TWA. Chaque regain de tension au Proche-Orient est l'occasion pour Damas de réclamer une augmentation de l'aide militaire déjà considérable qui lui est fournie par l'URSS. On remarque d'ailleurs que, lors des conversations au Kremlin, mercredi après-midi, MM. Gorbatchev et Assad étaient accompagnés de leurs ministres de la défense respectifs, le maréchal Sokolov et M. Mustapha Tlass.

MM. Gorbatchev et Assad ont réaffirmé leur position sur le Liban : « Le règlement des problèmes internes du Liban n'est possible que sur la base de l'entente nationale des Libanais eux-mêmes, compte-tenu des intérêts de toutes les forces patriotiques du pays, et à condition de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale », écrit Tass, en présentant cette position comme étant commune aux deux parties. Enfin, le président Assad a réitéré le soutien syrien au projet soviétique de convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. La Syrie apparaît donc plus que jamais comme l'« allié privilégié » de Moscou dans la région.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pascal Bruckner



Un roman d'aventures dans l'Inde des années 80.

Collection Fiction & Cie 95 F

SEUIL

EUROPE

Pologne

Arrestation d'un dirigeant clandestin de Solidarité

Une nouvelle mise en garde à M. Walesa

L'un des membres de la direction clandestine de Solidarité (TKK), M. Tadeusz Jedynak, a été arrêté par la police polonaise, a annoncé mercredi 19 juin l'agence officielle PAP.

Agé de trente-cinq ans, Tadeusz Jedynak était vice-président de Solidarité en Haute-Silésie à l'époque où le syndicat était légalement reconnu. Interné dès la proclamation de l'état de guerre, il fut libéré en 1983 et passa dans la clandestinité, après avoir refusé d'émigrer avec sa famille comme le lui proposaient les autorités. Son arrestation constitue le coup le plus dur porté aux structures clandestines du mouvement depuis l'état d'urgence.

La TKK (Commission provisoire de coordination) à la fois remplit une fonction symbolique - montrer que le syndicat n'a pas renoncé à exister en dépit de son interdiction, - et publie régulièrement des prises de position et parfois des appels à diverses actions.

Elle a toujours été constituée d'un nombre limité de personnes (elle comptait quatre membres au moment de l'arrestation de M. Jedynak), qui parvenaient assez régulièrement à se rencontrer, parfois même en présence de M. Walesa. Sept de ses membres successifs ont été arrêtés - mais le plus connu d'entre eux, Zbigniew Bujak, a toujours réussi à passer entre les mailles du filet, en dépit de très sérieuses alertes. Les deux autres membres actuels de la TKK sont Bogdan Borsiewicz (de Wrocław) et Marek Muszyński (de Wrocław).

La TKK a récemment lancé un appel à un arrêt de travail d'une heure, au moment de l'entrée en vigueur d'une nouvelle hausse des prix, en juillet, et un émetteur clandestin a renouvelé cet appel mercredi soir à Varsovie, dans une émission faiblement audible et rapidement brouillée.

A Gdansk, M. Lech Walesa a été convoqué mercredi matin chez le procureur, qui lui a adressé une nouvelle mise en garde, lui rappelant qu'il était toujours sous le coup d'une procédure judiciaire, et le

sommant de mettre fin à ses activités - notamment ses déclarations publiques - sous peine de voir sa situation actuelle « changer ». M. Walesa est l'objet d'une enquête dans le cadre de l'affaire qui a valu récemment trois condamnations à des peines de plusieurs années de prison à trois dirigeants de Solidarité arrêtés au cours d'une réunion en sa présence. Il est actuellement astreint à ne pas quitter Gdansk.

M. Walesa a refusé de répondre aux questions du procureur, et s'est borné à montrer du doigt une déclaration qu'il avait posée sur son bureau, et où il était écrit : « Le procès de M. Jedynak, Franyuski et Li m'a confirmé dans ma conviction que devant un tribunal, un procureur ou un juge n'a qu'un seul moyen de garder sa dignité : ne rien dire, pour ne pas prêter le flanc à une quelconque provocation ou manipulation ».

Italie

La dirigeante la plus recherchée des Brigades rouges a été arrêtée

De notre correspondant

Rome. - Barbara Balzani, l'une des dernières « chefs historiques » des Brigades rouges, mêlée à toutes les actions terroristes de ces sept dernières années, déjà condamnée trois fois par contumace à la prison à vie et objet de treize mandats d'arrêt, a été arrêtée le mercredi 19 juin à Ostie, près de Rome. Les policiers ont découvert dans son appartement le cummulé n° 20 des BR, un décalbre des aspects obscurs de l'histoire de la lutte armée en Italie. Compagne de Marin Moretti, autre chef des BR, actuellement détenu, elle a été condamnée à la prison à vie lors du procès relatif au meurtre d'Aldo Moro.

Barbara Balzani faisait partie du commando qui tua les membres de l'escorte du président de la Démocratie chrétienne au moment de son enlèvement (1978). Puis elle participa à l'enlèvement du général américain Dozier (1982) ; elle est également accusée de l'assassinat de trois policiers à Milan, de l'enlèvement de l'assesseur à l'urbanisme de Naples, M. Chillo, et de l'attaque du siège de la Démocratie chrétienne.

Depuis quelque temps, la police estimait que Barbara Balzani commandait ce qui restait de la colonne romaine des BR. Elle aurait effectué plusieurs voyages en France pour y rencontrer des réfugiés. La présence de Barbara Balzani en France, et en particulier à Paris, est régulièrement confirmée, écrit le juge d'instruction Imposimato, dans l'instruction du procès Moro. Le compagnon de Barbara Balzani, Gianni Polso, arrêté en même temps qu'elle, était également connu de la police pour effectuer de nombreux séjours en France. Sa carte d'identité indiquait une adresse à Paris. C'est, semble-t-il, de la capitale française que seraient venues les informations qui ont permis les arrestations.

pour nom de guerre Sarah, a été pendant sept ans membre de la direction stratégique des BR, une irréductible sur laquelle couraient toutes les rumeurs (on la disait en Allemagne, au Nicaragua, en France).

Ayant vécu dans la clandestinité les années sanglantes du terrorisme depuis 1977, Barbara Balzani pourrait assurément, si elle parle, éclairer des aspects obscurs de l'histoire de la lutte armée en Italie. Compagne de Marin Moretti, autre chef des BR, actuellement détenu, elle a été condamnée à la prison à vie lors du procès relatif au meurtre d'Aldo Moro.

Barbara Balzani faisait partie du commando qui tua les membres de l'escorte du président de la Démocratie chrétienne au moment de son enlèvement (1978). Puis elle participa à l'enlèvement du général américain Dozier (1982) ; elle est également accusée de l'assassinat de trois policiers à Milan, de l'enlèvement de l'assesseur à l'urbanisme de Naples, M. Chillo, et de l'attaque du siège de la Démocratie chrétienne.

Depuis quelque temps, la police estimait que Barbara Balzani commandait ce qui restait de la colonne romaine des BR. Elle aurait effectué plusieurs voyages en France pour y rencontrer des réfugiés. La présence de Barbara Balzani en France, et en particulier à Paris, est régulièrement confirmée, écrit le juge d'instruction Imposimato, dans l'instruction du procès Moro. Le compagnon de Barbara Balzani, Gianni Polso, arrêté en même temps qu'elle, était également connu de la police pour effectuer de nombreux séjours en France. Sa carte d'identité indiquait une adresse à Paris. C'est, semble-t-il, de la capitale française que seraient venues les informations qui ont permis les arrestations.

PHILIPPE PONS.

Selon Ali Agca

UN TROISIEME HOMME AURAIT PARTICIPE A L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

Rome (AFP). - Selon les déclarations faites le mercredi 19 juin par Ali Agca, un troisième homme aurait pris part directement à l'attentat contre le pape. Jusque-là, deux hommes seulement étaient accusés d'avoir participé à l'opération : Agca lui-même et Orsi. Ce dernier, inculpé sur la foi des déclarations d'Agca. Ce dernier a affirmé mercredi reconnaître, sur une photographie de la foule massée sur la place Saint-Pierre le jour de l'attentat, le visage de son second complice, un Turc qui s'appellerait Ali. Ali aurait été chargé de jeter une grenade dans la foule pour semer la panique et favoriser la fuite des deux autres hommes.

D'autre part, Agca a affirmé que Francesco Pazienza, autrefois lié aux services secrets italiens et à présent évincé aux Etats-Unis, lui avait rendu visite dans sa prison « entre avril et mai 1982 ». « En échange de ma collaboration, il m'a promis un passeport français et la liberté, lui qui ne réussit même pas à s'échapper maintenant », a déclaré Ali Agca sans préciser quelle forme de « collaboration » l'homme d'affaires, ex-bras droit du chef de la loge maçonnique secrète P2, Licio Gelli, aurait attendu de lui.

Le nom de Pazienza, a, en fait, été évoqué par hasard au cours de l'audience. Excédé par le brouhaha de la salle, le président de la cour s'est à un moment écrié : « Pazienza » (du calme). C'est alors qu'Agca s'est mis à parler de Francesco Pazienza.

DIPLOMATIE

Sociaux-démocrates ouest-allemands et communistes est-allemands préconisent l'interdiction des armes chimiques en Europe centrale

De notre correspondant

Bonn. - Le Parti socialiste unifié est-allemand (SED) et le Parti social-démocrate ouest-allemand ont lancé, mercredi 19 juin, à Bonn, un appel en faveur de la création d'une zone libre d'armes chimiques en Europe centrale. Le texte préconise le retrait de toutes les armes chimiques d'une zone qui inclurait au minimum le territoire des deux Allemagnes et de la Tchécoslovaquie, ainsi que des procédures de contrôle national et international destinées à en garantir l'application.

Présenté solennellement au cours d'une conférence de presse, ce communiqué commun est le fruit de dix-huit mois de négociations, conduites du côté du SPD par le responsable des questions relatives au désarmement dans le groupe parlementaire social-démocrate, M. Karsten Voigt, et pour le SED par M. Hermann Axen, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti communiste est-allemand. Le principe de cette négociation avait été arrêté le 14 mars 1984 au cours d'une rencontre entre le chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, et le chef du groupe parlementaire social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel.

Les deux partis, qui estiment avoir ainsi montré la voie pour une négociation intergouvernementale, se sont engagés à intervenir auprès de leurs gouvernements pour qu'ils prennent le relais. Le document a également été transmis aux alliés de Bonn et de Berlin-Est et aux participants à la conférence sur le désarmement de Genève. Pour M. Voigt, ce texte est suffisamment précis pour « montrer clairement que les obstacles sur lesquels ont buté jusqu'ici les négociations sur le désarmement sont surmontables ».

Depuis l'effacement des missiles, le Parti social-démocrate, qui dénonce l'inflexion que le gouvernement Kohl fait subir à l'Optipolitik de la précédente coalition, s'est efforcé de multiplier les initiatives en direction de l'Est. Des groupes de travail ont été mis en place avec plusieurs partis communistes et européens pour discuter de diverses questions intéressant les relations entre la RFA et ses voisins de l'Est. Lors de sa récente rencontre avec M. Gorbatchev, qui lui avait réservé une véritable réception de chef d'Etat, le président du SPD, M. Willy Brandt, était convenu de la création d'une commission chargée de discuter les problèmes de désarmement et d'aide au tiers-monde.

Cette politique est jugée sévèrement par la majorité gouvernementale ouest-allemande qui accuse le SPD de persister dans une dérive neutraliste. Le porte-parole du gouvernement, M. Stiller, a prudemment indiqué mercredi que le modèle négocié par le SPD et le SED serait soigneusement étudié. Mais il a rappelé qu'en raison de la mobilité des stocks d'armes chimiques, aucun accord régional ne pourrait remplacer un accord général sur leur interdiction et leur destruction.

HENRI DE BRESSON.

A LUXEMBOURG

Les ministres des affaires étrangères des Dix critiquent sévèrement le Japon

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, dans une déclaration publiée mercredi 19 juin à l'issue de la réunion de deux jours qu'il venait de tenir à Luxembourg (le 18 et 19 juin), a sévèrement critiqué le Japon pour son « absence de réaction » face aux souhaits de la CEE d'une plus grande ouverture du marché japonais. Le conseil se déclare « préoccupé » par l'absence de réaction du Japon face aux souhaits de la CEE d'une plus grande ouverture du marché japonais. Le conseil se déclare « préoccupé » par l'absence de réaction du Japon face aux souhaits de la CEE d'une plus grande ouverture du marché japonais.

domaines divers : sport, santé, culture, ou encore droits électoraux des citoyens. M. Mitterrand, le premier ministre néerlandais, M. Rind Lubbbers, et leurs ministres des affaires étrangères respectifs se sont rencontrés mercredi à Luxembourg, à l'occasion d'un accord de travail consacré à la préparation du sommet de Milan. A sa sortie de l'Elysée, M. Lubbbers a qualifié de « très utile » cet échange de vues, qui fait suite à la rencontre de M. Mitterrand avec le chancelier Kohl, le 28 mai à Constance, et avec le président du conseil italien, M. Craxi, les 13 et 14 juin à Florence.

Au Portugal, le Parlement a fixé au 10 juillet le débat consacré à l'entrée du pays dans la CEE, au cours duquel pourrait être ratifié le traité d'adhésion à la Communauté signé la semaine dernière à Lisbonne.

Un conseil des ministres de l'intérieur de la CEE doit se réunir par ailleurs à Rome les jeudi 20 et vendredi 21 juin pour examiner un projet italien de création d'un nouvel organisme européen de sécurité et pour envisager les mesures à prendre face aux détonnements d'aviation et au déclenchement de la violence dans les stades. - (AFP, AP, Reuters.)

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1972

Moscou annule la rencontre annuelle de hauts responsables de la marine soviétique avec leurs homologues américains

La réunion annuelle des officiers de marine américains et soviétiques, prévue par l'accord de 1972 sur la prévention des incidents navals entre les Deux Grands, et qui devait avoir lieu ces jours derniers à Washington, a été annulée par Moscou, a-t-on appris mercredi 19 juin. La raison de ce geste de mauvaise humeur serait que, de son côté, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, avait décidé de réduire au minimum la visite des officiers soviétiques à Washington, alors que celle-ci est traditionnellement l'occasion de différentes rencontres sociales et mondaines. M. Weinberger entendait ainsi protester contre le meurtre, le 24 mars dernier en RDA, d'un officier américain, le commandant Nicholson, par une sentinelle soviétique.

Il semble, selon des informations que rapporte le New York Times, que le département d'Etat et l'état-major de la marine américaine se soient émus de la décision de M. Weinberger, et notamment du fait que le secrétaire à la défense l'ait prise malgré l'opposition de ces deux administrations, et sans aucune concertation, avec leurs chefs respectifs, dont M. George Shultz, secrétaire d'Etat. L'accord de 1972 instituant ces rencontres annuelles est généralement considéré comme l'un des pactes qui fonctionnent le mieux entre Moscou et Washington. Sa mise en œuvre n'avait jamais, jusqu'alors, été sérieusement affectée par les tensions Est-Ouest.

• L'Internationale socialiste et l'IDS. Le bureau de l'Internationale socialiste, qui s'était réuni le mardi 18 et mercredi 19 juin à Barmersvik, près de Stockholm, a rejeté « l'initiative de défense stratégique américaine et les concepts similaires » pouvant exister en Union soviétique. Il a d'autre part demandé aux dirigeants des deux Grands de « tenir un sommet le plus tôt possible ». A propos de l'Amérique centrale, l'IDS suggère que les pays du groupe de Contadora (Colombie, Panama, Venezuela, Colombie) puissent exercer un contrôle international aux frontières entre le Nicaragua, le Honduras et le Costa Rica. Elle souhaite en outre la reprise du dialogue entre les Etats-Unis et le Nicaragua. - (AFP, AP.)

Norvège

Dix néo-nazis arrêtés après l'attentat contre la mosquée d'Oslo

De notre correspondant

Oslo. - La police norvégienne a appréhendé, mercredi 19 juin, dix membres du Parti populaire national, dont le chef de ce mouvement néo-nazi, Jan Oedegaard. Ils sont soupçonnés d'avoir planifié ou exécuté l'attentat à la bombe qui a gravement endommagé, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, la mosquée de la secte musulmane Ahmadiyya à Oslo. Les enquêteurs ont saisi aux domiciles des militants plusieurs dizaines de kilos de dynamite, des carabines à canon scié ainsi qu'un nombre important de pistolets.

Les personnes arrêtées, qui sont âgées de quinze à soixante ans, avaient toutes participé, au début de ce mois, à un « camp d'été » organisé par le Parti populaire national (« Nasjonalist Folkeparti ») près de la ville d'Haugesund dans le sud du pays. Des explosifs avaient été distribués aux participants et c'est sans doute à cette occasion que l'attaque de la mosquée a été préparée. L'un des responsables du mouvement, Henrik Bastian Heide, avait déclaré jeudi quelques jours à la presse que cet attentat, qui n'a fait heureusement aucune victime, était « un acte courageux ».

Il existe, en Norvège, une poignée de groupuscules néo-nazis et d'extrême droite, tels que l'Organisation contre l'immigration nuisible ou le Mouvement antiparasitaires, qui avait notamment provoqué des troubles lors d'une manifestation contre le racisme le jour de la fête nationale, le 17 mai 1984, à Oslo. Selon la police, d'autres personnes ont pu être impliquées au cours du « camp d'été » du Parti populaire national.

A. D.

(Publié)

COMITÉ FRANÇAIS D'ACTION POUR LA PAIX ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

Un Comité français est en cours de formation pour agir en faveur de la paix entre l'Iran et l'Irak. Il se crée à l'appel d'un groupe d'intellectuels réunis sous le nom du Mouvement iranien pour la paix Iran-Irak et sur la base du communiqué publié dans le Monde du 24 avril 1985. Ce comité tient sa première réunion le jeudi 20 juin. Des comités analogues sont formés ou sont en cours de formation dans d'autres pays. Ont déjà adhéré à ce comité les groupements et personnalités suivants :

Union des écrivains de France
Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège, Comité national de l'action laïque
Catherine Adamson, Jean-Claude Barabant, Louis Bazin, Jean Béranger, Pierre Berris, Michel Bouchereux, Pierre-Marie Boucher, Claude Bourdes, Rony Brumman, Hélène Cassin, Colette Chaigneau, Bernard Charlier, Jean Cohen, Claude Confortes, Maurice Cury, Jean-François Dawria, Yves Dechezelles, Alexandre Dornat, Roger Dasse, Jean Drech, Jacques Dupin, Jean Elieustein, Jean-Pierre Faye, Gaston Ferrière, Pierre Forgues, Jean-Pierre Garcia, Jean-Jacques Glassner, Nicole Grandin, Félix Guattari, Michel de Guillemin, Jean-François Hory, Jacques Hunszinger, Dominique Jamet, Marcel-François Kahn, Yves Lacoste, Brice Lalonde, André Leiguet, Bernard Langlois, Marie Leblais, Guy Le Clech, Henri Lefebvre, Jacques Legoff, Michel Leiris, Arur London, Christian de La Malène, Jacques Mallet, Léo Marassus, Théodore Monod, André Natif, Paul Noiret, Joe Nordmann, Colette Nouvel-Rousselot, Jean-François Ouri, Bernard Parmentier, Jean-Claude Pecker, Roger Pic, Yvonne Quiles, Bernard Ravenel, Madeleine Reberiaux, Jean Rouch, Gérard Roujas, Christian Scholtes, Laurent Schwartz, Pierre Simon, Gérard Soulier, Antoine Spire, Olivier Stirn, le Père Toutat, Michel Tubiana, Jean-Pierre Vernant, Christian Wilhelm, Jean-Pierre Fontaine.

Les personnalités suivantes ont également apporté leur soutien à la lutte pour la paix entre l'Iran et l'Irak, en signant l'appel du 24 avril 1985, dans le journal le Monde :

EN FRANCE :
Mahieddine Amir-Chaki, Ayman Arabi Kasbi, Jean-Pierre Abelin, Etienne Balibar, Jean-Pol Baras, Michelle Beaunilland, M'Hamed Belabbas, Hugues Ben Said, Lolch Bellon, Jean Besse, Yves Boisset, Pierre Bourgade, Georges Casalis, Jean-Pierre Chabrol, Ali Chakert, Jacques Chategrin, François Châtelet, Paul-Henri Chomard de Lauze, Robert Cornevin, Robert Davozies, Jean-Jacques De Felice, Gilles Deleuze, Philippe de Saint-Robert, Louis-René Desfortes, Jean-Pierre Diguard, Danielle Dordet, Jacques Dobrynski, Paul Durafour, Henri Fay, Paul Fohr, Jean Ferrat, Costa-Gavras, François Geze, André Gorge, Eugène Guillemin, Pierre Jallé, Napoléon Jélieu, Alfred Kern, Maurice Krieger-Valiron, Alain Lame, Gilbert Lazard, Pierre Larigues, Albert-Paul Lemaitre, Marie-Noëlle Lienemann, Mohammad-Djafar Mahdjour, Mohammad Masnoudi, Claude Mauriac, Abbas Moayy, Ali Mostofi, Didier Motchane, Nader Naderpour, Roger Parmentier, Francis Perrin, Iradj Pesechizad, Dorothee Piermont, Pierre Prêtre, Bernard Rémy, Serge Rezvani, Maxime Rodinson, Rouquet La Garrigue, Claude Roy, Bijan Saghat, Alain Savary, Marie-France Schmidlin, Bernard Sergent, Bernard Tavernier, Haroun Tazieff, Sylvie Vaudreau, Chahrokh Vaziri, Jacques Vernet, Pierre Vidal-Naquet.

EN RFA :
Président Jaspert, au nom du Bundesrat allemand (Assemblée fédérale des Länder) : Klaus Lindenberger, au nom de M. Willy Brandt, président de la RFA, Prof. Dr. Walter Lise (président de l'Institut international des recherches «EUFRO»), Prof. Dr. Kramer, Prof. Dr. Park, Dr. Weber Leitlich, Dr. Beukeler, Dr. Valera, Dr. Evers, Dr. Schäfer, Dr. Freckmann, Dr. Med. Bischof, Dr. Crede (éditeur), Dr. Schütze (éditeur en chef), Wilke (éditeur en chef), Hölcher (éditeur en chef), Dr. Hepp (éditeur en chef), Hacke (éditeur en chef), Prof. Dr. Köpp, Prof. Dr. F. Jakowski, Prof. Dr. Albrecht, Prof. Dr. Kallert, Prof. Dr. Wolkman Krauser (secrétaire général de la Société allemande pour l'unité des nations), Prof. Dr. Flachhalm (vice-président de l'Association des droits de l'homme), Dr. Med. Gensel (président de l'Association internationale des droits de l'homme), Dr. Seiler (membre du Parlement européen), Barbara Simons (membre du Parlement européen), Prof. Dr. Voger, Prof. Dr. G. Schwann, Prof. Dr. A. Schwann, Prof. Dr. Berged, Prof. Dr. Janicke, Prof. Dr. Renau, Prof. Dr. Krippendorf, Prof. Dr. Hönisch, Prof. Dr. Stelo, Prof. Dr. Geiger, Prof. Dr. Megerle, Prof. Dr. Colpe, Prof. Dr. Stoppin, Prof. Dr. Buttner.

EN BELGIQUE :
Raymond Dury (député au Parlement européen), Ernest Gilme (vice-président du groupe socialiste au Parlement européen), Paul Stas (membre du Parlement européen).

EN SUISSE :
Hoceni Ali Ahmad (chef historique de la révolution algérienne), Monique Bava-Lagier (membre au Conseil fédéral national, Parti libéral), Gérard Berger (journaliste, député, Voix ouvrière suisse), Laurent Monnier, professeur à l'université de Lausanne, Françoise Pitteloud (conseiller national PS, Veud), Victor Ruffy (député du Parlement fédéral suisse, Parti socialiste).

EN GRANDE-BRETAGNE :
Richard Balfe (membre du Parlement européen), Griffiths W. (vice-président du Parlement européen).

EN ITALIE :
Rameo Rosario (député au Parlement européen).

Prière d'envoyer vos signatures à l'adresse suivante :

NADER POUR, 1, rue de Muret, 75016 Paris.

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

GRAND CONCOURS ADMINISTRATIFS

• ENA - ENM

• Banque de France :

Adjoint de Direction

Janvier à Mai - Août

AUTOUR : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
TEL. 22.40.72+

150 من الألف

1550 من الامم

DIPLOMATIE

Société démocratique...
et communistes...
l'interdiction des armes chimiques...

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires. Cette résolution avertit Pretoria que son refus de coopérer mettrait le Conseil « dans l'obligation de se réunir immédiatement pour envisager l'adoption de mesures appropriées ».

Le président Botha met en garde les Etats-Unis contre toute ingérence

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

AFRIQUE

République sud-africaine

Le Conseil de sécurité menace Pretoria de sanctions

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi soir 19 juin, par 13 voix et 2 abstentions (Etats-Unis et Grande-Bretagne), une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour son occupation illégale de la Namibie et faisant peser sur elle la menace de sanctions obligatoires.

mesures appropriées ». Les pays qui ne l'ont pas encore fait sont, d'autre part, invités « à envisager, en attendant, de prendre volontairement des mesures appropriées (...) pouvant comprendre : l'arrêt de nouveaux investissements (en Afrique du Sud) et la mise en œuvre de mesures de dissuasion (comme), le réexamen des liaisons maritimes et aériennes, l'interdiction de la vente de rands et autres

pièces frappées en Afrique du Sud et des restrictions dans les domaines sportif et culturel ».

Le président Botha met en garde les Etats-Unis contre toute ingérence

Johannesburg. - L'Afrique du Sud continuera d'être de représailles contre les Etats voisins qui permettent que leur territoire soit utilisé par les « terroristes » : dans un discours prononcé au Parlement mercredi 19 juin, à l'occasion de la clôture de la session, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a non seulement justifié le raid de Gaborone, mais averti les puissances occidentales et les Etats-Unis qu'il n'accepterait aucune ingérence dans les affaires intérieures de son pays.

De notre correspondant africain. M. Botha a souligné : « Le Botswana a le droit souverain d'obtenir des terroristes et l'Afrique du Sud est supposée attendre les bras croisés et permettre à ces terroristes de traverser la frontière et de tuer nos citoyens en toute impunité ! ».

et celles qui, par une intelligente coopération mutuelle, cherchent le bonheur de notre pays, avec ses cultures différentes et ses minorités ».

L'Afrique du Sud se reploie donc dans son bastion face à la montée des critiques à l'étranger. M. Botha a tapé du poing sur la table, clamant son bon droit et ses convictions, interdisant à quiconque de lui donner des leçons de démocratie, dénonçant un « complot international » ourdi par l'ennemi de toujours, le communisme.

« Je me demande », a indiqué le président de la République, si ces gouvernements sont réellement préoccupés du bien-être des peuples d'Afrique du Sud et s'ils s'inquiètent vraiment des droits fondamentaux de l'homme. »

Le repli sur soi-même

M. Botha a exprimé sa reconnaissance à l'armée et à la police pour la façon dont elles remplissent leur tâche, soulignant qu'il était « du devoir solennel du gouvernement de maintenir la loi et la stabilité à travers une véritable sécurité ».

Michel Bole-Richard.

A propos des Etats-Unis et de la menace de sanctions économiques qui se précise, le chef de l'Etat a signifié à son allié que, « s'il y a à Washington des éléments qui pensent que l'Afrique du Sud va être administrée par les Etats-Unis, qu'il soit bien clair que ces éléments mènent à une confrontation avec le gouvernement et le peuple sud-

Dans son intervention, le chef de l'Etat n'a fait aucune allusion à l'« affaire » de Cabinda (nord de l'Angola). Cette opération qui, le 21 mai, a été présentée par Pretoria comme une mission de reconnaissance des bases de l'ANC (Congrès national africain) et de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et qui était, de toute évidence, une opération de sabotage dans un pays étranger. Au-delà de cet avertissement aux nations qui se sont indignées des coups de force de l'Afrique du Sud, le chef de l'Etat a également fustigé ceux qui, à l'intérieur, contestent le régime. « C'est parce que nous sommes en train de réussir sur la voie de la réforme et qu'une Afrique du Sud stable est en vue », a-t-il indiqué, que les forces hostiles à cette évolution sont résolues à détruire les progrès réalisés.

L'Afrique du Sud est, selon lui, un cas particulier où un régime démocratique à l'occidentale n'est pas transposable. Le système doit reposer sur la « participation sans domination ». Pour cela, il faut explorer « toutes les possibilités offertes par l'autodétermination ».

M. Botha, d'autre part, a rejeté les accusations selon lesquelles les objectifs du gouvernement « allaient à l'encontre des conceptions civilisées des droits de l'homme, de la dignité et de la liberté sans distinction de race, de couleur et de religion. »

Ouganda

Amnesty International cite des témoignages accablants sur des tortures infligées à des prisonniers par l'armée

Dans un rapport publié ce mercredi 19 juin, Amnesty International affirme que des milliers de civils ont été arrêtés, et continuent de l'être, en Ouganda depuis l'accession au pouvoir, en décembre 1980 du président Milton Obote. L'organisation insiste sur le fait que bon nombre d'entre eux sont morts à la suite de tortures particulièrement atroces ou qu'ils ont « disparu », alors qu'ils étaient détenus par l'armée.

crées cette année dans le « triangle de Luwero », près de Kampala.

Les victimes de ces sévices sont, pour la plupart, des personnes accusées de collaborer avec la guérilla en lutte contre le régime, d'être adhérents ou sympathisants de partis légaux d'opposition. Il s'agit aussi parfois de simples citoyens victimes de vengeances personnelles.

En conclusion de ce rapport, Amnesty International appelle les autorités ougandaises à mettre un terme à la pratique de la torture et demande que les détenus puissent avoir des avocats, recevoir la visite de parents, et qu'ils soient, le cas échéant, officiellement inculpés et traduits en justice.

Un homme de trente-trois ans a eu les testicules en partie arrachés avec une pince à castrer le bétail, des femmes ont été violées, battues à coups de crosse, de machettes, ou encore brûlées au fer rouge.

En publiant les résultats des examens médicaux, Amnesty International indique ne pas connaître le nombre exact des personnes incarcérées, torturées ou tuées mais avoir des descriptions détaillées de centres où sont détenues en permanence des dizaines de personnes, en différents lieux, notamment dans des casernes de l'armée et des camps spéciaux

Amnesty International cite également des témoins ayant vu des soldats battre à mort des civils : allonger les prisonniers sous des pneus enflammés, laisser dégoûler le caoutchouc bouillant sur eux, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

D'anciens détenus décrivent des passages à tabac répétés, pratiqués avec des marteaux, des barres de fer et des planches avec des clous saillants.

En publiant les résultats des examens médicaux, Amnesty International indique ne pas connaître le nombre exact des personnes incarcérées, torturées ou tuées mais avoir des descriptions détaillées de centres où sont détenues en permanence des dizaines de personnes, en différents lieux, notamment dans des casernes de l'armée et des camps spéciaux

« par respect du mois sacré de ramadan », interrompu leur mouvement entamé le 25 avril dernier, précisant qu'ils le reprendraient à l'issue du mois de jeûne s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur l'amélioration de leurs conditions de détention (le Monde daté 26-27 mai 1985).

Comment devenir capitaliste international quand on n'est ni capitaliste ni international?

4 PLACEMENTS DYNAMIQUES ET SÛRS DU GROUPE ROBECO, 1^{er} INVESTISSEUR EUROPÉEN.

Avec le Groupe Robeco, le travail que vous auriez à faire pour profiter de toutes les opportunités des marchés boursiers et de l'immobilier commercial dans le monde, est déjà fait.

Et bien fait.

Pour être toujours en mesure de répondre à l'objectif que vous assignez à votre placement, le Groupe Robeco a constitué quatre types de fonds auxquels vous pouvez souscrire pour des montants très accessibles. Quatre fonds communs investis respectivement en actions d'entreprises

éprouvées (Robeco) ; en actions d'entreprises d'industries de pointe (Rolingo) ; en obligations (Rorento) ou en immobilier commercial (Rodamco)...

Partout, une gestion et un rapport sécurité-profit réputés.

D'ailleurs, si le Groupe Robeco est le premier investisseur européen et l'un des tout premiers du monde, avec un portefeuille global d'environ 52 milliards de francs, c'est que les souscripteurs de ses fonds y ont trouvé beaucoup d'intérêts.

Les titres des fonds du Groupe Robeco

sont cotés sur 19 grandes places financières, dont Paris.

Vous les acquérez par l'intermédiaire de votre banque ou de votre agent de change.

Pour prendre contact avec eux en connaissance de cause, téléphonez-nous au (16-1) 342.01.01 ou adressez-nous le coupon ci-dessous. Nous vous ferons parvenir une information gratuite, simple et détaillée sur notre stratégie d'investissement, nos placements, leurs modalités et leurs résultats dont l'évolution générale est remarquablement positive.

Adressez le coupon ci-dessous à : ROBECO, Service Information, 146-148, rue de Picpus 75012 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et ses fonds de placement :

Robeco ☐ Rolingo ☐ Rorento ☐ Rodamco ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

M/2008 2/81

GROUPE ROBECO

ASIE

Japon

Washington a officiellement demandé à Tokyo un transfert de technologie à usage militaire

De notre correspondant

Tokyo. - L'administration américaine a demandé récemment, et officiellement pour la première fois, un transfert de technologie japonaise à usage militaire aux Etats-Unis, a-t-on appris, mercredi 19 juin, de source officielle à Tokyo. La presse locale, citant le ministère nippon de la défense, indique que la requête porte sur les systèmes antimissiles, un domaine dans lequel les Japonais seraient particulièrement avancés.

Premier pas concret dans le sens voulu depuis longtemps par les Etats-Unis, ce développement, de portée technologique, commerciale et stratégique encore difficile à évaluer, est important mais pas surprenant. Il était, en effet, attendu depuis bientôt deux ans, depuis que le gouvernement de M. Nakasone s'était laissé convaincre par les Etats-Unis de faire, en leur faveur, une exception à l'interdiction de toute forme d'exportation d'armes par le Japon.

Un accord bilatéral prévoyant le transfert de technologies japonaises ambivalentes - pouvant servir à des fins civiles ou militaires, soit une panoplie pratiquement illimitée - avait été signé en 1983. Une commission mixte chargée de la supervision des transferts avait été créée.

Le programme antimissile SDI

Cette évolution témoigne, d'abord, des remarquables progrès réalisés par les Japonais en matière de technologies de pointe. Elle entre, ensuite, dans la logique du traité de sécurité nippo-américain et dans celle d'un partage plus équitable de la coopération et des responsabilités des deux alliés. Et cela à une époque où la technologie, sous diverses formes (semi-conducteurs, ordinateurs, nouveaux matériaux, etc.), s'installe au cœur même des armements et des systèmes de défense.

L'accord, qui s'applique au secteur privé, entre également dans la logique de la coopération, mais aussi de la collaboration technologique et commerciale des grandes firmes des deux nations. Compte tenu du poids de ces géants, l'opposition parlementaire réduite qui n'a pas favorisé le développement d'un complexe militaire-industriel américano-japonais de portée mondiale.

Enfin, il est intéressant de souligner que l'annonce de la requête

Vietnam

Mort de Xuan Thuy ancien négociateur des accords de Paris

Xuan Thuy, vice-président de l'Assemblée nationale, ancien négociateur des accords de Paris, est décédé, mardi 18 juin, à Hanoï d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-trois ans, a annoncé l'agence de presse vietnamienne VNA. Il était membre du présidium du comité central du Front de la paix et ancien secrétaire du comité central du Parti communiste vietnamien. Ses funérailles ont lieu ce jeudi.

[Né à Ha-Dong (près de Hanoï) en 1912, Xuan Thuy adhère en 1926 à la Ligue des jeunes révolutionnaires fondée par Nguyen Ai Quoc (alias Ho Chi Minh). Il est arrêté à deux reprises en 1928 et en 1929, puis incarcéré en 1939, pour six ans. Libéré après le coup de force japonais du 9 mars 1945, il est nommé rédacteur en chef de Cua Que (Le Salut national), organe officiel du Vietnam. A la même époque, il est élu membre du comité central du Vietnam]

Le sort des détenus politiques

La délégation de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam en France (1) nous signale que trois boîtes et un écrin, qui figurent parmi des groupes de religieux et d'intellectuels arrêtés à Ho Chi Minh-Ville au printemps 1984, (le Monde daté 24-25 juin 1984) sont victimes de conditions de détention particulièrement dures. « Alors que la plupart des détenus ont pu jouir du droit de recevoir la nourriture envoyée par leurs familles et ont été placés dans des cellules avec d'autres prisonniers, les moines Tué Sy, Tri Siu et Tri Hai, ainsi que l'écrivain Doan Quoc Sy ont été gardés, de nuit, dans des cachots isolés et, de 6 heures du matin à

22 heures, dans des salles d'interrogatoires depuis plus d'un an », affirme-t-elle. Selon la délégation, « un ancien détenu à la prison Phong Dang Luu, à Gia-Dinh (banlieue de Ho Chi Minh-Ville) a affirmé qu'il les a vus tous les soirs, vers 23 heures, rentrer des séances d'interrogatoires, s'entretenant comme des fonctionnaires ». Leur procès, selon certaines sources, pourrait avoir lieu en juillet à huis clos. Ils seraient accusés d'« espionnage pour le compte des Américains et des Chinois ».

(1) 7, rue du 8 mai 1945, escalier B, 92340 Bourg-la-Reine.

AMÉRIQUES

Pérou

Un entretien avec le président Garcia

(Suite de la première page.)

Alors n'a-t-il, à Paris, aucun projet de contacts politiques de haut niveau, même très discret ? Il étreint ses bras, secoue sa grande carcasse, hoche la tête, hésite une seconde. C'est plutôt : non. Il veut repartir très vite, dès jeudi, peut-être pour Lima, et préparer son grand discours du 28 juillet.

A Paris, il a un peu flâné, vu des amis, respiré l'air du quartier latin où il a passé deux ans et demi, à partir de 1974. Il est allé dîner, avec François Bourricaud, au Tanager, dans le quartier des Batignolles, un bistrot tenu par un Marocain, où il faisait la mancha pendant ses années d'études. Il chantait des chansons mexicaines. Le patron du Tanager n'a pas eu l'air trop intimidé.

Alors à la presse intriguée par cette visite « privée », a quitté le grand hôtel de la rue d'Orléans pour s'installer dans le studio d'un copain, sous les toits, d'où l'on aperçoit en se tordant le cou la Seine et Notre-Dame. La « complexité » de la rive gauche...

Une nation au bord du chaos

Est-il fier, inquiet, préoccupé à l'idée de diriger une nation au bord du chaos, de retrouver une situation encore plus grave que celle de l'Argentine d'Alfonso, qui était à Lima au début de juin ? Il hausse ses sourcils charbonneux. Pas vraiment. Il a l'air très tranquille, sûr de lui, de cette force intérieure que, lui a donné une victoire électorale sans bavures. Mais il se dit très « lucide ». Devant son café crème, il retrouve ses réflexes d'universitaire. Il ne peut pas parler de ses projets, de ses idées, de la manière dont il va prendre les choses en main - « et tout de suite », dit-il, en tapant sur la table - sans prendre un crayon. Et d'aligner chiffres, statistiques, pourcentages, dessiner des pyramides pour illustrer l'équilibre qui sépare la petite minorité de ceux qui vivent dans la société de consommation occidentale et l'énorme majorité des marginaux, des misérables des Andes et des bidonvilles de Lima.

Son graphique est très clair et l'on comprend qu'il s'enflamme. 25 % des Péruviens reçoivent 80 % du revenu national ; les 75 % qui restent, seulement 20 %. « Au Pérou, dit-il, l'injustice est régionale, sectorielle et sociale. D'où son idée de base : reconstruire le pays, pour faire bouger la société », résume l'économiste sur de nouvelles bases, proprement péruvienne et moins dépendantes des intérêts, et surtout des habitudes, de

l'étranger. Le pays est asphyxié, étranglé par la dette extérieure, désertifié, submergé par une économie « paralysée » - celle du trafic de drogue, en progression rapide - et qui corrompt tout ce qu'elle touche. Tous les calculs des experts sont faussés par l'existence d'une économie dite « informelle », dont les dizaines de milliers de petits marchands ambulants qui encombreront le centre de Lima ne sont que la partie visible de cet iceberg à la fois culturel et social.

Alors ne nie évidemment pas ces réalités complexes. Sa solution ? Enfin, l'une des solutions : « réactiver » les secteurs marginaux où subsistent les trois quarts des Péruviens, relancer la petite et la moyenne agriculture andine, qui pourrait offrir alors de quoi nourrir les pauvres, les oubliés, les « informels » des villes. En somme, un système de l'offre et de la demande à visage humain. Rétablir les équilibres rompus entre la sierra et le littoral. Encore faut-il convaincre la minorité qu'il est nécessaire de changer les règles du jeu. « Si on leur explique qu'il n'y a pas d'autre voie, que c'est ça ou la chute générale, c'est jouable », affirme-t-il. Et à côté, curieusement, la récente victoire de Bettino Craxi, qui a obtenu « l'imparable »...

Il croit à ce qu'il appelle un nouveau « modèle productiviste », et parle de « fondamentalisme andin ». Il n'est sans doute pas le premier politicien péruvien à se préoccuper du sort des masses rurales et urbaines. Haya, son maître, le fondateur de l'APRA (1), regardait vers les cimes des Andes. Comme Mariategui, inspirateur de tous les courants marxistes et révolutionnaires du Pérou moderne. Depuis les années 30, la plupart des dirigeants liméniens se sont penchés sans succès sur cet irritant problème andin, qui explique en grande partie le phénomène, exaspérant à force d'hémorragie, de Sendero lurrineux.

La « foi andine »

La « foi andine » d'Alan se justifie aussi par les progrès nationaux de l'APRA et par une réflexion universitaire. On retrouve l'étudiant en sociologie. « En commençant ma thèse, dit-il, je me demandais pourquoi l'APRA était d'abord implanté dans le nord du pays, dans ce qu'on appelle le « Nord-Ande » autour de Trujillo. Et pratiquement instantanément dans le sud, dans les Andes, à Puno, Arequipa, Ayacucho ou Cuzco. Eh ! bien, tout cela a changé. L'APRA n'est plus seulement un parti régional. Nous l'avons aussi emporté dans les Andes en avril, et dans les bidon-

villes de Lima. Nous portons maintenant les espoirs de tous les Péruviens. »

C'est exact. Ce qui a permis à François Bourricaud, qui qualifie Alan Garcia de « très bon gosse », de dire : « Il n'a pas fini d'écrire sa thèse. Mais il l'a déjà passée sur le terrain avec une mention « Très bien. »

Alors, un projet vraiment révolutionnaire ? Il sourit, ne dit pas non. Mais la dette ? Près de 14 milliards de dollars. Comment l'affronter ? Il a



Deuts. de SZLAEMANN.

déjà laissé entendre qu'il n'accepterait pas « les recettes du FMI ». D'autres ont esquissé les mêmes intentions. On connaît les résultats, par exemple à Buenos-Aires.

Il répond : « Nous souhaitons payer. Mais nous demandons et nous demandons du réalisme. Le gouvernement Belaunde avait parlé d'assistance sans récession. Moi, je propose une assistance sans misère. Je reconnais que mon programme est incompatible avec les recettes classiques du FMI. Mais mon engagement est avec tout le peuple péruvien, pas avec le FMI. Il faut expliquer la sens et les raisons de notre relance, et prendre les décisions du jour. Ne pas attendre, parler, négocier, mais agir et être clair. Qu'on y songe : nous devrions d'ici à décembre rembourser environ 4 milliards de dollars. Or le valeur de nos exportations va atteindre environ 60 % de cette somme astronomique. C'est absurde, injuste, impossible. C'est une opération d'étouffement. »

La concertation avec les autres pays andins ? Elle progresse, elle est « irréductible », mais elle est « difficile ». « La dette est pourtant, dit Alan, un épi de Damoclès au-dessus de la planète. Le symbole même des relations entre les pauvres et les riches du monde. Elle va contraindre les dirigeants d'Amérique latine à passer des paroles aux actes. »

Le « nazisme rouge »

Sendero lurrineux, son terrorisme qui s'étale, fait tâche d'huile, s'infiltre dans les villes, et d'abord à Lima ? Autre problème majeur, et non contournable. Pour Alan, Sendero c'est le « nazisme rouge ». Il n'est pas hostile à l'idée d'une approche, d'un dialogue, mais doute apparemment des bonnes intentions des insurgés. Pourtant, il compte proposer solennellement une amnistie absolue aux « auteurs de crimes de sang ». En somme, une amnistie à la colombienne.

Grève des fonctionnaires. - Près de quatre cent mille fonctionnaires péruviens ont commencé, mardi 18 juin, une grève illimitée afin d'obtenir la satisfaction de leurs revendications salariales, a annoncé M. Raul Caballero Vargas, secrétaire général de la Confédération intersectorielle des fonctionnaires (CITE). Ils ont été rejoints mercredi par soixante mille salariés de la santé publique. De son côté, la corporation des services publics - qui avait animé en février dernier un mouvement de grève d'un mois - a organisé, mardi à Lima, une marche en direction des bureaux du premier ministre. - (AFP.)

biens. Si elle échoue ? La réponse est immédiate. « Il faudra se battre, taper fort... » Il ajoute : « Sendero est en réalité un problème latino-américain. Il a surgi dans les Andes péruviennes, c'est vrai, mais nous sommes au centre de l'épine dorsale du continent... »

Le Pérou est le premier producteur de coca d'Amérique. On estime que 80 000 hectares sont consacrés à cette culture, en particulier dans la vallée du Huallaga. Les exportations clandestines de la pâte concentrée de coca transformées en pâte concentrée représentent des centaines de millions de dollars. Comment contrôler ce trafic ? Alan, là aussi, a une réponse qui rappelle celle du président colombien Betancur après l'assassinat de son ministre de la justice par la mafia : « Je déclarerai la guerre aux trafiquants. Ce qui implique, c'est une véritable normalisation de la vie publique... »

Un nouveau modèle de développement, une austérité « sans misère », la défense intangible de la souveraineté : telles seront les grandes lignes de son discours du 28 juillet. Il sait que le « talon d'Achille » du Pérou, en tout cas du gouvernement Belaunde, c'est l'achat de Milagro 2000, alors que le pays est pratiquement en cessation de paiement. Un thème délicat, parce que lié aux relations avec les forces armées. « Nous avons, dit-il, des conflits de frontière avec pratiquement tous nos voisins. C'est malheureusement un fait d'évidence. Il faut régler cela, conclure des accords régionaux avec ceux qui sont bien disposés, et réduire par conséquent nos dépenses d'armement... » Sous-entendu : sans heurter les militaires.

C'est l'un des « travaux d'Hercule » qui attendent Alan. Et non des moindres. Mais l'homme a du souffle, du coffre, du courage, de l'ambition, et la foi du charbonnier. Son grand souci : être pris au sérieux hors du Pérou. Comme Haya de la Torre, dont il se réclame, tout en ayant donné un tour « moderne » à l'APRA, c'est une force de la nature. Il aura aussi besoin de succès, de chance.

MARCEL NIEDERGAU.

(1) L'APRA, fondé par Haya avec le souci d'étendre le mouvement à toute l'Amérique latine, est aussi maintenant simplement appelée Parti agraire péruvien (PAP).

El Salvador

TREIZE MORTS DONT QUATRE MILITAIRES AMÉRICAINS DANS UN ATTENTAT CONTRE UN RESTAURANT

San-Salvador (AFP, Reuter). - Treize personnes dont quatre « marines » américains ont été tués, mercredi 19 juin, dans un attentat perpétré contre un restaurant situé dans la « zone rose » de la capitale, le quartier des cabarets et des boîtes de nuit.

Selon le récit des témoins, plusieurs hommes armés de pistolets-mitrailleurs et portant des tenues camouflées sont descendus de deux voitures et ont immédiatement ouvert le feu en direction d'une table située sur la terrasse du restaurant où avaient pris place les quatre « marines ». L'ambassade des Etats-Unis à San-Salvador a confirmé la mort des quatre militaires, dont l'un est décédé sur le coup et les trois autres pendant leur transfert à l'hôpital, mais a refusé de révéler leur identité. Trois Guatémaltèques, un Chilien, résident au Salvador, et cinq Salvadorens qui se trouvaient dans le même établissement ont également été tués.

Les agresseurs, profitant de la panique, ont pu prendre la fuite avant que le quartier ne soit bouclé par d'importantes forces de police. Une vaste opération de nettoyage a été entreprise dans la capitale pour tenter de retrouver les auteurs de l'attentat, qui n'a pas été revendiqué.

VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES POUR HOMMES

A PARTIR DU 21 JUIN
DANS TOUS LES RAYONS

SOLDÉS

JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

A PARTIR DU 21 JUIN
DANS TOUS LES RAYONS

SOLDÉS

JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

AUX TROIS QUARTIERS

17, Bd de la Madeleine, Paris

1550 من الألبا

AMÉRIQUES

Pérou

« La subversion fait tache d'huile, particulièrement dans le secteur urbain »

affirme un officier supérieur

De notre correspondant

Lima. — Avant la passation de pouvoirs entre le président sortant, M. Fernando Belaúnde, et le nouvel élu, M. Alan García, le 28 juillet prochain, l'armée fait le bilan de la lutte qu'elle mène contre la subversion depuis décembre 1982. L'officier supérieur, spécialiste de la lutte antiterroriste, qui nous a rapporté les propos suivants, tient à conserver l'anonymat.

Après cinq ans de lutte armée, la subversion recule-t-elle comme l'assure le ministre de l'intérieur, ou bien se développe-t-elle ? « On ne peut pas mesurer l'action de la guérilla simplement au nombre de pylônes détruits ou de voitures piégées », explique l'officier, la subversion se développe sur tous les terrains et fait tache d'huile actuellement, particulièrement dans le secteur urbain, sans doute pour compenser son léger retrait dans la région d'Ayacucho. Aujourd'hui, elle touche de nouveaux secteurs, comme les universités de la capitale, parce que la jeunesse rêve toujours d'être Superman ou Robin des Bois. »

Les militaires péruviens ont reconnu à plusieurs reprises s'être pas-

trés à l'aise dans leur mission de défense de l'ordre interne et subordonnée aux autorités civiles. « La subversion se combat par des décisions opportunes et adéquates. Nous n'avons pas pu les prendre. Nous avions demandé un changement de statut et cela nous a été refusé. Déclarer l'état d'urgence sur tout le territoire (1), c'est peut-être nécessaire, il vaut mieux se résoudre à prendre cette mesure pendant quatre à six mois que de vivre avec la subversion, comme la Colombie, pendant plus de trente ans. »

Pour l'armée, le régime civil a été le premier obstacle à une lutte efficace contre la guérilla. Les responsabilités incombent ensuite à la presse et au pouvoir judiciaire. « La presse fait office de caisse de résonance au moindre acte de sabotage... Peu nous importe que la presse soit gérée par le secret militaire. Nous sommes en guerre. Nous n'avons aucune raison de lui donner certaines informations importantes que l'ennemi doit ignorer. » L'armée souhaite aussi, en raison de la lenteur du pouvoir judiciaire,

que des tribunaux militaires jugent les présumés terroristes. « La justice ne peut pas être neutre, elle doit s'identifier avec un camp ou avec l'autre. Imaginez quel serait le sort de la société si la justice libérait les détenus de la prison d'El-Fronton... L'explosion, parce que ces hommes sont irréductibles. » Actuellement, sur plus de cinq cents détenus, moins d'une dizaine ont été reconnus coupables, et plus d'une centaine de prévenus ont été relâchés faute de preuves. Des statistiques font état de plus de trois mille morts au cours des combats. Combien de militants dans la guérilla ?

« Nous nous disputons la population »

« Il faut remettre les choses à leur place. On lit parfois dans la presse péruvienne que trois cents ou cinq cents guérilleros ont été capturés dans tel ou tel village. C'est du sensationnalisme. Chaque six mois, des paysans enrôlés de force et utilisés comme chair à canon, parce que les senderistes, les seuls bien armés, sont aussi les premiers à se replier. » Sentier lumineux est une organisation extrêmement cloisonnée. L'armée est-elle parvenue à l'infiltrer ? « Evidemment, mais c'est un travail de longue haleine. Le jour où nous parviendrons à atteindre le comité central, Sentier n'existera plus. Mais les dirigeants sont des gens très bien organisés. Cette guerre est une guerre d'intelligence et de patience, d'infiltration, de part et d'autre. Les guérilleros aussi se sont infiltrés un peu partout, dans l'entreprise de télécommunications ENTEL, et à certains niveaux inférieurs de l'armée. C'est comme un cancer qui, avec le temps, gagne du terrain. »

Au départ, Sentier lumineux a essayé de gagner l'appui de la population paysanne d'Ayacucho, une des régions parmi les plus pauvres et les plus abandonnées du Pérou. « En 1965, les guérilleros d'inspiration castriste étaient des étrangers pour les habitants de la Sierra, d'où leur échec. Aujourd'hui, les senderistes sont des fils de paysans, qui ont étudié en ville avant de regagner la campagne. Leur travail politique et idéologique a duré plus de dix ans. »

Le problème le plus grave, c'est que la population paysanne est prise entre deux feux. « Nous nous disputons la population, chacun de son côté. » Est-ce que cela explique les « disparitions » ? « Les disparitions, ce sont des senderistes qui ont pris le maquis. Les détenus présentés devant témoins par des hommes en uniforme ? Le premier venu peut

acheter un uniforme dans certaines échoppes pour se faire passer pour un policier ou un soldat. L'officier est catégorique : les « détenus-disparus » cités par Amnesty International n'existent pas aux yeux de l'armée.

Sentier lumineux n'est-il pas en train d'évoluer de la guérilla rurale au terrorisme urbain ? « La bataille est parallèle. Dans les campagnes, il s'agit de conquérir un territoire. En ville, de provoquer, avec la guerre psychologique, une panique collective. Avec les attentats du 7 juin (2), ils ont discrédité la police ; la voiture piégée avait été volée deux heures plus tôt au procureur général de la nation. Le président a dû se résoudre à confier à l'armée la responsabilité de la sécurité des invités à la cérémonie de passation de pouvoirs. »

Le chef de l'Etat dénonce souvent les liens des terroristes avec les trafiquants de drogue : « Le dirigeant des senderistes, Abimael Guzman, est un dogmatique. Et le trafic de cocaïne ronger tout. Donc, on ne peut pas parler de narco-terroristes, d'autant plus qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs, peut-être simplement une coïncidence d'intérêts : les deux doivent se protéger contre la répression. Le trafic contribue à Sentier parce qu'il accélère la décomposition de la société. La subversion convie aux trafiquants parce qu'elle détourne l'attention de la police. C'est tout. L'appui est peut-être logistique : vêtements, victuailles, argent et quelques armes. »

L'armée reconnaît la quasi-impossibilité de venir à bout de la subversion senderiste sans disposer de tous les moyens. M. Alan García leur donnera-t-il tous les pouvoirs ? On peut en douter. Plusieurs dirigeants de son parti ont proposé soit une amnistie, soit l'ouverture d'un dialogue. D'autres ont parlé d'intenter un procès aux responsables de la violation des droits de l'homme, comme en Argentine...

En tout cas, ce n'est pas en dépensant 300 millions de dollars pour acquérir des Mirage-2000 que l'armée viendra à bout de la subversion. Avec le prix d'un Mirage, il serait possible d'acheter plus de 4 000 voitures de police. Ce n'est pas non plus la meilleure manière, pour le Pérou, de lutter contre la crise économique. Tels sont en tout cas les commentaires que fait la presse liménienne.

NICOLE BONNET.

- (1) Sur les 153 provinces que compte le pays, 29 ont été déclarées en état d'urgence.
- (2) Lors de la visite du président argentin Raúl Alfonsín, au palais présidentiel, une voiture piégée avait explosé en face de la résidence du chef de l'Etat péruvien.

Guatemala

Le groupe de « soutien mutuel » fait état de sept cents disparitions

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Malgré de multiples intrusions, le groupe Soutien mutuel, association d'aide aux familles de disparus, tente désespérément de survivre dans le climat de violence qui ne cesse de ronger le Guatemala. Après l'assassinat de deux de ses principaux dirigeants et les sérieux coups qui lui ont été portés récemment pour la réduire au silence, cette association humanitaire se retrouve aujourd'hui visiblement affaiblie, et la peur s'est insinuée dans ses rangs.

Pourtant, bravant les interdictions et les risques encourus, les membres du groupe viennent de décider de se rendre vendredi 21 juin au palais présidentiel pour essayer de remettre au chef de l'Etat, le général Mejía, une liste de sept cents personnes « disparues » ces dernières années. Seul imprévu, ce sera la première manifestation publique de Soutien mutuel depuis la mise en veilleuse forcée de ses activités, en avril.

« Sous la pression de menaces de plus en plus précises, nous avons renoncé à nous réunir tous les vendredis devant le palais présidentiel comme nous le faisons régulièrement auparavant », nous ont déclaré des membres du groupe, qui préfèrent garder l'anonymat. Les contacter n'est d'ailleurs pas facile. Se sentant traqués, ils redoublent de précautions pour rencontrer le journaliste de passage. Cette inquiétude n'est pas faite, d'autant que l'impitoyable liquidation de deux responsables de Soutien mutuel est encore dans toutes les mémoires : Hector Gomez, enlevé le 30 mars puis retrouvé assassiné le lendemain ; Rosario Godoy, secrétaire du groupe, enlevée à son tour le 3 avril avec son bébé de deux ans, et son frère de dix-huit ans ; douze heures plus tard la police invitait la famille à venir identifier les cadavres à la morgue.

Selon les autorités, les victimes auraient trouvé le mort dans un accident de la circulation, mais cette version a été catégoriquement démentie par l'archevêque de Guatemala, Mgr Prospero Pinedo, et il ne fait plus guère de doute aujourd'hui que Rosario Godoy, dont le corps portait des traces de coups, a bel et bien été assassinée.

Fou habitué à léiner sur les moyens, le régime cherche visiblement à se débarrasser d'un mouvement qui est, pour lui, un intolérable défi. Le groupe de Soutien mutuel a été fondé en juin 1984 par quelques femmes, après la disparition du mari de Rosario Godoy et de six autres dirigeants de l'Association des étudiants de l'université de Guatemala. En une année, ce mouvement était passé de six à six cent quarante familles, qui refusaient de se résigner à la disparition de leurs proches. Soutien mutuel a évalué à trois mille le nombre des disparus en 1984, mais le plupart des familles des victimes té-

saient à adhérer au groupe, par crainte de représailles. Après une apparente accalmie, un regain de violence est perceptible, surtout dans les campagnes, à l'approche des élections, fustigées par les militaires au 6 novembre. Presque chaque jour, des arrestations et de nouveaux assassinats politiques sont signalés, mais peu de cas sont formellement communiqués au groupe.

« Terreur psychologique »

Menacées de mort, les deux dernières responsables du comité de Soutien mutuel, M^{lle} Nineth Garcia et Isabel Castanon, n'osent plus guère se manifester ouvertement. D'ailleurs, elles changent régulièrement de domicile et ne se déplacent qu'accompagnées par des membres des Brigades internationales de paix, une organisation non violente d'origine américaine qui leur sert de bouclier protecteur. Ces volontaires dénoncent le « terreur psychologique » créée autour de Soutien mutuel par les services secrets et par les groupes paramilitaires d'extrême droite. Pourtant, au pèni de leur vie, les deux responsables encore présentes de Soutien mutuel n'ont pas l'intention de quitter le Guatemala, malgré les offres d'asile politique qui leur ont été faites par les Etats-Unis et par d'autres pays étrangers.

Pour le premier anniversaire de sa fondation, l'association vient de publier dans la presse guatémaltèque des placards publicitaires avec les noms des sept cents disparus figurant sur ses listes. Dans un pays où les assassinats politiques ont toujours réglé le sort des prisonniers politiques, le groupe humanitaire ne désespère pas d'en retrouver quelques-uns en vie, se disant persuadé de l'existence de « prisonniers clandestins ». Pourtant, les familles des disparus savent qu'elles n'ont pas grand-chose à attendre des autorités, qui s'obstinent à faire la sourde oreille.

Sous la pression des Etats-Unis, le gouvernement avait été contraint en novembre dernier d'accepter la formation d'une commission d'enquête tripartite comprenant les vice-ministres de la défense et de l'intérieur ainsi qu'un représentant du ministère public. Dans un rapport remis le 6 juin à une délégation du groupe, cette commission s'est bornée à conclure que « les personnes mentionnées dans les listes de Soutien mutuel ne se trouvent dans aucun centre pénal ni aucune prison de la République ». L'organisation humanitaire a ensuite demandé audience à la commission tripartite, mais le procureur lui a répondu que celle-ci avait été dissoute.

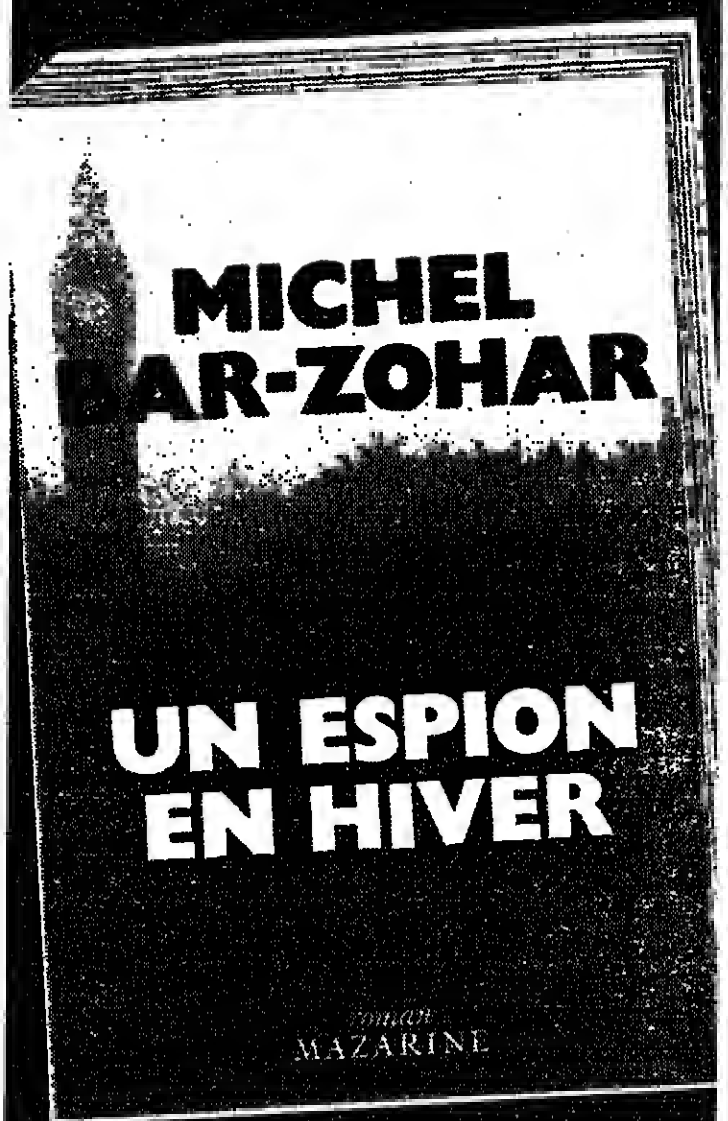
Trois nouvelles dispositions d'animateurs d'œuvres sociales de l'Eglise viennent d'être dénoncées par Mgr Prospero Pinedo, qui s'efforce de rompre le silence sur le pays.

JEAN-CLAUDE BURRER.

BAR-ZOHAR

“Pour les fans de John Le Carré... Déconseillé aux cardiaques.”

Los Angeles Times



252 pages
75 F

“Intelligent et convaincant. Amour, mort et duplicité : tous les ingrédients d'un excellent roman d'espionnage.”

New York Times

“Une intrigue en forme de labyrinthe. Et une enquête sur la guerre fratricide que se livrent les services secrets britanniques.”

New York Times Book Review

MAZARINE

le président Garcia

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.



Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

Alan García, président élu du Pérou, est arrivé à Lima ce vendredi 21 juin 1985. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Le nouveau président a promis de lutter contre la subversion et de rétablir la démocratie.

politique

LE CONFLIT ENTRE M. FABIUS ET M. JOSPIN

LE BUREAU EXÉCUTIF DU PS

« Ni tumulte ni dramatisation »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a annoncé au bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 19 juin, qu'il saisirait le prochain comité directeur, le 6 juillet, des questions relatives à « la place du Parti socialiste, son rôle et sa fonction » dans la prochaine campagne électorale, questions qui sont notamment à l'origine de son différend avec M. Laurent Fabius.

M. Jean-Pierre Desrude, porte-parole du PS, a publié à l'issue de la réunion du bureau un communiqué qui souligne que « les questions concernant la place du Parti socialiste, son rôle et sa fonction dans la prochaine campagne des élections législatives, doivent être posées, débattues et résolues par la direction du parti, c'est-à-dire son comité directeur, en dehors du tumulte, et sans dramatisation ».

Par la lettre qu'il doit faire parvenir à chaque membre du comité directeur, M. Jospin entend que « son analyse et ses suggestions soient clairement connues, en dehors de toute interprétation ».

M. Jospin a expliqué qu'il n'avait pas voulu s'exprimer publiquement au début de la semaine, car le meeting de M. Fabius à Marseille ayant été présenté comme le lancement de la campagne des législatives, il ne souhaitait « ni infliger ni confirmer » cette interprétation.

Le débat ne s'est pas réellement engagé entre les membres du bureau exécutif, qui ont été très nombreux à intervenir. M. Jean Popper, numéro deux du PS, s'est demandé si cette lettre était vraiment opportune. Il a estimé que, s'il y avait débat de fond, ce débat doit avoir lieu. M. Georges Sarre a également considéré que, s'il s'agissait d'un désaccord politique, celui-ci doit être clarifié.

La tournure que prend cette affaire provoque un malaise évident au PS. Plusieurs membres du bureau exécutif soulignent que le contenu de la lettre envoyée par M. Jospin aux membres du comité directeur sera déterminant. La décision de M. Jospin ne semble guère plaire aux mitterrandistes « historiques ». L'un d'eux confiait mercredi, en privé, sa désapprobation. Un autre dirigeant du PS se demande si M. Mitterrand va réellement laisser ce processus jugé dangereux se développer pendant deux semaines.

M. Jospin fera parvenir à chaque membre du comité directeur une lettre précisant sa position. S'il souhaitait manifester, de manière spectaculaire, son autorité sur le PS face à M. Fabius, M. Jospin pourrait mettre son mandat de premier secrétaire en jeu.

Mercredi 19 sur TF1, lors de l'émission « Parions France », M. Fabius a affirmé qu'il n'y a absolument aucune divergence réelle sur le fond entre lui et le premier secrétaire du PS.

M. Jospin, qui M. Fabius, mais pense plutôt du côté de M. Jospin. Le CÉRES a toujours regretté l'effacement du PS et se méfie des orientations fondamentales de M. Fabius. Les rattachés sont en position d'attente, mais, souligne l'un d'eux, ce débat montre que le clivage entre « archaïques » et « modernistes » traverse aussi le courant « Mitterrand ».

La querelle Jospin-Fabius survient dans un climat déjà tendu au PS. Les négociations en cours sur la composition des listes montrent, selon certains des minoritaires du parti, une volonté « bégémoïque » du courant A (mitterrandiste).

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Les divergences au sein du PS

(Suite de la première page.)

M. Jospin ne s'est pas contenté de rester assis, raide dans son fauteuil, agrippé aux accoudoirs, lors d'interminables séances de « vérification » de l'accord de gouvernement PC-PS, face à un Georges Marchais qui de 1981 à 1984 devant les caméras de télévision lui donnait du « cher Lionel » avec un sourire carnassier. Il a dû s'imposer dans son parti et faire comprendre que l'héritage n'était pas qu'un « cadeau ». Le Parti socialiste, force d'appui et masse de manœuvre du pouvoir est à la recherche de son autonomie et d'un point d'équilibre entre cette autonomie et le soutien de la politique conduite par le premier ministre et le président de la République. Le socialisme existait avant M. Mitterrand et existera après lui.

En appelant les militants socialistes — ou du moins leurs représentants au comité directeur — à trancher le conflit qui l'oppose à M. Fabius, le premier secrétaire du PS a trouvé l'occasion de manifester, aussi, que socialisme, en terme de parti, n'est pas forcément syno-

nyme de « Mitterrandisme ». A sa manière, M. Jospin prépare l'après-Mitterrand, comme l'avait fait M. Fabius (« Lui, c'est lui. Moi, c'est moi »).

M. Fabius, en effet, a été le premier à prendre son envol, et ce n'était pas plus facile pour lui que pour le premier secrétaire d'un parti que l'on croyait, conformément à l'image de la V^e République, « corrompu » ou « godillot » jusqu'à la fin des temps socialistes d'exercice du pouvoir. Choisi au bureau au sein d'un parti qui n'avait pas encore connu l'ère mitterrandienne — il a grandi à l'ombre de celui qui était alors le premier secrétaire du Parti socialiste et y a fait carrière par l'intelligence et la fidélité. A Matignon, il n'est pas resté plus de deux minutes le « chef de cabinet » du président de la République que l'on attendait. Sa stratégie d'image, son discours élargi aux franges de la droite gestionnaire, humaniste et sociale, lui ont permis de manifester très rapidement une existence propre.

« Il n'y a aucune divergence réelle sur le fond »

estime le premier ministre

Interrogé sur son conflit avec M. Lionel Jospin, mercredi soir 19 juin, au cours de son quart d'heure mensuel « Parions France » sur TF1, M. Laurent Fabius a déclaré : « Il n'y a pas de querelle. Il y a, c'est sûr, beaucoup d'agitation, de mon avis trop, et je le regrette. Mais j'ai réfléchi, j'ai fait un examen de tout cela et je crois qu'il n'y a absolument aucune divergence réelle sur le fond. En plus, nous avons toujours eu les uns et les autres des relations amicales, et même fraternelles. Donc, je souhaite que tout cela se calme. Je pense que ça va être le cas parce que nous avons beaucoup de travail à faire, et c'est ça l'essentiel. Je pense que tout ça va rentrer dans l'ordre. »

Il n'y a pas lieu de faire d'agitation autour de tout cela. Il faut s'occuper des vrais problèmes, on a du vrai travail à faire. »

A propos de la baisse de sa cote de popularité, le premier ministre a

indiqué : « Avant, c'était très haut ; maintenant, c'est moins haut. Ainsi va la vie... »

Rassembler autour de notre ligne

Invité de l'association des anciens élèves de l'École des Hautes Études commerciales, jeudi matin 20 juin, M. Fabius n'a rien voulu ajouter à ce qu'il avait dit la veille sur TF1 à propos de sa querelle avec M. Jospin. Au cours du débat, toutefois, le premier ministre a précisé sa conception du rassemblement républicain, qui constitue, semble-t-il, l'un des griefs que lui fait le premier secrétaire du PS : « Si la question du rassemblement est posée en termes purement parlementaires, c'est-à-dire s'il s'agit de savoir si X... Y... ou Z... qui siège dans les rangs des partis de droite, veut rejoindre la majorité, bien évidemment la réponse est non. Mais lorsque je parle du rassemblement, je pense à l'état d'esprit de la popula-

tion. Je crois que pour affronter les problèmes que nous vivons sans rien renier de nos convictions ni de notre ligne, il faut essayer d'aggraver autour de cette ligne le maximum de Français. Je distingue ce qui est l'appareil parlementaire de ce qui est une certaine façon d'avoir un contact avec les Français. »

Sur le même sujet, le numéro deux du PS, M. Jean Popper, déclare, dans une interview publiée jeudi par le *Matin de Paris* : « Personnellement, je ne vois pas de débat sur cette notion de front républicain. On est dans une situation étrange : on nous a pas demandé de débattre. Si on la prend en considération, il faut savoir quel sens on lui donne. Il y a déjà eu un Front républicain dans l'histoire, qui n'a pas laissé un souvenir exaltant. Mais il existait, et on savait qu'il groupait, quelle coalition il représentait. On a donc besoin de savoir qu'on met dans cette formule. »

M. Chevènement : préparons nous au « choix décisif » de l'élection présidentielle

M. Jean-Pierre Chevènement devait présenter, jeudi 20 juin, le premier numéro de la revue *République moderne*, qui rassemble les travaux du club qu'il a créé il y a un an et demi (le *Monde* du 27 janvier 1984). Dans l'édition de cette revue, M. Chevènement écrit : « Le choix de la proportionnelle oblige à rechercher un nouvel équilibre des institutions. L'élection présidentielle deviendra désormais, à l'exclusion de l'élection législative qui lui disputait régulièrement ce rôle depuis 1962, le seul moment du choix décisif. C'est donc à l'occasion de la prochaine élection présidentielle qu'il faudra faire triompher les exigences de l'indépendance, de la croissance et de la démocratie. À l'ère nouvelle, la réponse nouvelle. Sachons nous y préparer. »

M. Chevènement estime : « Un nouveau champ politique va s'ouvrir au sein duquel se distingueront demain ceux qui croient solidement à l'avenir de la France et aux chances de l'Europe de ceux qui n'y croient plus (...). Pour s'arracher au déclin, il faut s'abstraire des schémas conventionnels ; mais bien celui d'un mythe, celui de l'union de la gauche version 1972, qui a épuisé sa force propulsive, de celui du libéralisme multihésien, qui — le monde étant ce qu'il est — ne ferait qu'enfoncer encore un peu plus la

France et l'Europe dans la dépendance et la société, duale (...). La gauche (...) ne doit pas s'alarmer parce que des gens qui votaient à droite pourraient, la rejoindre. Beaucoup de gens en France se croient à droite et votent à droite, parce qu'ils identifient sincèrement à la droite la rigueur, l'existence, le patriotisme. »

« Sachons leur renvoyer de la gauche l'image d'une plus grande exigence et d'un patriotisme plus élevé, au service de la justice sociale, de la démocratie et d'une juste idée de la France. Sachons aussi offrir une perspective à tous ceux qui ont abandonné la gauche (la PC plus que le PS) parce qu'ils ne se reconnaissent plus dans un message excessivement brouillé. Offrons leur l'image claire d'une République volontaire et progressiste. »

« En posant les vraies questions, (...) nous pouvons déplacer les lignes. Est-ce si étonnant ? Depuis cent ans, y a-t-il une seule grande question posée à notre peuple qui n'ait pas fait voler en éclats les frontières les mieux établies entre les partis politiques ? Rappelons-nous l'affaire Dreyfus, la Grande Guerre, Munich, la Résistance, la reconstruction, la décolonisation, les institutions de la V^e République, la défense nucléaire... »

Scandale municipal à Brest

De notre correspondant

Brest. — Licencié par M. Jacques Berthelot le 13 juin, M. Christian Tripot, ex-chef de secrétariat particulier du maire RPR, a réaffirmé, mardi 18 juin, qu'un ordre avait été donné pour photographier les personnes présentes lors de l'enterrement à Brest, il y a quelques semaines, d'un dignitaire de la franc-maçonnerie, et qu'il existe un système d'écoute des personnes travaillant dans l'entourage de M. Berthelot (le *Monde* du 18 juin).

M. Tripot, trente-cinq ans, militant gaulliste depuis 1971, était arrivé à Brest en janvier, à la demande de M. Berthelot, qui voulait renforcer son état-major. Six mois plus tard, le maire l'a congédié. M. Tripot a précisé les conditions dans lesquelles s'était déroulée la mi-avril l'affaire des franc-maçons. C'est M. Bernard Dreyfus, trente ans, RPR, alors chef de cabinet du maire (il n'occupe plus ce poste mais celui de secrétaire général adjoint), qui, selon lui, avait envoyé le photographe de la mairie prendre des clichés de l'enterrement. « Le directeur du cabinet, relate M. Tripot, est entré dans mon bureau et a lancé : « Je vais faire un coup terrible. Un ancien Vénérable du Grand Orient de France va être enterré à Brest. Je vais envoyer le photographe et on saura qui est franc-maçon dans le Finistère. »

« J'ai pensé que c'était tellement dingue qu'il ne le ferait pas. »

M. Tripot a d'autre part affirmé qu'il existe à la mairie un système d'écoute perfectionné, au moins des membres du cabinet : « Il y avait trop de coïncidences. A peine disais-on quelque chose que le maire était au courant. » Il n'était interdit de parler aux dissidents — des conseillers municipaux en désaccord avec le maire — a ajouté l'ex-chef de secrétariat du maire, qui a écrit au procureur de la République pour l'informer qu'en cas de décès suspect un dossier serait à retirer chez un notaire.

M. Berthelot n'a pas commenté les déclarations de M. Tripot. Il a seulement publié mercredi soir 19 juin un communiqué, dans lequel il déclare que « ces agents a été tout récemment licenciés pour un ensemble de motifs qui lui ont été clairement exposés et qui traduisent le caractère sérieusement souillé d'agissements répétés ». Ses propos, poursuit M. Berthelot, relèvent de la caricature et de l'amalgame ». M. Berthelot a annoncé son intention d'engager « les démarches nécessaires susceptibles de conduire à la manifestation de la vérité qu'il s'agit d'imputer des responsabilités de ce scandale ».

GABRIEL SIMON.

La Vigie

« Home d'enfants de France »
77740 COULLY.
reçoit 15 enfants de 4 à 12 ans
Vacances heureuses - Scolarité soutenue
(0) 004-02-11

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHÈQUES DE LA VILLE DE PARIS
Adultes - Jeunesse
LIVRES • DISQUES • CASSETTES
Ouvertes du mardi au samedi
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4) - tél. : 2742202

LE RENOUVEAU

J'Y CROIS AVEC LE RPR

10 MESURES DÈS 86 :

- 1 LIBÉRER LES PRIX.
- 2 SUPPRIMER LES ENTRAVES A L'EMBAUCHE ET AUX LICENCIEMENTS.
- 3 SUPPRIMER LE CONTRÔLE DES CHANGES.
- 4 DÉRÉGLEMENTER.
- 5 DÉNATIONALISER.
- 6 ASSOUPPLIR ET PERSONNALISER LE TEMPS DE TRAVAIL.
- 7 FAVORISER LA PARTICIPATION ET L'INTÉRESSERMENT.
- 8 OPÉRATION VÉRITÉ SUR LA FACTURE DU SOCIALISME.
- 9 DIMINUER LES IMPÔTS ET RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT.
- 10 PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI DES JEUNES.

CES MESURES PARMIS BIEN D'AUTRES SONT EXPOSÉES DANS LE « RENOUVEAU » LE PACTE R.P.R. POUR LA FRANCE



Veuillez m'adresser gratuitement la brochure « LE RENOUVEAU » Le Pacte R.P.R. pour la France.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
CODE POSTAL _____ Ville _____
Coupon à adresser au R.P.R., 123 rue de Lille, 75007 PARIS

Selon BVA

LA COTE DE POPULARITÉ DE M. MITTERRAND EST EN HAUSSE, CELLE DE M. FABIUS EN BAISSE

Le baromètre mensuel BVA-Paris-Matignon enregistré en juin une hausse sensible (+ 5 points) de la cote de popularité du président de la République et une baisse de 2 points de celle du premier ministre. D'après ce sondage effectué du 1^{er} au 6 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1020 personnes, 42 % des Français (37 % en mai) affirment avoir une bonne opinion du chef de l'Etat contre 51 % (53 % le mois dernier) qui émettent l'avis contraire. C'est la première fois depuis le mois de juin de l'année dernière que la cote de popularité de M. Mitterrand, telle que la mesure BVA, dépasse les 40 %.

M. Laurent Fabius pour sa part est crédité de 49 % d'opinions positives (51 % précédemment) et de 36 % d'opinions négatives (sur lieu de 33 %).

550 من الأنا

M. JOSPIN

La divergence réelle sur le front
du premier ministre

La divergence réelle sur le front
du premier ministre

M. Chérémont

Scandale municipal à Brest

ADOPTION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE D'UNE CONVENTION FISCALE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Les Américains résidant en France échapperont pendant cinq ans à l'impôt sur les grandes fortunes

Les sportifs professionnels et les artistes américains ou français auront désormais quelque peine à échapper aux rigueurs du fisc. C'est là une des conséquences de l'avenant à la convention fiscale franco-américaine signé le 17 janvier 1984, et dont l'Assemblée nationale a, le mercredi 19 juin, après le Sénat, autorisé la ratification. Dorénavant, pour les recettes supérieures à 10 000 dollars, l'Etat aura en lieu le « spectacle » pourra imposer le revenu à la source. Faculté lui est donnée d'écarter la possibilité, pour les sportifs et pour les artistes, d'échapper à l'imposition en ayant recours à des sociétés fictives implantées dans des paradis fiscaux.

L'objectif premier de cet avenant est de tirer les conséquences de l'introduction, dans la fiscalité française, de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). L'essentiel des dispositions prises unilatéralement par l'administration française depuis la création, en 1962, de l'impôt sur les grandes fortunes est ainsi confirmé par un accord international (le Sénat américain a déjà autorisé cette ratification).

Comme il est de tradition, les étrangers résidant en France seront imposés sur l'ensemble de leur fortune mondiale, alors que les Français et les Français vivant hors du territoire national ne seront imposés que sur les biens qu'ils possèdent en France. Mais cet avenant précise les biens soumis à l'IGF : immeubles, droits immobiliers, meubles mobiliers et titres représentatifs d'une participation supérieure à 25 % dans une société française.

De même, pour faciliter la venue de cadres américains en France, les biens qu'ils possèdent hors du pays seront exonérés d'impôt pendant cinq ans une fois qu'ils seront devenus « résidents de France » : cette exonération jouera également s'ils perdent cette qualité pendant au moins trois ans. M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine) a vu, là aussi, une possibilité d'évasion fiscale : c'est pourquoi son groupe a voté contre ce projet, alors que le RPR et l'UDF s'abstenaient.

Pour autant, toutes les difficultés fiscales ne sont pas réglées entre la France et les Etats-Unis. M. Mor-

lette (PS, Seine-Maritime), rapporteur de la commission des affaires étrangères, comme M. Pierre Bérégovoy, auraient aimé que les impôts locaux payés sur le patrimoine aux Etats-Unis, les *property taxes*, soient assimilés à des impôts sur la fortune, ce qu'a refusé le gouvernement. De même, celui-ci n'a toujours pas obtenu la révision des conditions d'imposition, décidées par les Etats fédérés, des filiales de sociétés françaises implantées sur leur territoire et qui les pénalisent.

L'Assemblée nationale a aussi adopté, après le Sénat (elles sont donc définitivement adoptées), deux autres conventions internationales. La première est un avenant à la convention fiscale avec le Sénégal. Elle tient compte, pour l'imposition, des redevances d'un modèle mis au point par les Nations unies en 1979. La seconde approuve un accord international sur les bois tropicaux signé en novembre 1983. Celui-ci, patronné par les Nations unies, cherche à stabiliser les prix des matières premières des pays en voie de développement. Son plein effet dépend d'un « fonds commun pour les produits de base », qui a été toujours pas appliqué, du fait des réticences des Etats-Unis.

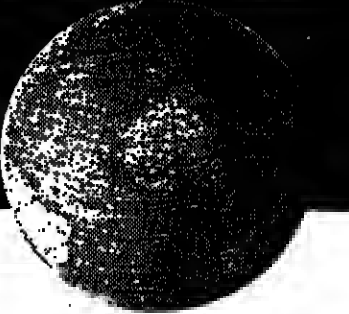
SOLJÉNITSYNE

La vie russe avant la révolution, portrait en profondeur où des histoires d'amour croisent la grande Histoire... Nous retrouvons le grand "halluciné du réel" qu'est Soljénitsyne : voir par les yeux de chacun, suivre la respiration, la parole et l'hésitation de chaque être.

Georges Nivat, L'Express

Question : est-ce bien un roman que Soljénitsyne écrit ? Oui. Gigantesque, tumultueux comme notre époque. Avec, cette fois, une merveilleuse histoire d'amour en prime ; un roman dans le roman. Peut-être pour prouver à ses détracteurs que, ça aussi, il sait le faire ; peut-être parce qu'il le portait en lui depuis longtemps ; peut-être pour montrer que la beauté, la tendresse résistent parfois à la crétinerie universelle... Un Soljénitsyne, qui n'est plus celui des débuts ni celui des goulags, sort de l'ombre ; il sera simplement le plus grand romancier de son époque. Par-dessus la marche.

Georges Suffert, Le Point



LE MONDE

diplomatique

JUN 1985

RECHERCHE

LES BIOTECHNOLOGIES
PEUVENT-ELLES CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

Après l'atome et l'ordinateur une nouvelle révolution industrielle s'annonce pour cette fin de siècle : celle des biotechnologies. Déjà s'en précisent les conséquences sur l'agriculture, la recherche médicale et les industries énergétiques et agro-alimentaires. Le Monde diplomatique fait le point des recherches en cours, explique les enjeux économiques et évalue les chances de la France.

PROCHE-ORIENT

L'ENTENTE CONFLICTUELLE
ENTRE L'OLP ET LA JORDANIE

L'histoire chaotique des relations entre Palestiniens et Jordaniens. Un reportage sur la double épreuve des Palestiniens dans les territoires occupés.

ÉDITORIAL

LE TRIANGLE ALLEMAND

par Claude Julien

DROITS DE L'HOMME

LIBERTÉS : SI FORTES, SI FRAGILES...

Graham Greene témoigne au nom des victimes de toutes les dictatures. Jean-Pierre Cot analyse le rôle des « nantis des droits de l'homme », des pays riches de leur liberté.

NICARAGUA

LES VELLÉITÉS MORALES DES ÉTATS-UNIS

Washington a toujours fait preuve de complaisance, hier pour la dictature de Somoza au Nicaragua, et aujourd'hui pour celles de Pinochet au Chili ou de Stroessner au Paraguay. Pourtant c'est au nom d'une certaine morale politique que le président Reagan cherche à soutenir - malgré l'opposition du Congrès - les « contras » en lutte contre les sandinistes.

MEXIQUE

UN PAYS EMBOURBÉ DANS LA STAGNATION

Les difficultés économiques du Mexique se doublent d'un cactus politique pour le PRI au pouvoir depuis plus de 50 ans : les progrès du PAN, un parti d'opposition plus conciliant pour le grand voisin nord-américain.

En vente chez tous les marchands de journaux.

LA CAMPAGNE COMMUNISTE SUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS

M. Delebarre se fâche

M. Michel Delebarre en a assez. Il ne supporte plus la campagne menée par le Parti communiste pour accréditer l'idée d'une grave augmentation des atteintes aux droits et libertés des travailleurs. Pour le ministre du travail il n'y a là rien de moins qu'une outrance politique et profonde confusion lorsqu'on tente ainsi de faire croire que la France ne serait plus le pays des droits de l'homme.

Il a été interrogé le mercredi 19 juin à l'Assemblée nationale par M. Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) sur « la recrudescence des sanctions contre les travailleurs ». M. Ducloux a accusé le ministre du travail d'apporter « son appui direct au patronat dans ses attaques contre les travailleurs » lorsqu'il autorise le licenciement de délégués refusés par les inspecteurs du travail. M. Delebarre lui a vertement répondu, chiffres à l'appui : en 1980, 50,6 % des licenciements de salariés protégés demandés au ministre ont été acceptés, seulement 43,6 % en 1984 et 43,1 % au cours des cinq premiers mois de 1985. « Comment dans ces conditions, a-t-il demandé, peut-on parler d'une répression syndicale jamais atteinte ? »

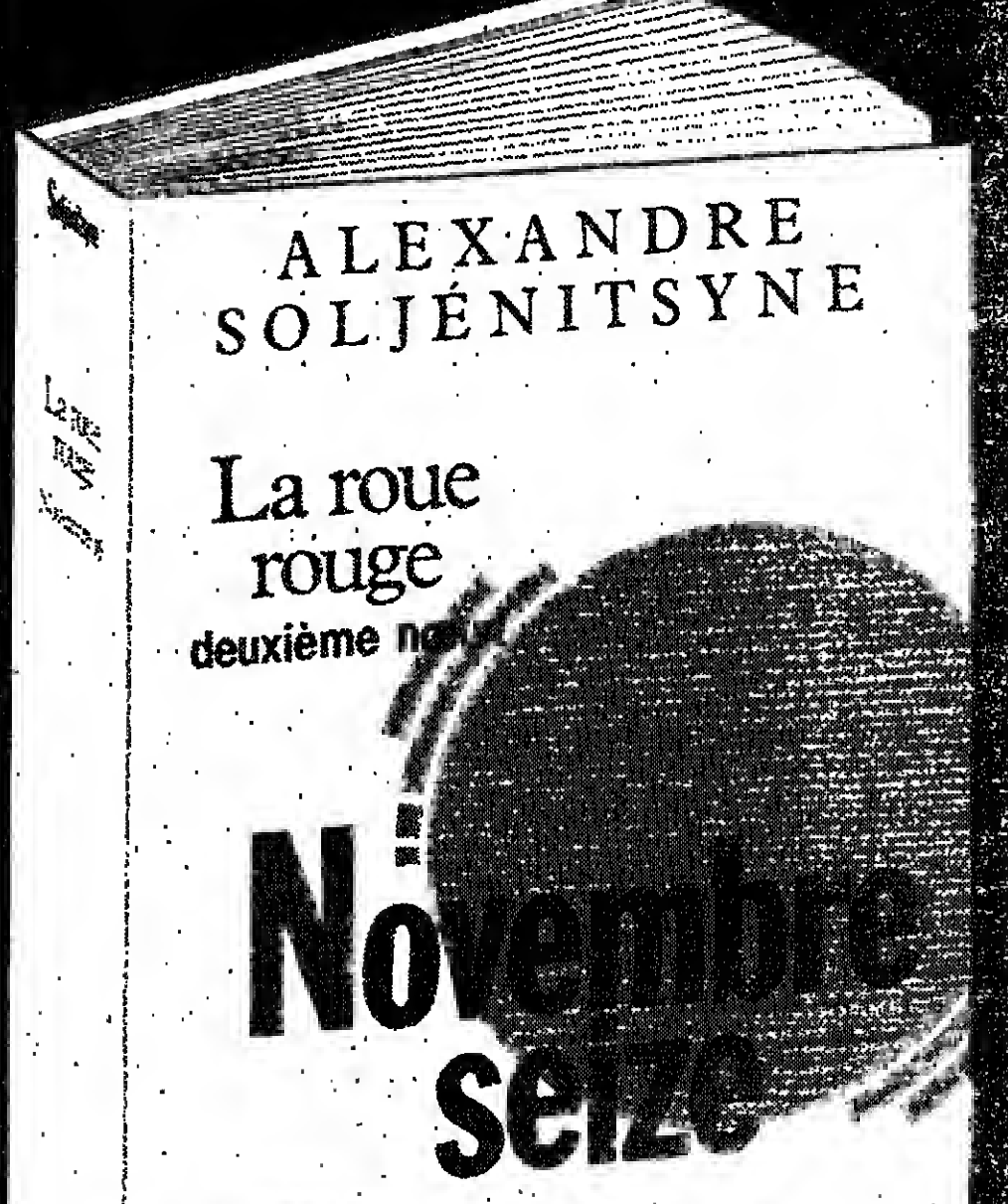
Le ministre a rappelé que « depuis 1981 », notamment avec les lois Auroux, le gouvernement avait eu « l'inlassable volonté non seulement de défendre, mais aussi d'accroître les droits des travailleurs ».

LES MUNICIPALITÉS SONT PLUTÔT « CRITIQUES ET D'ACCORD » SUR LES TUC

Commune et autogestion, journal de la Fédération des associations des élus autogestionnaires (PSU ou apparentés), publie dans son numéro d'avril-mai les résultats d'un sondage auprès de cinq cents communes de toute taille sur les travaux d'utilité publique. Le questionnaire, qui a reçu 12 % de réponses détaillées, montre que 36 % des municipalités se déclarent « critiques mais d'accord », 32 % « intéressées », 12 % « enthousiastes », 10 % « indifférentes », et 10 % expriment un refus total.

Les municipalités qui ont mis en place une structure particulière pour les TUC sont minoritaires : 38,6 %, contre 40,3 % qui ne l'ont pas fait. Celles qui ont entrepris une évaluation des possibilités de création sont majoritaires : 54,4 %, contre 24,5 %. Majoritaires (52,6 %) sont aussi celles qui ont décidé d'apporter le complément financier (limité à 500 franc par mois) autorisé pour les TUC mis en place.

Cette enquête permet aussi de dégager les domaines d'activité « préférés » des TUC par les municipalités : la « sphère de l'environnement » et les travaux administratifs et techniques recueillent 33 % chacun, le social 21 %, le culturel et le tourisme 13 %.



ALEXANDRE SOLJÉNITSYNE


La roue rouge

deuxième roman

Novembre seize

Fayard/Seuil

1088 pages
250 F



FAYARD SEUIL

POLITIQUE

AU SÉNAT

L'opposition n'est pas unanime à souhaiter un référendum sur le mode de scrutin

L'opposition avait été unanime à l'Assemblée nationale pour approuver la motion tendant à soumettre au référendum le projet de loi instituant la proportionnelle départementale pour l'élection des députés. Le texte avait été défendu par M. Michel Debré, et M. Valéry Giscard d'Estaing était intervenu pour le soutenir (le Monde du 26 avril). Elle ne l'a pas été tout à fait au Sénat, mercredi 19 juin : neuf des soixante-dix sénateurs de l'Union centriste se sont abstenus, limités en cela par plusieurs membres (favorables à l'opposition) du groupe de la Gauche démocratique. M. Edgar Faure a voté contre la motion référendaire, dont l'initiative revenait à M. Charles Pasqua. Le président du groupe RPR avait consenti sans regret à se rallier au recours à la question préalable (dont l'adoption équivalait à un rejet) pour la première lecture des projets électoraux du gouvernement, concernant les députés. Cette procédure n'avait pas, elle non plus, été du goût de tous les sénateurs de l'opposition (le Monde du 1^{er} juin).

Pour les socialistes et les communistes, cette demande de référendum, venant après celle rejetée à l'Assemblée nationale, constitue une « manœuvre dilatoire ». Rappelant que en 1958, les constituants n'avaient pas fait du mode d'élection des députés une disposition constitutionnelle, et que le système majoritaire avait été décidé par ordonnance, M. Charles Lederman (PC, Val de Marne) a insisté sur « l'élasticité conjoncturelle » des principes dont fait preuve la droite. Quant à M. Guy Allouche (PS, Nord), qui ne s'est pas privé non plus d'évoquer « la conception à géométrie variable » qu'a l'opposition des vertus démocratiques, il s'est interrogé sur la « force de conviction » qui pouvait animer les auteurs de la demande de référendum, alors que « le nouveau mode de scrutin est déjà dans les esprits » et que l'opposition à un « quasi-référendum » sur les listes de candidats.

Ultime baroud d'honneur ? Il ne s'agit pas tant de gagner du temps (l'Assemblée nationale, qui devait examiner ce jeudi 20 juin la proposition référendaire du Sénat, procédera à l'examen définitif des projets de loi électoraux le 26 juin), expli-

que M. Josselin de Rohan (RPR, Morbihan), que de mettre en garde les Français contre un mode de scrutin qui engendre « division et impuissance ».

M. Pasqua : l'aveu

Dans sa défense de la procédure référendaire, M. Pasqua se demande si, aujourd'hui, il est encore possible de rester attaché à une conception exclusivement représentative de la démocratie. Il ajoute : « Si le peuple ne peut être consulté sur la manière dont il entend élire ses représentants, c'est l'aveu qu'il ne doit jamais être consulté sur un projet relatif à l'organisation des pouvoirs publics. Avant être plus franc et proposer l'abrogation pure et simple de l'article 11 de la Constitution ».

Pour les porte-parole de la majorité sénatoriale, comme M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois, « il reste surtout que le nouveau mode de scrutin est dangereux. M. Marcel Lucotte (Sdru, Saône-et-Loire), président du groupe RI, estime que le choix de la proportion-

nelle correspond à l'espoir de M. Mitterrand d'empêcher la formation d'une majorité forte et stable, pour « monter des combinaisons fragiles et changeantes du style IV^e République, qu'il aimait bien », et au souhait de « limiter les dégâts » pour le PS. Le reste de la démonstration est simple : si le président de la République ne donne pas la parole au peuple, il sera « clair que le pouvoir socialiste aura imposé la proportionnelle dans son seul intérêt ».

Après avoir expliqué que les Français, en votant la Constitution de 1958, ont approuvé du même coup la non-inclusion du mode de scrutin dans la Constitution, M. Pierre Joxe a affirmé que le choix de la proportionnelle, « progrès dans la démocratie », et dans « la fidélité de l'expression de la volonté populaire », appartient bien au Parlement.

Quant à l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel, la majorité sénatoriale, à la demande du rapporteur de la commission des lois, M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne), a rétabli le texte dans la version adoptée en première lecture (le Monde du 8 juin).

Textes divers

Le Sénat a adopté définitivement, mercredi 19 juin, en première lecture un projet de loi facilitant la réduction des effectifs des cadres des armées et leur reclassement dans la fonction publique civile (le Monde des 8 mars et 16 mai). Il a également adopté définitivement, en deuxième lecture, le projet de loi modifiant les dispositions de la loi de juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement (le Monde daté 13 décembre 1984 et 16 mai 1985).

Il a maintenu son point de vue exprimé en première lecture (le Monde du 4 mai) sur le projet relatif à la publicité faite aux armes à feu et à leurs munitions. L'exclusion des armes de chasse du champ d'application de la loi et la possibilité d'envoi de documents publicitaires aux fonctionnaires concernés ont été notamment rétablis contre

l'avis du gouvernement et celui qu'avait exprimé l'Assemblée nationale (le Monde des 11 avril et 6 juin).

Le Sénat a également examiné en première lecture la réforme du code de la mutualité (le Monde des 30 et 31 mai). Les socialistes se sont abstenus à la suite des amendements adoptés par la majorité sénatoriale et les communistes ont voté contre.

Le Sénat - suivant en cela les propositions de sa commission des affaires sociales, défendues par le rapporteur M. Jean Chérioux (RPR, Paris) - a refusé l'extension des missions des mutuelles au « développement culturel » et à l'amélioration des conditions de vie de leurs adhérents.

La commission des lois a fait rétablir l'organisation administrative préalable nécessaire pour les emprunts qui auraient pour effet de porter les engagements des mutuelles au-delà de niveaux fixés par décret.

Soucieux d'assurer un parallélisme dans les règles appliquées à tous les organismes de protection sociale complémentaire (mutuelles et sociétés d'assurances), la commission des lois a fait approuver un amendement selon lequel les mutuelles qui participent à des opérations de prévoyance collective seront soumises au plan comptable général applicable aux sociétés d'assurances. - A. Ch.

● Nouvelle-Calédonie : nouvelles interpellations. - Cinq Mélanésiens ont été interpellés, jeudi matin 20 juin, dans la tribune de Saint-Louis, près de Nouméa, au cours d'une importante opération de gendarmerie menée pour arrêter des suspects recherchés dans le cadre de différentes enquêtes. Les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes, et ont essuyé des jets de pierres ainsi qu'un coup de feu. Selon un dirigeant de la tribu, plusieurs coups de feu auraient été tirés, en fait, par les Canaques. Onze mandats d'arrêt avaient été lancés.

● Visite de parlementaires socialistes espagnols et portugais. - Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a reçu la visite de délégations de ses homologues du Congrès des députés espagnols et de l'Assemblée de la République portugaise. M. André Billardon, président du groupe français, a expliqué, le mercredi 19 juin, qu'à la veille de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, il s'agissait d'approfondir les relations entre les uns et les autres et de « sensibiliser l'ensemble des députés socialistes français au dossier de l'écartement ».

● Cinq sociétés unies pour le radar de l'aviation de combat européen. - Mandatées par leur gouvernement respectif, les sociétés Thomson-CSF (France), EAG-Telefunken (Allemagne fédérale), FIAR (Italie), Equipos Electrodinámicos (Espagne) et Ferranti (Grande-Bretagne) ont conclu, mardi 18 juin à Madrid, un accord de coopération pour le développement d'un radar destiné à l'aviation de combat dont le projet est en cours de discussion en Europe. Thomson-CSF a, d'autre part, conclu un accord avec Smith Industries (Royaume-Uni) et VDO Luftfahrtgeräte Werk (Allemagne fédérale) pour la fabrication de certains équipements de bord de ce même avion.

Le communiqué officiel du conseil

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 19 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été diffusé :

• DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la réforme de la dotation globale de fonctionnement. La dotation globale de fonctionnement constitue la principale ressource de fonctionnement des collectivités locales. Elle s'élève, en 1985, à plus de 66 milliards de francs, et représente, en moyenne, un tiers des recettes de fonctionnement des communes et des départements. Le régime actuel de la dotation globale de fonctionnement a été fixé par une loi du 3 janvier 1979, dont les dispositions cessent d'être applicables au 1^{er} janvier 1986. Au vu du bilan de l'application de cette loi, et après une concertation approfondie avec l'ensemble des associations d'élus locaux et avec le comité des finances locales, le gouvernement a arrêté les orientations d'une réforme :

1) La dotation globale de fonctionnement des départements, qui,

dans l'ensemble, donne satisfaction et qui permet une redistribution des ressources au profit des départements les plus pauvres, ne sera pas modifiée ;

2) La dotation globale de fonctionnement des communes sera profondément rénovée. Elle sera, désormais, fractionnée en trois masses. Chaque commune percevra :

- une première dotation, proportionnelle à l'importance de sa population ;

- une deuxième dotation, qui sera fonction de sa richesse fiscale et de l'effort fiscal demandé aux contribuables ;

- une troisième dotation, entièrement nouvelle, qui permettra de prendre en compte le revenu moyen des habitants et les charges particulières des communes liées à la voirie, au type d'urbanisation (logements sociaux) et à la population scolaire.

3) Le nombre des concours particuliers est ramené de sept à deux (communes touristiques et thermales et villes-centres).

4) Deux mécanismes de garantie permettront d'éviter une modification brutale du montant des ressources actuellement perçues par les départements et les communes : d'une part, le nouveau régime entrera en vigueur de façon très progressive sur plusieurs années ; d'autre part, chaque collectivité bénéficiera d'une garantie de progression minimale de ses ressources.

La réforme de la dotation globale de fonctionnement permettra, dans le cadre de mécanismes de répartition rénovés, de répondre de façon plus juste aux besoins des collectivités locales et d'accroître l'effort de redistribution au profit des moins favorisés d'entre elles, sans provoquer de rupture par rapport au régime existant.

• FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la fixation des taux des cotisations aux centres de gestion et aux centres de formation de la fonction publique territoriale. Les lois du 26 janvier et du 12 juillet 1984, relatives à la fonction publique territoriale, ont, en effet, institué des centres chargés, d'une part de gérer la carrière des agents, d'autre part d'assurer leur formation, dans le respect des compétences des élus locaux.

Le projet de loi fixe les plafonds des taux des cotisations qui seront réclamés aux collectivités locales pour assurer le fonctionnement de ces centres. Il définit, en outre, les modalités de leur installation, qui sera effective dès le 1^{er} janvier 1986. La mise en place des centres permettra d'appliquer les principes de mobilité et de continuité de carrière des agents, garantis par les nouveaux statuts. Elle donnera, ainsi, aux élus locaux la possibilité de disposer des personnels de qualité nécessaires à l'exercice de leurs nouvelles responsabilités.

• ARCHEOLOGIE

Le ministre de la culture a présenté au conseil des ministres une communication sur l'action menée en faveur de l'archéologie.

1. - Depuis 1981, la situation de l'archéologie nationale a été améliorée dans quatre directions principales :

1) Des moyens accrus et mieux répartis géographiquement : le nombre des agents des services archéologiques a doublé et les crédits d'intervention ont triplé ;

2) Trois secteurs ont fait l'objet d'efforts particuliers : - l'archéologie urbaine a été développée : création d'un centre national à Tours, opérations de protection de grande envergure en milieu urbain (notamment de la cathédrale de Saint-Denis, Marseille, Bordeaux, site du métro de Lyon) ;

- une carte archéologique informatisée a été mise en place, permettant de porter le nombre de sites inventoriés de 22 000 en 1981 à 55 000 en 1984 et de viser l'objectif de 100 000 sites en 1988 ;

- une coopération entre institutions concernées par l'archéologie a été lancée ;

3) Deux importantes réformes de structure ont été réalisées : le Conseil supérieur de la recherche archéologique a été réformé et sera installé aujourd'hui même ; la mise en place de commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique permettra de consulter tous les partenaires intéressés, sur la prospection, l'inventaire, la recherche et la mise en valeur des sites archéologiques ;

4) L'archéologie a été largement ouverte au public : meilleure présentation des sites, rénovation et promotion des musées nationaux et des musées de province.

II. - Les actions nouvelles s'inscrivent autour de trois axes prioritaires :

1) Une meilleure utilisation des dispositions susceptibles de favoriser la préservation des sites archéologiques : recours à la loi de 1913 sur les monuments historiques, avis préalable du directeur régional des antiquités pour les travaux importants affectant le sous-sol dans les zones riches en vestiges ;

2) Le développement de la recherche archéologique : sa programmation sera articulée autour de quelques grandes opérations ayant un effet d'entraînement (sites du grand Louvre ou de Bibracte sur le mont Beuvray) ; l'archéométrie sera développée ;

3) Un effort accru de présentation des sites au public : dans chaque région, ouverture au public d'un musée ou d'un site préhistorique ou historique ; publication systématique de guides de sites ; présentation en 1988, à Paris puis dans les régions, d'une grande exposition nationale consacrée à vingt-cinq ans d'archéologie nationale.

Enfin, pour mieux dessiner le futur visage de l'archéologie française, M. Christian Gaudin, professeur au Collège de France, responsable du nouveau Conseil supérieur de la recherche archéolo-

Propos et débats

M. Chirac : la guerre des hommes

M. Jacques Chirac a ironisé, mercredi soir 19 juin, au cours d'une réunion publique à Angers sur les différends qui opposent MM. Fabius et Jospin : « A gauche, a-t-il dit, la réalité des choses a fini par resurgir, et on en est à la guerre des hommes. On voit Jospin et Fabius se crêper la chignole, et ce qui les oppose va très au-delà d'intérêts de personnes. Ce sont des problèmes de fond, ce qui est dangereux pour l'avenir de notre pays. »

Le président du RPR s'en est pris vivement à M. Mitterrand, coupable d'introduire le scrutin proportionnel pour « sauver les meubles ». « Ce ne sont pas les convictions qui s'étouffent, a-t-il déclaré. Lorsqu'on est un homme d'Etat, on n'a pas le droit de toucher aux institutions pour des raisons purement politiques et partisans. »

L'Humanité Dimanche : palinodies

Dans le dernier numéro de l'Humanité Dimanche qui doit paraître en fin de semaine, François Hilsu, rédacteur en chef juge que l'« on amuse la galerie avec la rivalité Fabius, Jospin, Rocard », et que l'« on fait même dans le psychodrame ». « Il est parfaitement évident, poursuit-il, que, selon une bonne vieille technique politicienne, toutes ces palinodies, toutes ces polémiques couvertes ou larvées ont pour objectif de rattacher large (...). Ainsi Fabius cherche à séduire un électeur conservateur, tandis que Jospin a pour mission de garder dans le sillage du PS l'électorat de gauche. »

M. Toubon : la fusée du redressement

Dans un entretien publié par le Croix (daté du 20 juin), M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, reproche à M. Barre de marquer de la « volonté politique » nécessaire pour provoquer, en cas de victoire de l'opposition, la « redressement ». « Son analyse, explique-t-il, pêche parce qu'elle ne paraît pas traduire la volonté politique de prendre, dès le départ, des mesures fortes et rapides de rupture. Et je crois qu'il a tort, car, quelle que soit la personne qui conduira la redressement du pays, il faudra, dans un premier temps, changer de cap. Je l'ai déjà dit, on ne peut pas faire partir la fusée du redressement sans construire au préalable sa rampe de lancement. »


M. Léotard : un congrès fraternel pour l'UDF

M. François Léotard, secrétaire général du PR, invité, mercredi, du groupe UDF de l'Hôtel de Ville de Paris, a souhaité que l'UDF se réunisse en congrès à l'automne : « un congrès fraternel et amical pour parler de ses problèmes », avant d'aborder les législatives. M. Léotard, qui a de nouveau prôné l'union, a demandé que « la concurrence entre les présidents au sein de l'opposition ne devienne pas une querelle de carrière. Nous exigeons d'eux un seul serment, a-t-il précisé, que ceux qui auront été évincés au premier tour fassent une campagne active en faveur du candidat qui restera : la compétition, oui ; la querelle, non. »

A propos des divergences entre M. Fabius et M. Jospin, le député du Var a remarqué : « Ce n'est pas une guerre, c'est de l'assassinat politique qui précède les grandes opérations électorales. »

M. Le Pen : botter les fesses

M. Jean-Marie Le Pen, qui a pris la parole, mardi soir 18 juin à Calais, a notamment déclaré, à propos du concert organisé pendant le week-end à Paris par l'association SOS Rastaman : « S'il y avait deux cent mille moins qui trappaient, il y avait quatre-vingts millions de pieds qui se crispent dans les godasses d'envie de leur botter les fesses. (...) Toutes les caméras étaient branchées sur M. Harlem Désir. C'est « too much », trop beau pour être vrai : il doit s'appeler Alphonse Bitru, comme tout le monde, mais, dans ce domaine-là, on n'est pas à une fiction près. »



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

EUROPE - ÉTATS-UNIS
PARIS - SAN FRANCISCO

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrises, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P.

Programme intensif sur 18 mois préparant au MBA - Master of Business Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San Francisco, spécialisé en management international

2^e CYCLE

Premier cycle universitaire ou préparation aux grandes écoles ou une année d'enseignement supérieur.

Cycle complet d'études sur 3 ans préparant au MBA - Master of Business Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San Francisco.

Programme universitaire américain et expérience professionnelle : Personal Project intégré au MBA permettant une immersion réelle dans le milieu des affaires californien avec contacts directs dans les entreprises.

E.U.A. LONE MOUNTAIN CAMPUS • 2130 FULTON STREET • SAN FRANCISCO, CA 94117

Renseignements et inscriptions : EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
18, rue Marbeuf - (Sodec), Paris 75008 (FRANCE) - Tél. : (1) 723.55.47

155 من الأنا

société

MÉDECINE

Le dépistage du SIDA devient obligatoire et coûtera 200 millions de francs par an

M. Laurent Fabius a répondu, lors de la séance des questions au gouvernement du mercredi 19 juin, au professeur de médecine Louis Lerebours, député socialiste de Haute-Garonne, qui l'interrogeait sur les actions de prévention contre le SIDA.

« Vous posez là une question extrêmement importante. Avec le SIDA, nous sommes en effet devant un fléau qui pourrait s'étendre. La transmission par transfusion sanguine représente une menace que le SIDA, qui ne touche actuellement qu'un nombre limité de personnes, se transmette plus largement dans la population. C'est pourquoi il faut agir ».

« La première étape a été la découverte française du virus LAV responsable du SIDA. La seconde a été la mise en place d'un test de dépistage très fiable. Un accord industriel et scientifique entre Pasteur et Sanofi, filiale d'ELF, vient d'être conclu pour permettre de satisfaire, dès cette année, les besoins français de dépistage. Puis, à partir de cette année, d'exporter ce produit dans le monde entier ».

« La question qui nous est posée aujourd'hui même est celle-ci : devons-nous rendre obligatoire le test de dépistage du SIDA chez les donneurs de sang ? Après beaucoup de réflexions, nous avons décidé de rendre ce dépistage obligatoire. La généralisation, qui interviendra rapidement, représentera certes un coût pour la collectivité, d'environ 200 millions de francs par an, pour quatre millions de dons du sang. Mais il me semble que c'est le coût à payer, pour éviter que plusieurs centaines de personnes, chaque année, puissent développer le SIDA. C'est aussi le prix à payer pour que des milliers de personnes dans le monde soient indemnes et pour que des mil-

lions de bénéficiaires de dons du sang aient confiance ».

« La troisième étape de cette lutte contre le SIDA sera l'étape de la vaccination. Un accord vient d'intervenir entre le ministère de la recherche et de la technologie, Pasteur, Mérieux et Transgene ».

« La quatrième étape est celle de la guérison des malades déjà atteints. Des travaux sont réalisés par une équipe de Pasteur. Nous ne pouvons encore évaluer scientifiquement leurs résultats, mais je tiens à rendre hommage à toutes nos équipes de chercheurs ».

« Se pose enfin une difficile question. En attendant que les chercheurs aient totalement abouti, il y aura avec le dépistage obligatoire des personnes qui apprendront qu'il y a une réaction positive dans le test pratiqué sur leur sang pour y chercher l'existence d'anticorps associés au SIDA et pourtant ils ne seront que probablement 10 % à développer réellement cette maladie. Faudra-t-il les informer au risque de les mettre en garde sans raison ? »

« Le Comité national d'éthique, dans un très intéressant rapport, penche pour l'affirmative. Je souhaite recevoir sur ce point un avis encore plus détaillé. J'ai chargé un groupe d'experts de me remettre ses conclusions dans quelques semaines. Ce n'est pas une question simple, car il nous faut remporter une bataille contre les fausses peurs. Mais, en même temps, cacher les menaces pourrait faciliter la progression du mal ».

« Monsieur le député, mesdames, messieurs, la tâche d'un gouvernement est d'assurer la protection médicale la plus grande possible à ses citoyens. La décision prise aujourd'hui est une large portée. Nous avons pris cette décision en conscience. Elle ne règlera pas tout mais elle devrait donner une protection supplémentaire aux citoyens de notre pays ».

Une épidémie sans précédent

« Nous avons décidé de rendre obligatoire le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang. S'agit-il d'un budget spécial dérogé par le ministère des finances ? D'une taxe appliquée au coût du sang, lequel est déjà en France le plus cher du monde, ou d'une prise en charge directe par la Sécurité sociale, ce qui semble en contradiction avec sa mission curative et non préventive ? »

Le test mis au point à l'Institut Pasteur sera vendu entre 13 et 15 francs l'unité, selon l'importance de sa diffusion. L'ensemble de son dossier d'agrément légal, comportant toutes les évaluations de sûreté et de sécurité sur un nombre très important de personnes, est constitué depuis longtemps. Mais la direction de la pharmacie et du médicament doit encore donner son agrément, après le Laboratoire national de la santé, et cela bien que le groupe de Pasteur-Production-SANOFI ait déjà commencé à livrer plusieurs pays étrangers et notamment l'Allemagne, la Belgique, la Suède, l'Italie, l'Espagne et certains pays africains comme le Cameroun et le Zaïre.

Les responsables de l'Institut Pasteur-Production nous ont confirmé qu'ils étaient équipés pour répondre à toutes les demandes et que leur unité de production nouvellement aménagée à cette fin pourrait faire face à une demande de plus de quatre millions de tests par an.

D'autres groupes pharmaceutiques américains (Abbott et Organon) ont déposé au Laboratoire national de la santé un dossier d'agrément, et il y aura donc sur le marché français une bataille de concurrence pour laquelle Pasteur paraît particulièrement bien placé, car son test a cette originalité de

déceler la présence du virus du SIDA (LAV) à la fois par les anticorps dont il suscite l'apparition dans le sang et par les antigènes dont ce virus s'est servi pour détruire les cellules T de l'immunité. Sa précision est donc tout à fait remarquable, comme l'a montré l'étude d'une population hospitalière de plus de deux mille personnes dites à risque ou atteintes de multiples infections intercurrentes, chez lesquelles on trouve, avec les autres tests de dépistage étrangers disponibles, un pourcentage d'erreur non négligeable (5 %).

Traitements et vaccins

La fiabilité du test en question revêt une importance majeure. En effet, et selon ce que nous a déclaré le docteur Jean-Claude Chermann, de l'Institut Pasteur, il sera judicieux de traiter sans retard tous les sujets qui porteront ainsi des traces biologiques d'atteinte par le virus. Le temps d'incubation, avant que la maladie n'éclate dans toute son ampleur, est de cinq à six ans, et les équipes pastoriennes, pas plus que les groupes américains, n'ont encore jamais observé la disparition spontanée d'une atteinte virale objectivée par un test positif. L'affirmation de certaines autorités, selon laquelle 10 % seulement des sujets ayant un test positif auront la maladie, ne semble donc pas fondée dans l'état actuel des connaissances.

Le traitement utilisé en France depuis deux ans consiste, dans une première phase et à titre encore expérimental, en l'administration d'une substance baptisée HPA 23 (hépatoprotecteur 23), découverte par des équipes de l'Université Pierre-et-Marie-Curie et de l'Institut Pasteur, dont la firme Rhône-

Poulenc assure la commercialisation mondiale et qui paraît la multiplication du virus du SIDA. Les résultats obtenus paraissent prometteurs, au point qu'un certain nombre de citoyens américains sont venus se faire soigner à Paris depuis plusieurs mois déjà, afin de bénéficier de cette thérapeutique. Plusieurs groupes hospitaliers français (hôpitaux Percy, Saint-Louis, La Pitié, Pasteur notamment) les prennent en charge.

La mise au point d'un vaccin contre le SIDA, et des deux côtés de l'Atlantique, les meilleurs espoirs de recherches médicales. En l'absence d'un modèle animal de la maladie, elle pose des problèmes complexes. Le LAV étant un rétrovirus, elle relève vraisemblablement de techniques encore inédites de génie génétique. Il s'agit en outre d'opérations de recherches longues et difficiles, et les gouvernements occidentaux, qui ont pris pleinement conscience de la gravité et de l'ampleur vraisemblables d'une épidémie sans précédent, se devaient de mettre en place sans retard tous les moyens disponibles de dépistage, de prévention et de traitement de la maladie.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Le virus du SIDA se transmet essentiellement par le sperme et par le sang. Un certain nombre de cas de contamination, lors d'une transfusion ou par des produits sanguins (chez les hémophiles), justifient les tests de dépistage.

(2) Plusieurs centres de transfusion avaient mis en œuvre, comme nous l'avons indiqué, dès le mois de février dernier (le Monde du 22 février 1985), la proportion des donneurs « positifs » varie selon les centres de 1 à 5 pour mille.

FAITS DIVERS

DE L'ILLE-ET-VILAINE AUX COTES-DU-NORD

Le tragique itinéraire du tueur dément : sept morts et cinq blessés en trois heures

Un déséquilibré âgé de quarante et un ans, M. Guy Martel, a tué mercredi 19 mai, à l'aide d'une 22 long rifle, sept personnes et en a blessé cinq autres en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes-du-Nord avant d'être appréhendé peu après 14 heures à Saint-André-des-Eaux (Côtes-du-Nord).

Rennes - Mercredi 19 juin : il est 9 h 45 et M. Guy Martel contemple ses fleurs dans le jardin du pavillon qu'il habite depuis six ans dans un lotissement de Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine). Un voisin l'aperçoit et leurs regards ne se croisent pas. Pas de bonjour donc de cet homme poli, sans histoire, mais renfermé et un peu bizarre.

La veille, au foyer logement de Dol-de-Bretagne où il s'habitue de prendre ses déjeuners, M. Martel, ancien professeur de sciences physiques dans la région parisienne, a paru un peu plus exalté que d'habitude. Mais, au foyer, on le connaît et on sait qu'il n'a pas toute sa tête.

Depuis 1972, il n'enseigne plus : troubles nerveux. Il est placé en congé de longue maladie, effectue trois brefs séjours en hôpital psychiatrique - un à Paris et deux en Bretagne - puis se voit reconnaître un taux d'invalidité de 80 %. Il revient auprès de son père, retraité de la gendarmerie qui vit à Baguer-Morvan (Ille-et-Vilaine), mais la maladie aggrave la tension artérielle et M. Martel achète une maison à Dol-de-Bretagne.

« J'ai pensé à me suicider »

Même s'il est bizarre, sa vie est alors sans histoire aux dires de ses voisins qui le savent malade, en fait souffrant surtout de douleurs dans le dos. Ce n'est pas un « maraudeur », il n'aime pas les enfants - mais il ne fait pas parler de lui, sans peut-être au foyer logement où quelques personnes âgées s'interrogent en silence sur l'évolution de l'état mental de cet homme toujours soigné pour des troubles nerveux.

Mercredi, peu avant 11 heures, tout bascule et en trois heures le cauchemar d'abat sur une région. La carabine 22 long rifle munie d'une lunette, rebaptisée il y a une dizaine d'années à Manufrance, est placée dans le coffre de la Volvo rouge qui quitte le garage du pavillon : M. Martel ne ferme ni la porte du garage, ni la porte d'entrée, ni les fenêtres.

« J'ai pensé à me suicider », expliquera-t-il aux gendarmes qui

De notre correspondant

l'arrêteront après le carnage. Dans sa folie meurtrière, il a choisi de « tuer les autres ». Première victime, son père, Victor, soixante-cinq ans, puis un médecin âgé de trente-quatre ans, le docteur Michel Lhomet qui travaille dans le même cabinet médical que son médecin traitant. Tué aussi la gardienne de la salle omnisports de Dol-de-Bretagne où il joue de temps à autre au tennis. Il se rend alors au domicile d'une de ses tantes qu'il, heureusement pour elle, est absente, tout comme un oncle parti en vacances. Son parrain,

M. Charles Martel, soixante-quatre ans, est blessé. Au foyer logement de Dol-de-Bretagne, une cuisinière s'échappe que de justesse à la balle qui lui était destinée. Ensuite, direction Combourg où un autre oncle du malade, M. Joseph Weber, soixante-cinq ans, agriculteur en retraite, est lui aussi tué d'un coup de carabine. Après chaque homicide ou tentative, l'arme est remise dans le coffre de la Volvo rouge, jusqu'au prochain meurtre.

L'équipée sanglante conduit au hasard le meurtrier à la chapelle aux Filzémées, où M. Jean Chaussonnière, soixante ans, demeurant à Saint-Pierre-du-Régard (Orne), est tué alors que son frère Eugène, soixante-quatre ans, chez lequel il était en visite, est sérieusement blessé.

A Saint-Dominec, M. Pierre Bourtoirault, soixante-quatre ans, est occupé à ramasser du foin sur le bas-côté de la route lorsqu'il est abattu. A Quiberon, M. Daniel Pomard, trente-trois ans, vient de conduire ses deux jeunes enfants chez une amie, qui doit les accompagner à la piscine. C'est en fermant son portail qu'elle sera tuée. Le cadavre est découvert à 13 h 35 par des éboueurs. A Treverin, M. Martel vise et blesse un jeune agriculteur, M. André Rebault, vingt-neuf ans, qui travaille sur un tracteur. Répété par un hélicoptère de la gendarmerie, M. Martel quitte le département d'Ille-et-Vilaine pour celui des Côtes-du-Nord.

A Saint-Judoce, il blesse, toujours par balles, un chauffeur routier, M. Daniel Lebreton, trente-quatre ans, qui prend son casse-croûte auprès de son camion. A quelques kilomètres de là, c'est un mignon, M. Raymond Froboux, quarante ans, qui est blessé à Saint-Juvat. Avant d'être arrêté par les gendarmes à Saint-André-des-Eaux, le tueur fou a le temps de viser, sans les atteindre, trois autres personnes, un homme, une femme et une fillette. Dès son interpellation, M. Martel retrouve son calme, sans pour autant fournir une esquisse d'explication à sa folie meurtrière. Il a pensé mettre fin à ses jours, puis, dans un accès de démence, il a voulu liquider sa famille et tout le monde. Le sanglant cauchemar a pris fin avec son arrestation. Il appartient désormais aux experts de fixer pour le meurtrier le champ d'application de l'article 64 du code pénal, visant les crimes commis en état de démence.

CHRISTIAN TUAL.

A TOULON

Quatre démineurs de la sécurité civile sont tués par une explosion

Quatre démineurs du centre de Toulon ont été tués, mercredi 19 juin, vers 17 h 45, par une explosion dans un entrepôt de la poudrière de Las, où se trouvaient stockées des munitions datant de la seconde guerre mondiale.

Les quatre victimes, Patrice Grillo, vingt-quatre ans, Jacques Godefroy, trente et un ans, Raymond Gouzaux et Jean-Louis Boudit, trente-deux ans, travaillaient à la défection de détonateurs en vue d'une destruction d'obus et de mines lorsque s'est produite l'explosion. Celle-ci entraîna l'effondrement de la voûte des bâtiments et provoqua un incendie que les pompiers mirent plusieurs heures à maîtriser, avant de pouvoir découvrir les corps.

La poudrière de Las où s'est produit cet accident, située dans le quartier de la Beaume à Toulon, est

composée de plusieurs secteurs. Deux appartenaient à la Marine nationale. Le troisième avait été créé en 1973 à la Sécurité civile. Le service de déminage a pour mission de neutraliser ou de détruire les obus, bombes, mines des deux dernières guerres mondiales que l'on retrouve encore sur les lieux des anciens combats. Il occupe quotidiennement cent dix démineurs, répartis dans dix-neuf centres. En 1984, ils ont désamorcé 650 tonnes

d'obus et reçu plus de 15 000 demandes d'interventions.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, 599 démineurs de la Sécurité civile ont été victimes d'accidents ou d'explosions au cours de missions. M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur, avait récemment rendu hommage aux démineurs à l'occasion du quarantième anniversaire de la création de leur service (le Monde du 18 juin).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de maître Jean Rodière-Langevin, avocat à la Cour d'appel de Paris, 301, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le Tribunal de police de Paris a rendu le 24 avril 1984, entre l'Association générale des usagers de la langue française (A.G.U.L.F.) et M. Erik Slot, le ministère public ayant été entendu, le jugement suivant, devenu définitif :

« Dans le journal le Monde du 18 janvier 1983, sont parues deux annonces rédigées en langue anglaise ».

« L'article 311-4 du Code du travail, repris dans l'article 5 de la loi du 31 décembre 1973, interdit de faire passer une offre d'emploi au moyen d'un texte rédigé en langue étrangère pour les services à caractère français ».

« Cette interdiction s'applique, selon l'article 5 de la loi du 31 décembre 1973, à l'administration de l'Etat ou de l'employeur et, dans ce cas, à la parfaite connaissance d'une langue étrangère serait l'une des conditions requises pour tenir l'emploi proposé ».

« L'annonce pour les techniciens précise que les déplacements ont lieu à 80 % en France et occasionnellement en Espagne et en Italie ».

« Mais attendu que pour échapper à la prévention le défendeur invoque l'exception prévue par l'article L. 311-4 dans la dernière phrase de texte : « Les offres d'emploi expressément faites à l'intention des ressortissants étrangers peuvent être rédigées en langue étrangère » ».

« Attendu que le mot « expression » veut dire « en termes exacts » (définition de latin expressus, nettement exprimé, précis, formel) c'est-à-dire d'une façon nette et précise ».

« Que la phrase « Fluent English a must » - anglais courant exigé - ne peut pas s'entendre à des ressortissants anglais pour lesquels il eût été inutile de préciser qu'il se serait agi de leur langue d'origine ».

« Attendu qu'il résulte de ces annonces qu'elles ne s'adressaient pas d'une façon nette et précise aux seuls ressortissants anglais, qu'elles devaient donc être rédigées en français ».

SUR L'ACTION CIVILE DE L'AGULF

« Attendu qu'il résulte des statuts de cette association que son objet est de défendre le patrimoine linguistique et culturel des usagers de la langue française ; que ce droit propre de défense du patrimoine linguistique des usagers de la langue française lui a été reconnu par le Haut Comité de la langue française pos-

sédé par le Premier ministre (lettre du 20 février 1981) ».

« Que tout ce qui met en péril son objet, la défense du patrimoine linguistique français, lui cause un préjudice personnel puisqu'elle se trouve atteinte dans sa seule maison d'être ».

« Que la Cour de cassation reconnaît aux associations une action propre avec possibilité pour elles de se constituer parties civiles lorsque les infractions ont eu pour effet d'enrichir, d'enrichir ou de déshériter cette action propre, leur causant ainsi un préjudice direct et personnel ».

« Qu'il y a lieu de la recevoir en sa constitution de partie civile en la présente espèce et de condamner M. Slot à lui payer la somme de 4 000 F à titre de dommages-intérêts et la somme de 1 500 F par application de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ».

« Attendu qu'il convient d'ordonner la publication du présent jugement dans le journal le Monde aux frais du prévenu ».

Par ces motifs :

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

Vu les réquisitions du ministère public ;

Vu les articles 522 du Code de procédure pénale, 5 de la loi du 31 décembre 1973, L. 311-4 et R. 361-1 du Code du travail ;

Sur l'action pénale :

Dit que les faits d'emploi d'une langue étrangère pour deux offres de service d'emploi de techniciens et de secrétaires de direction à caractère français, adressées à des candidats parlant couramment cette langue étrangère et publiées dans le journal le Monde du 18 janvier 1983 sont établies à l'encontre de M. Slot ;

En réprimant à l'encontre de M. Slot, des amendes de CINQ CENTS FRANCS CHACUNE ;

Sur l'action civile :

Recevant l'AGULF en sa constitution de partie civile ;

Condamne M. Slot à lui payer la somme de QUATRE MILLE FRANCS à titre de dommages-intérêts et la somme de CINQ CENTS CENTS FRANCS par application de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ;

Ordonne la publication du présent jugement dans le journal le Monde aux frais du prévenu.

150 من الاملا

sans précédent

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

A TOULOUSE
Le secret d'une vie

Le secret d'une vie n'appartient qu'à son dépositaire. Il peut en faire ce qu'il veut et, s'il lui arrive, au terme de son existence, de demander de l'aide, dernière caresse de sa liberté, la réponse doit s'efforcer d'être la même que celle de Nietzsche: «Qu'y a-t-il de plus humain? Épargner la honte à quelqu'un.»

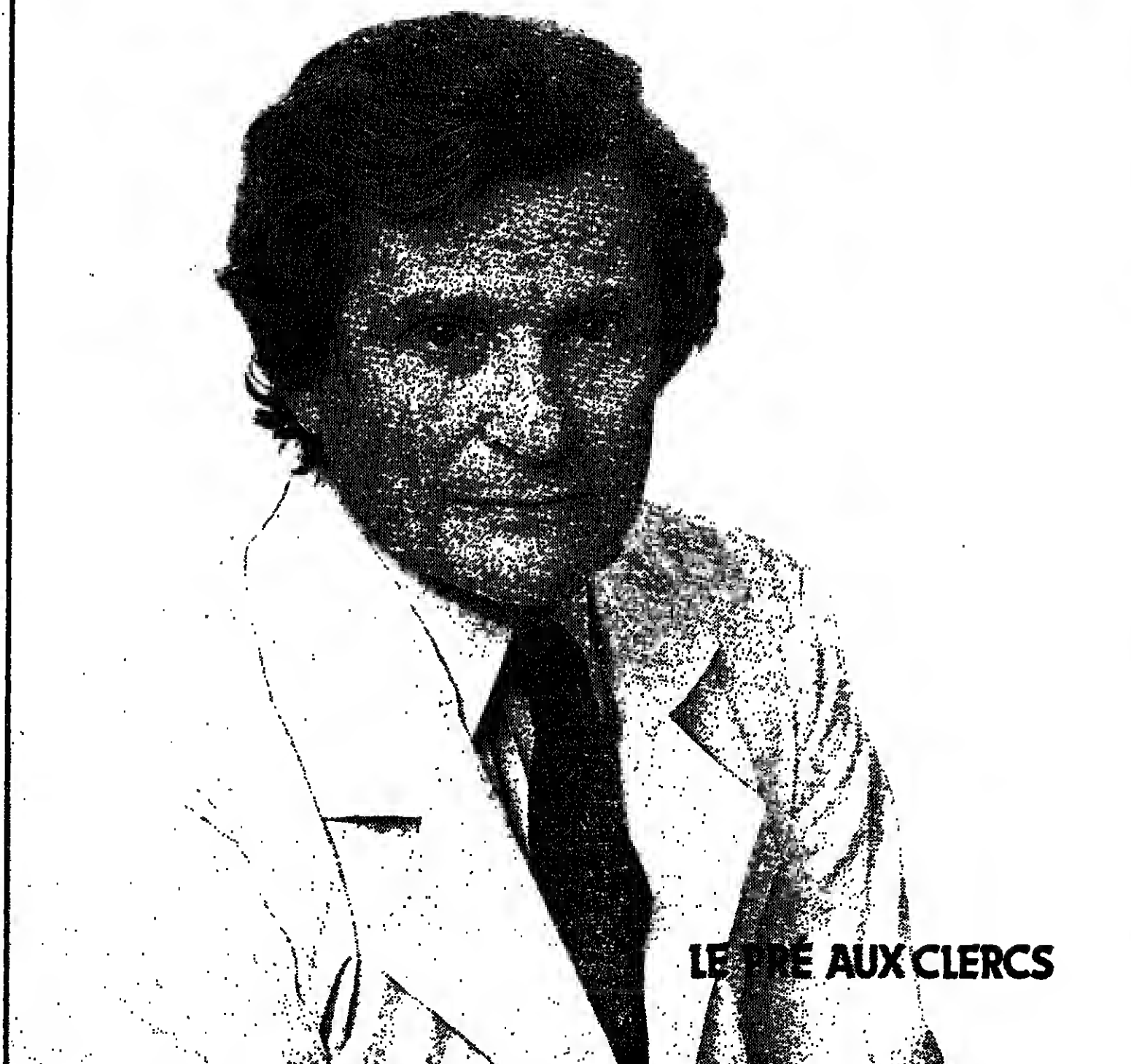
PUBLICATION JUDICIAIRE

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

Le cancer est une maladie qui a toujours été présente dans l'histoire de l'humanité. Elle a toujours été une menace pour la vie humaine. Mais aujourd'hui, elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique. Elle est devenue une véritable épidémie. Elle touche de plus en plus de personnes, et elle est devenue une véritable menace pour la santé publique.

LÉON SCHWARTZENBERG REQUIEM POUR LA VIE



LE PRÉ AUX CLERCS

Le cancer représente l'incarnation du mal. Et la crainte que ce seul mot inspire engage encore médecins et familles à taire la réalité.

Si mentir au malade c'est escamoter sa vie, son destin d'homme vivant, c'est un choix aussi important que celui de choisir sa mort. Doit-on cacher la vérité au malade sous prétexte de charité, doit-on la lui dire par respect pour sa dignité? Doit-on masquer la vérité aux citoyens sous prétexte de bienveillance, doit-on la dire par respect d'égalité? Le pouvoir peut-il être préservé au prix du mensonge?

Le secret d'une vie n'appartient qu'à son dépositaire. Il peut en faire ce qu'il veut et, s'il lui arrive, au terme de son existence, de demander de l'aide, dernière caresse de sa liberté, la réponse doit s'efforcer d'être la même que celle de Nietzsche: «Qu'y a-t-il de plus humain? Épargner la honte à quelqu'un.»

LE PRÉ AUX CLERCS



Publicscope

19. René Char au voisinage de Van Gogh. 20. Histoire : Vichy ou le totalitarisme à la française. 20-21. Les fureurs et les aveuglements de Soljenitsyne. 22. Lettres étrangères : Robert Walser.

Le Monde DES LIVRES

Edmond Jabès à la recherche du Livre

EDMOND JABÈS, l'auteur du *Livre des questions* et du *Livre des réponses*, est un homme silencieux et modeste. Le silence « nous invente », dit-il. Aussi, quand Jabès parle, c'est « le plus bas possible ». Loin des querelles et des modes parisiennes, il poursuit une œuvre de méditation, à la fois austère et troublante. Il a souvent comparé la démarche de la littérature à celle du judaïsme, montrant que l'écrivain, comme le juif, se réfère à un texte très ancien, un texte des origines qu'il s'agit d'interpréter et de récrire.

Dans «Parcours», le plus pensif de nos auteurs montre pourquoi la vocation de l'écriture rejoint celle du judaïsme.



BERENICE CLEEVE.

Or voici que Jabès publie un ouvrage sur le rapport qu'il a entretenu avec le judaïsme comme avec l'écriture. Cela s'intitule *Parcours* : c'est, en effet, le journal d'un voyage intérieur, le carnet d'un homme toujours en chemin. Le plus pensif de nos auteurs jalonne sa route à l'aide d'étranges maximes, référencées sur l'énigme de leur propre sagesse, mais où transparaît la flamme d'une passion. Avec cet ouvrage, Edmond Jabès semble régler une dette. Lorsqu'on écrit, n'est-ce pas, avant toute autre raison, pour payer sa dette à l'égard du langage ?

Usant de la métaphore du désert où se trouvent ensablés le livre des livres, le secret des secrets, Jabès nous rappelle que, « jusqu'à la fin des siècles, un livre restera toujours à déterrer ». Chacune des œuvres qu'entreprend l'auteur apparaît

comme la traduction d'un très vieux livre, mais, une fois l'œuvre terminée, voici déjà qu'un texte encore plus ancien réclame qu'on le traduise, avec la tyrannie que savent exercer sur les cœurs ces époques lointaines, revêtues de multiples attraits. Passant d'un

texte à l'autre, l'écrivain n'atteindra jamais ce qu'il recherche. A l'heure de mourir, il verra encore se dérober le Livre qu'il poursuit. Certain de ne pas gagner, il n'en continue pas moins de miser, avec l'obstination des joueurs les plus déraisonnables (1).

Telle que la dépeint Jabès, l'écriture exprime le tourment des origines : un tourment qu'aucune œuvre ne saurait apaiser. Qu'ils en fassent ou non l'aveu, tous les gens éprouvent cette nostalgie : elle est, au fond de leur âme, obscurément, la conséquence d'une séparation, d'un exil impossibles à définir. Si les juifs ressentent particulièrement le souci des origines, c'est qu'ils sont doublement exilés.

La question

Ecrivain français, de tradition juive et d'origine égyptienne, Jabès, sous l'apparence tranquille et détachée de ses maximes, ne cesse de soumettre ce qu'il écrit à la question — le mot pouvant s'entendre à la fois dans le sens d'interrogation et dans le sens de tourment.

Voilà, peut-être, quelques clés pour comprendre ce *Parcours* dans lequel l'austérité du langage accroît les séductions du mystère qui nous est relayé.

FRANÇOIS BOTT.

* PARCOURS, d'Edmond Jabès, Gallimard, 110 p., 65 F.

(1) Dans un autre ouvrage, le second tome du *Livre des marges*, Jabès dit que l'essentiel, ce n'est pas le gain, mais la mise : « Le pari pour le pari, comme le désir pour le désir, l'amour pour l'amour, l'écriture pour l'écriture... l'initiale dans la double dépendance du dit, ce texte est sorti récemment chez Fata Morgana, qui a réédité, en même temps, le premier volume : *Ça suit son cours* ».

Le vieil homme et sa mort

Et si Italo Svevo n'avait jamais été adulte ! S'il était passé directement de l'enfance à la vieillesse ! Fantôme que cela ? Pas si sûr, surtout après la lecture des douze nouvelles qui composent « le Destin des souvenirs ».

Lisant et relisant *le Destin des souvenirs*, ce qui, d'emblée, me frappe, c'est la modestie volontaire du périmètre géographique couvert par le livre. Qu'on en juge : il nous entraîne de Trieste à Murano en passant par les environs d'Udine. Des cailloux ! Une ville ! La lagune ! « Tout cela n'est rien », semble nous dire Svevo, mais c'est toutefois le microcosme du monde. Il tourne donc autour de Trieste, la ville natale. Tenez, ici il a vécu. Là, il a aimé et souffert. C'est tout.

Très vite on l'imagine allant, venant, marchant, puis s'enfermant dans une pièce pour écrire. Dès lors son travail sur la mémoire se met en place. Les nouvelles naissent, menées jusqu'à l'aboutissement ou demeurées en suspens. Toutes posent les mêmes interrogations. Toutes nous en disent finalement autant sur le projet littéraire de l'auteur.

Alors : souvenirs ? fictions ? prémonitions ? Svevo utilise en fait ces trois sources pour faire de chacun de nous le témoin d'un apprentissage qu'il veut double : celui de la vie, celui de la mort. L'ouvrage entier témoigne de cette volonté. On y lit des moments d'adolescence. On y est témoin d'agonies. Des enfants meurent. Des vieillards disparaissent. Les adultes n'apparaissent que pour dresser de vagues constats intermédiaires.

Et d'ailleurs, de quels adultes s'agit-il ? De boutiquiers, d'industriels, mais le plus souvent d'ouvriers et de journaliers agricoles. D'être que la société bloque à l'état d'enfance en les maintenant dans leurs besoins élémentaires : se reposer après la tâche, boire pour oublier leur fatigue. Pourtant Svevo les abandonne assez

vite. On dirait qu'il n'a qu'une bête : les retrouver plus tard, vieux !

Leurs vies, qui perdurent malgré tout, ne valent décidément que par le début et la fin. D'ailleurs, que représente une vie ? Rien ! Rien puisque seule la mort donne un sens aux actes misérables et vains accomplis autrefois.

Un homme agonise. C'est une torture pour sa femme qui le regarde et l'assiste. Que fait alors le moribond ? Il demande à l'épouse de venir près de lui et dit simplement : « Regarde-moi et apprends ». Toute la grandeur de l'œuvre est exprimée là. Toute sa spécificité également.

On dirait que le travail de Svevo n'a été entrepris que pour aborder cet instant limite, celui où le corps s'efface mais où l'esprit, en même temps, analyse, décompose, résume les dizaines d'années de rapports humains qui ont précédé ce moment.

En fait, l'œuvre entière de Svevo ne peut pleinement se comprendre que si l'on part du postulat qu'elle a été en entier et de tout temps écrite par un vieil homme, une sorte de vieux garçon discret et sage, maître d'une volonté d'introspection menée jusqu'à la limite de la névrose.

L'écrivain italien a mené une double vie. On se souvient en effet que Svevo n'est qu'un pseudonyme et que l'homme qu'il cache, Ettore Schmitz, a consacré sa vie officielle aux affaires et au commerce.

FRANCK VENAILLE.

(Lire la suite page 22.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Journal » de Thomas Mann

Un passe-temps honorable

« SANS valeur littéraire » ! C'était l'opinion de Thomas Mann lui-même sur ce *Journal* de huit mille feuillets retrouvé à sa mort et publié, selon son vœu, vingt ans plus tard. Quand un écrivain de cette taille et aussi peu suspect de coquetterie émet un tel jugement sur soi, il faut le croire.

Effectivement, ce texte ne fait aucune ombre aux œuvres proprement dites : il n'y apporte aucune lumière non plus ! Les notes de 1933-1939 renseignent à peine sur la conception des romans et essais de la période — *Joseph et ses frères*, *Lotte à Weimar*, *Freud*, — excepté *Docteur Faustus*, le plus fréquemment évoqué.

Les détails sur le temps qu'il fait et sur l'humeur du jour sont poussés à l'extrême. Ils posent dans toute son étendue la question soulevée par le « diarisme » : quel intérêt peut-il y avoir, pour le lecteur ou seulement pour soi, à consigner la nébulosité et l'hygrométrie le soir de l'incendie du Reichstag ou des accords de Munich ? Quel profit autre que maniaque ? L'auteur tient sa réponse prête : affaire de « surveillance » ; il ajoute : « qui engage ».

C'est bien de contrôle qu'il s'agit, en effet ; sur soi et sous le regard du public. L'essentiel de la vie de Thomas Mann étant amplement connu par les quatre volumes de sa *Correspondance* (Gallimard) et par l'autobiographie de son fils Klaus (*Le Tourment*, Solin, 1985), les traducteurs du *Journal* en français, à l'instar des éditeurs allemands, ont sélectionné les passages qui renseignent le mieux sur les réactions de l'écrivain aux événements, sur le genèse de ses positions publiques.

Comment un créateur hors série prend la mesure de la folie où plonge son pays, comment il se retrouve « émigrant » en

quelques heures, comment il exerce à distance son énorme pouvoir symbolique, face à la « rebarbarisation » des siens ? Telle est la curiosité qui guide le lecteur de ce *Journal*, grandement aidé par les notes de Christoph Schwerin.

THOMAS MANN se repose en Suisse après une tournée de conférences en Hollande lorsqu'éclate l'incendie du Reichstag et que les partis votent pour Hitler, à l'exception des sociaux-démocrates et après l'exclusion des communistes. De Munich, où commence la persécution des juifs et des opposants, Klaus téléphone à son père : « Le temps est mauvais. » La sinistre époque des avertissements à demi-mot est ouverte.

Très vite, l'auteur de *la Montagne magique* décide de ne pas rentrer dans sa patrie et s'en explique, comme l'a récemment rappelé le recueil de ses messages à la BBC (Balland, 1985). Il manquait les attendus de ces condamnations, sans appel mais non sans tremblement. Le *Journal* met à nu la déchirante qu'il y a à refuser les chefs et le destin choisis par sa propre patrie, à trahir dans la culture qui a permis ce choix ou, du moins, ne l'a pas empêché. Une fois de plus se vérifie la loi troublante formulée par Steiner selon laquelle le discours civilisé sert plus souvent à masquer qu'à dénoncer les faits qui le contredisent ! Et les masses, qui croient sincèrement « avoir voulu ça » !

Pas à pas, Thomas Mann repère chez les nazis la négation de l'art sous sa glorification tapageuse, les techniques d'abrutissement sans vergogne, la réussite du stupide et du sordide, accablantes pour l'esprit humain tout entier.

(Lire la suite page 22.)

PRIX FRANCE-CULTURE 1985

EMMANUEL HOCQUARD

Aerea

dans les forêts de Manhattan

Roman

Photo John Foley

P.O.L.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

PSYCHANALYSE

Voyages

en Lacanie

On connaît la maxime du masochiste : « Mieux vaut être accablé en tant que victime que de ne pas être accablé du tout. » Elle pourrait être celle de François Perrier, psychanalyste, dont le drame commence en 1958 quand, voyant Lacan pour la première fois, il lui dit en tremblant d'émotion : « Vous rassemblez à mon père... » Le transfert était noué et François Perrier prit dans la nasse du Grand Oiseleur.

Ce qu'il en coûta à François Perrier, comme à beaucoup d'autres, de s'être laissé séduire par un gourou au narcissisme échafaudé, tenant dans le plus profond mépris ses amis comme ses patients, on le découvrira dans ce *Voyages extraordinaires en Translacanie*, récit hallucinant d'un parcours analytique qui s'achève dans l'éthylisme, les troubles psychosomatiques et les tentatives de suicide.

« On ne fuit pas avec la psychanalyse, on la baise pour être baisé par elle », écrit François Perrier. Sur ce point au moins, l'auteur, qui livre ici avec une verve désespérée un ultime combat contre le Grand Oiseleur, pourra se vanter de ne pas avoir été déçu. A tous ceux qui hésitent à commencer une analyse on ne peut que recommander son livre, brillamment enlevé de surcroît.

Ce témoignage, souvent bouleversant parce que totalement impudique, d'un homme qui fut le compagnon de Lacan avant de dénoncer les perversions du lacanisme mérite de figurer aux côtés des démythifications de François Roustang.

R. J.

★ **VOYAGES EXTRAORDINAIRES EN TRANSLACANIE**, de François Perrier, Ed. Lieu Commun, 189 p., 90 F.

SOCIOLOGIE

Eloge

de la multitude

La foule fait peur. Ses débordements inquiètent, sa versatilité déroute, son aveuglement exaspère. A tous elle semble comme à Maupassant il y a un siècle « un troupeau imbécile tantôt stupidement patient et tantôt féroce et révolté » (dans *Le Horla*).

C'est contre ce cliché agoraphobe que Jacques Beauchard, maître-assistant de sociologie à l'université Paris-XII, veut réagir. Cliché qui ne s'exprime pas seulement à travers l'histoire littéraire ou la production sociologique (de Gustave Le Bon et Sigmund Freud à Serge Moscovici, lequel, dans *L'Âge des foules*, entend remettre à l'honneur ces précurseurs), mais qui se perpétue aussi dans la pratique des dirigeants politiques. Car qu'est-ce que la « gestion des masses » dans les sociétés industrielles sinon une tentative pour régler la circulation des grands nombres en évitant les bouchons, les encombrements, les mêlées ? Ainsi ce que l'auteur appelle l'« effet d'affoulement » est-il sans cesse « nié, rejeté, refoulé ».

Or, cet effort pour contenir les « ivresses grégaires », Jacques Beauchard le juge à la fois inutile et contraire à l'intérêt bien compris de la société. Inutile puisque la répression finit par susciter à son tour un regain d'effervescence populaire, et dommageable, s'il est vrai que la dynamique sociale se nourrit des pulsions multitudes. Encore faut-il avoir en reconnaissance l'extrême diversité.

C'est à explorer cette variété des formes de l'effusion collective que s'emploie l'auteur tout au long de son livre : foule « atomisée », foule « organisée », foule « communautaire », foule « festive », foule « militante », foule « fusionnelle », foule

● POCHÉ

● John Irving a publié *Un mariage poids moyen* avant ses deux grands succès : *Le Monde selon Garp* et *l'Hôtel New Hampshire*. Il y aborde déjà, avec son humour décapant, ses deux thèmes favoris : la Vienne de l'après-guerre, le sport violent comme métaphore de la vie érotique. (Traduit de l'américain par Françoise et Guy Casaril, « Points roman », n° R 201.)

● Une maison pour M. Biswas, de V.-S. Naipaul, l'histoire de Mohun Biswas dans une colonie misérable d'Indes exilées à l'île de la Trinité, possession anglaise où la misère, l'ignorance et les lois d'une religion ancestrale mènent le destin de chacun, est reprise dans la collection « l'Imaginaire », de Gallimard (n° 152). Avec une préface de J.-M.-G. Le Clézio, où il évoque l'« esprit des îles ». (Traduit de l'anglais par Louise Savignac.)

● Dans l'ironie amère de la Joie de vivre, Emile Zola a fait entrer une prodigieuse somme d'humanité, écrivait Maupassant. Parmi ses plus remarquables romans, il en a peu écrit qui aient autant de grandeur que l'histoire de cette simple famille bourgeoise dont les drames ont pour décor superbe la mer, la mer féroce comme la vie, comme elle impitoyable, comme elle infatigable, et qui longe lentement un pauvre village de pêcheurs bû dans un repli de falaise. Et sur le livre entier plane, oiseau noir aux ailes étendues : la mort. (« Folio », n° 1654.)

● La Sainte Face, d'André Frénaud, reparait en « Poésie Gallimard », dans une édition revue et complétée, notamment par une « note pour la réédition de la Sainte Face » d'André Frénaud lui-même. Paru pour la première fois en 1968, ce recueil regroupe des poèmes écrits entre 1938 et 1966.

« panique ». Pourtant, aussi riches et parfois stimulantes que soient ses descriptions, elles restent tributaires d'une approche psychosociologique qui ne voit apparemment dans les groupes que des rassemblements d'individus et ne s'interroge guère sur les principes de leur structuration (en termes de classes, notamment).

Même remise à jour, la psychologie des foules « paraît peu apte, en définitive, à rendre compte de la complexité des rapports sociaux. Sa séduction, affirme Serge Moscovici dans *L'Âge des foules*, tient à sa « complicité avec la sens commun ». C'est sans doute aussi la raison de ses limites.

★ **LA PUISSANCE DES FOULES**, de Jacques Beauchard, Presses universitaires de France, collection « Sociologie d'aujourd'hui », 158 pages, 85 F.

NOUVELLES

Les contes noirs

de Marcel Schneider

Ce sont des jeunes filles solitaires, qui se nourrissent de contes bleus, de musique et de rêve. L'une, Anne-Deuphine, plus espiègle et sauvage, aime parcourir à cheval les monts du Lubéron. Grâce à *El Hikmet*, « animal-fée » ou, pourquoi pas, prince déguisé en cheval, elle échappe à une sombre machination qui menace sa vie. L'autre, Méliette, plus languide, plus frêle, quitte cette Terre de songe et cède avec emportement au vertige d'un appel d'outre-tombe.

Ces deux nouvelles sont, dans des tonalités différentes, les plus douces d'un recueil auquel Marcel Schneider a voulu donner l'atmosphère du roman noir. Toutes ces histoires à mourir débout se situent

dans l'Europe de la fin du dix-huitième siècle, de la Provence à la Prusse. Elles sont peuplées de figures ténébreuses, s'attardent sur des scènes cruelles, plines de désordres et d'excès sanguinaires. Un des personnages les plus ambigus est le bandit Némorin, qui, se cachant au milieu des bois dans un château en ruine, incarne une sorte de chevalerie perdue.



Marcel Schneider.

On retrouve per moments, comme dans *Un levrier de sable*, où l'auteur évoque l'Alsace, le registre plus personnel, plus intime, de *Sur une étoile*. Mais, dans la plupart de ces nouvelles fantastiques, c'est la peur et le mal qui dominent. Après un roman lumineux, *Mère merveille*, Marcel Schneider semble avoir donné libre cours à la veine la plus sombre de son talent. Le monde, dit-il, « font les hommes, et les hommes sont des démons ». Pour échapper à l'insupportable réalité, quelle meilleure issue que la rêverie aux couleurs de la nuit ? — M. P.

★ **HISTOIRES À MOURIR DEBOUT**, de Marcel Schneider, Grasset, 260 pages, 75 F.

POÉSIE

Les exigences

de Michel Deguy

« Je voudrais », écrit Michel Deguy, que le poème se fasse roman pour y arriver les gestes de la cuisine, les propos de téléphone, l'emploi du vent, l'insouciance de ce qui nous sépare de la mort. « Gisants », le recueil qu'il publie aujourd'hui, s'inscrit parfaitement dans ce projet, celui d'une œuvre forte déjà de quelque vingt volumes. Michel Deguy s'exprime au plus près de l'idée qu'il entend inspirer ou servir. Ses exigences littéraires sont telles qu'on a quelquefois l'impression que les textes ont été passés et repassés dans un tamis.

Lectures, voyages, colères froides, débris du quotidien, tout est présent, pour Michel Deguy, à une confrontation avec l'éternité. « J'offre », explique-t-il, le bruissement des mots, lisibles à la surdité du poème. Souvent, les textes en prose de ce volume apparaissent comme les plans-séquences d'un film à la gloire de l'absurde. Des petits riens qui, mis bout à bout, s'enflamment. Sous le beau titre de « La Seine était verte à ton bras », Michel Deguy a rassemblé, dans un chapitre, des poèmes dont la fausse simplicité intrigue.

« A tout prix, je veux rentrer en la langue, faire don aux possibilités de dire de cet égaré vers ce qui maintenant a reçu nom de toi, ce qui s'appelle énigme », écrit encore Michel Deguy, qui attend peut-être trop de la poésie et des titres qu'il place au-dessus de l'ordinaire mêlé. Il est toujours intrigant de découvrir des parcelles d'illusion sous la plume d'un écrivain si rigoureux par ailleurs.

Michel Deguy fournit, dans ce livre, un laissez-passer à tous ceux qui, au franchissement d'une frontière, éprouvent de l'angoisse à l'idée d'affronter la curiosité des douloureux. Il leur suffira désormais de se remémorer ce dialogue :

« — Avez-vous quelque chose à déclarer ?

— Non, rien d'autre que cet amour, et même les chansons stridentes et gérées de ce lait. La nuit est une silhouette d'attente. » — P. Dra.

★ **GISANTS**, de Michel Deguy, Gallimard, 140 p., 95 F.

● Michel Deguy vient de recevoir le prix Mallarmé 1985.

ROMANS

Une fable

de Pierre-Robert

Leclercq

« La liberté est comme la peste. » Cette phrase de Stendhal est la clé du roman de Pierre-Robert Leclercq, *Un bon citoyen*. Nous sommes dans un village, à Fenouille. Ordinaire ? Pas vraiment.

puisque ses rues et ses places ont de drôles de noms : Goebels, Brejnev, Jean-Hérol Paquis, Mikoyan, Hitler, etc.

Noire et rouge, une menace pèse sur cette bourgade, entre Estaples et Lumbrès, près de la Louette ; sous peine de mort, par exemple, on y interdit la lecture à l'école de Hugo et de Céline. Le narrateur, un fonctionnaire, nous raconte l'histoire de Fenouille. Il lèche des noms, Maigret, Faublas, Simonot, emia d'enfance ou voisins de café. Il révèle aussi, malgré lui, ce que cache la fausse tranquillité de l'eau grise des jours.

Fenouille ne vit pas à l'heure de Marcel Aymé, mais d'Orwell. Les citoyens sont inscrits au fichier électronique central. On les surveille. On les contrôle. Un drame, en admettant un coin de la face invisible du pouvoir, entraîne le témoin/récitant au-delà des mensonges.

Avec une douceur extrême, sans forcer, Leclercq désigne la perversité des moyens modernes de contrôle. Le message, sous l'ironie, passe en contrebande. — R. S.

★ **UN BON CITOYEN**, de Pierre-Robert Leclercq, La Table ronde, 223 p., 62 F.

Le syndrome

du journalisme

1958. Viviane, une journaliste française, cède aux avances d'Ugo von Bohm, un ancien officier du Reich boulevé par le souvenir des massacres nazis sur le front russe. C'est le début d'une liaison tourmentée, minée par l'indifférence de la jeune femme qui se refuse à partager les remords et le sentiment de culpabilité de son amant.

En toile de fond, les remous du début de la V^e République apportent à cette idylle condamnée un classique mais habile contrepoint. Malheureusement, le recours au procédé désuet du flash-back nuit à la cohésion et à la force du récit. Catherine Delapré, dont c'est le premier roman, est plus à son aise lorsqu'elle parle du métier de journaliste, qu'elle connaît bien puisqu'elle est depuis dix ans la correspondante du *Point* et du *Figaro* en Colombie. Jetée dans les tourments politiques de l'époque, son héroïne se réfugie derrière une insensibilité maladroite, syndrome, à ses yeux, de la profession — que ni l'amour ni la compassion n'ont le pouvoir d'ébranler. Face à ce personnage désemparé, l'officier allemand, romantique et volontiers grandiloquent, semble droit sorti du *Silence de la mer*, de Vercors : il y a une référence. — V. L.

★ **DES AMOIRS**, de Catherine Delapré, Jean Piccolle, 215 pages, 80 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Pierre Dracille ; Thomas Ferrucci ; Roland Jaccard ; Vincent Landel ; Monique Pédillon ; Justine Savignac ; Raphaël Sorin.

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

NOEL TAMINI COUREURS, si vous saviez...

... Comme cette lecture-là va vous régaler !

Car le rédacteur de Spiridon, sa revue, créée en 1971 déjà, regarde bien au-delà des choses de la course, celles de la vie.

Fort de ses 280 pages — sans la moindre « resucée » — dont 40 pages d'illustrations inédites, l'ouvrage est en vente au prix de 120 F (frais d'envoi compris) seulement à l'ordre d'Odette Roig, Semes, 74360 Cruseilles.

● DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMAN

● Jean Dumur : *Swisschoc*. Préfacé par Frédéric Dard, ce roman (le deuxième), écrit par le directeur des programmes de la télévision suisse, raconte l'enlèvement du PDG de la plus puissante entreprise helvétique, la multinationale du chocolat et du café en poudre. Le kidnappé se transforme en kidnappeur d'un patron de la grande banque, et l'ordre suisse se voit ébranlé par cette aventure aux péripéties tragiques. (Ed. Pierre-Marcel Favre, diff. Intarforum, 186 p., 69 F.)

HISTOIRE

● Bernard Vinot : *Saint-Just*. Une interrogation sur le plus contradictoire des révolutionnaires, entré en politique à vingt ans et mort à vingt-sept, homme de cœur et homme de système tout à la fois, libérin en 1789 et zélote de la vertu en 1793, épître ardente d'une société fraternelle mais organisateur féroce de la Terreur. Agrégé d'histoire, docteur ès lettres, Bernard Vinot est l'auteur d'une thèse sur la jeunesse et la formation politique de Saint-Just. (Fayard, 394 p., 98 F.)

● Serge Afanasyan : *La Victoire de Sardarabad*. Arménie 21-29 mai 1918. Docteur en histoire, Serge Afanasyan, déjà auteur de *l'Arménie*, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique. (L'Harmattan, le Monde daté 22-

23 janvier 1984), a de nouveau fouillé des archives inédites, notamment celles du ministère français de la guerre, pour décrire minutieusement cette « grande journée où faillit naître l'Arménie », la victoire arménienne de Sardarabad contre les Turcs. (L'Harmattan, 112 p. Avec 33 illustrations et 8 cartes, 75 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● Victor Hugo raconté par Adèle Hugo. « Les biographies sont presque toujours inexacts et j'en voudrais laisser une qui s'approche de la vérité. Voilà seulement pourquoi j'écris ceci, affirmait Adèle Hugo. Ceux qui voudront après écrire sur mon mari, ceux qui auront le talent, s'en serviront comme de documents. » Le texte intégral de cette biographie, établie et annotée par une équipe de chercheurs, sous la direction d'Annie Hersfeld et Guy Rosa. Préface d'Irène Frain et portrait d'Yves Gohin. (Plon « Les mémoires », 881 p., 230 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Michel Crouzet : *Nature et société chez Stendhal*. Premier volet d'une monumentale enquête intellectuelle qui a déjà produit les ouvrages sur Stendhal et l'Italie, le patrilin et la raison, ce volume fait le bilan de la dette stendhalienne à l'égard de Rousseau et analyse chez Stendhal les sources de la révolte romantique. (PUL, 232 p., 135 F.)

ESSAIS

● Alain Gerber : *Le Cas Coltrane*. En 1972, cinq ans après la mort du grand saxophoniste qui avait insufflé au jazz le désir renouvelé d'explorer les limites, Alain Gerber, pas encore romancier, mais critique-décidé à forcer les épousailles de la passion et de la théorie, produisit dans une série d'articles pour *Jazz Magazine* cette étude éditée aujourd'hui en volume, avec une préface de Francis Marmann qui ne rime rien de 88, dont Coltrane annonce l'esprit. (Paranthèses, coll. « Epistrophe », distr. PUF, 168 p., 85 F.)

● Jean-Marie Colombani : *l'Utopie calédonienne*. A l'inverse de son grand voisin australien, où les Blancs ont submergé les aborigènes, la Nouvelle-Calédonie vit, depuis l'installation du premier Européen en 1843, dans la contradiction de deux logiques, l'une liée séculairement au droit coutumier canaque, l'autre importée d'Occident. Ce sont ces deux communautés, leur histoire, leur coexistence séculaire qui n'a jamais été une véritable cohabitation, qu'explore Jean-Marie Colombani, chef du service politique du Monde. Il a travaillé à la station de l'ORTF en Nouvelle-Calédonie et a passé son enfance à Nouméa où son père, Jules-Antoine Colombani, a vécu pendant vingt ans, délégué pour le commerce extérieur dans les territoires français du Pacifique. (Denoël, 191 p., 88 F.)

550 000 000

DU LIBRAIRE

LA VIE LITTÉRAIRE

SCIENCE-FICTION

L'amour aux sept masques

● Avec HISTOIRES COMME SI... que rééditent les Nouvelles éditions Oswald, nous retrouvons un très grand nouvelliste des années 60, le meilleur de la science-fiction française moderne : Gérard Klein. Chronologiquement, ces textes se situent entre les *Parles du temps* (Denoël, 1958) et *La Loi du talion* (Laffont, 1973, J'ai lu). Les deux douzaines de nouvelles du recueil couvrent si possible l'éventail complet de la science-fiction. L'auteur les a classées en six catégories : Nostalgiques, Futuribles, Mythologiques, Cryptiques, Diaboliques, Criminelles... Beaucoup sont aussi de secrètes histoires d'amour. Nostalgie et mythologie se disputent les plus beaux récits. L'inoubliable *Demier Moustique de l'été* : trois pages bouleversantes. Lettre à une ombre : le gnosticisme somptueux de Gérard Klein, à son époque dans le *Planète aux sept masques*. Et *Rencontre*. Et *Un chant de pierre*... Et partout, une émotion contenue, une sensibilité que jamais l'intelligence n'étouffe. Merci à Néo pour cette réédition nécessaire et belle. (*Histoires comme si...*, de Gérard Klein, éditions Néo, 252 pages, 32 F.)

● UNE FILLE DE CAIN est le premier roman d'un jeune auteur français - et bien français, - Robert Belfiore. Jacques Sadoul, qui publie ce livre aux éditions J'ai lu, remarque dans sa récente *Histoire de la science-fiction moderne* : « Il existe maintenant une science-fiction autochtone en pleine expansion et riche de nombreux auteurs de qualité... ». En voici un de plus, et qui ne doit rien, ou presque rien, aux maîtres américains. (A peine relève-t-on dans cette *Fille de Cain* une fine pointe d'Asimov.) Un homme, seul ou presque sur la Terre dépeuplée d'un lointain futur, deux ou trois robots, une femme, visiteuse étrangère, si pareille à la femme éternelle qu'on dirait une héroïne de Sagan : voilà les personnages. Le récit est vif, pétillant, moins proche du thriller américain que d'un roman psychologique à la française. Encore une histoire d'amour, d'un ton très moderne : c'est la moindre des choses. Parfois, une ombre de fadeur qui ne gêne rien. Ce premier livre est une jolie réussite. (*Une fille de Cain*, de Robert Belfiore, éditions J'ai lu, 224 pages, 17 F.)

● SEPT FEMMES DE MES AUTRES VIES... Sept histoires d'amour fou, un recueil signé Daniel Welther. « Une fois de plus, je cherche à provoquer le lecteur », dit l'auteur dans son introduction. Le plus provocant, dans un genre bien placé et aux frontières d'un peu trop alignées, c'est le talent indompté et la fureur sacrée d'un écrivain qui ne cache pas son attachement au romantisme germanique. Sept histoires de vertige et de beauté. Sept récits tout à tour violents, pathétiques, lyriques et tendres, qui exhalent un parfum hoffmannesque, sous des accents imprévisibles. L'ort de Daniel Welther atteint peut-être son paroxysme dans une nouvelle récente : *Blau cobalt* ou *En arrière professeur Sardonagastier* ! Mais *Ludmilla*, ou la confrontation est un court récit étonnant de beauté et de puissance. Un livre nourri de culture et de passion. (*Sept femmes de mes autres vies*, de Daniel Welther, éditions Denoël, 224 pages, 26 F.)

● LA NUIT DES TEMPS, légende de l'éternité selon Barjavel, est la seule grande histoire d'amour de la science-fiction française. C'est aussi un des best-sellers du genre, et sa popularité n'a rien à envier aux *Dune* et autres *Fondation*. Les Presses de la Cité rééditent aujourd'hui ce chef-d'œuvre qui, en dix-sept ans, n'a pas pris une ride... Une expédition polaire française découvre, intacte dans la glace, deux survivants d'une haute civilisation disparue. Elle et Paikun, ce sont Daphnis et Chloé d'éverg - bien avant - la Grèce antique. La rencontre des deux mondes, le nôtre et celui qui surgit de la nuit des temps, nourrit le récit d'un contrepoint bouleversant. Les deux héros ont une présence, plus qu'humaine. Ils sont des êtres de chair et de sang, mais aussi l'ombre d'un passé fabuleux qui vit secrètement dans la cour du lecteur. Et, à travers les millénaires, se répondent les fracas des époques. Il faut redécouvrir ce merveilleux roman. (*La Nuit des temps*, de René Barjavel, Presses de la Cité, 312 pages, 90 F.)

● Le prix Apollo a été décerné à LA CITADELLE DE L'AUTARQUE, de Gene Wolfe, traduit de l'américain par William Desmond (éditions Denoël, collection « Présence du futur »).

MICHEL JEURY.

« L'Etre et le Temps »

de Heidegger

en édition pirate...

Voici une étrange affaire. Un livre qui ne peut être vendu, qui n'a nulle existence légale, qui est imprimé à titre privé et non commercial, c'est déjà inhabituel. Mais pas encore rare. Quand il s'agit de la première traduction française intégrale d'un des maîtres-livres du vingtième siècle, *Sein und Zeit* (l'Etre et le Temps), de Martin Heidegger, publié en 1927, il y a de quoi surprendre...

Tentons d'y voir clair. Deux faits sont incontestables : d'une part, cette œuvre est considérée mondialement comme un moment capital de la pensée occidentale ; d'autre part, soixante-dix-huit ans après la publication du texte allemand, aucune traduction complète n'existait en français !

En 1937, Henry Corbin avait traduit les paragraphes 45 à 53 et 72 à 76 dans une anthologie heideggerienne publiée chez Gallimard. En 1964, toujours chez Gallimard, débute une édition de l'œuvre de Heidegger par Emmanuel Martineau, qui réunit la première section de l'œuvre (par. 1 à 44) dans une traduction de Rudolf Boehm et l'Alphonse de Waelhens (Bibliothèque de philosophie). La deuxième section (par. 45 à 83), essentielle à l'intelligence de la démarche, restait inaccessible aux francophones. Quelles que soient les causes d'une telle situation, il y avait là un scandale de fait pour notre culture.

D'où la singulière initiative prise par Emmanuel Martineau, jugeant que cette situation « constituait la philosophie, qui, par essence, est universelle. Cet attaché de recherches au CNRS, fin germaniste, déjà connu pour ses traductions de Heidegger chez Gallimard, a donc décidé d'imprimer et d'offrir sa propre traduction.

Son avant-propos précise, non sans provocation, que ce travail fut accompli de juillet 1964 à février 1985. Un délai si court, est-ce sérieux ? C'est mon livre de chevet depuis près de vingt ans, répond Emmanuel Martineau, et mon travail est le fruit de longues années de conversations avec Jean Beaufret.

Le paradoxe de cette édition pirate est d'être sans but lucratif. « Aucun exemplaire n'est vendu ni ne saurait l'être », précise E. Martineau. Quinze cents environ ont été tirés, presque tous distribués aujourd'hui au public intéressé. Il s'agit uniquement de rendre possible l'accès à ce texte dans une traduction intégrale et entièrement nouvelle qui en permette enfin l'étude aux philosophes français.

De son côté, Robert Gallimard juge l'affaire « embarrassante ». « En droit pur, dit-il, il s'agit d'une nette contrefaçon, imprimée sans l'autorisation des héritiers, ni des éditeurs ».

BREF

● LE 9^e PRIX DE LA MEILLEURE NOUVELLE FRANCOPHONE, patronné par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et Radio-France Internationale, décerné par un jury que préside l'écrivain congolais Henri Lopes, a été attribué pour 1985 à un auteur sénégalais, de mère vietnamienne, Anne-Marie Niane, née en 1950, pour son texte *L'Étranger*. L'ACCT avait reçu plus de mille nouvelles. L'an prochain le 10^e concours, désormais ouvert, sera également parrainé par l'Alliance française et le Monde, qui publiera la nouvelle primée. Le lauréat reçoit en outre 18 000 F et une bourse d'un an en France. (ACCT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 575-62-41.)

● LE QUATORZIÈME PRIX MARCEL-PROUST, fondé par la municipalité de Cabourg, a été décerné, dimanche 16 juin dans les salons du Grand Hôtel de Cabourg, à Diane de Margerie pour son essai autobiographique *Le Ressouvenir* (Flammarion). Il revient pour la première fois à une femme.

● RECTIFICATIF. - La recension des *Mémoires* de Nubar-Pacha, attribuée par erreur à J.-P. Péronet-Hugot (« Le Monde des livres » du 14 juin), était due en réalité à notre correspondant au Caire, Alexandre Bucciant.

allemands, ni de nous-mêmes. Cela risque de créer un fâcheux précédent. Pour l'instant, je reste dans l'expectative.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut préciser que depuis 1980 les éditions Gallimard ont signé un contrat pour une nouvelle traduction intégrale de *Sein und Zeit* avec François Vezin, désigné par Jean Beaufret, lui-même mandataire de Heidegger. Le manuscrit, en retard, devrait être remis à l'éditeur au printemps 1986. Ainsi peut-être pourra-t-on comperer un jour deux traductions de l'œuvre entière.

Si l'affaire est complexe, c'est que, à l'évidence des fils très hétérogènes viennent s'y nouer. On peut y entrevoir les rivalités de cénocle et les brouilles de chapelle communes à tous les héritages d'un grand maître. Mais elles ne sauraient faire oublier les enjeux philosophiques et historiques, d'une autre nature et d'une autre dimension : l'accès de la pensée francophone à une œuvre-culte. Sur quoi se greffent encore de multiples questions juridiques et éthiques.

Du coup, l'observateur ne peut avoir qu'un sentiment partagé. Sur le plan de l'anecdote, il est sûr que le côté Robin des Bois de l'édition d'Emmanuel Martineau suscite la sympathie. Plus philosophiquement, son travail, quelles qu'en soient les conditions de publication, ne peut être ignoré. Il serait bouffon de prétendre évaluer en quelques heures une tâche de cette portée, mais, en premier regard, cette traduction paraît offrir toutes les garanties de rigueur. Et puis elle existe. C'est beaucoup.

En revanche, il demeure que la défense de la philosophie, aussi bien intentionnée soit-elle, ne peut simplement s'autoriser d'elle-même, au mépris du droit positif et des règles éditoriales. Si la philosophie est universelle, l'édition « sauvage » n'est pas universalisable.

Pour ceux qui voudraient juger sur pièces, sans avoir eu la chance de se voir offrir le livre, signalons qu'Emmanuel Martineau a encore un tout petit nombre d'exemplaires à donner (« La truite qui file », Chavignac, 37120 Richelieu). Après, géignons que les photocopiesuses lront bon train... Et qui pourrait les en empêcher ?

Malgré l'imbroglio juridico-philosophique de cette étrange affaire, il semble, finalement, que la pensée ait à y gagner.

ROGER-POL DROIT.

Un colloque Ivo-Andric à Nancy

La Fondation Ivo-Andric de Belgrade avait choisi Nancy pour rendre hommage à Ivo Andric à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort. Dragan Nedeljkovic, l'organisateur, a rassemblé pendant trois jours une trentaine de savants spécialistes de l'œuvre du prix Nobel 1962. D'éminentes académies et universités - vingt-trois au total, dont Paris, Bordeaux, Nancy, Hambourg, Londres, Washington, Copenhague, Victoria, Zagreb, Belgrade, Varsovie - ont tenu à être représentées à ces assises dont le sujet restera longtemps inépuisable : « Reflets de l'histoire européenne dans l'œuvre d'Ivo Andric. »

Le mystère de l'insertion de l'histoire dans l'œuvre d'Ivo Andric et de l'attitude de celui-ci face à l'histoire demeure encore opaque. Sous une apparence d'exactitude méticu-

leuse, l'écrivain conserve la maîtrise de la mise en chantier des faits et des sens que l'on peut en tirer. La conception de l'homme saisi dans sa chair et le secret de sa conscience restent pour Ivo Andric l'axe essentiel de toute son œuvre en dépit du décor, de la chronologie et des philosophies éphémères, matérielles ou idéalistes, déterministes ou non. Toutes les contributions ont dégagé une pierre de ce monument ; une à une, elles ont souligné l'importance de la tâche à accomplir. Une sorte d'exaltation saisisait certains orateurs lorsqu'ils parvenaient à force de réflexion à entrevoir la longue route qui sépare l'œuvre de ses lecteurs et que soudain ils se trouvaient de plain-pied en elle.

LAURAND KDVACS.

★ LA CHRONIQUE DE TRAVNIK et AU TEMPS D'ANIKO ont été édités à l'Age d'homme et repris ensemble en « 10/18 », chez Christian Bourgois. Autre titre en français : *La Soif et autres nouvelles* (Age d'homme), l'*Éléphant du vizir* (POF). Il est un port sur le Drina (Ploa : épuisé).

Le territoire

de l'Antiquité

La Société des professeurs d'histoire ancienne d'université (SOPHAU) qui réunit l'ensemble des enseignants et des chercheurs de cette discipline vient de tenir son vingtième congrès à Poitiers. Dressant, à cette occasion, le bilan de vingt ans de recherches en histoire ancienne, elle a observé que l'effort d'étude et de documentation se fait toujours plus précis,

tandis que la territoire de l'historien de l'Antiquité s'agrandit (mythologie, organisation de la cité et de ses pouvoirs, modes de contrôle de l'espace et des hommes...). « Dans ces conditions, ajoute-t-elle, le passage s'est produit de l'approche révérencieuse de civilisations tenues pour des modèles à l'analyse critique des comportements des hommes du passé, dans la longue durée et l'événement ».

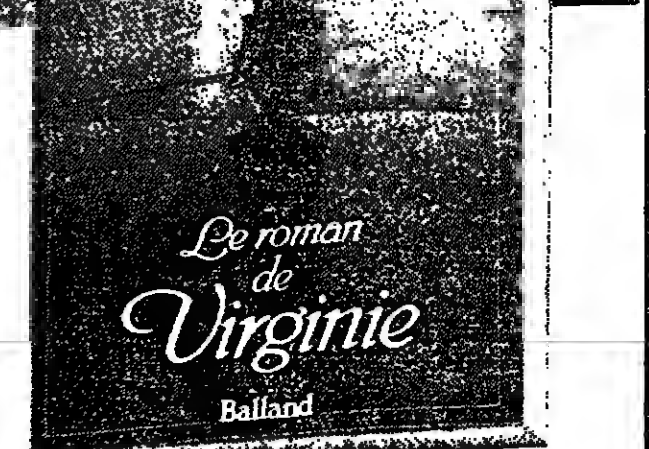
Cette évolution a été observée à travers quatre grands thèmes : les relations entre le pouvoir central et les provinces dans l'empire achéménide, les monarchies hellénistiques et le monde romain, en essayant de comprendre ce qui explique le solidité et la durée de ces grands empires ; l'archaïsme et la modernité des économies antiques, où l'influence des thèses de Moses Finley a été déterminante, même si elles ne sont pas suivies par tous les chercheurs ; le territoire antique, grâce notamment à une confrontation entre les données juridiques, archéologiques et culturelles ; enfin, les mythes dans l'antiquité grecque, grâce notamment à l'influence de la nouvelle lecture des mythes proposée par Claude Lévi-Strauss et aux travaux de Jean-Pierre Vernant. Des progrès importants d'ordre méthodologique, s'il est précisé, ont été réalisés dans ce domaine grâce à la constitution de vastes corpus, au déchiffrement des codes mythiques présents dans certaines œuvres, comme les tragédies, et au déchiffrement des représentations iconographiques. - F. G.

★ SOPHAU, Centre Glotz, Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, 75230 Paris Cedex 05.

UN GRAND ROMAN D'AMOUR ÉCRIT A QUATRE MAINS



Patrick et Olivier POIVRE D'ARVOR



Vive les arbres généalogiques ! quand ils sont revus et corrigés par l'imagination de deux frères. FRANÇOISE XENAKIS

Balland

GEORGES COTTIER Coll. « Références »
Questions de la Modernité
230 p. - 120 F
30, rue Madame - 75006 Paris DM. Téqui

Cahiers Confrontation
sous la direction de René Major
13-Actualité de l'Inde
Autour des meilleurs spécialistes actuels sont réunis des écrivains, des philosophes, des psychanalystes indiens et européens.
Aubier

Emmanuèle Bernheim
Le cran d'arrêt
roman
L'amour au couteau
DENOËL

LA VIE LITTÉRAIRE

Starobinski
et le don pervers

Rousseau raconte, dans la neuvième Réverie, comment, au cours d'une fête donnée à La Chevrette chez M. et Mme d'Épina, un jeune homme entreprend de jeter des pains d'épice à des jeunes paysans qui aussitôt se disputent et se bousculent pour les étrapper. Après avoir participé à cette distribution, il est saisi par la honte : est-ce vraiment être généreux que d'inciter les gens à s'écarter de la sorte ? Abandonnant ce jeu, il préfère donner des pommes à des petits Savoyards qui les convoitent. La joie des enfants lui va droit au cœur. Qu'il est doux de faire le bien !

Cette édifiante histoire de pommes et de pains d'épice a inspiré à Jean Starobinski une réflexion sur le don, qui fit la matière de la conférence qu'il donna le 13 juin dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à l'invitation de l'Ecole pratique des hautes études (I). Pour lui, cette anecdote illustre « la bifurcation de la conscience moderne » qui s'est opérée au dix-huitième siècle entre une conception fastueuse, violente, spectaculaire, du don rappelant les libéralités princières de l'Antiquité et de l'Ancien Régime, et une conception plus économique, énoncée par les encyclopédistes, qui se réfère à la nécessaire répartition des biens dans une visée de justice sociale.

Meis, chez Starobinski, cette interprétation n'est pas le résultat

d'une démonstration d'historien ou de sociologue. C'est plutôt l'éboulement d'une éblouissante promenade littéraire qui, de Stace et Sénèque à Antonin Artaud, en passant par Melville, Sade, Beudelaire, Huysmans, Goethe ou Melancthon, égrène les différentes harmoniques éveillées par le récit de Jean-Jacques.

Le trouble qui entoure l'acte de donner, le plaisir pervers qu'il procure, la relation ambiguë qui s'instaure entre le bienfaiteur et le bénéficiaire, l'équivoque de l'eumône et de la charité... cette embivalence des sentiments et des gestes est un sujet de fascination pour les écrivains. « Quand je fais un don, c'est un plaisir que je me donne », écrit Rousseau. Cet expert de l'âme humaine avait compris que les cadeaux à suivre sont d'abord des présents que l'on se fait à soi-même. Et pour Rousseau, note Starobinski, cette joie est inséparable d'un autre plaisir que l'écrivain se donne à lui-même en l'offrant au lecteur : celui d'écrire.

F. G.

(1) Le texte de cette causerie, dont l'initiale était : « Don fastueux et don pervers : réflexions sur quelques images de don à travers l'histoire et la littérature », et qui était donnée dans le cadre des annuelles Conférences Marc Bloch, sera prochainement publié dans la revue *Annales*.

De Maurice Genevoix

à Nicolas Saudray

Un prix Maurice Genevoix a été créé ce printemps par la ville de Garches en hommage à l'écrivain disparu, dont la bibliothèque municipale porte le nom. Il compte parmi les membres de son jury Pierre Moirand, Jean-Jacques Gautier, Maurice Rheims, de l'Académie française, François Nourissier et Michel Tournier, de l'Académie Goncourt. Son montant est de 15 000 F.

Il a été décerné pour la première fois à la Maison des prophètes, de Nicolas Saudray (le Saul). Bien que la publication de ce roman remonte à 1984, le jury n'a pas hésité à le couronner, voulant associer à Maurice Genevoix le nom d'un écrivain de qualité et d'un même esprit de tolérance. La Maison des prophètes évoque, autour de la construction d'une mosquée, l'opposition déchirante entre Arabes chrétiens et musulmans, dans un État fictif du Moyen-Orient. Nicolas Saudray, dont c'est le quatrième roman, s'était déjà fait remarquer pour son premier livre, le Maître des fontaines (Denoël, 1979), où se côtoyaient, autour d'un évangile apocryphe, l'islam et le christianisme.

J. Pi.

Livres de poche

régionaux

En réalisant quatre livres de poche à thème régional, les Presses universitaires de Nancy et les Editions serpençaises (de Metz) avaient pris le parti à l'automne dernier de rendre la littérature régionale accessible à toutes les bourses, le prix unitaire avoisinant les 30 F. L'entre part décollait de la réussite du premier était de sortir chaque semestre quatre nouveaux titres dans cette collection baptisée « Regards ». C'est également chose faite.

Sous des couvertures particulièrement bien réalisées et qui se

démarchent complètement de nombreuses éditions régionales ou universitaires, les quatre nouveaux livres de poche lorrains abordent plusieurs thèmes. La Moselle, une rivière et ses hommes, de Michel Caffier, rédacteur en chef adjoint de l'Est républicain, s'attache à suivre les méandres de l'histoire lorraine contemporaine au fil de cette rivière, qui traverse la région de part en part. Les écoles de campagnes au XVIII^e siècle, d'Alix de Rohan-Chabot, explique comment, un siècle avant la loi Guizot, la Lorraine bénéficiait déjà d'une organisation scolaire cohérente. Les Grandes Affaires criminelles en Lorraine au XIX^e siècle, d'Albert Mangeot, bénéficie d'une préface de Frédéric Pottecher. Enfin, La Vie pastorale dans les Hautes-Vosges, du professeur Georges Savouret, elle la justesse de l'historien au pittoresque d'une vie appartenant désormais au passé d'une partie de la Lorraine à nulle autre pareille.

JEAN-LOUIS BEMER.

Le neuvième

Festival Polyphonix

L'association Polyphonix se porte bien, comme en témoigne l'ouvrage Poésie en action de François Janicot (collection « Les encyclopédies de l'an 2000 », co-édition Louvain/Népi 3, allée des Ecoles, 92130 Isy-les-Moulineaux ; 128 pages, 95 F.). Depuis sa création en 1979, quatre cents poètes, musiciens et artistes ont participé à ses activités.

Après s'être promené, en avril 1984, au Printemps de Bourges où fut célébré, en sa présence, le soixante-dixième anniversaire de William Burroughs, au Museum of Modern Art de New-York en novembre de la même année, et à l'Art Institute de San-Francisco le mois suivant, le Festival International de poésie, musique et vidéo Polyphonix est revenu, pour sa neuvième édition, à Paris.

La première manifestation eut lieu le 3 juin dernier à Beaubourg

avec la projection d'un vidéo-film inédit, produit par le Centre Pompidou, dans lequel interviennent François Dufrenoy — décédé depuis le tournage de ce document —, Félix Wolff, Voestell, Robert Filieu, Dick Higgins, Michel McClure, Louis Roquan, Bernard Heidsieck, Angeline Neveu et Joël Hubaut.

Les soirées des 12 et 13 juin, dans la grande salle du Centre Pompidou, furent le point d'orgue de ce festival. Jean-Jacques Lebel, l'animateur de Polyphonix, en semble même presque surpris. « Malgré une information plus que restreinte, dit-il, nous avons dû refuser du monde grâce au bouche-à-oreille qui a merveilleusement fonctionné. Il y a eu pendant ces deux nuits de poésie en liberté des instants particulièrement forts. Je pense, en particulier, à la présentation par Thor Papp et Fatou Cahen d'un poème télégraphique sur ordinateur, les très Riches Heures de l'ordinateur, qui étaient retransmis simultanément sur dix écrans de télévision. Il y eut aussi une grande émotion dans la salle lorsque Bruno Montelle, un jeune poète, a, le dos au public, déclama un texte à deux voix. Mais il faudrait citer aussi le poète japonais Ooka, qu'accompagnait son traducteur, Jean-Pierre Faye, Edouard Glissant, Binta Braza et The Four Horsemen, quatre Canadiens qui nous ont donné à entendre un chant grégorien dadaïste. »

L'année prochaine, si les subventions sont au rendez-vous, Polyphonix se produira au Musée de France, au Mexique, et, peut-être, à Varsovie.

PIERRE DRACHLINE.

A propos

du judaïsme

Une nouvelle revue consacrée au judaïsme voit le jour. Son nom, Pardès, indique assez mystérieusement son dessein et son ambition. On désigne ainsi le Verger de la Bible qui rassemble autour du Livre unique les quatre niveaux du

sens, le simple (Peshat), l'allusif (Remez), l'explicatif (Drash), le secret (Sod). Le sommaire de la première livraison contient des études qui couvrent un champ très vaste, tour à tour philosophique, sociologique, historique et littéraire. L'œuvre de Gershon Sholem, la supposée d'une histoire juive y sont abordés d'un œil critique. Shmuel Trigano, Annette Wiewiorka, sont parmi les signataires.

SERGE KOSTER.

* PARDÈS, n° 1, chez Jean-Claude Lattès, 202 p., 75 F.

Jean-Vincent

Verdonnet

et ses amis

Jean-Vincent Verdonnet, s'il n'a publié, en trente-cinq ans d'activités poétiques, qu'une quinzaine de livres, a collaboré à plus de cinquante revues et figuré dans une trentaine d'anthologies. Il était donc logique qu'une publication comme la Sape (présidence de la Vénus, 18, avenue de la Vénus, 92130 Montesson) consacre un numéro spécial à l'œuvre de ce poète (n° 8/9, 212 p., 65 F.; abonnement pour quatre numéros : 120 F.).

Tous les amis de Jean-Vincent Verdonnet ont accepté de participer à ce sympathique hommage. Au fil du sommaire, on relève les noms de Marcel Arianod, André Chérid, Pierre Dhainaut, André Dhôtel, Jean Joubert, Claude Vigée, Norge, etc. Lettres, témoignages, articles, poèmes se succèdent et dessinent progressivement le visage d'un homme qui écrit pour redonner un semblant de dignité aux humains qui l'entourent. La tolérance chez ce poète n'est pas une marque de pitié ou même de lassitude. Jean-Vincent Verdonnet essaie simplement de tout comprendre et, quand il n'y arrive plus, il se retire derrière un sourire. Quelques poèmes inédits de Jean-Vincent Verdonnet ajoutent une touche de nostalgie à ce volume. — P. Dra.

L'EXCEPTION
FEMININE
GERARD POMMIEREssai sur
les impasses
de la jouissanceCollection :
Problèmes Actuels
de la psychanalysePOINT
HORS
LIGNE

3, RUE THOUIN 75005 PARIS

Un Goncourt à la caserne

Pour inciter les jeunes militaires à la lecture,
Hervé Bazin est allé s'entretenir avec les canonnières de Poitiers.

LA littérature est tombée du ciel, arrivée en hélicoptère depuis Montargis (Loiret), où Hervé Bazin, « l'écrivain provincial, campagnard », comme il se décrit lui-même, s'est réfugié pour écrire dans sa gentilhommière, près de la forêt, car, explique-t-il, « je ne peux pas habiter les villes ». Hervé Bazin venait de passer quelques jours en Pologne. Le 20^e Régiment d'artillerie (RA), qui retransit, lui, de manœuvres, l'a accueilli la semaine dernière, dans ses quartiers de Poitiers (Vienne), pour inciter les jeunes appelés à la lecture.

Rencontre intimidante pour l'un comme pour les autres, en présence du secrétaire d'Etat à la défense, M^{me} Edwige Avice, qui

s'était spécialement déplacée, et du préfet de région. Rencontre conventionnelle, guindée, un peu ratée aussi, à l'issue de laquelle le président du prix Goncourt a invité son auditoire à lire un livre par mois, « et même un livre par an, cela ne serait déjà pas si mal ».

Comme souvent lorsqu'elle est en mission officielle, l'armée avait bien fait les choses, cérémonieusement, un peu trop systématiquement sans doute, et sans concession aux cadres d'active présents, à propos de l'arme nucléaire : « On ne peut pas désarmer devant quelqu'un qui ne l'est pas. L'armée est une chose nécessaire, nous n'y pouvons rien. On est militaire en espérant que cela ne servira à rien. » Une mise au point, pour ceux qui voient dans la rédaction de *Vipère au poing* une cure psychanalytique : « Ce livre est un classique qu'on lit dans les écoles, à mon grand étonnement, et qui a fait scandale à une certaine époque. Mais ce livre a fait le tour du monde et, à l'étranger, on y apprend le français. »

« Une anguille »

Au garde-à-vous devant la littérature, des appels du contingent, auxquels on avait gracieusement remis, quelques jours avant, des romans de Bazin en livre de poche ; des cadres du régiment et leurs épouses endimanchées, et aussi des élèves — garçons et filles — du lycée (public) Victor-Hugo et du lycée (privé) de l'Union chrétienne de Poitiers. Tout ce beau monde a pu poser, en toute liberté, des questions, préparées, à l'exception de la remarque, spontanée, d'une recrue sur la prison du régiment, que Bazin n'avait pas visitée, et sur l'arme nucléaire.

En vieux habitué de ces causeries devant les collégiés, les lycéens

et les comités d'entreprise, Hervé Bazin a réussi à éluder certaines interrogations. « Une anguille », dira un canonnière.

Un clin d'œil aux femmes présentes, qui, épouse du colonel en tête, s'étonnent d'être accusées de « rouerie » ou de « perversité » dans les romans : « Il n'y a nulle misogynie chez moi, réplique l'auteur. Je suis tout à fait féministe. Les femmes répulsives que j'ai créées l'ont été pour être rejetées par le lecteur. » Une concession aux cadres d'active présents, à propos de l'arme nucléaire : « On ne peut pas désarmer devant quelqu'un qui ne l'est pas. L'armée est une chose nécessaire, nous n'y pouvons rien. On est militaire en espérant que cela ne servira à rien. » Une mise au point, pour ceux qui voient dans la rédaction de *Vipère au poing* une cure psychanalytique : « Ce livre est un classique qu'on lit dans les écoles, à mon grand étonnement, et qui a fait scandale à une certaine époque. Mais ce livre a fait le tour du monde et, à l'étranger, on y apprend le français. »

Indistinctement, aux jeunes — beaucoup de filles — qui l'interrogeaient, Hervé Bazin a parlé de son métier. « On écrit pour exister, pour persister, pour changer la société ou pour se délivrer. On écrit pour soi et pour les autres ; il y a une certaine fraternité dans l'écriture. On écrit pour alerter et, en ce sens, je souscris à la parole de Sartre. Un livre est une obsession. Je me concentre pour écrire. Je fais cela par crise et cela peut durer trois, quatre ou cinq mois. Je ne suis pas un bureaucrate de l'écriture comme certains de mes confrères. »

Aux jeunes qui lui demandent pourquoi il est venu à Poitiers, Bazin répond : « C'est mon édi-

teur [Grasset] qui m'en a parlé et je n'ai pas refusé cet honneur. A l'Académie Goncourt, on a la mission de promouvoir la lecture et la langue française. La lecture est une distraction de la bourgeoisie et une promotion de l'ouvrier. »

Langue châtiée

vocabulaire « branché »

Malgré la bonne volonté générale, il n'y a pas eu réellement d'échange entre l'écrivain, à la langue châtiée, et son jeune public, au vocabulaire plus « branché ». A soixante-quatorze ans, Bazin a paru tenir « un discours académique » pour ce jeune canonnière ; « il s'est défilé », dit un autre.

A côté de la salle de cinéma où le romancier officiait, la bibliothèque du 20^e RA avait été fermée à clé. Mille deux cents livres, au total, mais pas de Bazin ni de bandes dessinées, explique le responsable. « Une bibliothèque ancienne, qui vit de dons ; ajoute le colonel Robert Davi, et mal alimentée par les fonds du foyer régimentaire, qui se consacrent en priorité à l'aide financière aux canonnières en difficulté. »

Le secrétaire d'Etat n'est pas découragé pour autant. M^{me} Avice envisage de recommencer l'expérience : sur le porte-avions *Foch* peut-être. En attendant, à Poitiers, les recrues ne cachent pas leur impatience : ils espèrent beaucoup, dès cet été, recevoir leurs premiers ordinateurs pour une initiation à l'informatique au sein du régiment. La lecture face à la technologie : les voies de la diffusion de la culture dans les casernes sont imprévisibles.

JACQUES ISNARD.

Deuxième
Foire
Internationale
du Livre
Ancien
Paris du 21 au 23 Juin 1985
La Conciergerie
1, quai de l'Horloge 75001 Paris Tél. 354.30.06
Ouvert de 10 H à 19 h Vendredi 21. Nocturne 22 h.

50 من الأنا

● ECRITS INTIMES

René Char au voisinage de Van Gogh

Un recueil de poèmes où le poète marche avec le peintre dans la lumière vaudoisienne.

Il y a dans *Recherche de la base et du sommet* une pièce intitulée *Sous la verrière*. René Char y confronte un peintre et un poète. « Ce qui importe, dit le peintre, c'est de fonder un amour nouveau à partir d'êtres et d'objets jusqu'au plus indifférent. »

Dans cette tentative, parfois les poètes ont besoin des peintres.

Char les nomme « alliés substantiels » : les peintres, « ses » peintres, sont bien souvent présents aux abords de ses poèmes. De Braque à Georges de La Tour pour la lumière qui vient d'ailleurs, de Pierre Charbonnier à Nicolas de Staël — mystère des couleurs — ils sont nombreux, convoqués pour un écho, un clin d'œil, un hommage, l'éclair d'un paysage mental soudainement révé.

Mais de Vincent Van Gogh il n'est pas parlé souvent. Et s'il est évoqué, ce n'est pas en compagnie des peintres. Il fait partie de ceux avec qui l'on fait du chemin, comme Baudelaire ou Melville. Rapprochement saisissant : avec Melville, « qui est sûr », avec Baudelaire celui qui « fonde les blessures de l'intelligence du cœur en une douleur rivale d'âme. »

Où encore, la voici en compagnie de Maître Eckhart, et de Saint-Just : au bout d'une longue et troublante liste de ceux qui « éprouvent pas les maux du froid. »

Que signifie donc de voisinier maintenant avec lui dans la lumière vaudoisienne ? Bien sûr, il y a l'air pur au ras des pierres, les éclats de ciel, les iris. Bien sûr, il y a les blés et les orages. Bien sûr, il

y a les petits chemins qui ne mènent nulle part. On sent bien que ce n'est pas la vraie raison.

Pourquoi Vincent Van Gogh apparaît-il ainsi aujourd'hui dans la proximité de René Char ? Peut-être a-t-il, plus qu'un peintre, intercesseur d'immédiat, quelqu'un qui mène aux questions. Braque aide à voir plus loin. La Tour incarne l'interrogation secrète, muette, sera éussé. Van Gogh est, lui, porteur d'angoisse. Qui de voisinage dit regards involontairement échangés, et sort commun, voulu ou non : A quel René Char que nous aurions mal écouté, assourdi par l'évidence de sa gloire, fait écho la douleur de Vincent Van Gogh ?

« La douleur est le dernier fruit, lui, immortel, de la jeunesse », dit René Char.

Le poète qu'on imagine — comment et pourquoi éviter les images les plus simples — ancré profond, au socle de granit, emprunté à son frère aérien, en dépit des sillons, en dépit des sabots, les mots de l'ail. Il retrouve auprès de lui l'écho du vieil élan : « Tu es au raison de partir, Arthur Rimbaud. » Rimbaud, Van Gogh. C'est à ces deux-là qu'on pense quand on lit : « Ils sont privilégiés ceux que le soleil et le vent suffisent à rendre fous, sont suffisants à sacroger. » Dans les poèmes des *Voisins*, les nuages sont tactiques, et l'on ressent de la fatigue à « être déliés de l'espérance. »



Où, il y a là une tristesse tour à tour douce et âpre. Comme si la fréquentation de Van Gogh donnait à Char loisir et occasion d'esquisser — pour une fois — une plainte. « Sous mes yeux la truite meurt, droite et courbée. »

Auparavant il disait : « En amour, en poésie, la neige n'est pas le four de janvier mais la perdrix du renouveau. » Ici, la froideur est sans espoir. « Le pas de Vincent s'étend dans la neige qui crie. » Dans le regard bleu éclaté, ou dans la lumière mate de l'hiver, auprès du peintre, que faut-il chercher ?

Dans un court texte intitulé *Avec Braque — peut-être — on s'était dit*, René Char écrivait : « Quand la neige s'endort, la nuit rappelle ses chiens. »

Il semble que désormais la « neige ne fonde pas gaiement » ; le chien Tigris est mort, et la nuit est un tunnel.

Aux voisinages de Van Gogh, peut-être que la douleur peut se faire plus « drue », ou plus fraternelle. Et René Char, dans les yeux fous, puise une nouvelle violence : se retrouve « l'imbécile des cendres bien froides, mais qui croit à un tison quelque part allumé. »

GENEVIEVE BRISAC.

★ LES VOISINAGES DE VAN GOGH, de René Char. Gallimard, 48 p., 59 F. Le même éditeur publie également un tirage de luxe, avec un frontispice d'Alexandre Calaferte, au prix de 950 F. Signalez enfin que le volume de *La Pléiade* consacré à l'œuvre de René Char vient d'être réédité.

Les jeux de l'égotisme

Son livre s'intitule *Des femmes disparaissent*, mais Roland Jaccard n'imité pas Hitchcock. Il continue le roman de son « moi ».

ROLAND JACCARD exagère : les verges pour le battre, il vous les met dans la main avec un sourire si désinvolte et si courtois, si désarmant en somme, qu'on aurait honte d'en user tout de go. L'homme qui avoue : « Je ne me suis jamais battu que pour une seule cause, la plus médiocre de toutes : la mienne », ne vous ôte-t-il pas le blâme de la plume ? Tout est dans ce tour de passe-passe : exercer son ironie contre soi, mais toujours dans le sens du poil !

Il s'y entend à merveille, c'est même la principale source d'inspiration de cet impénitent de l'introspection, qui réalise, sous forme de trilogie, un assez ample projet, qu'on pourrait appeler le roman du moi. Dans les *Chemins de la désillusion* (1), le moi s'exhibait au lecteur de façon fragmentée, selon les mille éclats de l'aphorisme. *L'âme est un vaste pays* (2) se présentait comme le journal intime sans retouches d'un moi en quelque sorte brut. Voici le troisième volet, au titre malicieusement hitchcockien : *Des femmes disparaissent*. Roland Jaccard y dessine un moi romanesque, qui joue, avec les thèmes de la mort et de l'amour le jeu raffiné, cynique et agaçant de la séduction égotiste.

Son double fictif, Harald (descendant au petit pied du Childe Harold de Byron ?) gagne sa vie comme journaliste au *Temps*. Il écrit, il nage, il se restaure, il voyage, il fait des conférences, il a été psychanalyste, il désire : il se regarde dans toutes ces postures. La piscine et l'insomnie, la thérapie et la littérature : autant d'atouts dans son jeu pour attirer les jeunes filles en fleur, déchiffrer dans leurs yeux sa « mentalité de vieux garçon » et son incapacité d'aimer, bref pour se dérober avec volupté : « Je présentais que la promesse d'un plaisir comble plus que son accomplissement. » Il y a, derrière ce lucide et précoce jugement, le germe de toutes les avidités et de tous les désespoirs. Du moins notre héros poursuit-il les unes et les autres avec constance : « Un homme de caractère est un homme qui a dans la vie une expérience caractéristique se répé-

tant sans cesse. » De ce côté, ma foi, Harald est fort gâté.

Aimer, mourir : il ne se lasse pas d'être frileusement disponible à ces deux aventures en chambre. Jaccard a le souci de tenir la chronique de ses états et de ses ébats intimes. Le miracle est que tout cela est conduit avec un enjouement et une discrétion qui vous gardent sous le charme, nonchalamment. L'ouvrage est, en outre, d'une habile construction, en trois parties qui alternent les points de vue de l'autobiographie (« je »), du réquisitoire (« tu »), du détachement (« il »). Il va de soi que, au centre de la toile, se tisse encore et toujours l'étoffe du moi d'Harald, inlassablement enclin à se cultiver au bord du suicide, sans cesse différé (tant

mieux !). Du jour où il a connu, étreint, aimé, abandonné la jeune Van, décrite comme « la beauté même, c'est-à-dire, comme je n'allais pas tarder à le comprendre, ce qui désespère », Harald a su que sa vie ne serait plus qu'une foule de coquetteries et de défaites : un flirt continu et luxueux avec le néant.

Ah, cette familiarité complaisante de la mort, acquise sans doute chez Schopenhauer et Nietzsche ! Ce désespéré, neveu de Clorin à ses heures, quelle gourmandise verbale, quelle délectation insatiable il met à évoquer l'échec de toutes nos entreprises ! Freud merci, il s'en tire à peu près, tandis qu'aux marges de son existence errent les fantômes des disparues, Yael la dé-

mente, Dominique la suicidée, Van l'exilé.

Ce moraliste qui affirme que « le commencement constitue le moment essentiel de toute chose » nous laisse espérer d'autres livres, puisque, dit-il, « la vie ne vaut pas qu'on se donne la peine de la quitter ». Ouf, nous voilà soulagés : il nous offrira encore les plaisirs d'humour de formules qui, comme celle-ci : « Dieu seul peut combler une femme. Et encore... », renferment l'art fragile, précieux et caustique de Roland Jaccard.

SERGE KOSTER.

★ DES FEMMES DISPARAÎSSENT, de Roland Jaccard. Grasset, 163 p., 59 F.

(1) Grasset, 1979.
(2) Grasset, 1984.

Lisez Calaferte ; faites passer !

Trois livres pour retrouver un moraliste plein de colère et de douceur.

« **A**LORS descendez dans le métro. asseyez-vous au chaud sur le banc poisseux — et lisez ! Lisez les avis, les affiches, lisez les pancartes émaillées ou les papiers froissés dans la corbeille, lisez par-dessus l'épaule du voisin, mais lisez ! » Louis Calaferte, dans *Septentrion*, son roman interdit en 1963 et que Denoël a réédité l'an dernier, faisait l'apologie de la lecture salvatrice, en écho au Miller des *Li-vres de ma vie* (1). Sur le même ton, on a envie de crier sur les toits : lisez Calaferte, lisez tous ses livres, et faites passer !

Il en publie trois en même temps. Le premier, *Une vie, une déflagration*, des entretiens avec Patrick Amine, compose un autoportrait de l'auteur du *Requiem des innocents* (1950). Un homme, ardent, impulsif, tourmenté, sincère, se rapproche de nous. Il a travaillé en usine. Kessel, au départ, lui a donné un sévère coup de main. Julliard l'a encouragé. Entre Lyon et Paris, avec des hauts et des bas, du théâtre au roman, Calaferte lâche, au passage, des flèches. Contre Sartre, « C'est de la griserie ! » Pour Cendrars, « le

grand homme libre, l'aventurier ». Calaferte parle de ses lectures de Chevet, Schopenhauer, Wittgenstein, Cabanis, Leiris, Lichtenberg, les moralistes français. Il refuse ce qui est faux et éloquent.

Après le *Chemin de Sion* et l'*Or et le Plomb*, Calaferte continue la publication de ses *Carnets*. *Lignes intérieures* va de 1974 à 1977. On y entend la même voix que dans les conversations avec Amine, mais moins rauque et plus ralentie. Calaferte moule la farine de ses réflexions. Il pointe des lectures et des rencontres, juge son œuvre et celles des autres. Parfois, il est injuste, emporté. Avec Balzac, « bûcheur, avide de gloire », et Malraux, « un faiseur ». Il malmène encore Sartre ou Mauthner. Souvent, il déborde d'enthousiasme. On le voit courir les bibliothèques pour distinguer un ouvrage rare, une belle édition. Les écrivains négligés le touchent : Rebelle, Dangeau (2).

Les *Carnets* balisent un paysage intime, moral et spirituel, où Calaferte s'interroge sur ce qui précède les visions et l'extase, sur ce que chaque journée promet et retire.

Calaferte, à ses heures, fut poète. *Rag-Time* et *Paraphe*, autrefois, signalèrent son envie de céder à des déflagrations lyriques. *Londoniennes*, des complaintes, sous une couverture dessinée par Truphème, est une dérive vers Picadilly, Charing Cross et Newhaven. Calaferte, nouveau mal aimé, s'adresse à une jeune Anglaise, « J'étais comme un peu fou de toi. » On se croirait tantôt dans les brumes de Mac Orlan, non loin de la *Fille de Londres*, tantôt chez La-forgue et Toulet. La chanson douce de Calaferte, par surprise, nous navre le cœur : « Le siècle est mort et le temps sourd/je le rebaptise à ton nom/jusqu'à notre prochain retour/ pour une nouvelle saison... »

RAPHAËL SORIN.

★ UNE VIE, UNE DÉFLAGRATION, des entretiens avec Patrick Amine. Denoël, 214 p., 78 F.

★ LIGNES INTÉRIEURES. Denoël, 253 p., 98 F.

★ LONDONIENNES, Le Tout sur le Tout. Distribution Distique, 62 p., 65 F.

(1) Gallimard, 1957.
(2) 1638-1720. Il laisse un *Journal* dont s'inspire Saint-Simon.

BOUBAKEUR
Cheikh Si Hamza
Recteur honoraire de la Mosquée de Paris

Traité moderne de théologie islamique

Contenu doctrinal, ramifications, écoles orthodoxes et hétérodoxes, soufisme, théologie comparée, concordances et divergences des Ecritures révélées (Thora, Evangile, Coran) Avenir de l'Islam dans le monde.

484 pages : 230 F.

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

MICHEL PICCOLI

DIDEROT

livre-cassette
des femmes

"La mère artificielle"
est un fastueux roman dégingué,
qui met en scène les ombres de
l'inconscient pour leur faire jouer
un rôle de beaux downs lyriques...
Burger, expert en crises et en
urgences, est un grand aventurier
sur cette "terre étrangère" dont
Freud savait que seuls les artistes
peuvent la nommer.

Évelyne Pieiller, *Le Monde*

Hermann Burger
La Mère Artificielle
roman
traduit de l'allemand
par Françoise Salvetti et Olga Weissert

Fayard

304 pages
95 F

FAYARD

● HISTOIRE

Vichy ou le totalitarisme à la française

Yves Chalas pratique l'autopsie de la France pétainiste, et montre pourquoi le régime du vieux maréchal était de la même famille que celui de Mussolini.

« **L**ES sociétés démocratiques, estime Yves Chalas, ne se préoccupent que de leur avenir économique, alors qu'elles sont directement menacées dans leurs fondements philosophiques et spirituels par les régimes totalitaires, qui s'emparent progressivement du monde. » L'auteur, pour étayer sa réflexion sur les dysfonctionnements d'une civilisation occidentale aveugle aux révoltes des uns et aux révolutions des autres, a choisi d'analyser les discours et les actes du régime de Vichy.

Yves Chalas pense que la venue au pouvoir de Pétain et la mise en place d'un totalitarisme mineur, à la française, fut moins la conséquence directe de la défaite militaire de 1940 qu'une réponse aux aspirations d'une large majorité de Français. Cette thèse, si elle peut paraître choquante au premier abord, a le mérite de poser de vraies questions et de refuser l'amnésie collective qui prévaut quant à cette période historique. Il ne suffit pas, comme le fit le général de Gaulle en août 1944, de refu-

ser de proclamer la République, sous le prétexte que celle-ci n'avait jamais cessé d'exister, pour rayer d'un trait de plume quatre ans d'histoire de France. Même si l'on n'adhère pas aux « 40 millions de pétainistes », sous-titre d'un ouvrage célèbre (1), il est impossible de nier que l'érosion du soutien populaire à Vichy fut effectivement plus lente qu'on ne veut, en général, l'admettre. Et l'auteur a raison de souligner que ce serait mépriser les Français que de croire qu'ils se sont laissés bernier par Pétain.

Yves Chalas n'a eu aucun mal à dresser la liste, non exhaustive, des signes qui permettent de classer le régime de Vichy dans la famille des totalitarismes : « Réaction au rationalisme, racisme et refus de toute opposition politique, tentative d'embrigadement de tous les citoyens dans des organismes para-officiels, parapolitiques ou paramilitaires, condamnation du capitalisme et du socialisme à la fois, volonté d'être social tout en restant lié à la grande bourgeoisie et à son

capital, définition de l'Etat comme le dépositaire exclusif de la morale et du bien. »

Contre une prétendue décadence, sous jumelle de la liberté, Pétain, qui se voulait le thérapeute d'une France malade, ne fut qu'un anesthésiste à la rhétorique lénifiante. L'auteur, qui se livre plus à une analyse du langage de ce régime, où régnaient gérontocratie et technocratie, qu'à une simple relation de ses erreurs et de ses crimes, nous propose un choix de la glose pétainiste. Textes plus accablants les uns que les autres, dans lesquels, au nom de la restauration d'une nébuleuse « communauté », on célèbre le Père Fouettard tant attendu par un peuple mécréant.

La haine de la culture

La haine de la culture, le retour de la barbarie et l'instinct de mort collectif furent alors symbolisés par les trois mots passés-partout du régime : « chaos », « souffrance » et « œuvre ». Et, comme l'a souligné R.O. Paxton, « les textes législatifs destinés à créer un climat moral nouveau furent d'autant plus simplistes que le diagnostic de la déchéance était naïf (2) ».

Yves Chalas, habile à déceler dans le pétainisme « la confusion du symbolique et du réel qui, se-

lon Claude Lefort, caractérise le totalitarisme (3) », est moins convaincant lorsqu'il évoque l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie car il mésestime trop les oppositions intérieures à Mussolini et à Hitler. Par ailleurs, il est un peu simple de résumer la trajectoire politique de Laval en disant que « c'est un homme de droite qui vient de l'extrême gauche », alors que toute la carrière de l'ancien maire d'Aubervilliers fut un habile mélange d'opportunisme, de cynisme et de populisme et que, dès 1935, il montra, lors de ses entretiens avec Mussolini et Staline, qu'il n'était pas insensible aux arguties des dictateurs.

« L'illusion d'être à l'abri de la tentation totalitaire est tenace en France », écrit, avec raison, Yves Chalas, qui, malheureusement, n'a pas cru nécessaire de dresser l'inventaire des survivances du pétainisme dans la vie politique française contemporaine.

PIERRE DRACHLINE.

★ VICHY ET L'IMAGINAIRE TOTALITAIRE, d'Yves Chalas, préface de Pierre Sansot. Actes Sud, 162 p., 80 F.

(1) Le tome II de la Grande Histoire des Français sous l'Occupation, d'Henri Amoux, Laffont, 1977.

(2) In la France de Vichy, Le Seuil, 1973.

(3) In l'Inventaire démocratique, Fayard, 1981.

Les épurés

QUAND les Français s'entre-tuent, ils n'y vont pas à main morte. Et encore moins lorsqu'il s'agit d'évaluer les massacres. Il a fallu longtemps pour que le nombre des victimes de la Terreur soit correctement établi : 24 000 morts. Beaucoup de gens sont encore persuadés que 100 000 personnes au moins sont tombées sous les coups de la Résistance avant et après la libération. Le chiffre a de la majesté ; il contrebalançait celui des 100 000 fusillés dont s'est glorifié le Parti communiste. Curieux équilibre des massacres.

La sévérité de la SFIO

La France a subi alors tant de coups et de contre-coups qu'il n'est pas nécessaire d'an écorcher l'horreur. Les Allemands et la milice ont fusillé ou massacré 30 000 résistants de toutes obédiences. Les maquisards, vrais ou faux, ont exécuté sommairement avant et après la libération 10 000 personnes environ, qui n'étaient pas toutes des collaborateurs. S'y ajoutent 767 condamnés « dans les règles » et qui furent exécutés. De Gaulle, dans ses Mémoires de guerre parle de 10 842 exécutions sommaires, les statistiques officielles disent 10 882. Robert Aron, prolifique historien de l'épuration, de donnée compensée en donnée compensée, atteint 30 000 à 40 000. L'Américain Peter Novick, dans l'épuration française 1944-1949, qui vient de paraître, fait justice de ces approximations. Pour lui, les chiffres officiels sont très proches de la vérité, même s'ils la minimisent un peu.

D'où vient ce Huron qui conteste un écrivain révérent ? « Un jeune Américain bien tranquille, natif de Jersey-City et formé à Columbia, débarqué à Paris en 1960 », dit son préfacier, Jean-Pierre Rioux. Homme de fiches et de chiffres, Peter Novick passa sa thèse aux États-Unis en 1965 et publie son livre en 1966. Robert Aron régnait alors. Et l'on avait à l'époque d'autres soucis que de déterrer une querelle datant de presque un quart de siècle.

Les éditions Balland ont sorti l'ouvrage de l'oubli et l'ont traduit, fort mal hélas ! Cela resta néanmoins une des premières études sérieuses de ce chaudron où ont bouilli tant de sang, de haines et de déceptions.

Novick démonte les mécanismes : le désir de faire place nette pour une France nouvelle et le poids des dossiers innombrables qui immobilisèrent la moitié de la magistrature française. Il montre la relative indulgence de l'épuration en France : elle a touché 0,94 % des Français contre 3,74 % des Danois, 4,19 % des Hollandais, 5,96 % des Belges. Le record est norvégien : 6,33 %.

Cela fait beaucoup de monde : 700 policiers parisiens arrêtés, 5 000 suspendus dans toute la France. 11 343 fonctionnaires ont fait l'objet de sanctions... Au total, 126 000 internés, 180 000 dossiers instruits, 97 000 condamnés : de la dégradation nationale à la peine de mort.

Des partis d'avant-guerre, la SFIO s'est montrée la plus sévère. 96 des 151 membres survivants du groupe parlementaire d'avant-guerre ont été expulsés ou suspendus en novembre 1944... Deux forces, l'église, qui s'en tira avec 8 évêques démis de leur siège épiscopal, et l'Académie française : Abel Bonnard et Abel Hermant ont perdu leur fauteuil et ont été aussitôt remplacés, mais les fauteuils vides de Philippe Pétain et de Charles Maurras la sont restés jusqu'à leur mort...

D'annuité en annuité

L'épuration n'en a pas moins mécontenté tout le monde. Des résistants, qui l'ont trouvée trop lente et trop indulgente, à l'autre camp, qui en a dénoncé l'injustice et la sauvagerie... D'annuité en annuité, 62 condamnés étaient toujours emprisonnés en 1956, 19 en 1958, plus personne en 1964. La calme Novick conclut : « Les démentis au sujet de Vichy et de la Résistance sont devenus rapidement la préoccupation non pas d'adversaires appartenant à la classe politique, mais d'hommes qui, dans les deux camps, pouvaient s'y adonner parce que, exclus de la vie politique active, ils n'avaient rien de mieux à faire de leur temps. »

Novick oublie les historiens. JEAN PLANCHAIS. ★ L'ÉPURATION FRANÇAISE 1944-1949, de Peter Novick, Balland, 305 p., 119 F.

Les fureurs

Fresque historique monumentale consacrée à la Russie entre 1914 et 1917, la Roue rouge d'Alexandre Soljenitsyne se composera, selon son auteur, de quelque vingt volumes, soit près de 20 000 pages!... L'œuvre est conçue en cinq actes, chacun composé de ce que Soljenitsyne appelle des « nœuds », des récits qui fragmentent l'histoire en des périodes-clés. Après Août 14, paru une première fois en 1972, repris et considérablement augmenté dix ans plus tard (1), Fayard publie Novembre 16 (2), le second « nœud » de la Roue rouge, qui sera suivi de Mars 17 et d'Avril 17.

Cette nouvelle étape dans l'œuvre de Soljenitsyne, à la fois romancier et historien, suscite approbations, critiques et interrogations. Les deux articles que nous publions aujourd'hui ouvrent un débat que nous poursuivrons.

À L'INSTAR du premier « nœud », Novembre alterne les chapitres de guerre et de paix. Le même infatigable colonel Vorotynsev nous sert de mentor sur le front russe, et son diagnostic est toujours aussi sévère. Tandis que « les Allemands font donner l'artillerie » pour mener leur infanterie, le haut commandement tsariste envoie les hommes à la boucherie. Toutes les offensives russes se soldent par un fiasco, dictées qu'elles sont, non par des considérations stratégiques, mais par le seul désir de voler au secours des Alliés, de « soulager les Italiens et Verdun de la pression allemande ».

Après avoir passé deux ans en première ligne et porté en terre plusieurs fois l'effectif de son régiment, Vorotynsev rentre d'urgence à Petrograd dans l'espoir d'y trouver une planche de salut...

L'observateur militaire cède alors la place au reporter politique. A l'arrière, la situation s'avère encore pire qu'au front. Les villes, en proie à la pénurie, aux grèves et aux manifestations, subissent l'assaut de millions de réfugiés.

Hochet aux mains de l'impératrice et de Rasputine, Nicolas II change de ministres toutes les semaines pour les remplacer par des militaires encore plus notoirement. Tout l'ouest du pays se trouve sous administration militaire. Généraux et sous-fifres contrôlent ainsi le quart de l'empire, désorganisant les transports et le ravitaillement.

Plus délectables que les gaz teutons, les rumeurs accusant le tout-puissant Rasputine et l'espionne allemande (la tsarine) se répandent dans les tranchées et les interminables files d'attente.

En débarquant à Petrograd, Vorotynsev découvre l'existence d'un second front : la « lutte mortelle » que livre la Russie démocratique à l'autocratie. La Douma réclame à cor et à cri un pouvoir responsable devant la Chambre : « Laissez-nous gouverner, sinon c'en est fait de la Russie ! »

Mais l'option parlementaire est loin d'enchanter Vorotynsev. Les partis, à ses yeux, ne valent pas tripette et les cadets ne sont qu'un « ramassis d'opportunistes ministériels », de démagogues critiquables. Est-ce un hasard si l'on grogne dans les casernes ?

Vorotynsev ne fait pas plus confiance aux divers comités publics qui fleurissent un peu partout en Russie pour pallier les mécanismes défaillants de l'Etat. Leurs responsables (« Juifs et hommes de gauche pour la plupart ») rêvent du Bosphore, exigent la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale, mais sont eux-mêmes des planqués touchant de juteux salaires.

La classe politique russe mérite-elle pareille descente en flammes ? Ou bien l'antidémocratie du romancier et la triste expérience de la République de février 1917 ont-ils déteint sur elle ? Aux historiens de le dire.

A Petrograd, Vorotynsev entre en contact avec Goutchkov, le leader des « octobristes » (Parti conservateur monarchiste). Ce dernier lui propose de renverser le tsar. « Une révolution de palais est l'ultime chance de la Russie. » Et il n'y a pas une minute à perdre, le presse Goutchkov, « si l'on veut que tout soit accompli par des mains exclusivement russes et prendre de vitesse non seulement la plèbe, mais les Juifs. C'est à ce prix seulement que le pays connaîtra un destin russe ».

Dieu, que la Russie était jolie ! Soyons juste, le « nœud » volumineux de Novembre 16 ne se réduit pas à la seule figure, certes essentielle, de Vorotynsev. L'épopée se veut un gigantesque roman polyphonique où paysans, députés, tsar, ouvriers, cosaques, bolcheviks, généraux, mêlent et entremêlent leurs voix... On y trouvera également des placards publicitaires des journaux de l'époque, des flashes d'actualités, d'interminables discussions historico-philosophiques... Les minutes des séances de la Douma et du conseil des ministres en fins caractères serrés, une visite guidée de Moscou et Petrograd, et même l'inventaire d'un fonds de commerce villageois...

Pourtant, ces innombrables ruisselets confluent rarement en un véritable cours d'eau, et les séquences documentaires alourdissent plutôt qu'elles ne dynamisent le récit. Les personnages secondaires sont souvent de simples figurants, à ce point conventionnels qu'on ne les reconnaît pas deux cents pages plus loin.

Tous ces moujiks sont là, semble-t-il, uniquement pour les besoins de la cause, pour montrer que la Russie était jolie en ce temps où le peuple vivait libre, prospère, et ne faisait pas grand cas des institutions démocratiques : « Nous, les moujiks, n'attendons aucune justice de cette Douma-là. »

Que répond Vorotynsev à l'offre de Goutchkov, offre pour laquelle il était venu tout exprès du front ? Eh bien, que les circonstances ne lui permettaient pas d'assister à la réunion des conjurés, qu'il devait rentrer à Moscou par le train du soir en raison de... l'anniversaire de sa femme.

(1) Voir les articles de Georges Nivat et de Michel Tzan dans « Le Monde des livres » du 7 décembre 1983.

(2) Les éditions en russe et en anglais s'intitulent Octobre 16, mais pour la traduction française on a préféré donner les dates en « nouveau style » du calendrier grégorien, c'est-à-dire avec une avance de douze ou treize jours sur l'« ancien style » (calendrier julien), utilisé en Russie jusqu'en 1918. C'est aussi pourquoi la révolution d'Octobre se fête le 7 novembre.

INDIRA MAHINDRA



Des Indiennes

des femmes

L'Opéra côté cour et côté jardin



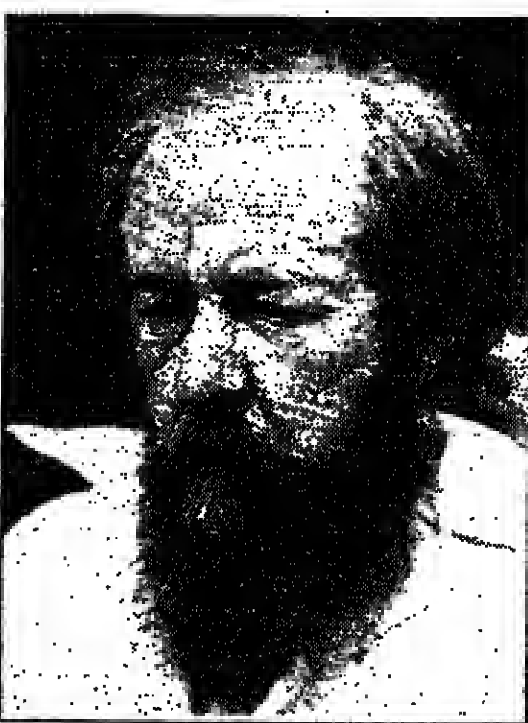
OPÉRA

De la diva au souffleur une exploration de la planète lyrique

262 pages, 60 illustrations, 80 F

autour

et les aveuglements de Soljenitsyne



Quelques jours plus tard, même dérobade. Invité à nouveau à tremper dans un complot (cette fois-ci, en faveur du tsar), Vorotynsev en approuve les grandes lignes : « renvoyer la Douma sine die, décréter l'état de siège, réduire au silence la presse subversive », former un gouvernement composé « d'hommes fidèles au trône ». Puis se rétracte au dernier moment, car il méprise trop « le tsar pusillanime, folat ».

Ainsi, après avoir rejeté la solution démocratique et libérale, Vorotynsev balance entre les différentes variantes de l'autoritarisme à visage humain, pour finalement prêter une oreille complaisante aux conseils prodigués par son vieux ami et confident d' *Aout*, Svetchine :

« s'armer de patience » et « voir venir ».

Tout au long du roman, Vorotynsev appelle à agir, s'insurge : « Est-il possible que des hommes comme nous, résolu, intelligents, énergiques, ne puissions rien faire pour sauver la situation ? » Mais il a beau rouler des mécaniques, il demeure — comme dans *Aout* — le témoin passif d'un engrenage fatal et croupit en réserve de la monarchie, « homme de trop » du modèle historique imaginé par l'auteur.

Le besoin d'un homme providentiel

Car c'est à Stolypine qu'est dévolu le rôle de Zorro. Et,

depuis le jour où l'idole du colonel est tombée sous les balles d'un terroriste qui donna ainsi le signal d'une révolution antirussse, « l'ombre de Stolypine assassiné, stoppé en plein élan, plane au-dessus de toutes les croisées des chemins, de tous les événements à venir ». Le spectre du « grand » premier ministre annihile la volonté et la détermination des vivants. En faisant de Stolypine une sorte de Gulliver au pays des Lilliputiens, le romancier enlève de la crédibilité à sa fiction romanesque et en bloque les leviers dramatiques. Tel est sans doute le prix exorbitant dont il lui faut payer son incoercible besoin d'un sauveur, d'un père fondateur d'un ordre providentiel.

De toutes les forces rameutées par l'auteur pour occuper le devant de la scène historique, seuls les démocrates — cadets en tête — tentent de barrer la route à la révolution en utilisant la tribune de la Douma comme soupape de sûreté. N'importe, Soljenitsyne les accuse de jouer les oiseaux de malheur, de faciliter la venue de la catastrophe en la légitimant par leurs continuelles mises en garde.

Soljenitsyne oublie que le Parlement russe, selon sa propre chronique, avait inconditionnellement soutenu le pouvoir pendant les dix premiers mois de guerre, jusqu'au jour où le pays s'était retrouvé au bord du gouffre. Et puis, si le tsar et les députés étaient si nuis que l'auteur veut bien le dire, qu'étonne-t-on attendre de leur union sacrée ?

Oui, il y a dans le dossier de *Novembre* bon nombre de faits réels, mais lorsqu'ils ne se contredisent pas entre eux, réfutent les assertions du romancier. Le prétendu tsar-girouette, le monarque

« folat », s'obstine jusqu'au bout dans ses erreurs et résiste avec une redoutable efficacité à la pression de ses ministres, de la Douma et de tout le pays réunis. Le narrateur exagère également l'emprise de Raspoutine et de l'impératrice Alexandra. Si l'on en croit les historiens sérieux, cette emprise existait surtout dans l'imagination enfiévrée du public, et le dernier Romanov était loin d'être cet aimable benêt, ce fanatique de parades militaires, baillant d'ennui au rapport de ses ministres (3).

Les sept plaies de Moscou

Alors, pourquoi Soljenitsyne s'acharne-t-il sur le tsar, lui qui ne cache pas sa sympathie pour les personnages monarchistes ? Je vois deux raisons à cette attitude : la première, c'est que, faute de pouvoir exhumer du passé russe une démarche historique positive, l'auteur s'efforce de démontrer que « bien des choses dans l'Histoire avec un grand H » dépendent d'hommes et de faits insignifiants.

La seconde, c'est que Soljenitsyne, ex-citoyen soviétique, ne sait peut-être décrire d'autre pouvoir que réfractaire à toute thérapie et, « mûr pour le scalpel de la révolution ».

Mais y a-t-il vraiment antinomie ? Et si cette maxime-là n'était qu'une chasuble camouflant tant bien que mal la résurgence du dogme mille fois renié et mille fois maudit de la nécessité comprise, qui berça la jeunesse konsomole du prix Nobel ?

Dans cette hypothèse, l'explosion spontanée de février ne serait qu'une étape légitime du Progrès-Providence à laquelle il eût été vain et stupide de s'opposer. C'est pourquoi Vorotynsev et les généraux de la Roue rouge ne lui résistent que pour la forme.

Les bolcheviks, en ramassant le pouvoir qui gisait à leurs pieds, auraient donc parfaitement « pénétré le principe de l'ordre universel », ce qu'ils se tuent aujourd'hui encore à répéter.

Comme le suggère Soljenitsyne lui-même — et quelques autres oracles de l'éternelle Russie — il y a, dans la révolution léoniste, une espèce de signe venu d'en haut. Les « sept plaies de Moscou », en quelque sorte. Tandis que l'Europe occidentale et mécréante s'asphyxie dans les miasmes du matérialisme et de la démocratie, ce n'est pas un hasard si sa petite sœur de l'Est s'engage aujourd'hui sur la voie lumineuse du renouveau spirituel et de l'évangélisation tous azimuts.

L'utopie conservatrice de Soljenitsyne repose bel et bien sur un levain marxiste. Hélas ! ce ferment est incapable de faire lever la pâte romanesque, pétrie d'ingrédients d'une autre époque. Une époque où l'homme était encore maître de son destin, où l'avenir était la résultante de la lutte, jamais finale, entre la liberté et l'idéologie.

« Terreur de gauche »

Alors que gauche et droite sont les deux principaux protagonistes de *Novembre*, Soljenitsyne, lui, fait l'éloge du centre, du juste milieu. Cette position d'arbitre lui imposant de faire triompher la justice, il se voit contraint de rendre à la droite ses lettres de noblesse, de la débarrasser de son complexe historique. Il s'indigne que le mot *droite* « soit devenu un terme infamant ».

Le seul ennui, c'est que sa droite est surtout composée de conservateurs endurcis et de nationalistes ultras, tel le général Netchvolodov qui « se fait un point d'honneur d'appartenir aux Cent-Noirs », mouvement fascisant et pogromiste. Tous les autres sont à gauche, y compris

les cadets que les manuels d'histoire rangent d'ordinaire au centre. Si bien que, dans *Novembre*, le dnel oppose non pas la gauche et la droite, comme l'auteur voudrait naïvement — ou malignement — le faire accroire, mais extrémistes et modérés, « ultras » et démocrates.

Bref, on ne saurait faire le compte de toutes les ignominies dont se rend coupable cette lie de la société !

Si riche et variée que soit sa partition vocale, le roman *polyphonique* de Soljenitsyne a tout d'un monodique chant grégorien.

Sous sa baguette, les basses patriotiques tonnent contre l'extinction de la paysannerie, dernier bastion de la morale traditionnelle, se déchaînent contre les maîtres d'école qui « honnissent tout ce qui est russe, orthodoxe, enraciné dans notre histoire séculaire », stigmatisent le capital juif mondial et, bien sûr, l'omnipotente franco-maçonnerie. Sans oublier les Alliés, coupables d'avoir entraîné la Russie dans une guerre « étrangère » et redoutables de leur salut au généreux sang russe versé à bon marché. Coupables aussi les Roumains, ces « mangeurs de polenta ». Coupables, enfin, car peu sûrs, les minorités nationales de l'Empire.

Intrigues et mélodrames amoureux exceptés, la « terreur de gauche » constitue le seul ressort dramatique de cet agrégat informe et inerte qu'est *Novembre*. La maîtrise monarchiste de

Vorotynsev ne se risque à dévoiler ses intimes convictions que sur l'oreiller. Le colonel, lui, a peur de se sigoyer en passant devant une église. Les bolcheviks terrorisent les mencheviks, les mencheviks et les SR terrorisent les cadets. Les cadets « encadent » les nationalistes, et ainsi de suite.

Aux historiens d'éclairer notre lanterne et de dire si la « terreur de gauche » fut si féroce en l'an 16, ou si Soljenitsyne lui a simplement prêté les impressions qui furent les siennes lorsqu'il débarqua en Europe voici plus de dix ans, en pleine révolution portugaise.

Mais la roue de l'histoire continue à tourner. Après la « terreur de gauche » se profile à l'horizon la « terreur de droite », tout aussi bornée et aveugle.

La Roue rouge, elle aussi, continue à tourner. Craignons que le lecteur ne s'essouffle bientôt à la suivre.

EMIL KOGAN.

auteur Du bon usage de Soljenitsyne (Maurice Nadeau/Papyrus, 1983).

★ LA ROUE ROUGE. NOVEMBRE 16, d'Aleksandr Soljenitsyne. Révisé en segments de durée. Deuxième « regard », traduit du russe par Anne Coldefy, Geneviève Johanne, François Longe, José Johanne et Jean-Paul Sémon. Fayard, 1070 p., 250 F.

(3) Cf. M. de Eaden, *Raspoutine et le crépuscule de la monarchie*, Fayard, 1976.

Le scénariste du passé ?

DEPUIS la parution de la version définitive d'*Aout* 14, un contentieux existe entre Soljenitsyne et certains de ses lecteurs. Aux Etats-Unis, Richard Pipes, sommité mondiale en matière de Russie, professeur à Harvard et ancien conseiller présidentiel pour les affaires soviétiques, a eu des mots très durs. Il déclarait ces derniers mois que des passages de la Roue rouge, titre général de l'œuvre, sont implicitement antisémites. Il précisait que le manuscrit d'*Aout* 14, écrit par le romancier, était « une œuvre de propagande antisémite ». Il précisait que le manuscrit d'*Aout* 14, écrit par le romancier, était « une œuvre de propagande antisémite ».

C'est dire si l'on attendait la suite d'*Aout* 14. Lecture faite du millier de grandes pages et petits caractères de *Novembre* 16, force est de constater que Soljenitsyne reste dans une ambiguïté douteuse.

Certes, l'antisémitisme existait en Russie, et le romancier traitait de l'époque se devait autant que l'historien de montrer cette dimension de la réalité. De là à y revenir sans cesse, à tout propos et parfois hors de propos, il y a un pas. L'auteur dira sans doute que ce sont ses personnages qui parlent et que, pour sa part, il pense différemment. Mais, sur ce point, le devoir d'un auteur aussi important et talentueux n'est-il pas de prendre clairement position ?

Au vrai, Soljenitsyne prend parti. Dans son interview à l'Express (31 mai), il déclare que le principal personnage du livre, le colonel Vorotynsev, exprime parfois ses propres vues, notamment en ce qui concerne sa vision politique, qui est celle du « juste milieu » (p. 549), qui est « centriste ».

Or que dit Vorotynsev au sujet des juifs ? Qu'il « refuse toujours résolument de livrer la Russie à la direction condescendante des juifs, même si cette

direction n'est qu'intellectuelle. Mais (qu'il) ne leur en veut aucunement et n'a nul désir de les persécuter » (p. 549).

Où Vorotynsev et Soljenitsyne ont-ils pris que les juifs aient aspiré à diriger la Russie ? Cela vient tout droit des Protocoles des Sages de Sion, fameux faux fabriqué vers 1905 par les officines policières des ultras du tsarisme (cf. *L'Apocalypse de notre temps*, Henri Rollin, Paris, 1939).

Que Soljenitsyne ait le droit de défendre ses opinions, c'est ce qu'on ne lui conteste pas. Mais qu'il déclare du « juste milieu » une opinion qui est pour le moins de droite, c'est ce que l'on a le droit de remarquer.

Romancier ou historien ?

De même est-il impossible de ne pas noter que la position « centriste » de Soljenitsyne est, en réalité, et tout au long de l'ouvrage, une position de droite. *Novembre* 16 est une charge impitoyable contre les centristes russes de l'époque (octobristes, progressistes, cadets et libéraux divers) et une défense peu nuancée des partisans de la monarchie absolue. L'auteur rapporte-t-il les débats à la Douma ? Il accable de sarcasmes les orateurs centristes dont il cite seulement des extraits de discours, mais, en revanche, il n'a qu'embellies pour l'orateur auquel il accorde quatre pages, pour ce Markov, dernier fidèle du tsar. Et que dit Markov ? « Messieurs, j'ai lu avec délectation les journaux des progressistes, de gauche, autrement dit juifs » (p. 965).

Dans une note en fin de volume (p. 1068), Soljenitsyne dit qu'il a élagué les discours des « développements accessoires ». Cette phrase de Markov était-elle ou non accessoire ? En tout cas, elle était mensongère : est-il utile de préciser que les journaux de gauche étaient loin d'être tous juifs ?

Que Soljenitsyne ait le droit d'écrire l'histoire à sa façon, de son point de vue et quel qu'il soit, personne n'en discute sérieusement. Mais que celui qui

déclare lui-même faire de plus en plus œuvre d'historien récrive l'histoire à sa convenance, voilà qui fait problème. Un exemple, sur un point de détail. Soljenitsyne consacre, à juste titre, un chapitre à un personnage bien oublié : Gvozdev. C'était le leader du groupe ouvrier du Comité central des industries de guerre, et il a joué un rôle de premier plan pendant le conflit mondial. Or l'auteur donne à penser à son lecteur que ce brave type d'ouvrier, pas trop malin au demeurant, était tombé sous la coupe de deux infâmes mencheviks et qu'on lui avait « refilé une carte du parti social-démocrate » (p. 434). L'ennui est que Gvozdev était menchevik depuis 1903.

Si Spengler, derrière lequel se retranche Soljenitsyne, dit que c'est au poète de parler de l'histoire, il n'a certainement pas dit que le poète s'occupe d'histoire et qu'il est autorisé à écrire n'importe quoi, au gré des sentiments et de l'inspiration.

L'historien, c'est vrai, n'est pas toujours en mesure de se cantonner dans une objectivité que, pour me part, je crois assez illusoire. Et même, sans doute, l'objectivité réelle de l'historien, la plus haute à sa portée, est de montrer clairement la part de subjectivité dont il ne peut se défaire et qu'il ne peut pas ne pas mettre dans son œuvre. Mais cette subjectivité doit être balisée sans cesse, sinon le lecteur est trompé. L'historien, comme tout auteur, est un être de subjectivité ; à ce titre, il a le devoir d'être rigoureux quant aux faits et honnête quant aux interprétations. Si l'historien ne peut être que le scénariste du passé, il est de son devoir d'en être aussi la conscience. *Novembre* 16, comme déjà *Aout* 14, ne répond pas assez à cette double attente pour être autre chose qu'un gigantesque et majestueux scénario. *Novembre* 16 n'est pas encore de l'histoire tout en étant déjà plus du roman. *Novembre* 16 est un gros livre, mais pas le grand livre que l'on espérait. L'histoire de cette époque reste à écrire.

JACQUES BAYNAC.

FAJARDIE

Frédéric H. FAJARDIE

Brouillard d'automne

MAZARINE

192 pages 59F

Ce roman devrait installer son auteur à la place qu'il mérite dans nos lettres contemporaines : la première d'une génération dont les enfants paumés ont eu 20 ans autour de mai 1968.

Denis Tillinac

MAZARINE

LE MONDE DES LIVRES

• LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Un passe-temps honorable

(Suite de la page 15.)

A noter, pour qui défend encore la thèse de l'ignorance concernant l'Holocauste, que Mann écrit, dès le 28 mars 1933 : « partout, des camps de concentration »...

SE forger une « âme d'apétit », se vouloir citoyen sans terre d'un humanisme partout bafoué, parier sur son triomphe à terme : il y faut une énergie dont le corps, les nerfs, font les frais. Puisque l'intelligence ne peut plus protester publiquement, comment se vengera-t-elle au moins l'honneur au vœu de l'histoire ? Face au naufrage, le Journal revêt l'urgence d'une bouteille à la mer.

Le sauvetage suppose que les hésitations ne soient pas tuées sur le moment, ni gommées après coup. Certaines font tort à la mémoire de Mann, comme ce 10 avril 1933 où il dit ne pas trop regretter le « dévouement de la justice », corrigeant aussitôt : « pensées secrètes, animées, éprouvantes ».

Le 20 du même mois, l'analyse se nuance et s'aggrave à la fois : « La révolte contre le caractère juif bénéficierait dans une certaine mesure de ma compréhension si la disparition du contrôle de l'être allemand par l'esprit juif n'était pas si préjudiciable au premier et si le caractère allemand n'avait pas la bêtise de mettre mon type à moi dans le même sac et de m'exclure en même temps. » Un péché par sot amalgame, en somme !

COMME pour tout le monde, chaque brassée quotidienne de nouvelles est l'occasion de peser globalement les chances de ce à quoi l'on croit. Dès mai 1933, Mann pressent que la cause nazie est perdue : elle n'aura été qu'une gigantesque impertinence contre la volonté de l'esprit, une « école buissonnière puante ». La crainte d'une nuit éternelle fait place à l'anxiété de l'attente. Combien faudra-t-il d'années pour que cède l'aveuglement inepte ?

A quoi attribuer, et comment arrêter, l'espèce de fatalité annoncée par Goethe quand il proclamait : « L'homme doit être de nouveau ruiné ».

L'impossibilité de combattre un totalitarisme par un autre, cette évidence que le plus grand nombre ne découvre qu'après la guerre, Mann l'aperçoit dès 1933. L'Union soviétique ne pourra offrir qu'un appui circonstanciel et passager. N'y brûle-t-on pas l'œuvre de Freud en même temps qu'à Dresde, sous la même prétaxte que son « exagération de la vie instinctive » serait « ruineuse pour l'âme »... On a beau aimer le mot « âme » et trouver un manque aux œuvres qui s'en privent, force est d'admettre que sa défense a souvent couvert les pires marchandises...

LE pacte germano-soviétique scellera la complicité entre-venue par les lucides, et ruinera l'espoir d'un socialisme dans la liberté. Auparavant, il y aura eu Munich, où Mann voit une des « plus grandes ignominies de l'histoire ». Il arrive qu'en perdant l'honneur une cause perde aussi ses chances pour longtemps : ainsi du pacifisme, ce jour-là.

Sans doute parce que l'Angleterre de Chamberlain a beaucoup poussé à l'armement allié et sauvé un Axe aux abois, Mann hasarde que le fascisme pourrait franchir la Manche, et même l'Atlantique...

Le pronostic trahit seulement une déception que l'Amérique tarde à se jeter dans la bataille. Sans attendre ce renfort prévisible et décisif, mieux vaut le guerre. Mann ne se cache pas de l'appeler de ses vœux, au long de l'été 1939. Tout plutôt qu'une nouvelle entreprise de Hitler sur Dantzig sans plus de riposte qu'en Tchecoslovaquie !

Et les paris de reprendre, sur la durée des combats à venir. Dix ans, pense Mann : pour conjurer le sort, probablement, et en escomptant moins. Dès lors, pour lui, comme pour tous les citoyens de la liberté, toute activité prend l'allure d'un pis-aller, d'un passe-temps.

Puisse ce passe-temps être « honorable » ! La note du 31 décembre 1939 qui clôt le volume en illustre la sagesse bourgeoise de scrupules. C'est écrit sur les gazons paradisiaques de Princeton, d'où l'horreur nazie devait paraître si absente !

« Douce consolation » pour Thomas Mann et, après coup, pour le lecteur d'aujourd'hui : ces jours atroces, l'auteur les traverse en lisant *Guerre et Paix*, puis *Anna Karénine*. A Paris, il voit l'*Ondine* de Giraudoux...

Il y a des monuments, ainsi, dont la compagnie vaut tous les remèdes au désespoir.

★ JOURNAL, de Thomas Mann (1918-1921 : 1933-1939), texte français de Robert Simon, Gallimard, 656 pages, 190 F.

Robert Walser ou la vocation de l'échec

Contemporain de Rilke, reconnu comme un maître par Musil et Kafka, Robert Walser reste dans la littérature de langue allemande un cas isolé, paradoxal.

AMARTE Robert revient le grand mérite d'avoir introduit en France l'œuvre de Walser en traduisant et préfacant, en 1960, son troisième roman, *Jakob von Gunten* (l'Institut Benjamin dans la traduction française) (1).

Singulier et tragique destin que celui de Robert Walser, dont la vie entière semble avoir été, dès l'enfance, vouée à l'échec et au malheur. Né en 1878 à Bienne, en Suisse, il est l'aîné d'une famille modeste de huit enfants. Sa mère mourra folle en 1894. L'un de ses frères aura le même destin. Un revers financier du père contraint Robert à entrer en apprentissage dans une banque à l'âge de quatorze ans. A partir de 1895, il mène une vie errante entre Bâle, Zurich, Stuttgart, où il est accueilli par son frère Karl, peintre et décorateur de talent. Son instabilité maladive l'amène à changer sans cesse de domicile. Il exerce une multitude de métiers subalternes : domestique, employé de banque ou d'assurances, ouvrier dans une fabrique de tissus élastiques... En 1905, après être passé par une école de valets, Walser est engagé pour quelques mois dans un château de Haute-Silésie. L'année suivante, il rejoint Karl à Berlin.

Il écrit et publie coup sur coup ses trois romans de 1906 à 1909 et probablement d'autres qu'il détruit. Les *Enfants Tanner* ont été rédigés d'un seul jet en trois semaines, au début de l'année 1906 sans presque aucune rature. Considérant, comme il le dira lui-même plus tard, le roman comme « une forme beaucoup trop vaste pour son talent », Walser se limite à des proses, esquisses ou récits de petite dimension (2). Les sept ans qu'il passe à Berlin se soldent par un échec total. Déjà « malade à l'intérieur », il se brouille avec ceux qui peuvent l'aider et s'enfonce dans la dépression. « Après quoi il rentra chez lui et s'installa à Bienne pour parachever autant que possible l'œuvre commencée et, si l'on peut dire, l'arrondir aussi généreusement que possi-

ble », écrit Walser lui-même, avec cette pudeur inimitable, quelques années plus tard.

Dans sa ville natale, il veut « passer aussi inaperçu qu'il se peut ». Il continue cependant à donner ses chroniques aux grands journaux étrangers. Reprises en recueils, elles suscitent l'admiration de Musil, Max Brod ou Hermann Hesse. En 1920, dans un



complet dénuement, Walser prend une place de second bibliothécaire à Bienne. Il n'y tient que six mois et retourne à sa solitude. Son inspiration d'écrivain se tarit, et son dernier livre paraît à Berlin, en 1925.

« Un monde en proie au rêve et au travail »

Après plusieurs tentatives de suicide et sur les instances de sa sœur Lisa, il accepte d'entrer, en janvier 1929, à l'hôpital psychiatrique de Waldau. En juin 1933, Walser est transféré à Herisau, dans un établissement analogue. Il passe ainsi les vingt-sept dernières années de sa vie sans plus écrire une ligne. Il meurt au cours d'une promenade. Des enfants le découvriront, étendu dans la neige, le 16 décembre 1956.

L'œuvre romanesque de Walser tient à la fois du récit d'apprentissage ou d'initiation — genre très prisé dans la litté-

ture germanique — et, comme le notait justement Marthe Robert, reprenant une analyse de Walter Benjamin, du conte de fées.

Simon, personnage central des *Enfants Tanner* et double transparent de l'auteur, jeune homme intelligent et loquace mais instable, s'applique, au cours d'une errance inscrite dans un cycle de saisons, à mettre en acte et à conforter sa vision du monde, « un monde en proie au rêve et au travail ».

Seul ou accompagné de l'un de ses deux frères ou de sa sœur — image maternelle et aimante, présente dans les trois romans, renvoyant à Lisa, la sœur réelle de l'écrivain. — Simon partage un temps qu'il ne compte pas entre l'oisiveté, le vagabondage et les petits emplois dans lesquels il ne tient jamais bien longtemps : « Il y avait quelque chose de beau, comme une idée de débarras et de rémission, dans ce passage du temps. »

Tout à tour emporté ou serein, exalté ou déprimé, le héros se laisse guider par ses états d'âme et disserte longuement sur lui-même et sur le monde. « On s'émerveillerait de tout si on sentait tout, car il ne peut pas y avoir une chose qui serait merveilleuse et l'autre pas. »

La prose de Walser est comme jaillie d'un état de rêve éveillé ou de semi-conscience, « apparemment sans intention », loin du souci de la cohérence narrative. Accumulant les hésitations, ne reculant pas, quelquefois devant les métaphores abstraites (comme le notait Kafka, comparant en cela Walser à Dickens), cette prose contient aussi d'admirables richesses, des moments de grâce.

Les personnages n'ont que l'épaisseur de leur parole. Ils parlent sans fin, entraînés, dépassés parfois par les vagues de leurs discours qui les révèlent à eux-mêmes, à leurs interlocuteurs en même temps qu'au lecteur. En vain par la passion de se dire, Simon traverse les situations, accumule les expériences et tire un enseignement qu'il restitue aussitôt. Il reste en marge d'un ordre social qu'il ne lui vient pas à l'es-

prit de contester. Mais la marginalité est-elle bien le lieu où il veut se tenir ? Avec toute la force de son impuissance, n'appelle-t-il pas de ses vœux une hiérarchie immuable, intangible, dans laquelle il pourrait enfin s'insérer ? Walser, par la voix de son héros, réclame, avec une sublimé insolence, l'imposition que tout ordre social semble porter : gravir les échelons de l'édifice, diriger son regard et son désir vers les sphères plus hautes.

Simon ne cherche pas à forcer, encore moins à maîtriser la figure du destin ; il veut au contraire que sa vie en soit le dessin, l'accomplissement le plus accompli : « Il y a beaucoup de destins différents et mon premier geste est de m'incliner devant eux. »

Plus proche de l'Homme à tout faire (3) que de l'Institut Benjamin, régit à la limite du fantastique, les *Enfants Tanner* décrivent la courbe descendante d'une étrange initiation. Visant à n'être rien, à n'être que ce « zéro tout rond » dont parle Jakob, le héros de l'Institut Benjamin, Simon y met la même scrupuleuse attention : la même rigueur que l'assouffissement de réussite mettrait à attendre son but.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LES ENFANTS TANNER, de Robert Walser, traduit de l'allemand par Jean Lamy, Gallimard, 294 p., 95 F.

(1) *L'Institut Benjamin*, traduit et préfacé par Marthe Robert, Ed. Grasset, 1960 ; repris en 1981 chez Gallimard dans la collection « L'insolite ».

(2) Il n'existe pas de recueil des proses de Walser en français. On peut se reporter aux revues suivantes qui ont publié certaines de ses textes : *N.R.F.*, avril 1966 et janvier 1972 ; *Éphémère*, n° 19-20, 1972-1973 ; *Revue des Belles-Lettres*, Genève, n° 1, 1974 ; *Argile*, n° 11, automne 1976.

L'œuvre complète a été publiée en 1966 en 12 tomes, aux éditions Kessaco (Genève et Hambourg), et une nouvelle édition est sortie chez Slatkine en 1978, grâce aux travaux des archives Robert Walser, Fondation Carl Seelig, Boettcherstrasse 7, CH 8002 Zurich.

(3) *L'Homme à tout faire*, traduction et postface de Walter Weideli, éd. L'Âge d'homme, Lausanne, 1974.

Italo Svevo

(Suite de la page 15.)

On peut donc avancer que cette œuvre — immense — fut écrite la nuit, en sous-marin, presque en se cachant de la famille et de ses railleries, comme pour se venger des contingences matérielles et familiales. Puisqu'un autre, toute sa vie, a vécu aux côtés de l'industriel triestin, pour quoi ne pas décider qu'il s'agissait bel et bien d'un vieillard !

La lecture des nouvelles, jusqu'à présent inédites, qui forment le *Destin des souvenirs* confirme bien tout cela. Désormais, on comprend mieux les raisons profondes de cette fascination, de cette permanence de la mort, ce goût pour le sarcasme, cette obsession de la fin des êtres, cette ironie devant la vanité des efforts journaliers si maigrement rétribués. Tout le livre est vu par un homme qui n'a même plus d'âge. Tout est mémorisé à jamais et replacé dans un cadre factuel et précis : celui de l'immédiate avant-mort !

Mais, pour Svevo, écrire, c'est également se venger du négoce et nier du même coup son destin quotidien d'industriel lié à la grandeur passée. Vendre des peintures pour la coque des navires, la belle aventure ! Déjà il sent qu'il est le témoin privilégié de la déperdition d'énergie de sa ville. Écrivant, il réagit aussi contre cela qui le blesse.

Il est temps d'ailleurs de rappeler que les deux plus illustres

écrivains triestins (l'autre, bien sûr, étant Umberto Saba) ont vécu de leurs affaires et en ont souffert. S'ils plongent tous deux dans l'introspection la plus aiguë (on dirait qu'ils s'auto-analysent au scalpel), c'est pour se sauver des règles du marché édictées par la cité portuaire : acheter, vendre, faire des bénéfices.

Ettore Schmitz est pris dans ce système et en vit. Italo Svevo, pour s'en éloigner, arrivera même à cette situation paradoxale : payer un éditeur pour être édité et exister ainsi en tant qu'écrivain.

Le *Destin des souvenirs* exprime tout cela « en creux ». Svevo y revendique sa place littéraire. Se comparant à un journaliste, il souligne combien cet homme doit être « pareil à lui qui travaille tant mais à tout autre chose ». S'élève de ce livre les souffrances et les plaintes maîtrisées d'un homme qui exige d'être reconnu. Voici douze histoires contrastées, souvent douloureuses, parfois pleines de sarcasme. Elles disent le combat d'un homme qui, toute sa vie, a lutté pour que le « papier imprimé » fasse le « récit d'une vie ». Rien que cela. Mais tout cela.

FRANCK VENAILLE.

★ LE DESTIN DES SOUVENIRS, d'Italo Svevo, traduit de l'italien par Senta Aghion, éd. Rivages, 190 p., 55 F.

EXTRAIT

La mort du poète

Avec cinquante ans d'avance, Robert Walser avait dépeint sa propre fin dans les *Enfants Tanner* en décrivant la mort dans la neige de Sebastian. Le poète qui avait coutume de dire : « Mes années glorieuses sont depuis longtemps derrière moi... »

« Parvenu à peu près au milieu de son ascension, Simon vit brusquement un jeune homme couché dans la neige en travers du chemin. Il y avait encore assez de clarté dans la forêt pour qu'il vit distinctement le dormeur. Qu'est-ce qui pouvait avoir conduit cet homme à s'étendre ici dans la neige par ce froid mordant et à un endroit de la forêt aussi étrangement choisi. Un large chapeau lui couvrait la visage, à la manière dont on en est par grand chagrin et dans un lieu sans ombre quelqu'un voulait se reposer, se protéger du soleil avant de s'endormir. Mais ce visage caché ici, en plein hiver et à une heure où on n'avait guère envie de faire son lit dans la neige, c'était effrayant. L'homme restait étendu sans aucun mouvement et la forêt continuait de s'obscurcir. Simon inspecta les jambes, les souliers, les habits. Les habits étaient d'un jaune clair, c'était un costume d'été très mince et usé. Simon retira le chapeau du visage. Il était figé et faisait peur à voir. Simon le reconnut : c'était le visage de Sebastian, aucun doute, c'étaient bien les traits de Sebastian, c'était sa bouche, sa moustache, son nez un peu large et épilé, la forme de ses yeux, son front et ses cheveux.

Il était mort de froid ici, certainement, et il devait y avoir déjà pas mal de temps qu'il gisait sur le chemin. Il n'y avait aucune trace de pas dans la neige, on pouvait donc supposer qu'il était là depuis longtemps. Le visage et les mains étaient déjà raides et les vêtements étaient souillés au corps glacé. Sebastian avait dû tomber ici, à bout de forces. Il n'avait jamais été très résistant. Il marchait toujours courbé comme s'il était trop dur de rester droit, de redresser la tête et le dos. Il suffisait de le voir pour se dire qu'il n'était pas de taille à affronter les froides exigences de la vie. Simon coupa quelques branches d'un sapin, et en recouvrit le corps, mais auparavant il sortit de la poche du mort le mince petit cahier qui en dépassait. Il semblait contenir des poèmes. Simon ne pouvait plus distinguer ce qui était écrit. Dans l'interstice la nuit s'était faite. Les étoiles scintillaient dans les trouées de ciel qui laissaient les sapins et la lune ceint d'un mince anneau, regardant la scène. « Je n'ai pas le temps, murmura Simon pour lui-même. Il faut que je me dépêche d'arriver dans la prochaine ville. Si non cela ne me ferait pas peur de rester encore un moment avec ce pauvre bougre de mort, qui fut un poète et un rêveur. Comme il a noblement choisi sa tombe. Là, sous ces magnifiques sapins verts et la neige qui les recouvre. Je ne vais avertir personne. »

(Les *Enfants Tanner*, pp. 116-118.)

PRIX DE L'ACADÉMIE MALLARMÉ

Michel
DEGUY
Gisants

poèmes

GALLIMARD *nrf*

1250 من الاموال

RES

vocation de l'éche

... par Muzil et Angèle Bédier...

... parents...

... école...

... réussite...

... éducation...

... formation...

... apprentissage...

... profession...

... carrière...

... avenir...

... espoir...

... confiance...

... persévérance...

... courage...

... détermination...

... ambition...

... volonté...

... force...

... énergie...

... passion...

... intérêt...

... curiosité...

... créativité...

... imagination...

... sens de l'humour...

... sens de l'orientation...

... sens de l'équipe...

... sens de la responsabilité...

... sens de la justice...

... sens de la solidarité...

... sens de la tolérance...

... sens de la paix...

... sens de la liberté...

... sens de la dignité...

... sens de la respect...

... sens de la confiance...

... sens de la coopération...

... sens de la communication...

... sens de la négociation...

... sens de la médiation...

... sens de la résolution de problèmes...

... sens de la prise de décision...

... sens de la planification...

... sens de l'organisation...

... sens de la gestion...

... sens de la direction...

... sens de la supervision...

... sens de la coordination...

... sens de la collaboration...

... sens de la participation...

... sens de l'engagement...

... sens de la responsabilité sociale...

... sens de la responsabilité environnementale...

... sens de la responsabilité économique...

... sens de la responsabilité politique...

... sens de la responsabilité culturelle...

... sens de la responsabilité éthique...

... sens de la responsabilité juridique...

... sens de la responsabilité fiscale...

... sens de la responsabilité sociale...

... sens de la responsabilité environnementale...

... sens de la responsabilité économique...

... sens de la responsabilité politique...

... sens de la responsabilité culturelle...

... sens de la responsabilité éthique...

... sens de la responsabilité juridique...

... sens de la responsabilité fiscale...

Ecole pour tous école diverse

Un enjeu politique : la carte scolaire Souhaitée par les parents, la « déséctorisation » accentuerait encore les inégalités entre les établissements

MISE en place en 1965, lorsque ont été créés les collèges d'enseignement secondaire, pour assurer la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, la carte scolaire répond à la fois à une nécessité administrative et à un objectif politique. La scolarisation d'une telle masse de nouveaux élèves, la programmation des nombreux établissements à construire et l'affectation des enseignants exigeaient une organisation stricte de la répartition des effectifs. Celle-ci était déjà compliquée par les importants mouvements de populations des campagnes vers les villes. Si, en plus, les élèves avaient pu s'inscrire où ils voulaient, elle aurait été carrément impossible.

A ces considérations techniques s'en ajoutaient d'autres d'ordre social et pédagogique. Les nouveaux CES avaient trois origines différentes : certains provenaient de la transformation des anciens premiers cycles des lycées ; d'autres étaient construits de toutes pièces ; d'autres enfin étaient d'anciens collèges d'enseignement général. La ventilation des différentes catégories de professeurs (agrégés, certifiés, professeurs de collège, instituteurs) devait théoriquement se faire de façon égale entre ces différents types d'établissements. Mais, au début, les anciens premiers cycles de lycées étaient nettement mieux « dotés » que les autres. Laisser les inscriptions se faire librement aurait abouti à un afflux impossible à maîtriser vers les établissements les plus cotés, les autres demeurant vides.

Une expérience d'assouplissement

D'autre part, les CES devaient être les creusets où se mêlaient des élèves d'origine sociale et d'aptitudes différentes. Seule une affectation autoritaire permettrait d'obtenir ce résultat : la libre inscription aurait abouti à la constitution de collèges d'élite et de collèges ghetto. La carte scolaire était la condition de la mise en place de la réforme et de la création d'une école moyenne égale pour tous.

Mais si cette procédure autoritaire était nécessaire pour la période de démarrage, en vertu de même vingt ans après, alors que le nouveau système devrait avoir pris son rythme de croisière ? Une certaine conception de la démocratie - l'égalité devant l'école - la justifiait dans un premier temps ; un autre principe, également démocratique - la liberté de choix des citoyens - et

aussi l'évolution des mœurs et des idées ne conduisent-ils pas maintenant à la remettre en cause ?

Une expérience menée dans six districts urbains (deux à Rennes, un à Dijon, Dunkerque, Saint-Etienne et Limoges) et touchant 105 collèges apporte à ces questions des éléments de réponse fort intéressants. Dans ces districts, la carte scolaire n'a été assouplie et les familles ont la possibilité de demander un autre établissement que celui de leur domicile. Selon les endroits, de 8 % à 20 % des familles ont fait cette demande et les trois quarts d'entre elles ont obtenu satisfaction.

Cette expérience, qui vient de faire l'objet d'une étude réalisée par Robert Ballion et Irène Thery, montre que la « déséctorisation » répond largement aux vœux des parents. 77 % d'entre eux estiment qu'ils devraient pouvoir choisir librement le collège de leurs enfants et 50 % considèrent que la déséctorisation améliorerait le fonctionnement de l'école. Près de la moitié de ceux qui n'ont pas obtenu satisfaction trouvent ce refus injustifié et 16 % d'entre eux ont mis leurs enfants dans un établissement privé.

Mais elle montre aussi que cette mesure accentuerait les clivages sociaux entre les établissements et qu'après vingt ans d'application la réforme du premier cycle est loin d'être achevée : les collèges ne sont pas encore des établissements homogènes que souhaitaient leurs fondateurs.

L'examen des demandes de changements faites par les familles fait apparaître, en effet, de grandes inégalités entre les collèges : certains sont très demandés ou demandés (le nombre de demandes est nettement supérieur à ceux des départements) ; d'autres sont refusés ou très refusés (c'est le phénomène inverse qui se produit) ; d'autres enfin sont en équilibre (le nombre des demandes et des refusés est équivalent) ou plats (ni demandes ni refusés).

Or la répartition des établissements dans ces catégories s'opère selon des critères précis. Les collèges très demandés sont d'anciens premiers cycles de lycées situés au centre des villes. Ils accueillent une forte proportion d'enfants de milieux favorisés et d'enseignants. Ils ont plus d'enseignants spécifiques (russe, classes bilingues, sections sports-études, artistiques...) et moins de classes pour enfants en difficulté. Ils ont moins d'élèves en retard en sixième et un plus fort pourcentage d'élèves atteignant la troisième et entrant ensuite en se-



conde. Les effectifs totaux et le nombre d'élèves par classe sont souvent élevés. Les redoublements en troisième sont fréquents, cette solution étant préférée à l'orientation en LEP. La proportion d'enseignants de type lycée (agrégés ou certifiés) est plus élevée, et les professeurs restent plus longtemps dans leurs postes.

Le jugement des parents

Les collèges très refusés ont les caractéristiques exactement inverses (sauf pour les effectifs, qui sont aussi élevés) : recrutement ouvrier - avec un fort taux d'immigrés ; situation périphérique ; fort taux de retard en sixième, de redoublements et de passages en LEP ; faible taux de passages en seconde ; forte rotation des enseignants.

Entre ces deux extrêmes, les collèges demandés ou en équilibre occupent une position moyenne : de création récente, rarement au centre des villes, de recrutement moins bourgeois, ils ont un faible taux de redoublements et de retards en sixième. Ce sont généralement des établissements de taille petite ou moyenne, qui jouent un rôle de recours pour les jeunes de milieux aisés en situation d'échec ou de promotion pour les enfants d'origine ouvrière.

Les demandes de changement sont surtout le fait des classes supérieures et moyennes et des enseignants, rarement des ouvriers. Elles pourraient être motivées par des raisons de commodité (proximité, lieu de travail des parents, raison familiale ou de santé, déménagement) ou par des appréciations « qualitatives » (demandes d'enseignants spécialisés, réputation du collège, mauvais milieu social, taux d'immigrés). Les premières sont les plus souvent invoquées en priorité, mais, si on demande aux familles de don-



vous avez
le bac
A ou B

Prep. H.E.C.I.,
classes préparatoires
au Haut Enseignement
Commercial International,
vous prépare
aux Grandes Écoles de
Commerce et de Gestion
à vocation internationale.

6, rue Ploot - 75116 Paris. Tél. : (1) 253.57.92
Établissement d'Enseignement Privé.

Multiplier les parcours

Pour égaliser les chances,
mieux vaut diversifier les filières
qu'unifier la formation en abaissant le niveau

par GUY COQ (*) et PAUL THIBAUD (**)

PLUSIEURS déclarations officielles récentes - celle de M. François Mitterrand à propos du rapport du Collège de France, les dernières interventions de M. Jean-Pierre Chevènement, notamment - semblent annoncer une façon nouvelle d'aborder les problèmes d'éducation, en remettant en cause certaines ficelles et en s'attaquant à des défauts concrets du système éducatif.

Une illusion tenace voit dans l'unicité de la filière scolaire le moyen de démocratiser la société en égalisant les chances. Ce principe aujourd'hui épuisé ses vertus. Dénoncer le caractère sélectif des disciplines scolaires, ce n'est pas combattre l'inégalité, c'est vouloir médiocriser l'école. La réalité est ici plus forte que les doctrines. Les groupes de niveau Legrand, dans les collèges, constituent une différenciation qui fait voler en éclats le mythe de l'unicité illustré par la réforme Haby.

Dans le second cycle, le bilan des secondes dites « de détermination » est éloquent. Beaucoup d'élèves de ces classes éprouvent très vite le sentiment qu'ils ne sont là que pour donner la preuve qu'ils sont incapables à des études scientifiques : ils se découragent devant un enseignement qui n'est pas fait pour la majorité d'entre eux, attitude qui en retour démoralise les professeurs. Bel exemple d'effet pervers ! On veut donner à tout le monde - sa

chance - d'arriver au paradis (la section C, qui donne seule accès aux grandes carrières) ; donc pas de sélection *a priori*. Résultat : on introduit l'échec dans le fonctionnement même de la classe.

Fiction ou illusion encore que de prétendre à une pluralité des sections du baccalauréat alors que toute autre filière (ou presque) que la S, puis la C, recrute essentiellement sur échec. Aucun essai n'a été fait pour rendre leur dignité et leur finalité propres aux autres filières du baccalauréat. Cette question, il est vrai, ne pourrait être posée que par un travail coordonné entre les enseignements du secondaire et du supérieur.

Il faudrait que des formations du supérieur recrutent un pourcentage appréciable d'étudiants dans d'autres séries que la série C. Que par exemple 15 % des étudiants en médecine soient sélectionnés sur la base d'un bac A ou que les enseignements supérieurs cessent de restreindre excessivement leur champ de recrutement.

Seules de telles mesures, aux effets soigneusement étudiés, autoriseraient à parler d'une pluralité des voies de la sélection des élites, comme le recommande le rapport du Collège de France.

(Lire la suite page 24.)

(*) Professeur de philosophie.
(**) Directeur de la revue *Esprit*.

Cours privé
CARPENTIER

15, boulevard Poissonnière
75002 Paris

Métro : Rue Montmartre

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

- De la seconde au BACCALAURÉAT A-B-C-D
- Préparation spéciale : HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE
Professeurs spécialisés dans les méthodes
et techniques pédagogiques.

JEUNES GENS JEUNES FILLES DEMI-PENSION

Tél. : 261-51-27

**COMMERCE
INTERNATIONAL**

Formation franco-américaine
aux techniques
du commerce international

DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS
BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL
BTS D'ACTION COMMERCIALE

**3^e ANNEE
AUX ETUDES**

<p>CYCLE EUROPEEN en association avec le centre de management aux affaires GENEVE Stages en Europe dans nos centres asso- ciés : Bruxelles, Lausanne, Londres, Stan- ford, Madrid et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.</p>	<p>CYCLE INTERNATIONAL en association avec l'université de Louisiane USA Formation franco-américaine. Diplôme américain. BBA - 1 an aux USA MBA - 2 ans aux USA</p>
--	---

■ BAC OU NIVEAU BAC ■ FINANCEMENT A 100 % DU MONTANT DES ETUDES

**Institut Européen de formation
aux affaires et à la conduite des entreprises**

IAC
266.66.82
IAC : 71, rue du Faubourg
Saint-Honoré, 75008 PARIS

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE
CYCLE EUROPEEN CYCLE INTERNATIONAL

NOM
PRENOMS
ADRESSE
LOCALITE
CODE POSTAL
TELEPHONE

PAS DE CLASSE SURCHARGÉE
les avantages d'une petite structure

BTS ACTION COMMERCIALE
BTS COMMERCE INTERNATIONAL
BTS TOURISME

diplôme SIGMA (3^e année)

Une moyenne de 20 élèves par classe, un contrôle continu des connaissances, des méthodes modernes de formation. Sigma mise avant tout sur l'efficacité : cours vidéo, cours assistés par INFORMATIQUE... L'enseignement est dispensé par une équipe pluridisciplinaire de professeurs de haut niveau et de professionnels qualifiés. L'intensification des langues est une de nos priorités : cours de niveau, stages intensifs, méthode directe, orale, et cours bilingues.

Conditions d'admission
Les bacheliers sont admis en 1^{re} année sur titre, après entretien. Les non-bacheliers peuvent être admis en 1^{re} année sur examen de leur dossier scolaire et test d'entrée après entretien. Ceux qui ne justifient pas du niveau requis pour suivre les cours de 1^{re} année sont admis en année Pré-BTS.

NOTRE FORMATION, VOTRE AVENIR

SIGMA 349-00-70
59, rue Pixérécourt, 75020 PARIS
Établissement privé d'enseignement technique supérieur

Institut Florimont
37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENEVE - Tél. 022/92-08-11

Collège Marie-Thérèse
24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENEVE - Tél. 022/94-26-20

Établissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions

Classes primaires et secondaires
jardin d'enfants

**BACCALAURÉAT FRANÇAIS
et MATURITÉ SUISSE**

Internat-Externat

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à
"LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
 Professeurs hautement qualifiés
 Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
 des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D
COURS DE VACANCES
 du 1^{er} Août au 27 Août
50 HEURES DE MATH
 du 28 Août au 7 Septembre, de la 4^e à la 1^{re} S
 2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. (03) 81.42.82

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse
 Cours directs (1^{re} et 2^e année)
 Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF
 16, rue du Delta, 75009 Paris
 Tél. 874.65.94
 Documentation M sur demande

Membre de l'American Assembly of Collegiate Schools of Business
 Il est plus rentable d'investir dans les hommes
 qu'en machines
 C'est pourquoi ?

European University



vous propose
 • cours en petits groupes • étudiants soutenus par leurs professeurs • corps professoral constitué de professeurs • cours accélérés par session d'été
 Programme undergraduate et graduate (niveau licence et postuniversitaire), gestion des affaires, économie, informatique, communications (public relations), administration hôtelière et langues européennes.
 Cours en français ou anglais ou choix
 Renseignements et inscriptions:
 Suisse, Grand-Rue 42, CH-1820 Montreux, tél. (+41) 21/631167
 Belgique, Rue Royale 302, 1030 Bruxelles, tél. (+32) 2/217 2420

Des lycéens dans les laboratoires

Le « passeport pour la recherche »
 permettra à 336 élèves de travailler avec des scientifiques

TROIS cent trente-six lycéens tenteront à l'automne prochain de prouver que le courant peut passer entre l'école et la recherche scientifique. Choisis dans chaque académie parmi les élèves des classes de première les plus motivés et les membres des clubs scientifiques, ils se verront décerner un « passeport pour la recherche » qui les conduira, du 5 au 13 octobre, aux quatre coins du pays, dans les plus grands laboratoires publics et privés. La mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) pilote cette opération, qui vise à faciliter le rapprochement entre les jeunes et la recherche vivante, préparé par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, au conseil des ministres du 5 septembre 1984.

Des équipes de vingt-huit jeunes seront constituées autour de douze thèmes, qui donneront lieu à autant de « tours de France ». L'un de ces thèmes, consacré à l'exploration de l'infiniment petit, conduira ainsi les lycéens dans plusieurs installations du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à Caen, Saclay et Grenoble. Ils découvriront la centrale nucléaire de Flamanville, l'usine de retraitement des combustibles nucléaires de La Hague et achèveront leur périple au Laboratoire

européen de physique de particules (CERN) à Genève. Outre les grands centres de recherche publics, plusieurs laboratoires privés sont associés à l'organisation de ces itinéraires, qui doivent mettre les lycéens en contact avec les réalités de l'activité scientifique et sensibiliser le grand public à la vitalité des chercheurs français. Il s'agit aussi d'inciter ces derniers à s'ouvrir sur le milieu scolaire.

Réticences

Cette opération connaît une extension en République fédérale d'Allemagne, où cinq cents lycéens et étudiants français effectueront cette année un périple à travers les différents pôles de culture scientifique de ce pays. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et l'Association Inter-Échanges participent à l'organisation et au financement de ces voyages qui pourraient aboutir à des jumelages franco-allemands d'établissements ou de clubs scientifiques.

En France même, au-delà d'une initiative spectaculaire, le ministère de la recherche et de la technologie et la MIDIST veulent inciter les laboratoires de recherche à multiplier leurs rapports avec les établissements scolaires. A l'occasion de l'opération « passeport pour la

recherche », ils espèrent que mille chercheurs du CNRS acceptent de raconter des élèves pour présenter leur travail. Les difficultés du rapprochement école-recherche tiennent aux réticences des deux partenaires. Les mentalités doivent évoluer, et des obstacles administratifs restent à lever. Pourtant, sans attendre, des relations informelles peuvent être nouées. L'enthousiasme des participants suffit parfois à écarter les objections — désorganisation des emplois du temps, problèmes de transport et de sécurité — qui sont autant d'obstacles paralyseurs. Prototype de ces échanges non institutionnalisés, l'expérience menée depuis deux ans par le Centre d'études nucléaires (CEN) de Saclay avec douze lycées de région parisienne ouvre la voie.

Cette année, quatre-vingt-deux élèves de terminale C, répartis en petits groupes, ont suivi le travail d'une trentaine de chercheurs volontaires du CEN et participé à leurs manipulations pendant six mercredis après-midi consécutifs. L'objectif de ces rencontres n'est pas de proposer des travaux pratiques « améliorés » ni d'approfondir des connaissances acquises en classe, mais, comme l'explique un chercheur, de permettre aux jeunes de « toucher des mains » la science en les associant aux manipulations.

L'opération est « sauvage ». C'est-à-dire qu'elle contourne les formalités administratives (une vingtaine de démarches pour un tel déplacement d'élèves). Organisée avec la bienveillance de l'éducation nationale, mais sans son concours financier direct, elle mobilise les moyens du CEN qui prend en charge le transport des lycéens et met ses chercheurs à leur disposition. Les professeurs participent bénévolement. Pour connaître les réactions des « chercheurs du futur », le centre départemental de documentation pédagogique (CDDP) de l'Essonne a réalisé un film dans les laboratoires de Saclay.

Quelques lycéens regrettent que les chercheurs n'aient pas pu se mettre à leur portée. L'enthousiasme d'une élève pour le travail de laboratoire s'est éteint : « Je n'ai pas tellement envie de chercher à l'été », constate-t-elle amèrement en remarquant que les scientifiques « ne sont pas sûrs de trouver quelque chose ». Pour d'autres élèves, cette excursion volontaire dans les coulisses de la science aura été encourageante. Au contact des chercheurs, l'un d'eux s'est convaincu que les cours du lycée « servent à quelque chose ».

PHILIPPE BERNARD.

Multiplier les parcours

(Suite de la page 23.)

Dans le même temps, les exigences excessives qu'on fait peser sur les jeunes des séries C pourraient être allégées. L'enseignement mathématique pourrait évoluer dans un sens plus conforme aux besoins des formations ultérieures. Car la relance de l'enseignement scientifique s'impose dans le secondaire. Ce n'est pas avec un rapport « gadgetisé » à l'ordinateur qu'on fera face aux besoins des formations techniques de la fin du siècle. C'est dans le vif des bacheliers scientifiques et techniques que les nouvelles technologies puiseront leur futurs spécialistes.

Mais il faut bâtir des programmes d'enseignement scientifique où s'équilibreraient la culture intellectuelle, les bases nécessaires pour les formations ultérieures, et ce qu'il y a de nécessairement inévitable dans la fonction sélective de l'enseignement secondaire. Les déclarations d'intention de M. Jean-Pierre Chevènement au colloque du FS suscitent à cet égard un certain espoir.

Les collèges assumant de plus en plus une fonction de tronc commun terminal de l'enseignement général obligatoire, l'écart se creuse entre le niveau moyen à la sortie du collège et ce qu'exige le baccalauréat trois ans après. Si aucune mesure n'est prise pour aider le collège à démontrer aussi le premier cycle du secondaire, il faudra ou bien faire du baccalauréat un « super » certificat de fin d'études distribué à la quasi-totalité de la population, et qui ne vaudra guère plus que le diplôme final des high schools américaines, ou prendre acte de la situation et faire passer le deuxième cycle du secondaire à quatre années au lieu de trois.

La première solution à l'apparence de la pénurie, mais elle ne répond pas de cette logique du semblant, qui au temps de la réforme Fouchet fit croire que la démocratisation était réalisée parce que tous les enfants allaient désormais passer en sixième !

Le mythe de l'école unique soutient l'illusion que la diversité de filières est un mal en soi. Or la réalité est qu'il n'y a pas de système à filières implicites, et que la diversité de filières est condamnable que dans la mesure où certaines d'entre elles sont des impasses, du pur gardiennage, des non-formations, qui ne préparent pas à une insertion sociale et professionnelle. L'urgence est donc d'articuler un système de filières pouvant

toutes conduire à des qualifications élevées, avec un réel dispositif de passerelles. Ce dispositif devrait rendre possibles des passages, des équivalences, de nouvelles chances. C'est la force du système allemand. Il n'est pas transposable. Mais sa philosophie l'est : donner au titulaire d'un diplôme professionnel une chance d'accéder au statut des ingénieurs les plus élevés. C'est la seule réforme à la logique de régime démocratique. Elle est trop implicite dans le rapport du Collège de France, bien qu'il pose avec courage le principe d'une diversification dans le recrutement des élites.

De la méthode

Que l'école doive être un creuset pour l'unité d'une société, beaucoup de la popularité de M. Jean-Pierre Chevènement vient de ce que cette exigence a été perçue dans ses paroles (1). Toutefois, la question n'est pas d'obtenir un consensus sur l'idée républicaine du siècle dernier, mais d'élaborer les éléments autour desquels la société de la fin du vingtième siècle peut s'identifier.

Le changement de discours de la gauche en matière d'éducation est l'indice qu'on prend conscience des impasses du monolithisme scolaire. Cela ne veut pas dire que tout ce qu'on propose pour en sortir soit bon. On s'interroge par exemple sur le projet d'évaluation des lycées évoqué par M. Mitterrand. Cette idée est empruntée à M. Laurent Schwartz, qui la préconise avec raison pour les universités. Mais les nécessités de l'autonomie et de la concurrence sont-elles équivalentes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur ?

La mode actuelle qui vante l'autonomie des établissements ne va-t-elle pas aboutir à faire réapparaitre au plan géographique une diversité que l'on a exclue au niveau des contenus en détruisant les filières ? La diversification qui en résulterait entre établissements n'aurait de bonnes chances d'être davantage une différenciation sociale qu'un système comportant plusieurs parcours sociaux.

Une situation où tout le monde ferait les mêmes études, mais où elles seraient de bonne qualité dans certains établissements et de mauvaise dans d'autres ; une situation qui combinerait une homogénéité de façade des programmes et d'importantes différences qualitatives, serait l'illustration des pires défauts du système scolaire français et non le vœu de sa réforme.

Pour l'égalisation des chances, deux stratégies sont possibles : l'unification du système scolaire, dont on voit actuellement les effets pervers, ou la multiplication des occasions et des parcours par un pluralisme du cursus.

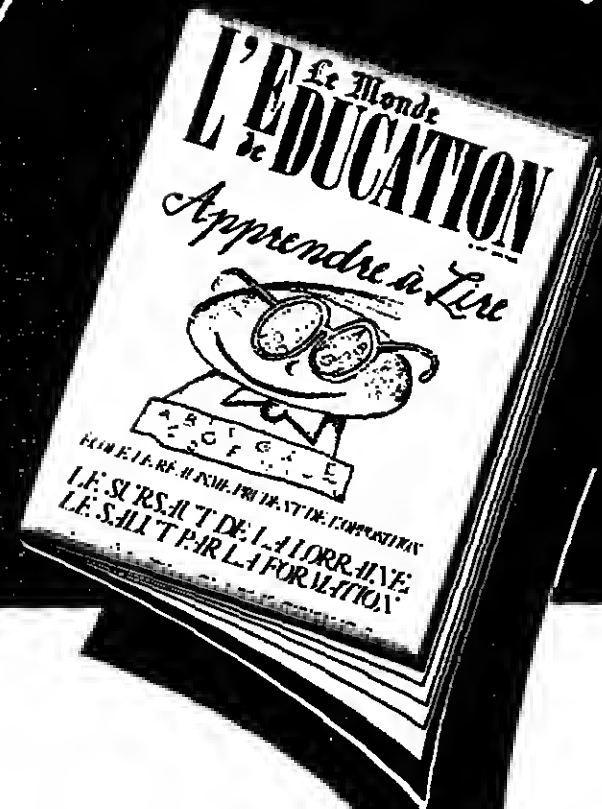
Mais surtout les futures réformes de l'école devraient, davantage que leurs prédecesseurs, s'inspirer de la méthode. Tant de bonnes idées se sont perdues faute de cette précaution ! Un discours de la méthode pour améliorer l'école leur dirait par exemple qu'il convient d'étudier les effets prévisibles d'une mesure avant de la décréter : qu'une mesure nouvelle intervienne toujours en interdépendance avec d'autres dispositions sans lien apparent avec elle ; et que, s'il n'y a pas de bonne réforme globale du système scolaire, l'interaction mesure de petites décisions, parfois très modestes, peut avoir de grands effets.

GUY COO.

et PAUL THÉBAUD.

(1) Voir notre article sur « L'effet Chevènement » dans le numéro d'avril 1985 d'Esprit.

Apprendre à Lire



La lecture et ses mystères ont toujours divisé les pédagogues et inquiété les parents. Qu'est-ce que « bien » lire ? Y a-t-il des méthodes sûres pour apprendre ? Et dans les classes, comment cela se passe-t-il aujourd'hui ? Quel rôle doivent jouer les parents ? La psychologie a-t-elle fait faire des progrès ? Comment dépasser les blocages et les difficultés d'apprentissage ? Comment déceler et soigner la dyslexie ?

• Apprendre à lire », un grand dossier du Monde de l'éducation pour aider instituteurs et parents à y voir clair.

Egalement au sommaire :

- Vacances informatiques : Les adresses des stages d'été pour les jeunes à partir de 6 ans.
- Lorraine : le sursaut par la formation. La reconversion d'une région suppose la mobilisation de son système éducatif. La Lorraine s'y emploie.
- École : le réalisme prénait de l'opposition. Les audaces bien tempérées de la droite, pour son retour au pouvoir.

Numéro de juin chez votre marchand de journaux

DROIT
Sciences Eco.
 Documentation sur demande
 • Stage session septembre
 • Stage de pré-rentree
 • Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
 44, bd Saint-Michel, Paris 6^e
 Téléphone : 533.81.22/329.03.71/354.45.87

Pollès
 ENSEIGNEMENT
 SECONDAIRE PRIVÉ
 hors contrat - externat mixte
 demi-pension
 de la 6^e
 aux baccalauréats
 A-B-C-D
 préparation intensive
 au bac

Pollès
 SAINT-LAZARE 522.10.40
 84 bis rue du Rocher 75008 Paris
 de la 3^e aux bacs B - C - D
 PLACE D'ITALIE 331.34.72
 13, avenue d'Italie 75013 Paris
 de la 6^e aux bacs A - B - C - D
 NEUILLY 747.04.60
 185, bd Bineau 92290 Neuilly
 de la 2^e aux bacs A - B - C - D

TOUT
 (ou presque)
 sur les
LANGUES
ÉTRANGÈRES
 FILIÈRES SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES - QUELLES LANGUES CHOISIR - DIPLOMES ET ORIENTATIONS - FORMATION DES ADULTES - MÉTHODES - SEJOURS A L'ÉTRANGER, etc.
 UNE MINE D'INFORMATIONS POUR TOUS
 + de 1 000 adresses et conseils utiles
 382 pages indispensables : 56,00 F.
 S'adresser au CCECF, Int. 346
 147, rue Jean-Gautier, 92099 Louvain-la-Neuve
 Téléphone : (1) 737-50-32
 (Par correspond. : 69,50 F. franco)
 En librairie spécialisée IRR, BEC-QUINCY.

SCIENCES PO.
Préparations
 Documentation sur demande
 • Stage intensif d'été
 • Stage annuel
 • Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
 44, bd Saint-Michel, Paris 6^e
 Téléphone : 533.81.22/329.03.71/354.45.87

UN TREMPLIN
 pour votre avenir
Ecole
des Secrétaires
de Direction
 (enseignement privé)
 15, rue Soufflot
 75240 PARIS Cedex 05
 Tél. 325.44.40
 • BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac)
 • Certificat ESD d'assistant de direction
 • Examen de qualification à la sténographie de conférence
 • Chambres de commerce étrangères
 Formation concrète adaptée aux nouvelles exigences des entreprises (travaux dirigés et « libre-service » en laboratoire d'informatique).
STAGE EN ENTREPRISE
SERVICE DE PLACEMENT

150 من الاصل

Un collège « international »

A Valentigney, dans le Doubs, des élèves sont initiés aux cultures méditerranéennes

ON l'appelle le « collège international ». Pourtant, de la sixième à la troisième, le collège des Tilles à Valentigney (Doubs) n'est pas fréquenté par des enfants de diplomates. Ici, les étrangers ne sont ni américains ni allemands, mais algériens, turcs, portugais et yougoslaves. Au total, soixante pour cent d'élèves de familles migrantes y rencontrent quarante pour cent de petits Français. Tous grandissent cependant à l'ombre des mêmes blocs, ceux de la cité des Buis, l'un des grands ensembles immobiliers construits dans les années 50 pour loger les salariés des usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard.

Cette présence cosmopolite n'est pas vécue comme un « problème » supplémentaire par l'équipe pédagogique du collège des Tilles. « Nous prenons le contre-pied de tous les discours alarmistes sur les immigrés dans l'école, assure un enseignant. La présence de différentes cultures est une source d'enrichissement pour tous les enfants. Un Français qui n'a jamais rencontré d'autres cultures ne peut maîtriser la culture française ».

Optimisme béat ? Toujours est-il que les professeurs ne se bousculent pas pour demander leur mutation. Signe que le collège assume ses choix : il pratique les activités interculturelles pour tenter de réconcilier tous ses élèves avec leurs racines, mais ne les dissocie pas des contenus de l'enseignement traditionnel dans l'esprit du rapport remis par M. Jacques Berque, professeur au Collège de France, au ministre de l'Éducation nationale (le Monde du 7 mai 1985), qui recommandait l'introduction d'« éléments culturels propres à chaque culture (...), notamment dans les programmes de français, d'histoire et de géographie ».

La présence d'enfants immigrés a joué seulement le rôle de révélateur de difficultés scolaires générales. Situé dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP) et volontaire pour la « rénovation » lancée par le ministère de l'Éducation nationale, l'établissement tente notamment

d'aider tous les enfants qui ne trouvent pas chez eux le soutien scolaire dont ils auraient besoin. Trois soirs par semaine, les élèves volontaires sont pris en charge par des enseignants. Les séances de deux heures ont lieu au collège même ou dans un local associatif de la cité des Buis.

L'appel du muezzin

Rares sont les matières scolaires où l'ouverture aux cultures d'origine n'est pas possible. Au cours d'histoire de cinquième, dont le programme comporte l'étude de la civilisation islamique, un élève apporte et traduit une cassette reproduisant l'appel à la prière du muezzin, que l'enseignant commente. La pratique de la circonscription sera évoquée pendant les heures consacrées à l'information sexuelle. En français, l'un des quatre livres choisis pour la lecture suivie est un recueil de contes arabes.

« J'orienterai mon cours sur la végétation méditerranéenne », explique M. Gérard Mamet, professeur de sciences naturelles. En géologie, j'évoque toujours l'origine étrangère de quelques mots techniques. Pour Miroslava, le dédicé s'est justement produit le jour où ce professeur lui a expliqué que le français avait emprunté des mots à la langue de ses parents, le slave. « Le lendemain », raconte-t-elle, j'ai quitté le fond de la classe, j'avais décidé d'écouter le cours ».

Aujourd'hui, Miroslava a choisi de se consacrer à jeunes élèves immigrés. Elle coordonne l'action des neuf animatrices de l'Association socio-culturelle et d'animation en milieu immigré (ASCAMI), créée en commun par les municipalités du pays de Montbéliard.

Dans les écoles et les collèges, ces jeunes femmes, toutes issues de l'immigration, informent les enseignants qui le souhaitent sur les religions, les mœurs des enfants qu'ils accueillent. Leur présence dans quelques classes ou à l'occasion d'activités périscolaires doit

permettre de valoriser les cultures maghrébines, turques, portugaises — qu'elles représentent auprès des enfants, de les aider aussi à découvrir leurs racines, le pourquoi de leur présence en France, dans un grand bassin industriel. Ainsi, des professeurs du collège de Valentigney et des animatrices de l'ASCAMI ont mené en 1983, avec les élèves d'une dizaine de classes de l'établissement, une enquête sur les origines de la cité où ils habitent.

Les recherches effectuées dans les archives municipales, la presse locale, les interviews des plus vieux habitants, ont été exploitées en classe, et on a expliqué les liens entre l'immigration, l'urbanisme et l'expansion industrielle. La concertation entre les professeurs a rendu possible ce travail interdisciplinaire.

Dans les classes de sixième, la rencontre des cultures a pris, l'an dernier, la forme d'une opération intitulée « Trente-six contes autour de la Méditerranée ». Tous les élèves devaient recueillir auprès de leur famille des contes qui étaient ensuite transcrits par écrit en classe, puis exploités sous forme de représentations théâtrales ou de marionnettes. Objectif : favoriser l'expression écrite à partir de textes qui « parlent » aux enfants.

Le pays de leurs parents

Enfin, un échange franco-algérien réussi a couronné tous les efforts de l'équipe éducative. Une trentaine d'élèves volontaires — algériens, français, espagnols, portugais, yougoslaves et marocains — ont préparé pendant trois mois cette équipe, réalisée pendant les congés de printemps 1984. Initiation au reportage avec des animateurs audiovisuels et des journalistes, sensibilisation à l'histoire et à la géographie algérienne et initiation à la langue arabe ont débouché sur un séjour de quinze jours près d'Alger.

Accueillis dans des familles et dans un collège, les enfants d'origine algérienne ont découvert le pays de leurs parents. « Je pensais

que c'était un pays aride », confie Naïma, une élève de quatrième. « En fait, les gens y sont libres ».

Pour les Européens, les sujets d'étonnement et d'apprentissage n'ont pas manqué. « À la maison, écrit Isabelle dans son rapport, le garçon ne fait aucun travail ménager. » « Là-bas, les collégiens ont peur de leurs professeurs », a remarqué une autre élève. Cette année, les enfants rencontrés en Algérie ont séjourné dans des foyers de Valentigney. Un journal commun est publié depuis lors et un jumelage entre les deux collèges — franco-comtois et algérien — est envisagé.

Les enseignants jugent positivement les répercussions sur le travail scolaire des activités interculturelles. Mais la valorisation des origines a induit aussi un changement des mentalités. Des jeunes filles turques refusant autrefois de participer aux activités sportives, on les voit aujourd'hui disputer des matchs de football, le foulard traditionnel nous autour du visage. Des élèves maghrébins et français ont repris goût à la lecture, des parents étrangers osent à présent dialoguer avec les enseignants.

Mais depuis quelques mois le désarroi s'est emparé des militants de l'interculturalisme. Des centaines de familles immigrées, incitées conjointement par l'État et par Peugeot à retourner dans leur pays d'origine, ont décidé de quitter le pays de Montbéliard. Près d'un cinquième des vingt-sept mille étrangers du bassin industriel de cent trente-sept mille habitants ont fait ce choix. On mure des façades dans la cité des Buis. Des pupilles se voient dans les écoles, des postes d'enseignants seront supprimés à la rentrée.

« C'est un peu de notre avenir qui nous quitte », constate un professeur du collège des Tilles. Pour certains de nos élèves nés en France, parler de retour est tout simplement absurde. Nous perdons des amis et eux perdent des racines. » P. B.

QU'EST-CE que lire ? Quels mécanismes psychologiques, quels processus cognitifs, quel apprentissage fondamental, qui dépasse largement le seul cadre scolaire, met-il en œuvre ? L'école, dont la première mission est d'apprendre à lire à tous les enfants, forme-t-elle des lecteurs heureux, efficaces ?

Le débat sur l'apprentissage de la lecture est victime d'un malentendu tenace : ce que l'on nomme hâtivement les méthodes « nouvelles » serait responsable de l'échec en lecture constaté par tous les enseignants depuis le cours préparatoire (CP), jusqu'au

UN NUMÉRO DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Apprendre à lire

seuil du collège. Or ces méthodes que l'on incrimine, et particulièrement la méthode globale, sont, curieusement, à peu près absentes de la pratique scolaire.

Comment apprend-on à lire aujourd'hui ? A peu près comme hier, et selon un principe immuable : pour lire, il faut d'abord apprendre à déchiffrer, identifier les lettres et les sons correspondants, les associer en syllabes et les syllabes en

mots. Les résultats sont là : les élèves qui tous, aujourd'hui, entrent en sixième, ne « savent pas lire », ou plutôt ils n'ont pas, face à l'écrit, un comportement suffisamment actif et efficace pour comprendre ce qu'ils lisent.

Face aux échecs répétés, aux insuffisances criantes des méthodes traditionnelles, un certain nombre d'enseignants et de chercheurs font des propositions : priorité à la compréhension — « lire, c'est pro-

duire du sens, et non du son », — à la formulation, par l'élève, lui-même, d'hypothèses de sens à partir des indices relevés dans le texte.

Dans son enquête de juin intitulée « Apprendre à lire », le Monde de l'éducation fait une plongée dans les classes et dresse l'état des lieux. De ce qui perdure et de ce qui bouge dans ce domaine, il dresse aussi un bilan des différentes théories sur la dyslexie, et propose des solutions pour y remédier.

★ Numéro 117, Juin 1985.

Les chemins de la réussite.

AVEC OU SANS LE BAC



ESM EST.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
222.51.40

Je désire recevoir de la documentation sur l'EST-ESM.

NOM : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

EST-ESM Service de documentation 141, rue de Rennes 75006 PARIS

BTS
BTS Tourisme
BTS Secrétariat
BTS Action Commerciale
BTS Commerce International
BTS Services Informatiques

ESM 141, rue de Rennes 75006 PARIS
EST 195, bd Saint-Germain 75007 PARIS

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)

Etablissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

Téléphone : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur quatre années. Le diplôme donne accès à certains DESS et DEA (arrêté ministériel du 16-2-1967).

Baccalauréat exigé — Recrutement sur dossiers — Statut étudiant
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.



INSTITUT DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953

L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée — HEC 1^{re} et 2^e A, Sciences Po 1^{re} et 2^e A, ENA — et aux examens de licence — Droit, Sciences Éco et Gestion — est à votre service.

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CPECF : Rentrée en octobre, cours du jour et stages intensifs
DECS : Nouveaux cursus, stage intensif août et rentrée en novembre

BTS : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS — TOUTES U.V.
CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

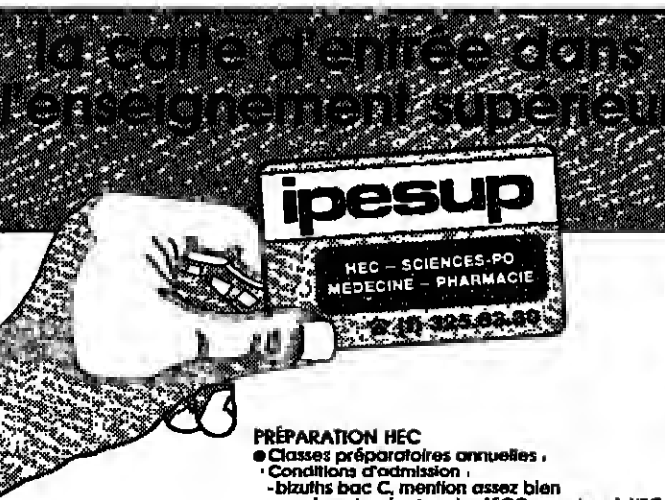
AUTRIL : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris • TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris
Tél. : 224.10.72 • Tél. : 585.99.35

SUISSE - INTERNAT AU BORD DU LAC LÉMAN INSTITUT D'SCHMIDT

(Académie de Grenoble)

● Enseignement secondaire mixte de la sixième aux terminales A, B, C, D.
● Sections informatique et commerce.

Dir. : M. Maro de Smet, professeur agr.,
route du Lac 22, CH-1094 PAUDEX-LAUSANNE,
tél. : 19-41/21/39 51 12, telex 25-495 CHMI.



ipesup
HEC - SCIENCES-PO
MÉDECINE - PHARMACIE
7-21 325.62.89

PRÉPARATION HEC
● Classes préparatoires annuelles
● Conditions d'admission :
- bacheliers bac C, mention assez bien
- corrigés, classés dans les 1500 premiers à HEC, ESSEC, ESCP
● Stages intensifs, pré-entrée, Noël, Pâques
SCIENCES-PO (entrée en AP)
● Classes préparatoires annuelles
● Stage intensif d'été
● Cours du soir à partir de février
MÉDECINE ET PHARMACIE
● Stage de pré-entrée en septembre
● Stages de soutien par matière, toute l'année
SUMMER SESSION
● Anglais Intensif à l'Université de Columbia à New York (3 semaines en août)

la préparation au succès

● 1^{re} classe préparatoire
HEC de France
● 10 ans d'efficacité
pédagogique
● 2 centres à Paris, 11e de
la Cité ou Trocadéro

ipesup

Enseignement Supérieur Privé
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris • (1) 325.63.30

Ecole d'Administration et Direction des Affaires

L'EAD : l'école de l'entreprise.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat + concours.

Admissions directes :

- En deuxième année : DEUG ou équivalent + sélection
- En troisième année : Licence ou maîtrise + sélection
- Sur dossier : B.T.S./D.U.T. Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises.
- U.S.A. : M.B.A. en un an après l'EAD Programmes d'été et stages.
- Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-60

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.



Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Niveau d'études : _____

PARLER = CONVAINCRE

COURS HUBERT LE FÉAL

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION

documentation sans engagement ☎ (1) 387 25 00

OFFICIERS

MINISTÉRIELS

VENTES PAR

ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 75008 Paris

Vente Palais de Justice de PARIS
Lundi 1^{er} juillet 1985 - 14 h
APPART. PARIS 18^e
1^{er} ét. : 25 m² env. Entrée : 2 pièces, cuisine
CAVE (LOUE 880 F par trimestre)
M.A. PRIX : 35 000 F
S'adresser M^{re} COPPER ROYER

Vente Palais de Justice de PARIS
Lundi 1^{er} juillet 1985 - 14 h
APPART. PARIS 2^e
4^e ét. : 25 m² env. Entrée : 2 pièces, cuisine
W.C. LIBRE DE LOCATION
1, rue PAUL-LELONG
et 89, rue MONTMARTRE
M.A. PRIX : 75 000 F
S'adresser M^{re} COPPER ROYER

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91)
Le mardi 2 juillet 1985 à 14 h
UN APPARTEMENT
av. parking, résidence La Roseraie,
6, Mail du Temps des Cerises, sis à
EVRY (91)
Mise à prix : 40 000 F
Consignation préalable pour enchérir :
Rem. SCP ABOUN et TRUXILLO,
av. 4, bd de l'Europe à Evry (91) - Tél. 079-39-45.

Vente au Palais de Justice de Bobigny, mardi 2 juillet 1985 à 13 h 30
APPARTEMENT à SEVRAN (93)
de 4 pièces principales, 29 à 49, av. du Général-Leclerc
Place René-Coty, numéro 4
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 262 000 FRANCS
M^{re} Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Clichy, 874-45-85.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS - JEUDI 4 JUILLET 1985, à 14 h
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT de 6 PIÈCES PRINCIPALES
au 4^e étage de l'immeuble sis
56, RUE DE LISBONNE - PARIS (8^e)
M. à P. : 600 000 F - S'ad. : M^{re} Jean-Serge LORACH
avocat à la Cour, 2, av. Marceau, PARIS (8^e) - Tél. : 720-75-75

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (Essonne)
Le mardi 2 juillet 1985 à 14 heures
PROPRIÉTÉ à RIS-ORANGIS (91)
à usage COMMERCIAL et INDUSTRIEL
rue Albert-Rény, n° 87
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir : rem. : SCP ABOUN et TRUXILLO,
av. 4, bd de l'Europe, à Evry (91) - Tél. 079-39-45.

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS,
le jeudi 4 juillet 1985 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT
au rez-de-chaussée à droite, composé de : salon, salle à manger, quatre chambres, cuisine,
salle de bain, 2 w.c. - CHAMBRE au 6^e étage - CAVE
dans un immeuble sis à
PARIS (16^e) - 5, villa Mozart
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser à M^{re} Georges KRIEF, avocat à PARIS (16^e)
155, avenue Victor-Hugo - Tél. 704-36-05

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE
le jeudi 27 juin 1985, à 14 heures - En un lot
APPARTEMENT à CLICHY (92)
comp. salle à manger, 2 chambres, cuisine-évier, w.c. et cave
20, rue de Paris et 1, rue du Docteur-Roux
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
S'ad. à la SCPA NORMAND, CHAIGNE, NORMAND-SOULARD et PAILLARD, av. 37, rue de la Gaité, 75116 PARIS - Tél. : 720-30-01 - Au greffe des criées du TGI de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé - Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY,
le mardi 2 juillet 1985 à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à GAGNY (93)
42, quai du Chénay
composant UN PAVILLON d'HABITATION composé de, au rez-de-chaussée : hall,
garage, chaufferie, débarras, office, cuisine, salle de séjour, dégagement,
w.c. A l'étage : couloir, salle de bain, deux chambres, grenier.
Sur TERRAIN de 3 a 93 ca
MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats
ETIENNE, DORÉ, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMAN
11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 854-90-87

Vente sur lic. et sur sur. Pal. Just. Evry (91), Mardi 25 juin, 14 h
BIENS et DROITS IMMOBILIERS dépendant d'un ensemble immobilier
dénommé « La Roseraie », 17 à 43, rue Gabriel-Péri
et 67 à 81, r. H. Barbusse, compr. APPART. type F4
S. de séj., trois chambres dont une avec b.a.s.
dég. rang. débarr. un couloir, cave et sous-sol de voiture
Consig. 35 000 F
M. à PRIX : 279 400 F.
S'ad. : M^{re} DU CHALARD, avocat
Immeuble Le Mazière, rue des Mazières à Evry (91000). T. 077-15-37

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY,
le mardi 2 juillet 1985 à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à GAGNY (93)
42, quai du Chénay
composant UN PAVILLON d'HABITATION composé de, au rez-de-chaussée : hall,
garage, chaufferie, débarras, office, cuisine, salle de séjour, dégagement,
w.c. A l'étage : couloir, salle de bain, deux chambres, grenier.
Sur TERRAIN de 3 a 93 ca
MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats
ETIENNE, DORÉ, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMAN
11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 854-90-87

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de grande instance de Bobigny
le mardi 2 juillet 1985 à 13 h 30
IMMEUBLE DE RAPPORT
En cours de rénovation comprenant r.d.ch. et trois étages
36, allée de Colbert-Fabre et 23 à 29, allée St. Scholastique
PAVILLONS-SOUS-BOIS (93)
Libre de location et d'occupation
MISE A PRIX : 1 468 500 F
S'ad. à M^{re} Ch. GOURION, avocat à Livry-Gargan, 48, bd Chanzy, Tél. 381-61-95 ;
M^{re} PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue de Scanducci à Paris ;
M^{re} ETIENNE, avocat, 11, rue du Gal-Leclerc à Rosny-sous-Bois ;
au greffe des criées du TGI de Bobigny où le cahier des charges est déposé
et sur les lieux pour visiter.

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Cécile et Jean ANDREAU,
M^{re} ANDREAU,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Simone,
le 17 juin 1985.

27, rue Masson,
75008 Maisons-Laffitte.

- Arthur Elie PRINC NIESZAWER
à la joie d'annoncer la naissance de son frère,
Boris Samuel,

le 12 juin 1985,
et souhaite un chalom à l'humanité
entière.

Famille PRINC et NIESZAWER.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{re} Nathalie LENGLET
avec
M. André ERNOULT,

qui a eu lieu dans la plus stricte intimité,
le 19 juin 1985, à Neuilly-sur-Seine.

Décès

- Le bureau de la XI^e section de la
Société d'entraide de la Légion
d'honneur à la regret de faire part de
décès de son président,

Roger CHERVY,

survenu le 18 juin 1985, à l'âge de
soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse se déroulera
en l'église Saint-Ambroise, 75, boulevard
Voltaire, Paris-11^e, sa paroisse, le
22 juin à 10 h 30.

40, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

- On nous prie d'annoncer la mort de

Paul COLIN,
affichiste et peintre,

à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à la
Maison des artistes de Nogent-sur-Marne.

De la part de
Paul et Jacques Douel,
sa fille et son gendre,
Annie et Bernard Flandreau,
Catherine et Marco dell'Agnola,
ses petits-enfants,
Valérie, Marc et Isabelle,
ses arrière-petits-enfants,
Atique et Joëlle, M. Richard,
directeur.

Les résidents et l'encadrement de la
Maison des artistes.

Les obsèques auront lieu le lundi
24 juin 1985, à 15 h 30, à la Maison des
artistes, 16, rue Charles-VII à Nogent-sur-Marne.

82, rue de la Fraternité,
75116 Paris.
(Le Monde daté 20 juin.)

- M. Pierre-Charles FAIVRE,
M. et M^{re} Pierre-Louis FAIVRE,
Florence et François FAIVRE,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Pierre-Charles FAIVRE,
né Thérèse Pagnier,

survenu à Paris le 13 juin 1985, à l'âge
de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée
le mercredi 19 juin, dans l'intimité
familiale.

44, rue de la Pompe,
75116 Paris.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
MARDI 25 JUIN à 20 h 30
TABLEAUX anciens et modernes
dont Petitjean, Madeline, Legout-
Gérard, Firmin-Girard... M. Jean-
ne, expert (Tél. 500-42-65), Expo
Vendredi, Samedi, Dimanche, Mardi.

M. J. et J. P. LELIEVRE
et J. BAILLY-POMMERY
Commissaires-priseurs associés
1 bis, place du Général-de-Gaulle
70000 CHARTRES
Tél. : (37) 36-04-33

Les soldes
sont
actuellement
chez

Burberrys

8, BD MALESHERBES
75008 PARIS - TEL. 266.13.01

...et chez

Tunmer

5, PLACE SAINT-AUGUSTIN
75008 PARIS - TEL. 522.75.80

Messes anniversaires

- Pour le deuxième anniversaire du
rappel à Dieu de

M. Antoine PARTRAT,
conseiller maître à la Cour des comptes,
une messe sera célébrée en l'église
Saint-Dominique, 14, rue de la Tombe-
Issoire à Paris-14^e, le mardi 25 juin, à
18 h 30.

Une messe pensée est demandée à
ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

- Tous leurs parents et amis qui,
En France, à l'Institut Pasteur et au
barreau de Paris, en Union soviétique,
en Tunisie, à l'Institut Pasteur et au bar-
reau de Tunis, aux Etats-Unis, en Abo-
tino, en Grande-Bretagne, en Espa-
gne et en Italie.

Ont tant aimé, pour avoir connu leur
extraordinaire rayonnement,

Elise SAADA,
née Rémy

filles adorées d'Elie Méchikoff,

et
Raoul SAADA,
à la cour d'appel de Paris,

sont invités par Jacques Saada, avocat à
la cour d'appel de Paris, leur fils, à assis-
ter ou à s'excuser d'absence à la messe qui
sera célébrée pour les troisième et cin-
quième anniversaires de leur disparition,
dimanche 23 juin 1985, à 11 h 30, en
l'église de Ville-d'Avray, place de
l'Eglise, 92410 Ville-d'Avray (Hauts-
de-Seine).

M. Louis LE MOIGNE,

survenu le 14 juin 1985.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

- M^{re} Marcel Marlin,
son épouse,
Les docteurs Suzanne et Georges
Godier-Marlin,
ses enfants,
Le docteur et M^{re} Jean-Louis Godier-
Ramon.

Les docteurs Sylvie et Jean-Jacques
Godier-Ropiquet,
ses petits-enfants,
Anne, Antoine et Guillaume,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Marcel MARLIN,
ingénieur des arts et métiers,

dans sa quatre-vingt-quatrième année,
le 15 juin 1985.

24 bis, rue Carnot,
93130 Noisy-le-Sec.

Remerciements

- M^{re} Jean-Albert Dupouy,
Marie-Huguette et André-G. Delion,
Anne-Marie et Gérard Moulin
et leurs enfants,
François, Jean-Marc et Philippe
Delion,
remercient tous ceux qui leur ont témoi-
gné leur sympathie lors du décès de

Jean-Albert DUPOUY,
engagé volontaire 1914-1918,
croix de guerre 1939-1945,
ordre de Léopold,
leur époux, père, grand-père et arrière-
grand-père.

Anniversaires

- Pour le premier anniversaire du
décès de

François PICARD,

survenu le 21 juin 1984,

une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu, estimé et aimé.

- Il y a huit ans, le 20 juin 1977, dis-
paraissait

Daniel SLAMA,
X 67.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

SPORTS

● CYCLISME : tour de Suède.

- En terminant troisième de la huitième et dernière étape du tour de Suède, le Français Marc Gomez, équipier de Bernard Hinault au sein du groupe La Vie Claire, a remporté le 19 juin la quatrième édition de l'épreuve scandinave. Il a précédé de 2 secondes le Néerlandais Sollevod et de 37 secondes le Norvégien Kvalsvoll.

● RUGBY : amateurs. - Estimant que les règles de l'amateurisme ne correspondent plus à la réalité, la Fédération de rugby galloise va proposer leur assouplissement à l'International Board, instance suprême du XV dans le monde. Les joueurs de haut niveau pourraient ainsi bénéficier des retombées financières (droits d'auteur, cachets de télévision, primes de participation...) de leur popularité.

● TENNIS : Tournoi de Bristol.

- Les Français Henri Leconte et Guy Forget se sont qualifiés le 19 juin pour le troisième tour du tournoi de Bristol, doté de 100 000 dollars, en éliminant respectivement l'Italien Occleppo 6-3, 6-2, et l'Américain Meister 7-6, 6-1. En revanche, Tarik Benhabib a été battu par l'Américain Layendecker 7-5, 3-6, 6-3.

Communications diverses

- De l'Amérique centrale au Liban, du Brésil à la Corne de l'Afrique, « Enfants réfugiés du monde » soigne, nourrit, fait revivre les enfants de l'exil. Pour aider ces enfants, l'Association (94, boulevard Miquette, 75010 Paris) organise un grand dîner, le 24 juin à 20 h 30, animé par Carlinho et Sinalba, musiciens de Brésil, en présence de M^{re} les professeurs Schwartzberg et Mankowski. Participation aux frais : 450 F. Réponses : 38, rue Montorgueil, 75001 Paris. Tél. : (1) 236-83-51.

- M. Jérôme Dupret domine, jeudi 20 juin, au SSSS, 19, rue Blanche, à 19 h 30, une conférence sur le thème : « Un travail de cabale phonétique ou le jeu hargobique. »

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-IV, vendredi 21 juin à 14 h 30, amphithéâtre Le Verrier, M^{re} Labrousse, s'écrit : « Le livre de Vénus ou Dietrich von Bern. »

- Université Paris-VII, mercredi 26 juin à 11 heures, tour 44-43, département environnement, M. Yoon Sub Yang : « Diagnostic thermique et énergétique des maisons standards en Corée. »

- Université Paris-IV, vendredi 28 juin à 9 heures, amphithéâtre Guizot, M^{re} Emmanuel Lohes : « Interférences entre la théorie de l'information et la pensée musicale contemporaine. »

- Université Paris-II, jeudi 27 juin à 11 h 30, salle des Conseils, M. Vincent Delmas : « Le principe communautaire de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins et sa mise en œuvre. »

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille du vente, de 11 à 18 heures sans indications particulières. * expo le matin de la vente

LUNDI 24 JUIN

S. 1. - Dessins et tableaux anciens, n^{os} 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

S. 2. - Tableaux anciens, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

S. 3. - Bijoux, argenterie ancienne et moderne - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 4. - Instruments de musique - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Denis de Granddidier et Vastel, experts.

S.5/6. - Importants tableaux anciens : Carliani, Ingres, Cresspi, Broughel, Hémisus, Largillière, Louthbourg, Lemoyne, Objets d'art et de goût des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdichewit et Latreille, Rysan, Dille, Lévy-Lacaze, Duchiron, experts.

S. 7. - 16 h 30 : tapis d'Orient - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthelot, expert.

S. 9. - 14 h : dessins d'architecture - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 12. - Archéologie - M^{re} PESCHETEAU, RADIN, FERRIEN, M. Sidine, expert.

S. 13. - Tableaux, bibelots, mobilier - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Duchiron expert.

MARDI 25 JUIN

S.5/6. - Suite de la vente du 24 juin - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, S. 16. - Bij. arg. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.

MERCREDI 26 JUIN

S. 1. - Livres anciens et modernes - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Méaudon, expert.

S. 2. - Louis ICART graveurs, tapis, Ev. - M^{re} MILLON, JUTHEAU, M. Camard, expert.

S. 3. - Arg. bijoux - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Dédant et Stetson, experts.

S. 7. - Tab. mod. anc. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 11. - Timbres, dentelles, bijoux - M^{re} CHEVAL.

S. 13. - Armes, souvenirs historiques - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Duchiron expert.

JEUDI 27 JUIN

S.5/6. - Tab. anc. d'Extrême-Orient : bibelots et obj. d'art de 18^e s., tapis, tapisserie, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

S. 9. - A 11 h et 14 h : art primitif - M^{re} LOUDMER.

S. 13. - Suite de la vente du 26 juin - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

VENREDI 28 JUIN

S. 2. - Tab. 18^e, 19^e s., bois mod. - M^{re} CHEVAL, M. Rysan, MM. Nazare Aga et Lepic, experts.

S. 4. - Tab. anciens, bibelots et obj. d'art 18^e s. - M^{re} DELORME, MM. Kantor et Lacoste, experts.

S. 5. - 11 h et 14 h : autographes, documents historiques - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Chetani, Mayre Castaigne, experts. Exposition du 17 au 27 juin inclus jusqu'à 16 h. Maison Charvay, 3, rue de Furstemberg, 75006 Paris (354-59-80 et 633-16-19).

S. 6. - Suite de la vente du 24 juin en s. 12 - M^{re} PESCHETEAU, RADIN, FERRIEN.

S. 8. - Self, bij. arg. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 12. - Timbres-poste, div. collections lettres - M^{re} LENOIR, DAVEN.

S. 14. - Objets d'art et d'ameublement - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN

culture

La Fête de la musique

Combattre le silence

Bien entendu, le Jour de la musique n'est pas, en priorité, celui d'une certaine musique — celle qu'on appelle « grande », « classique » ou « savante » — mais de toutes les musiques, pour lesquelles elle est largement minoritaire. Pour la race humaine elle est largement minoritaire. Pour la race humaine elle est largement minoritaire. Pour la race humaine elle est largement minoritaire.

souffrait guère, de montrer la part qu'y prennent les musiciens amateurs et de marquer la reconnaissance publique de toutes les formes d'expression. En 1983, pour renouveler et pour amplifier le succès de la première expérience, la direction de la musique a édité des fiches de construction d'instruments à l'usage des enseignants et des animateurs, fait publier dans la presse des partitions chorales et diffusé sur les ondes des accompagnements de concertos.

contre dans les tramways, tandis que de grands concerts auront lieu aux terminus de la ligne principale. Les manifestations, à Paris comme en province, sont si nombreuses et si diverses qu'il serait impossible d'en dresser la liste complète, et qu'une sélection ne saurait être équitable. La seule solution consiste donc à se mettre à sa fenêtre et à écouter d'où vient la musique et à y aller voir — on aura parfois des surprises, — et, si, on n'entend rien, c'est signe qu'il manque quelque chose, qu'il faut se prendre par la main et combattre le silence.



Dessin de PLANTU.

LA « MISSA GALICA »

En latin à la Défense

La Missa Gallica de Bernard Lallemand, messe écrite aujourd'hui, en latin, sur des thèmes populaires français, viendra en troisième et principale partie du monumental concert proposé, le 21 juin, sur la grande dalle de la Défense. Dès l'été 1984, inspiré du Rossignol des Bois, chanson du Forêt, seront tirés — en musique évidemment — des feux d'artifice. Cette soirée gratuite réunira près de deux cent cinquante choristes et plus de cent musiciens. Elle est coproduite par Europe 1, CFM 89, le Monde et l'Etablissement public d'aménagement de la Défense.

M'y promenant le long de ces vertes prairies, et encore Nulles pas au bois que les gens d'Agne connaissent bien. Puis vient En passant par Paris, en guise d'Amen normand. Le Credo commence en Bretagne, dans la ville d'Ys, il continue sur une variante du Roi Renaud et s'en revient en Armorique après détours par Sablet en Périgord et le Béarn et la Bigorre. Tout est ainsi, ainsi de suite... Le Sanctus s'annonce comme tel chant du Jura. Un beau soir de dimanche, puis vous comme en Auvergne.

Joquin des Prés, déjà, avec sa Messe de l'homme armé s'était livré à ce genre de transposition — de sacralisation du quotidien. Plus récemment il y a eu Pierick Houdy avec ses messes bretonne et québécoise. Bernard Lallemand a été encouragé surtout par l'exemple du compositeur tchèque Adam Veclav Michna, dont la Messe de Saint-Wenceslas a été jouée — vingt fois en moins de trois ans.

LES SÉRIEUSES IMMOBILITÉS DE SATIE

« Vexations » dans un placard

Dans les années 1890, Erik Satie habitait un « placard », 6, rue Cortot dans la dix-huitième arrondissement ; l'attitude relative de l'endroit lui donnait le sentiment d'être « au-dessus de ses contemporains » et la vue de sa chambre s'étendait, disait-il, « jusqu'à la frontière belge ».

Il est d'ailleurs, sinon improbable, que Satie ait jamais exécuté intégralement son dessin, mais depuis quinze ans ces Vexations ont connu un succès auquel le « d'après » du bourgeois n'est peut-être pas étranger. Dans l'esprit de Satie, il s'agit sans doute un peu de cela aussi, mais, comme toujours chez lui, la dérision est un masque pour protéger les choses sérieuses, et on peut considérer la performance que représente l'exécution de ces Vexations comme une forme d'ascèse musicale.

La plus curieuse de ses excentricités musicales date de cette période (1895), elle s'intitule Vexations, et le très érudit Robert Caby (qui l'a publiée en 1966) l'a réunie avec une Prière et des Harmonies sous le titre étrange, au premier abord, de Pages mystiques. Ces quelques lignes énigmatiques doivent en effet se jouer huit cent quarante fois de suite, et Satie de préciser : « Il sera bon de se préparer ».

à l'occasion de la première fête européenne de la musique, ce sont ces Vexations que la Fondation Erik Satie a choisi de présenter, dans le « placard », par un unique interprète, Thomas Bloch, qui ne quittera pas son clavier de minute à minute, quel qu'il arrive, devant une assistance qu'on souhaite nombreuse et renouvelée. Trop ou pas sérieux s'abstenir.

GERARD CONDE.

Les médias, caisses de résonance

TF 1 accueille le danseur étoile — et chanteur — Patrick Dupont à 11 h 45, au cours de l'émission « La une est à vous ». De 15 h 15 à 17 h 30, « Temps libre » s'ouvre à des personnalités du monde musical.

Europe 1 consacre à l'actualité de la vie à nos tubes de l'été, à partir de 13 h 45. Le Club diffuse un américain à Paris, dont la musique est de Garthwick, à 23 h 05. Enfin, de 0 h 55 à 1 h 55, « Les enfants du rock » rendent compte du Festival international de la Rose d'or à Montreux.

FR 3 retransmet, de Bordeaux, un concert de jeunes solistes européens, à 21 h 35. « Décalé de nuit » propose, à 0 h 15, un numéro spécial « Fête de la musique ».

Canal Plus, en dehors de « Zénith » — émission spéciale diffusée en clair et présentée par Michel Denisot de 19 h 10 à 19 h 45 — offre une série de rediffusions sous le titre « Fête de la musique », de 12 h 45 à 2 heures, et, à 8 h 25, le ballet Casse-Noisette par les Marionnettes de Strasbourg.

FRANCE-MUSIQUE, l'équipe de « L'imprévu » donne, dès le matin, de 7 h à 9 h, des échos de la préparation de la Fête en France et en Europe. De 20 h 15 à 2 h du matin, une voiture circule dans Paris, des liaisons sont assurées avec quatre radios décentralisées. Des directes sont prévues depuis Radio-France, les trottoirs de Buenos-Aires et la ville Médica à Rome.

RTL retrouve à 21 heures son podium traditionnel du Sacré-Cœur où sont invités de jeunes interprètes de la chanson, une quinzaine au total, parmi lesquels Philippe Laville et Pierre Bachelet.

RMC annonce, de 8 heures à 11 heures, une matinée en direct du TGV, animée par Jean-Pierre Foucaud, en compagnie d'un groupe antillais appartenant au personnel de la SNCF. Après une journée de programmation musicale exclusivement française, cette station, à 19 heures, accueille des groupes de rock locaux dans ses bureaux régionaux, notamment à Grenoble où Maxime Le Forester, assisté d'un ordinateur, fait chanter deux mille enfants (voir ci-contre).

Toutes les stations décentralisées de Radio-France programment des émissions en direct à partir d'initiatives locales, et, bien sûr, nombre de radios locales, chacune à sa façon, se mettent de la partie.

Jazz, rock, pop

Paris

1^{er} arr. — Jazz : le Chauffe-Marcel jazz-band, 103 rue Rambuteau, de 14 heures à 15 h 30.
2^e arr. — Rock : Poupon d'airs et Pierre Blanchard, devant l'Opéra, à partir de 22 heures.
3^e arr. — Jazz : les Étoiles ; rock : Baroque Bordello, de 21 heures à 24 heures, aux Bains, 7, rue du Bourg-l'Abbé.
4^e arr. — Rock de 17 heures à 18 h 45 et de 23 heures à 24 heures, Cité des arts, podium MCM.
5^e arr. — Rock et jazz, de 19 h 30 à 1 heure, place Monge. Podium Jazz Le Monde de la musique, de 20 heures à 24 heures, place de la Sorbonne.

6^e arr. — Jazz : Gérard Badini, de 22 heures à 6 heures du matin, 68, rue Mazarine.
7^e arr. — Jazz-Rock : V.O., jardins de la rue Beryer. Soirée Jazz au Théâtre du Rond-Point, à partir de 23 h 30 (av. Franklin-Roosevelt).
10^e arr. — Claude Luter et rock, de 19 heures à 24 heures, 30, rue du Faubourg-Poissonnière. Soirée rock, de 19 heures à 24 heures, gare du Nord.
12^e arr. — Soirée jazz, parc floral, bois de Vincennes, route de la Pyramide.
13^e arr. — Jazz à partir de 20 h 30, place de la Butte-aux-Cailles.

- 15^e arr. — Marc Laferrière, Maxime Saury et Festival de danse à claquettes. De 20 heures à 23 heures, nouveau Carré Silvia-Monfort, 106, rue Brancion. Soirée rock, parvis de la gare Montparnasse (Nuit blanche, les Bandits...).
- 19^e arr. — Rock avec Satao Joken, les Costards, Carte de séjour... Zénith, parc de la Villette, à partir de 18 heures.
- BRETAGNE**
Guilvinec : rock en ville, de 20 heures à 2 heures.
- CENTRE**
Tours : rock avec Equator à la MJC.
- CORSE**
Ajaccio et Bastia : rock et jazz en ville, toute la nuit.
- CHAMPAGNE-ARDENNES**
Charleville-Mézières : rock avec Wild Pigs. Permanent, 6, place Ducale.
- FRANCHE-COMTÉ**
Besançon : nuit du rock à partir de 18 heures, place du Marché.
- LANGUEDOC-ROUSSILLON**
Bram : rock à 21 h 30, salle polyvalente.
- LIMOUSIN**
Limoges : jazz et rock, place des Bains et salle des fêtes, à partir de 20 heures.
- LORRAINE**
Nancy : rock-jazz, de 10 heures à minuit, château de la Pépinière.
- MIDI-PYRÉNÉES**
Toulouse : rock sur les podiums et au café Méropole, de 21 heures à 2 heures.
- NORD-PAS-DE-CALAIS**
Arras : jazz et clips vidéo, place de l'Ancien-Rivage, jusqu'à 1 heure.
- NORMANDIE**
Rouen : jazz et rock dans les rues piétonnes.
- PAYS DE LOIRE**
Le Mans : jazz et rock, place des Jacobins, à 20 h 30.
- PICARDIE**
Amiens : jazz avec le big-band des lycées, place René-Gobelet, à 20 h 30.
- POITOU-CHARENTES**
La Rochelle : jazz à la maison de la culture.
- PROVENCE-COTE-D'AZUR**
Saint-Tropez : rock et jazz à 19 heures, place de l'Ormeau.
- RHÔNE-ALPES**
Villeurbanne : jazz et rock, rue Louis-Braille, à 20 h 30.
Chambéry : soirée jazz à 21 heures, château de Buisson-Rond.

Pour toutes précisions et renseignements concernant l'ensemble des manifestations, le ministère de la culture met en place une permanence téléphonique : (1) 555-92-82. Et pour les manifestations européennes : (1) 550-27-27.

THÉÂTRE

Une communauté d'amitiés

Régy le nécessaire

SPECTACLES

Jeudi 20 juin

théâtre

du 22 au 29 juin Centre Georges Pompidou 274 42 19

du 22 au 29 juin Centre Georges Pompidou 274 42 19

du 22 au 29 juin Centre Georges Pompidou 274 42 19

[illegible]

SPECTACLES COMMUNICATION

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) :

V.F., Paramount Marivault, 2 (296-9140).

PÉRIE EN LA DEMEURE (Fr.) :

Cine, 6 (633-1042).

LES POINGS FERMÉS (Fr.) :

Latina, 4 (274-4736).

PORTES DISPARUS (A. v.) :

Forum Orient Express, 1 (233-4226) ; UGC Normandie, 8 (563-1616) ; V.F. :

Grand Rex, 2 (236-8399) ; UGC Montparnasse, 6 (574-9444) ; UGC Danton, 6 (225-1030) ; UGC Boulevard, 9 (574-9540) ; Nation, 12 (343-0487) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-0159) ; UGC Gobelins, 13 (336-2344) ; Métro, 14 (539-5243) ; UGC Convention, 15 (574-9340) ; Muret, 16 (631-1910) ; Pathé Wagram, 17 (522-4601) ; Secrétariat, 19 (241-7799).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) :

UGC Ermitage, 9 (563-1616).

RENDEZ-VOUS (Fr.) :

Ciné Beaubourg, 3 (271-5236) ; UGC Danton, 6 (225-1030) ; UGC Biarritz, 9 (562-2040) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-3040).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.) :

Studio de la Harpe, 5 (654-2552) ; Paramount Odéon, 6 (325-5933) ; Pagode, 7 (705-1215) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-0447) ; 14 Juillet Bastille, 11 (337-9041) ; Éclair Panorama, 11 (307-2604) ; Miramar, 14 (320-8952) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-7979) ; Mayfair, 16 (525-2706) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-5670) ; Paramount Opéra, 8 (335-5611) ; Athènes, 9 (340-0045) ; Nation, 12 (343-0487) ; Paramount Gobelins, 13 (707-1228) ; Gaumont Sud, 14 (327-8450) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-3040) ; Gaumont Convention, 15 (825-4227) ; Paramount Mallet, 17 (758-2424) ; Pathé Clichy, 18 (522-4601).

LA ROUTE DES INDES (A. v.) :

Hautefeuille, 6 (633-7938) ; Ambassade, 8 (359-1908) ; Parisus, 14 (335-2121) ; v.f. : Berlitz, 2 (742-6033).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) :

Saint-Ambroise, 11 (700-8916) ; Rialto, 19 (607-8761).

SERIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A. v.) :

UGC V, 1 (562-4146) ; v.f. : Bretagne, 6 (222-5797).

SHOAH (Fr.) :

Olympic Luxembourg, 6 (633-9777) ; Olympic, 14 (544-4314).

LES SPECIALISTES (Fr.) :

Berlitz, 2 (742-6033) ; Ambassade, 8 (359-1908) ; Grand Pavois (Hap.), 15 (554-4683).

STARFIGHTER (A. v.) :

Gaumont Ambassade, 8 (359-1908) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-5670) ; Parisus, 14 (335-2121) ; UGC Danton, 6 (225-1030) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-3040).

STEAMING (A. v.) :

Saint-Germain Village, 9 (633-6520) ; Relict Balzac, 8 (561-1040).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.) :

Saint-André-des-Arts, 6 (326-8025) ; Saint-Ambroise, 11 (700-8916).

SUBWAY (Fr.) :

Quintette, 5 (633-7938) ; Colisée, 8 (329-2946) ; Miramar, 14 (320-8952).

TERMINATOR (A. v.) :

Marignan, 9 (359-9282) ; Parisus, 14 (335-2121) ; v.f. : Rex, 2 (236-8399).

DES "TERRORISTES" A LA RETRAITE (Fr.) :

14 Juillet Racine, 6 (326-1968).

THAT'S DANCING (A. v.) :

UGC Normandie, 8 (563-1616).

LE THE AU HAREM D'ARCHIMEDE (Fr.) :

Gaumont Hallie, 11 (297-4970) ; UGC Danton, 6 (225-1030) ; Montparnasse, 14 (335-3040).

THE BOSTONIANS (A. v.) :

Epée de Bois, 3 (337-5747).

TOXIC (A. v.) :

Paramount City, 8 (562-4576) ; v.f. : Paris Cité 1, 10 (770-2171).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) :

Lacourrière, 6 (544-5734).

WITNESS (A. v.) :

Gaumont Hallie, 11 (297-4970) ; Bretagne, 6 (222-5797) ; Hautefeuille, 6 (633-7938) ; Publicis Saint-Germain, 9 (222-7240) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-7625) ; Marignan, 9 (359-9282) ; 14 Juillet Bastille, 11 (337-9041) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (389-6842) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-7979) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-5670) ; France 3, 9 (770-3148) ; Nation, 12 (343-0487) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-0159) ; Fauvette, 13 (331-5686) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-1206) ; Métro, 14 (539-5243) ; Gaumont Convention, 15 (825-4227) ; Victor-Hugo, 16 (727-4975) ; Paramount Mallet, 17 (758-2424) ; Pathé Wagram, 18 (522-4601) ; Gambetta, 20 (636-1046).

ROUTE 1 AND 9

WOOSTER GROUP / BASTILLE

25 JUIN - 30 JUIN

LOCATION : 01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

01.04.40 ET 01.04.41

Jeudi 20 juin

PREMIERE CHAINE : TF 1

20 h 30 Droit de réplique.

Les réponses des partis politiques à l'intervention de M. Fabius. (PCF, M^{re} Gaurio, PS, M. Billardon.)

20 h 45 Feuilletton : Quelques hommes de bonne volonté.

D'après l'œuvre de J. Romains, adapt. M. Julian, F. Villiers, avec : J.-C. Dauphin, Y. Renier, J. Barney (redif.).

Premier des six épisodes qui traversent vingt-cinq ans d'histoire - de 1908 à 1933 - avec une multiplicité de personnages, de milieux, tout ce foisonnement de vies humaines, de destins individuels pris dans le grand champ collectif d'une histoire en mouvement. Le « pulsant maelstrom » selon Marcel Jullian qui a adapté en 1983 pour la télévision cette saga monumentale.

21 h 45 Les jeudis de l'information : L'enjeu.

Magazine économique de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.

L'homme du mois : I. Shikawa, le pape de la qualité (comment les Japonais sont devenus les champions mondiaux de la qualité) ; le règlement, c'est le règlement (des programmes informatiques impossibles à exporter, des aides politiques refusées à une firme en cours de sauvetage...) ; PDG catégorie junior : le bonhomme de la semaine.

22 h 50 Journal.

22 h 55 Etoiles à la une.

DEUXIEME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : La troisième guerre mondiale.

1^{re} partie. De R.-L. Joseph, réal. D. Groene.

1^{er} décembre 1987, un commando savitien prend d'assaut la principale station pétrolière de pompage pétrolier en Alaska, position économique hautement stratégique. Une façon de forcer les Etats-Unis à négocier : depuis plusieurs mois, en effet, Washington a décliné un nouvel embargo pétrolier, suivi par les alliés occidentaux. Une sorte de politique-fiction.

22 h 10 Musique : Rossini à Versailles.

A la veille de la Fête de la musique, une émission proposée par E. Ruggieri (en liaison avec France-Musique) à l'Opéra royal du château de Versailles.

Avec l'Orchestre de chambre d'Europe, les chœurs de Radio-France, quelques-uns des plus prestigieux interprètes du bel canto : Marilyn Horne et Montserrat Caballé (dans le duo de « Tancredi »), Ruggero Raimondi, Francisco Araiza, Samuel Ramey (la grande prière de « Moïse »), etc.

23 h 25 Journal.

23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIEME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa.

Emission de J.-Cl. Guillebaud et J. Lacouture.

20 h 40 Film brésilien : Gallin.

De T. Yamazaki (1979), avec K. Tsukamatsu.

A. Fagundes, J. Kawarasaki, G. Guarnieri (v.o. sous-titrée).

En 1908, des Japonais émigrent au Brésil, attirés par des promesses de travail rémunérateur. Ils se retrouvent traités en esclaves dans les plantations de caféiers. Une jeune femme lutte pour de meilleures conditions.

La réalisatrice, une Brésilienne d'origine japonaise, s'est inspirée de l'histoire de sa grand-mère. Le film, beau, sobre, émouvant, consacre le triomphe de l'énergie féminine sur le malheur.

22 h 25 Témoignages.

Sur le thème de l'émigration des Japonais au Brésil, sont invités : notre ancien collaborateur Robert Guillaud, Inês Oseki-Depre, descendante d'émigrés, Mme Cibot, Japonaise, et la réalisatrice Tizuka Yamazaki.

23 h Journal.

23 h 25 Série : Etat des lieux.

23 h 35 Prélude à la nuit.

FR3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 15, Manassant, ou le vie simple ; 17 h 20, Woody Woodpecker ; 17 h 30, Qui de nous ? ; 17 h 40, Fraggie rock ; 18 h 5, Série : Dymatis ; 18 h 55, Atout PIC ; 19 h, La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, A mort l'arbitre, film de J.-P. Mocky ; 22 h, Wamling, film de G. Clark ; 23 h 35, Rue Barbare, film de G. Behat ; 1 h 20, Le duel des bêtes.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La visite de Sam, de Roland Merend, avec Med Hondo, V. Haim.

21 h 30 Vocalise : opéra 85, autour de la reprise de « Robert le diable », de Meyerbeer.

22 h 30 Nuits magiques : le « grand cirque » de la formule 1.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Divertimento en ré majeur, de Mozart ; les Quatre saisons, de Vivaldi, par l'Orchestre de Württemberg Heilbronn, dir. J. Fischer, sol. A.S. Mutter, violon ; vers 22 h 10, concert (en simultané sur Antenne 2) : œuvres de Rossini par l'Orchestre de chambre européen, dir. C. Abbado, avec M. Caballé, M. Horne, F. Araiza, R. Raimondi, S. Ramey.

23 h 40 Soirées de France-Musique.

Vendredi 21 juin

PREMIERE CHAINE : TF 1

11 h 15 Antiope 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Feuilletton : Joyeux Bazar.

12 h 30 La bouteille à la mer.

12 h 30 Journal.

13 h 50 A pleine vie.

13 h 30 La chance est chère.

14 h Le village dans les nuages.

15 h 20 Mini-journal pour les jeunes.

16 h 35 Série : Cœur de diamant.

18 h 10 Jeu : Anagramme.

19 h 40 Feuilletton : Les Bergoet.

20 h Journal.

20 h 30 Droit de réplique.

Réponses des partis politiques à l'intervention de M. Fabius. (RPR, Jacques Toubon.)

20 h 45 Le jeu de la vérité.

Emission de P. Sabatier. Avec Raymond Poullidor.

21 h 15 Téléfilm : les Liaisons dangereuses.

D'après Choderlos de Laclos, réal. C. Brabant. Avec J. Negrou, M. Simon (redif.).

Excellente adaptation de Charles Brabant de ces jeux cruels par Choderlos de Laclos au dix-huitième siècle. Un couple amant et cherche des victimes, les plus pures possibles.

0 h 25 Journal.

0 h 40 C'est à lire.

DEUXIEME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.

10 h 30 Antiope.

12 h 30 Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilletton : Des lauriers pour Lia.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.

14 h 50 Série : Danger immédiat.

Le téléfilm de la télévision des téléopérateurs.

16 h Reprise : Alain Decaux, l'histoire en question.

17 h Itinéraires.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA TOUR DUBUFFET SERA INSTALLÉE À ISSY-LES-MOULINEAUX

Une tour de béton de 24 mètres de haut (soit l'équivalent de huit étages) et de 12 mètres de diamètre, dont les parois s'ornent de figures colorées en noir, rouge, blanc et bleu, s'élèvera d'ici à la fin de cette année à la pointe de l'île Saint-Germain, sur la Seine, entre Issy-les-Moulineaux et Boulogne. Mais le célèbre sculpteur français Jean Dubuffet, qui est l'auteur de cette tour aux figures, n'aura pas été assez longtemps pour voir s'élever ce monumental témoignage de son art. Il est mort le 12 mai dernier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans (le Monde des 16 et 23 mai).

Son œuvre, qui n'est encore qu'à l'état de maquette, a été commandée par M. Jack Lang, ministre de la culture, dans le cadre d'une vaste opération publique destinée à encourager les artistes. Cent vingt commandes ont été passées, dont la Tour aux figures, sans doute la plus considérable et l'une des plus coûteuses à réaliser (10 millions de francs). L'une des plus controversées aussi, puisqu'on lui cherche un emplacement depuis plus de six mois. On avait successivement pensé à la place Victor-Hugo, dans le seizième arrondissement, puis à la place d'Italie, dans le treizième, au parc de la Villette, dans le dix-neuvième, et enfin au parc de Saint-Cloud. Tantôt l'artiste lui-même, tantôt les riverains refusant le site (le Monde du 28 décembre 1984 et du 14 janvier 1985).

Le choix s'est finalement porté sur la pointe orientale de l'île Saint-Germain. La tour de Dubuffet y dominera d'un côté la Seine et, de l'autre, un jardin public aménagé à l'emplacement d'un ancien terrain militaire. Il a fallu plusieurs mois pour convaincre les conseils municipaux des trois communes concernées (Issy-les-Moulineaux, Boulogne et Meudon) d'accepter le gigantesque monument baroque. Le permis de construire vient d'être déposé. La construction commencera en septembre et devrait durer quelques mois. Inauguration prévue au début de 1986.

M. A. R.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.6.85 À 0 h G.M.T.



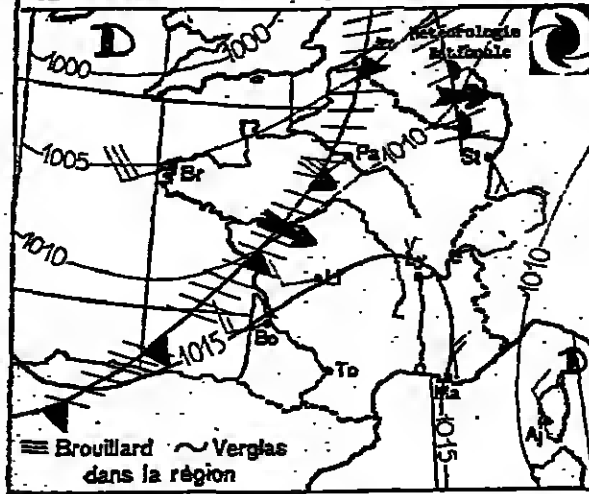
Évolution probable du temps en France entre le 20 juin 20 h et le 21 juin 1985 à minuit.

Vendredi, Une zone de temps couvert et pluvieux se situera le matin de la Vendée et du Bordelais au Centre, au Bassin parisien, au Nord, à la Champagne, la Lorraine et les Ardennes. Cette zone de pluie s'enfoncera vers l'Est et le Sud pour se situer le soir des Pyrénées au Massif Central, au Lyonnais jusqu'à l'Alsace. L'arrière, un temps instable s'établira avec alternance d'éclaircies et d'averses. Les averses seront plus fréquentes sur le quart nord-ouest du pays et particulièrement près des côtes de la Manche. A l'avant, il y aura des brumes et des nuages bas le matin de l'Aquitaine au Lyonnais, des éclaircies ailleurs. Seul le sud-est du pays restera ensoleillé toute la journée. Les nuages arriveront en fin de journée sur le pourtour du golfe du Lion.

Les vents de sud-ouest seront assez forts en Bretagne le matin et tourneront au nord-ouest l'après-midi en étant irréguliers et en soufflant en rafales.

Le matin au lever du jour, il fera 8 degrés à 13 degrés sur l'ensemble de la France (8 degrés dans le centre-est et le Massif central, 13 degrés près des côtes de la Méditerranée). L'après-midi, il fera 17 degrés à 20 degrés du nord au sud sauf près de la Méditerranée où le thermomètre atteindra 23 degrés et même 25 degrés en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 21.6.85 DÉBUT DE MATINÉE



Pression atmosphérique à Paris : 1 009,8 millibars, soit 757,4 millimètres de mercure.

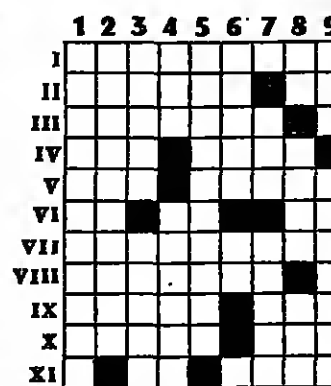
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juin : le second, le minimum dans la nuit du 19 au 20 juin) : Ajaccio, 28 et 16 degrés; Biarritz, 19 et 13; Bordeaux, 19 et 12; Brétat, 16 et 11; Brest, 16 et 10; Cannes, 22 et 13; Cherbourg, 15 et 9; Clermont-Ferrand, 17 et 9; Dijon, 16 et 11; Dinard, 16 et 10; Embrun, 14 et 9; Grenoble-St-M.-H., 16 et 10; Grenoble-St-Georges, 16 et 8; La Rochelle, 18 et 14; Lille, 20 et 11; Limoges, 17 et 9; Lorient, 18 et 11; Lyon, 17 et 9; Marseille-Marignane, 23 et 14; Menton, 22 et 15; Nancy, 19 et 11; Nantes, 21 et 11; Nice, 22 et 16; Nice-Ville, maxi 23; Paris-Montsouris, 18 et 10; Paris-Orly, 17 et 8; Pau, 19 et 11; Perpignan, 21 et 15; Rennes, 18 et 10; Rouen, 18 et 10; Saint-Etienne, 15 et 8; Strasbourg, 23 et 12; Toulouse, 18 et 10; Tours, 16 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 19; Genève, 16 et 11; Lisbonne, 22 et 15; Londres, 20 et 11; Madrid, 31 et 11; Rome, 26 et 18; Stockholm, 24 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3992



VERTICALEMENT

1. Tube brillant mais passé de mode. - 2. Promet la fortune à celui qui se baigne sur le sable. - 3. Panier à poissons. Farne d'avant. - 4. Bourgeois, pour Mistinguett. Élevé au cube. - 5. Reçoit souvent le grand prix. - 6. Trop sours pour entendre la voix de la raison. Copulative. - 7. Jaillit du sol ou tombe du ciel. Faire le gérant nu le régent. - 8. Possessif. Vnyagerai. Le succès d'un service impeccable. - 9. Se trouve, toujours : se cherche parfois. Sort de « centrale ».

HORIZONTALEMENT

1. Ne s'embarrasse pas d'une politique excessive. - II. Planeur dans un pays de sauteurs. Glaneur de lauriers. - III. Écôté. - IV. La plus « populaire » des « émiences ». Dans une gare. - V. Forme de rive. Ruine ou enrichit. - VI. Article étranger. Personnel. Quelque chose d'étrange au d'étunant. - VII. Basse... cour. - VIII. Prêt à porter du premier âge. - IX. Déboussolé. A d'autant plus d'impact qu'il est inattendu. - X. Commune d'Algérie. Tout le « monde » s'y trouve. - XI. Personnel. Sépare l'homme des champs de l'homme des bois.

Solution du problème n° 3991

Horizontalement
1. Retraite. - II. Génies. - III. Ru. Sisals. - IV. Anastasie. - V. Ti. Erucce. - VI. Tourer. - VII. Entassent. - VIII. Sir. - IX. Inadapté. - X. Eux. Aloce. - XI. Aurie.

Verticalement
1. Gratte-ciel. - 2. Réunion. Nu. - 3. En. Ut. Axa. - 4. Tisserand. - 5. Reîtres. Aar. - 6. Assauts. Pli. - 7. Asc. Estoc. - 8. Litanies. - 9. Sée. Tr. Es.

GUY BROUTY.

Quand souffle le frais

Après avoir été sensiblement plus chaud que la normale du 15 mai au 8 juin, le temps est, depuis cette date, plus froid que la normale du mois de juin. Mais ce frais est inégalement réparti, et il n'y a guère que la Midi qui bénéficie des températures habituelles.

Le 19 juin, les moyennes régionales traduisaient bien cette inégale répartition : région Est, 15,3 °C (normale, 16 °C); région Nord-Est, 15,4 °C (normale, 16,4 °C); région Centre-Est, 16,1 °C (normale, 17 °C). En revanche, le Sud-Ouest, avec une moyenne de 17,7 °C, et le

Nord, avec 18,5 °C, ont été très proches des normales régionales d'un 19 juin.

A Paris-Montsouris, toujours le 19 juin, le thermomètre n'est monté qu'à 17,4 °C (maximum moyen, 22 °C). Mais il n'est descendu qu'à 13,6 °C, alors que le minimum moyen est de 12 °C.

Le 8 juin, à Paris-Montsouris, le maximum avait été de 15,4 °C et le minimum de 8,4 °C. Le 4 juin, le maximum avait été de 29 °C et le minimum de 17,5 °C. Cette brusque chute du thermomètre explique que le temps frais actuel soit mal ressenti.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 JUIN

- Le Père-Lachaise méconnu, 10 h 30, sortie escalier mécanique, métro Père-Lachaise.
- Cent tombeaux oubliés, d'André Breton à Saint-Granier, 14 h 45, entrée cimetière Bagneux (V. de Langlade).
- Exposition Renoir, 10 h 30, Grand-Palais, caisse Eisenhower (S. Rogon).
- Musée des arts et traditions populaires, 13 h 30, 6, rue de la Madeleine.
- L'Académie française et l'Institut, 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jastot).
- La Banque de France en l'hôtel Gaillard, 15 heures, 1, place du Général-Catroux.
- L'habitat populaire autrefois, 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).
- Le pavillon de musique de Madame à Versailles, 14 h 30, (1) 526-26-77.

EN BREF

STAGES

GRAVURE ET LITHOGRAPHIE. - L'association Champ du monde informe que des stages de lithographie et de gravure débuteront dès le mois de juillet à Saint-Christol-de-Radiaras, dans la Gard. Ces stages seront animés par Patrick Devreux et Evelyn Gerbaud, tous deux anciens étudiants des Beaux-Arts et peintres eux-mêmes.

Une présentation du travail des deux artistes ainsi qu'une exposition de quelques œuvres auront lieu le 21 juin, à partir de 19 heures, et le 22 juin toute la journée au siège de l'association, 7, rue de l'Épée-de-Bois, 75005 Paris, tél. : 336-83-00.

★ Atelier Patrick Devreux et Evelyn Gerbaud, Saint-Christol-de-Radiaras, 30760 Saint-Julien-de-Peyrolas, tél. : 16 (66) 82-16-04. Prix : 1 200 F pour six jours, pension comprise.

CONFÉRENCES

Château de Chamarrade, à partir de 16 heures : « Feu de la Saint-Jean, coutumes, expéditions livres ». Inscriptions : Atlantis, (1) 328-31-95.

6, place des Vosges, 16 heures : « La maison de Victor-Hugo » (M. Brumfeld).

35, rue de Stèves, spectacle de danse : « Le grand chantier de l'Aube » (Agora).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TACOTAC en prévoit aussi un cas (A.O. du 26/05/85)

Le numéro **5634453** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à la centaine de mille

0 6 3 4 4 5 3	1 6 3 4 4 5 3	2 6 3 4 4 5 3	3 6 3 4 4 5 3	4 6 3 4 4 5 3	5 6 3 4 4 5 3
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

gagnent **50 000,00 F**

LES NUMÉROS APPROCHANTS AUX

Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité	gagnent
503453	560453	563053	563403	563450	
513453	561453	563153	563413	563451	
523453	562453	563253	563423	563452	
533453	563453	563353	563433	563453	
543453	564453	563453	563443	563454	10 000,00 F
553453	565453	563553	563453	563455	
563453	566453	563653	563463	563456	
573453	567453	563753	563473	563457	
583453	568453	563853	563483	563458	
593453	569453	563953	563493	563459	

Tous les billets se terminant par

3 4 5 3	5 000,00 F
4 5 3	1 000,00 F
5 3	200,00 F
3	100,00 F

TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 19 JUIN 1985

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS BILLETTS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

TERMINAL	NUMÉROS	SOMMES	TERMINAL	NUMÉROS	SOMMES	
1	7 711	10 000	5	5	10 000	
	0 271	12 000		6	2 186	12 000
	3 251	12 000		19 718	12 000	
	3 621	12 000				
	8 891	12 000		257	800	
	25 391	12 000		5 247	12 000	
				07 417	5 000	
				11 857	5 000	
2	1 162	10 000				
	5 622	10 000		7 758	10 000	
	19 252	10 000		9 104	10 000	
				1 326	1 000	
				10 878	1 000	
				21 488	5 000	
3	4 452	10 000				
	9 052	10 000		4 759	10 000	
	29 052	10 000		3 009	10 000	
				14 898	10 000	
				20 109	5 000	
4	1 224	10 000				
	4 054	10 000		0	2 170	10 000
	5 684	10 000				
	9 364	10 000				
	9 794	1 000				
	1 774	1 000				
	22 364	1 000				
	11 134	1 000				
5	0 922	10 000				
	9 922	10 000				

Tous les billets se terminant par

3 4 5 3	5 000,00 F
4 5 3	1 000,00 F
5 3	200,00 F
3	100,00 F

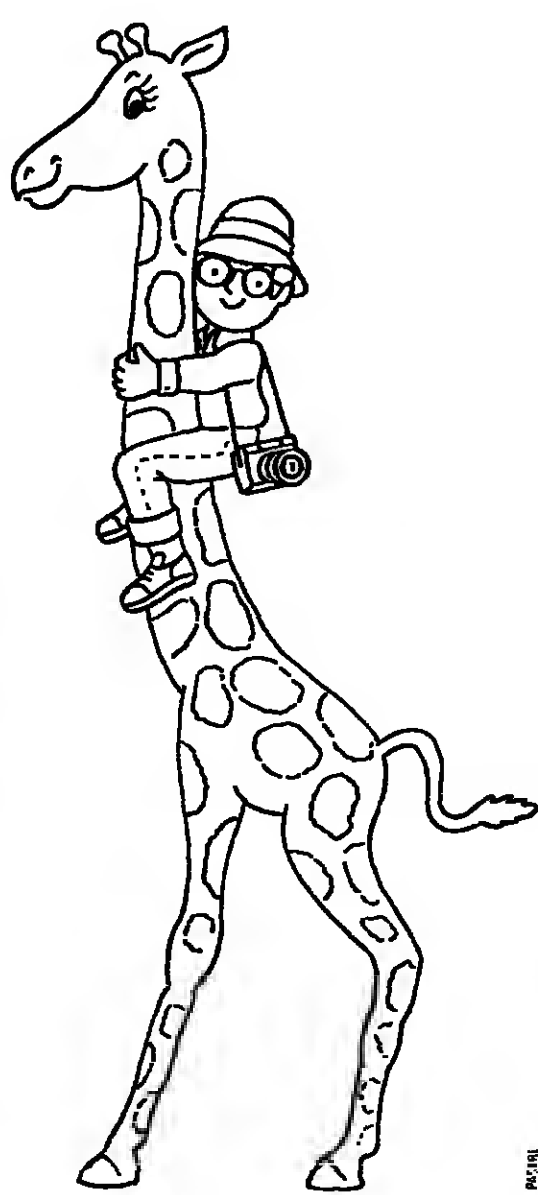
LOTTO TIRAGE DU MERCREDI 19 JUIN 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 26 ET SAMEDI 29 JUIN 1985 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DE JUIN DES SIGNES DU ZODIAQUE

7 11 22 34 39 45 9

GAGNENT 100,00 F



Le Monde
ÉDITION INTERNATIONALE
1985

AFFAIRES

Sony crée une usine de lecteurs de disques compacts en Alsace

Sony va implanter, à Ribeauvillé (Haut-Rhin), une usine de fabrication de lecteurs de disques compacts et de la partie électronique des magnéscopes 8 mm, qui créera 250 emplois. Elle entrera en service le 1^{er} novembre 1986. C'est la première implantation européenne de ce type de la société japonaise, qui avait développé les lecteurs de disques compacts, en collaboration avec Philips.

L'importance des droits de douane (19 %), qui s'appliquent aux importations de lecteurs de disques compacts, explique la décision de Sony. Tout autant que l'expansion de ce marché : avec 40 000 unités vendues en France, 1984 a marqué une progression de 60 % par rapport à 1983. Les ventes en Europe ont été de 150 000 platines. La volonté des

pouvoirs publics français de faciliter l'accueil des investissements étrangers (*Le Monde* du 13 juin) explique en partie que la France l'ait emporté sur son voisin allemand, également intéressé par l'usine de Sony. Rappelons aussi que les responsables de la région et des départements alsaciens reviennent d'une mission au Japon, où est installé un bureau de la région. Sony possède déjà deux usines en France, à Dan et à Bayonne, spécialisées dans la production de cassettes audio et vidéo.

La DATAR estime, pour sa part, « avoir beaucoup poussé » pour que cet investissement se réalise en France — et l'Alsace était la région qui, aux yeux des Japonais, avait le plus de chances, — plutôt qu'à Stuttgart ou dans le Pays de Galles, qui étaient en compétition.

Le Parlement veut faire payer les pollueurs. — Les pollueurs pourront désormais être condamnés à des peines d'emprisonnement jusqu'à deux ans et à des amendes pouvant atteindre 1 million de francs. Les juges auront le droit d'ordonner la remise en état du site pollué, décider que le coupable paiera des astreintes journalières s'il ne le fait pas et donner de la publicité au jugement. Telles sont quelques-unes des dispositions que les députés et sénateurs viennent d'adopter à l'unanimité, et qui vont renforcer la loi de protection de la nature votée, elle aussi, à l'unanimité, en juillet 1976.

On s'est, en effet, aperçu à l'usage que ce texte fondamental restait d'une application difficile car les

sanctions prévues pour les pollueurs étaient peu dissuasives. Que ce soit en matière agricole ou industrielle il restait plus économique de polluer puis de payer une amende que d'investir dans un appareillage préventif. Cette lacune considérable est en voie d'être comblée.

Chez Apple-France. — M. Jean Calmon, trente-neuf ans, vient d'être nommé directeur général d'Apple-France en remplacement de M. Jean-Louis Gassée, nouvellement chargé du développement et du marketing du micro-ordinateur Macintosh pour l'ensemble du groupe. Cofondateur de Apple-France avec M. Gassée, il était directeur commercial de l'entreprise.

AGRICULTURE

Après les décisions de la Commission de Bruxelles

M. KIECHLE (RFA) CRITIQUE LA BAISSSE DU PRIX DES CÉRÉALES ET DU COLZA

Bonn (AFP). — M. Ignaz Kiechle, ministre ouest-allemand de l'agriculture, a critiqué les décisions de la Commission des Communautés européennes sur le prix des céréales et du colza (*Le Monde* du 20 juin). Rappelant que le gouvernement ouest-allemand veut prolonger les négociations actuellement en cours, M. Kiechle a souligné, le 19 juin, dans un communiqué, que « des décisions politiques importantes ne peuvent pas être remplies par des mesures administratives ». M. Kiechle regrette la décision de la Commission européenne.

Rappelons que le prix d'achat par les organismes d'intervention diminuera de 1,8 % pour le colza à dater du 1^{er} juillet, et pour les céréales (autres que le blé dur) à dater du 1^{er} août, le prix du blé dur restant inchangé. Ces mesures conservatoires, prises par la Commission, l'ont été en raison de l'échec des négociations des ministres de l'agriculture des Dix, le 12 juin dernier, le ministre ouest-allemand ayant opposé son veto aux propositions de la Commission acceptées par ses neuf collègues.

ACCORD DE COOPÉRATION AGRICOLE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'URSS

Les États-Unis et l'Union soviétique ont signé le 18 juin un accord sur la coopération dans le domaine agricole. Un accord similaire avait été signé par M. Carter lors de l'invasion par l'URSS de l'Afghanistan.

Les deux parties ont déclaré de coopérer dans vingt secteurs de l'agriculture, y compris l'échange de spécialistes, de jeunes fermiers et de technologies. En 1984-1985 (année fiscale qui commence en octobre), l'URSS a déjà acheté 20 millions de tonnes de céréales aux États-Unis, principalement pour la nourriture du bétail.

CEE

Le Maroc demande le « maintien des droits acquis ». — M. Azeddine Guessous, ministre marocain chargé des relations avec la CEE, réclame le « maintien des droits acquis » par Rabat au sein de la Communauté, après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal qui lui font concurrence dans le domaine agricole. Au cours d'une conférence de presse, le 19 juin, à Paris, il a fait valoir que 1,5 million de Marocains pourraient être affectés par d'éventuelles restrictions de la CEE à l'entrée des primeurs et des agrumes marocains. « sans possibilité de reconversion dans l'industrie qui souffre, elle, d'une offre de main-d'œuvre pléthorique ». En visite depuis dimanche 16 juin en France, M. Guessous a rencontré M^{me} Catherine Lalumière (affaires européennes), M. Roland Dumas (relations extérieures) et M. Henri Nallet (agriculture).

CONJONCTURE

L'OPINION DES MÉNAGES

L'attente de jours meilleurs

Les ménages sont moins pessimistes qu'en janvier dernier, indique l'enquête de conjoncture menée par l'INSEE entre le 25 avril et le 15 mai. Certes, comme il y a six mois, c'est à propos du niveau de vie et du chômage que les ménages font état du plus grand pessimisme : 69 % d'entre eux pensent que la situation de l'emploi va continuer à se dégrader et 18,5 % qu'elle restera stationnaire (contre respectivement 78,5 % et 11,5 % en janvier) ; encore plus de la moitié (54,5 %) estiment que le niveau de vie des Français va se dégrader au cours des prochains mois.

En revanche, l'opinion générale est que la hausse des prix restera stationnaire, alors que les ménages

sont plus nombreux qu'il y a six mois à considérer que cette hausse s'est ralentie au cours des derniers mois. Pour ce qui concerne la situation financière future, une large majorité des ménages (66,5 %) pensent qu'elle va rester ce qu'elle est, ce qui laisse les intentions d'épargne toujours aussi faibles.

Un léger regain d'intérêt se manifeste en faveur de la consommation. Mais, note l'enquête, il est difficile d'y voir une modification durable des opinions, les inflexions sur l'épargne et la consommation traduisant surtout un climat d'indécision. Les ménages semblent privilégier, un peu plus qu'en mois de janvier, les dépenses quotidiennes par rapport aux achats d'équipement.

5 millions de francs pour une image

L'image de la France... ironiquement, même ses succès dans le secteur agro-alimentaire la desservent, puisqu'ils confortent ce stéréotype que la France est « meilleur vendeur de camembert que de technologie », déplore-t-on au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Concrètement, il a été décidé, le 19 juin, au conseil des ministres (*Le Monde* du 20 juin), de créer un « fonds incitatif à la promotion de l'image industrielle et technologique de la France ».

Ce fonds devrait assurer ce « petit chou », comme on dit au ministère, qui manque souvent aux petites et moyennes entreprises françaises — celles qui savent le moins « communiquer ».

— Pour réaliser le démarchage de leur produit à l'étranger, l'idéal serait que des entreprises de secteurs complémentaires se regroupent en « clubs d'annonceurs » afin de produire un vidéo-clip industriel, cette brochure sur papier glacé qui favorisera l'exportation.

Par « souci pédagogique », les aides accordées seront uniquement « incitatives », précise-t-on au ministère. Le fonds ne dispose, il est vrai, que d'un budget de 5 millions de francs. C'est qu'il est difficile de voter à la fois restaurer l'image de la France à l'étranger et réorienter ses capacités de production.

D. B.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● L'indice des prix CGT. — Les prix ont augmenté en mai de 0,4 % par rapport à avril, selon l'indice que publie la CGT. Pour les cinq premiers mois de l'année, la hausse est de 3,6 % ; elle est de 8,4 % par rapport au mois de mai 1984.

● Reprise du travail aux Houillères de Provence. — En grève depuis seize jours, les ouvriers des Houillères de Provence ont décidé le 18 juin au soir de reprendre le travail. Selon un communiqué de la direction, « les négociations engagées ont permis d'aboutir à un

accord ». La CGT juge l'accord « acceptable mais insuffisant », estimant qu'il est « entaché de pressions et de menaces de la part de la direction des Houillères de Provence ». La direction estime qu'elle n'a pas cédé. Une avance de 1 200 F a été accordée mais qui ne restera acquise que si, d'ici à la fin l'année, les mineurs atteignent au minimum 90 000 tonnes sur les 125 000 tonnes non extraites du fait de la grève. Dans ce cas, ils toucheront aussi un fin d'année 900 F supplémentaires. Le premier et le dernier jour de grève, ayant été en partie travaillés, seront payés aux grévistes.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

OMBRES ET LUMIÈRES SUR LE SOLAIRE

L'activité industrielle, liée à l'équipement solaire, a progressé en 1984. Un effort à poursuivre.

HAUTE MONTAGNE

Le solaire à portée de la main

MARDI 25 JUIN
DANS « LE MONDE »
DATE 26

LA ROUTE BLEUE

Des millions d'automobilistes sur les routes entre juillet et septembre...

Mais attention aux bouchons

- Un entretien avec Jean-Pierre Beltoise
- Le point de vue de Christian Gerondeau

lae

aix-en-provence

PROGRAMME DOCTORAL sciences de gestion

OBJECTIFS: Former des professeurs, chercheurs et consultants de haut niveau.

ORGANISATION: 1^{re} année DEA 390 heures de séminaires annuels suivies par la préparation d'une thèse en gestion.

OPTION: Finance, Marketing, Stratégie, Personnel et Modèles Mathématiques.

ADMISSION: Maîtrise ou diplôme de grande école, 3 commissions (Mai, Juillet, Septembre)

RENSSEIGNEMENT

LAE (programme Doctoral) Clos Guil
Boulevard des Camus 13540 Puyricard
Téléphone: (42) 92.10.58, (42) 92.04.77

L'ESPAGNE, UN PAYS TOUT ENTIER DERRIÈRE LE TELEPHONE

En Espagne, depuis 60 ans, TELEFONICA a fait du téléphone bien plus qu'un simple moyen de communication. Récemment, TELEFONICA et les sociétés de son groupe ont accompli un énorme effort pour la recherche et le développement technologique, dégageant ainsi des dividendes substantiels. Aujourd'hui, tous les secteurs de l'économie espagnole bénéficient de l'avance prise par TELEFONICA dans le domaine des télécommunications.

Le téléphone est un facteur très important de progrès et TELEFONICA travaille déjà en prévision des besoins du siècle prochain. En Espagne, chaque pas en avant de TELEFONICA correspond à un gigantesque bond en avant pour le développement de la société. C'est la raison pour laquelle en Espagne le pays tout entier est derrière le téléphone.



Telefónica

GRUPO TELEFONICA - Ampere - Cables de Comunicaciones - Control Electrónico Integrado (TMI) - Elase - Enel - Grubur - Hispano Radio Maritima - Indelec - Inmela - Secoina - Sritel - Telefonía Internacional - Telettra Española - Standard Electrica - Telefonía y Datos - Telecomunicaciones Maritimas

1550 من الأصل

CONJONCTURE

L'OPINION DES MEILLEURS

L'attente de jours meilleurs

Les entreprises qui ont été touchées par la crise de la construction ont commencé à se réveiller. Les commandes ont augmenté, les chantiers ont repris. Mais la situation reste fragile. Les investisseurs restent prudents. Les banques sont strictes. Les salaires sont gelés. Les prix sont élevés. Les consommateurs sont déçus. Les exportateurs sont inquiets. Les importateurs sont satisfaits. Les gouvernements sont optimistes. Les médias sont pessimistes. Les syndicats sont réalistes. Les patrons sont ambitieux. Les chercheurs sont curieux. Les enseignants sont rigoureux. Les juges sont impartiaux. Les policiers sont vigilants. Les militaires sont disciplinés. Les citoyens sont responsables. Les entreprises sont compétitives. Les institutions sont efficaces. Les services sont rapides. Les produits sont innovants. Les marchés sont dynamiques. Les échanges sont équilibrés. Les relations sont harmonieuses. Les coopérations sont fructueuses. Les progrès sont constants. Les défis sont surmontés. Les succès sont mérités. Les espoirs sont justifiés. Les rêves sont réalisables. Les rêves sont réalisables.

5 millions de francs pour une

Le montant de la prime d'assurance automobile, destiné à combler une partie du déficit de la Sécurité sociale, a été qualifié d'« inacceptable » et de « contestable » par MM. Lallement et Flory, président et délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). Portée de 6 à 12 % en 1982, et procurant actuellement 3,8 milliards de francs, cette taxe, qui sera vraisemblablement de 15 % au 1^{er} juillet prochain, rapportera 1 milliard de francs de plus. Après le doublement en 1984, de la taxe normale sur les contrats (18 % au lieu de 9 %) et en ajoutant le prélèvement de 1,40 % au profit du fonds de garantie automobile, la fiscalité totale qui pèse sur les assurés va atteindre 34,40 % des primes brutes.

FAITS ET CHIFFRES

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF. La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés. Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon. Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne. Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF.

La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés.

Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon.

Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne.

Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF.

La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés.

Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon.

Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne.

Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF.

La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés.

Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon.

Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne.

Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF.

La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés.

Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon.

Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne.

Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

L'ÉQUILIBRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

« Il faut qu'on puisse passer 1986 »
déclare M^{me} Georgina Dufoux

Les mesures d'économie annoncées pour la Sécurité sociale vont entrer en application. Une liste de trois cent soixante-dix-neuf médicaments pour lesquels le ticket modérateur (participation des assurés) est doublé (passant de 30 % à 60 %) a été publiée au Journal officiel du 19 juin. Cette disposition doit permettre de gagner 1,1 milliard de francs en année pleine (c'est-à-dire en 1986), 550 millions de francs en 1985.

Devant la réunion annuelle des responsables des caisses régionales d'assurance-maladie du régime général à La Rochelle, M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, a déclaré, le mercredi 19 juin, que les mesures prises représentaient « moins de 2 pour 1 000 des dépenses sociales ». Leur objectif, a-t-elle dit, est de « sauver la Sécurité sociale ». Or, il n'y a pas des milliers de solutions. On ne fait appel à l'impôt ou à l'augmentation des cotisations sociales. On ne change le système. On ne le maintient et on fait des économies », et, parmi celles-ci, il faut « prendre ce qui paraît le plus juste, ou le moins injuste ».

Les assureurs de l'automobile qualifient d'inacceptable et contestable le relèvement de la taxe

Le relèvement de 3 % de la taxe sur les primes d'assurance automobile, destiné à combler une partie du déficit de la Sécurité sociale, a été qualifié d'« inacceptable » et de « contestable » par MM. Lallement et Flory, président et délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). Portée de 6 à 12 % en 1982, et procurant actuellement 3,8 milliards de francs, cette taxe, qui sera vraisemblablement de 15 % au 1^{er} juillet prochain, rapportera 1 milliard de francs de plus. Après le doublement en 1984, de la taxe normale sur les contrats (18 % au lieu de 9 %) et en ajoutant le prélèvement de 1,40 % au profit du fonds de garantie automobile, la fiscalité totale qui pèse sur les assurés va atteindre 34,40 % des primes brutes.

M. Lallement a vigoureusement contesté les arguments donnés par les pouvoirs publics selon lesquels le coût des accidents d'automobile (personnes physiques) pour la Sécurité sociale, environ 10 milliards de francs, n'est pas totalement compensé par les versements des assureurs. Pour la FFSA, si on ajoute

SOCIAL

Organisme lié à la CGT

TOURISME ET TRAVAIL

AU BORD DU DÉPÔT DE BILAN

Un an après avoir licencié quarante-cinq personnes, soit 25 % des effectifs du siège, Tourisme et Travail va toujours aussi mal (Le Monde du 15 juin 1984). Lié à la CGT, l'organisme, qui fournit des prestations de tourisme social aux comités d'entreprise, s'appuierait même à déposer son bilan, selon certaines sources. « Il n'est pas question », répond-on à la Fédération de Tourisme et Travail, où l'on reconnaît toutefois que des négociations sont en cours avec les pouvoirs publics et qu'une rencontre avec un administrateur judiciaire a eu lieu le 19 juin. « C'est même officiel », ajoute-t-on d'un ton sec, en confirmant que les deux cent dix mille personnes qui doivent partir en vacances cet été sont assurées de pouvoir le faire sans aucune difficulté.

Au ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme, on se refuse à tout commentaire, le dossier étant au ministère de l'économie et des finances. L'examen de la situation de Tourisme et Travail n'est pas achevé, et, sans donner de garantie, on souhaite que les vacanciers ne soient pas lésés.

Officiellement, Tourisme et Travail accusait un déficit de 9,5 millions de francs à la clôture de son exercice 1983, et de 18 millions en 1984, qui justifiait le plan de redéploiement et les licenciements collectifs annoncés au comité d'entreprise, en mai 1984. Depuis, les résultats négatifs se seraient aggravés. Les inscriptions pour des séjours à l'étranger, pour le saison 1985, seraient inférieures de 40 % aux prévisions de l'organisme. Tourisme et Travail aurait vu son trou se creuser avec des pertes de l'ordre de 50 à 70 millions de francs. Dans ces conditions, la nécessité d'une décision urgente ne fait aucun doute. L'Association a demandé une subvention de 30 millions de francs aux pouvoirs publics, décision difficile à arrêter, compte tenu des caractéristiques particulières de Tourisme et Travail et de ses relations avec la CGT.

La grève à la SNCF

LES CHEMINOTS NE SE SONT PAS MOBILISÉS MASSIVEMENT

Le trafic ferroviaire était redevenu normal, le 20 juin, au matin, après la grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) de la SNCF. La mobilisation ne semble pas avoir été considérable, notamment chez les conducteurs où la FGAAC reconnaît que la proportion des grévistes n'a pas dépassé 65 % alors que les trois organisations syndicales appartenant à la grève représentaient 80 % des salariés. Selon le CFDT, ce résultat peut satisfaire en partie à l'amalgame d'un mot d'ordre « politique » sur les comités d'établissement de la SNCF avec des revendications concernant les effectifs et les rémunérations.

La direction de la société nationale affirme avoir pu réaliser le 19 juin ses objectifs de trafic, c'est-à-dire 40 % des trains de grandes lignes et une circulation normale des TGV entre Paris et Lyon. Elle fait même état d'une amélioration sensible, en fin de journée, de la fréquence des trains tant sur le réseau omnibus de province que sur le réseau de la banlieue parisienne. Dans chaque région, la SNCF a organisé au moins un aller-retour vers les centres d'examen de baccalauréat.

MÉDECINE

JAMA, LA RÉFÉRENCE PERMANENTE

La 1^{re} revue mensuelle est jugée par ses lecteurs français (enquête CAM) :

« C'est incontestablement la meilleure revue. Elle est de très haut niveau tout en restant facile à lire. » M.G.

« C'est une revue de référence, sur certains sujets, la plus en pointe. » M.G.

(A suivre)

A LIRE CETTE SEMAINE : JAMA N° 183

Spécialisme au GERS 94.95.

RESERVE AU CORPS MÉDICAL

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE

Un conflit symbolique

Les 30 600 agents des caisses d'épargne sont appelés, ce jeudi 20 juin, à une grève de vingt-quatre heures par la quasi-totalité des syndicats (SUI, CFDT, FO, CGT et CFTC), pour protester contre le projet de la direction du réseau Ecureuil (CENCEP) sur un nouveau système de « classification, recrutement, avancement, carrière ». Alors que, ce même jour, la CGT et FO, chacune de son côté, organisent des manifestations dans la fonction publique, ce conflit prend une dimension symbolique.

Le personnel des caisses d'épargne, réputé pour sa jeunesse (les trois quarts des agents ont moins de quarante ans) et pour sa combativité, est au centre d'un conflit hautement symbolique. La loi de réforme des caisses d'épargne du 1^{er} juillet 1983 avait prévu la négociation d'une série d'accords collectifs sur le recrutement et la classification des emplois, la formation, le droit syndical, la durée du travail, avec - innovation - une « obligation de carrière » avant le 1^{er} juillet 1985. Redoutable échéance. Le 20 décembre 1984, le SUI (syndicat autonome, qui a une audience électorale de 40 %) et FO signaient un accord sur la formation. Les négociations sur le droit syndical et la durée du travail (qui devrait être ramené à 38 h 30) sont en bonne voie. Mais, sur le « dossier majeur », celui des classifications et du recrutement, c'est l'impasse. Or, si le CENCEP et les syndicats ne parviennent pas à se mettre d'accord avant le 30 juin, c'est une « commission d'arbitrage » (composée par les ministères de l'économie et du travail) qui prendra les décisions. Recours inéluctable.

Pour le CENCEP, « le métier des caisses d'épargne est en train d'évoluer très rapidement vers le métier de banque ». Le secteur était très protégé, ajoute-t-on, et, finalement, le personnel découvre qu'il est ouvert à la concurrence. Or le statut mis en point en 1937, puis révisé en 1950 et en 1956, est devenu « complètement inadapte ». Dans les caisses d'épargne, où de nombreuses disparités sont observées localement, la masse salariale distribuée a été multipliée par 7 de 1974 à 1984. Sur cette même période, les encours d'épargne gérée ont été multipliés par 4 et les effectifs ont doublé. Si la rémunération brute moyenne est de 124 000 F par an, les rémunérations varient en fait entre les caisses de 100 000 F à 190 000 F en moyenne. Le réseau s'est ainsi longtemps « acheté une paix sociale ». Mais à quel prix ? Aujourd'hui, la direction met en cause les dispositions qui lient de manière automatique la progression salariale à l'ancienneté

DES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES AU BORD DE L'EAU

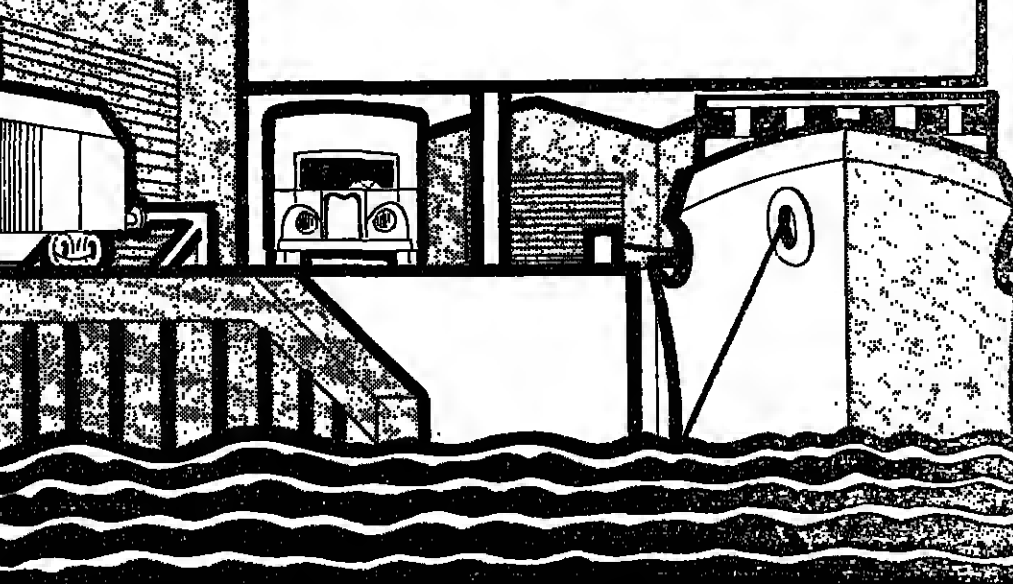
300 installations portuaires, zones d'accueil, de stockage et de distribution sur 700 hectares en Ile-de-France. Voilà ce que le Port Autonome de Paris offre à l'économie régionale. Ces installations sont au service de toutes les entreprises locales, nationales, internationales qui fabriquent, transportent et commercialisent dans le bassin parisien. Le Port Autonome de Paris s'adapte et se renouvelle. Pour répondre aux mutations de l'économie et élargir sa clientèle, le Port Autonome de Paris vous propose un ensemble de services : à la location traditionnelle de terrains industriels nus ou équipés s'ajoute aujourd'hui celle de terrains aménagés et d'entrepôts livrés clés en main.

Cette orientation du Port Autonome de Paris répond à une demande diversifiée des entreprises et satisfait leur souci d'une gestion rigoureuse. Cette nouvelle politique traduit la volonté constante du Port Autonome de Paris de contribuer au développement économique des communes de la Région.

LE PORT AUTONOME DE PARIS

UN OUTIL AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÎLE-DE-FRANCE

2, quai de Grenelle, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 578.61.92



IL EXISTE UN COMPATIBLE QUI VA VOUS FAIRE CHANGER D'AVIS SUR LES COMPATIBLES

Le TANDY 1000 vous donne ainsi libre accès aux superbes logiciels en MS-DOS disponibles sur le marché : c'est le standard le plus répandu en informatique. L'ordinateur personnel TANDY 1000 fait partie d'une gamme qui ne manquera pas de vous étonner. Renseignez-vous dès maintenant !

MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corp.

TANDY COMPUTERS

... L'évidence même

JE DESIRE PLUS D'INFORMATIONS SUR LE TANDY 1000

NOM : _____

ADRESSE : _____

LOCALITE : _____

TEL : _____

(ou joindre votre carte de visite)

A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs

Immeuble Les 3 Fontaines - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue, le 19 juin 1985, au siège social à Marseille, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice 1984. Le résultat d'exploitation est en augmentation d'environ 10 %, passant d'une année à l'autre de 60 254 276 F à 66 157 133 F. Cependant, en raison de l'aggravation de certaines charges fiscales et de la diminution des résultats exceptionnels dus à l'incidence d'un redressement fiscal et au petit nombre de plus-values de cessions réalisées en 1984, le bénéfice net s'établit à 70 949 596 F, contre 85 229 757 F pour l'exercice 1983.

L'assemblée générale ordinaire a décidé de distribuer aux actionnaires une somme globale de 51 537 337 F, contre 48 692 040 F l'an dernier. Par action, le dividende net a été fixé à 9 F, soit avec avoir fiscal, à un total de 13,50 F, contre 12,75 F l'année précédente. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1985 aux guichets de la Banque Indosuez et du Crédit industriel et commercial (CIC Paris).

L'assemblée générale ordinaire a, d'autre part, renouvelé le mandat d'administrateur de M. Maurice Gontier et nommé administrateurs MM. Dominique Chafflon, président-directeur général de la compagnie La Hénin, Jack Frances, président de la Compagnie industrielle et Pierre Buchillard, directeur général adjoint de la compagnie La Hénin.

Au cours du conseil qui s'est réuni à l'issue de cette assemblée :

- M. Maurice Gontier a été reconduit dans ses fonctions de président-directeur général ;
- M. Claude Altmyer, administrateur directeur général, a été reconduit dans ses fonctions de directeur général et nommé vice-président ;
- M. Pierre Buchillard a été également nommé vice-président de la société.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue, le 19 juin 1985, au siège social à Marseille, sous la présidence de M. Paul Paoli. 2 454 627 actions sur 2 millions étaient représentées.

Elle a approuvé à l'unanimité les comptes arrêtés le 31 décembre 1984, faisant ressortir un bénéfice net de 100 758 119,78 F, en progression de 28,04 % sur celui de l'exercice précédent. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 33 F, correspondant à un revenu de 49,50 F, avoir fiscal compris, à chacune des 2 millions d'actions composant le nouveau capital, soit une augmentation de 10 % du dividende unitaire, et de 32 % du dividende global, compte tenu des actions nouvelles issues de l'augmentation de capital réalisée

ACTIF	PASSIF
Actif immobilisé 1 944 055	Intérêts de la société mère :
Stocks et en cours 2 370 837	- dans la situation nette 1 876 395
Autres actifs circulants 2 999 198	- dans les réserves 199 735
Comptes de régularisation 54 685	Intérêts minoritaires :
	- dans la situation nette 210 858
	- dans les réserves 27 999
	Provisions pour risques et charges 725 664
	Dettes 4 312 197
	Comptes de régularisation 16 727
7 368 775	7 368 775

Le bénéfice consolidé total ressort à 227 734 000, contre 177 488 000 F en 1983 (+ 28,31 %).

Dans son allocution, le président a indiqué que le chiffre d'affaires des premiers mois de 1985 progresse de 14 % environ, et que les résultats courants, qui bénéficient des allègements de structure et des renforcements de capi-

taux propres réalisés en 1984, suivent une orientation satisfaisante.

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 19 juin de l'année. Elle a approuvé les propositions du conseil visant à mettre les statuts de la société en harmonie avec la loi, notamment en ce qui concerne la dématérialisation des titres.

En présence de 150 personnes, le président Jean-Charles Inglesi a ouvert, le 18 juin 1985, l'assemblée générale des actionnaires de Primagaz, le pourcentage du capital représenté était de 64 % environ.

L'exercice 1984, malgré la persistance de dures contraintes, est clos sur un bénéfice net de 18 014 467 F contre 9 565 647 F en 1983.

Pour les cinq premiers mois de l'année 1985, les ventes en volume sont supérieures d'environ 4 % à celles de la même période de 1984, essentiellement pour des raisons climatiques, et la société espère pouvoir annoncer à nouveau des profits en amélioration à fin 1985.

L'assemblée, à l'unanimité, a approuvé les résolutions proposées prévoyant la mise en paiement, le 19 juillet 1985, d'un coupon de 1,560 F (avoir fiscal inclus), ainsi que le renouvellement des mandats d'administrateurs de MM. de Bocard, Lavieque et Thifery. L'assemblée générale extraordinaire a ensuite approuvé la nouvelle rédaction des statuts, mis à jour.

EURAFREP

L'assemblée générale ordinaire d'EURAFREP s'est tenue le 18 juin 1985 sous la présidence de M. André Jullien. Elle a approuvé les diverses résolutions qui lui ont été proposées.

Le bénéfice de l'exercice 1984 s'est élevé à 52 028 029,58 F. Sur ce résultat bénéficiaire, augmenté du report à nouveau de l'année précédente et du remboursement sur précompte payé en 1981, l'assemblée générale a décidé d'affecter 35 000 000,00 F à la réserve facultative et 17 350 908,50 F à la distribution d'un dividende. Le solde de 31 543 873,19 F a été reporté à nouveau.

Le dividende s'établit à 62,70 F par action : compte tenu du droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 31,35 F le revenu global par action s'élève à 94,05 F. La date de mise en paiement du dividende a été fixée au 1^{er} juillet 1985. Ce paiement aura lieu contre présentation du coupon n° 11 aux guichets de M.M. Lazard Frères et Co et de la Banque INDOSUEZ à Paris.

Une assemblée générale extraordinaire s'est également tenue le 18 juin 1985, sous la présidence de M. André Jullien. Elle a approuvé les résolutions qui lui ont été présentées.

Celles-ci étaient destinées à mettre les statuts de la société en harmonie avec la législation en vigueur et à donner à nouveau au conseil d'administration l'autorisation de caractère général, déjà octroyée par une assemblée antérieure, mais devenue caduque, d'augmenter le capital social actuellement fixé à 27 672 900 F jusqu'à un maximum de 100 000 000 F et en par tout moyen.

PRIMAGAZ

En présence de 150 personnes, le président Jean-Charles Inglesi a ouvert, le 18 juin 1985, l'assemblée générale des actionnaires de Primagaz, le pourcentage du capital représenté était de 64 % environ.

L'exercice 1984, malgré la persistance de dures contraintes, est clos sur un bénéfice net de 18 014 467 F contre 9 565 647 F en 1983.

Pour les cinq premiers mois de l'année 1985, les ventes en volume sont supérieures d'environ 4 % à celles de la même période de 1984, essentiellement pour des raisons climatiques, et la société espère pouvoir annoncer à nouveau des profits en amélioration à fin 1985.

L'assemblée, à l'unanimité, a approuvé les résolutions proposées prévoyant la mise en paiement, le 19 juillet 1985, d'un coupon de 1,560 F (avoir fiscal inclus), ainsi que le renouvellement des mandats d'administrateurs de MM. de Bocard, Lavieque et Thifery. L'assemblée générale extraordinaire a ensuite approuvé la nouvelle rédaction des statuts, mis à jour.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des entrepreneurs s'est tenue le 13 juin 1985. Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées. Parmi elles figure notamment l'affectation du bénéfice net de l'exercice de 21,9 millions de francs.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 10 francs par action auquel s'ajoutent 5 francs d'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} juillet 1985.

Au cours de l'assemblée générale, Mme Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante.

Mesdames, Messieurs,

Comme je vous l'annonçais dans la lettre que je vous ai adressée fin janvier 1985, les réalisations de l'exercice 1984 ont été contrastées, tout en restant globalement bonnes.

Dans le secteur public où le Comptoir des entrepreneurs intervient, le niveau élevé des aides de l'Etat et l'augmentation substantielle des montants moyens des prêts décidés par les pouvoirs publics en début d'exercice ont permis à la production d'atteindre un niveau comparable à celui de 1983 ; cette performance a été réalisée malgré la diminution de 25 % prévue dans le protocole d'accord de 1982 de la part du Comptoir des entrepreneurs dans la gestion des PAP-diffus.

Le cumul depuis deux ans de montants annuels de prêts accordés supérieurs à 25 milliards de francs n'a permis à l'encours du secteur public de croître très faiblement en 1984 (+ 22,9 %). La progression de la marge brute des prêts aidés a été très proche de celle de l'encours moyen annuel (+ 25,2 %).

A l'inverse, l'activité dans le secteur privé s'est située en baisse par rapport à 1983, pour les raisons suivantes : le nouveau recul de la construction neuve, transactions insuffisantes sur le marché de l'ancien, manque de solvabilité des emprunteurs potentiels, vivants ou concédés des banques dans le secteur des prêts conventionnés notamment.

Le montant des prêts accordés a diminué de 24,7 %, tandis que l'encours géré par votre société a progressé de 5,3 % d'un exercice à l'autre en raison de l'importante production des derniers mois de 1983.

Sur le plan financier, la baisse des conditions de refinancement dans la progression importante de l'encours moyen en 1984 ont conduit à une augmentation de 14 % de la marge brute des prêts du secteur concurrentiel.

An total, les produits de gestion de l'exercice s'élèvent à 887 millions de francs, soit une progression de 14,6 %.

En regard, et pour la deuxième année consécutive, les dépenses de gestion de la société ont augmenté moins rapidement que les produits de gestion (+ 10,6 %).

Cette situation explique que le résultat avant impôt et provisions ait pu progresser de 18,2 % en 1984, pour s'établir à 105,8 millions de francs.

La progression notable de la capacité financière de votre société, due notamment à la reprise de la croissance de l'encours du secteur public, a été partiellement compensée par l'accroissement des dotations aux comptes de provisions qui l'aggravation des risques sur la clientèle a nécessité.

Avec 21,9 millions de francs, contre 17,6 millions de francs en 1983, le bénéfice net de l'exercice a augmenté de 23 %. Ce résultat permet la distribution d'un dividende net par action de 10 francs, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 francs. Cette distribution s'applique également aux 339 000 actions nouvelles souscrites à l'occasion de l'augmentation de capital social du Comptoir des entrepreneurs réalisée en août 1984.

L'évolution spectaculaire du cours de votre action depuis cette date se trouve ainsi rétrospectivement justifiée par les résultats qui vous ont été présentés. Les cours atteints ces dernières semaines, qui sont en très forte progression, marquent l'intérêt grandissant que votre société suscite dans les milieux financiers.

Pour l'exercice en cours, les perspectives d'activité sont différentes pour les deux secteurs dans lesquels votre société intervient. Comme je vous le rappelais en début d'année, en application des accords passés en 1982 avec le Crédit foncier de France, le part du Comptoir des entrepreneurs dans la gestion des PAP-diffus diminuera encore, ce qui conduira à un volume de prêts accordés dans l'exercice inférieur à ceux enregistrés ces deux dernières années. Toutefois, l'encours et les résultats de ce secteur continueront à croître, sur la lancée des fortes productions antérieures.

En ce qui concerne le secteur privé, l'activité des premiers mois de 1985 est très supérieure à celle enregistrée un an auparavant.

Ce sont surtout les prêts conventionnés qui enregistrent les plus fortes progressions. Ce rythme de production pourra être maintenu par l'émission d'un emprunt obligataire dans le courant de l'exercice.

Toutefois, le maintien à un niveau élevé du taux de rentabilité des opérations du secteur privé nécessite également un développement des opérations à court et à moyen terme et s'inscrit dans une stratégie de restructuration des

encours de la société, trop fortement spécialisée sur le long terme.

La relance des crédits court terme donne déjà des résultats tangibles et encourage les actions qui sont menées pour trouver de nouveaux partenaires (sociétés d'HLM, sociétés d'économie mixte, locataires professionnels...). La diversification s'opère également dans le secteur du financement de travaux d'amélioration et de rénovation de l'habitat : un nouveau produit d'investissement a été lancé à la clientèle depuis plusieurs mois et doit servir à la relance d'un secteur sur lequel le Comptoir des entrepreneurs met beaucoup de moyens pour se positionner durablement. L'action de notre réseau commercial est également dirigée vers des secteurs dont le risque est différent : le financement des résidences de loisirs et des investissements professionnels.

Cette diversification de nos produits et de nos interventions, rendus nécessaires par un développement désormais insuffisant de nos activités traditionnelles, nécessite la mise en œuvre de moyens importants pour équiper et rationaliser les structures du siège et des régions.

C'est pourquoi votre société s'est orientée délibérément vers une politique de décentralisation avec la création de sept agences régionales d'activité. Ces agences, qui assurent des services que les emprunteurs attendent. Par ailleurs, le plan informatique et bureautique dont il a été fait mention se met progressivement en place : ces investissements lourds doivent permettre une amélioration des services rendus et déboucher sur des gains de productivité permettant d'absorber une charge de travail supplémentaire à effectifs constants.

Ces pour permettre cette plus grande diversification que votre société a procédé, cette année, à la création de trois filiales.

La première, dénommée CSI (Comptoir de services en informatique), a pour objet toutes études et tous services concourant - directement ou indirectement - à l'installation informatique de données et à leur transmission.

La deuxième, dénommée CPG (Comptoir financier de garantie), a pour objectif de cautionner les prêts travaux et, éventuellement, tous les prêts de moyen terme, de monter des opérations particulières ou investissements spéciaux et de développer une activité de services à offrir aux professionnels n'ayant pas la capacité financière suffisante pour créer leur propre fonds de garantie.

La troisième, dénommée CDA, répond à la nécessité pour le Comptoir des entrepreneurs de revendre le plus rapidement possible les biens dont il reste adjudicataire en cas de défaillance de l'emprunteur.

Votre société n'a pas également l'intention de signer, le 11 décembre 1984, un contrat d'amélioration de la qualité avec quinze associations de consommateurs, sous l'égide du ministre chargé de la consommation. Ce fut le premier contrat de ce type à avoir vu le jour dans le domaine des établissements de crédit immobilier et il a en, de ce fait, un grand impact dans l'opinion.

Votre société a voulu, par ailleurs, confirmer sa vocation initiale d'aide aux entreprises du bâtiment en passant des accords de coopération avec la Banque du bâtiment et des travaux publics (BTTP) et le Comptoir central de matériel d'entreprise (CCME).

Tout cet effort de diversification a impliqué une très forte mobilisation du personnel autour d'objectifs qui lui étaient parfaitement connus et a nécessité un effort sans précédent de formation professionnelle. C'est ainsi que le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue est passé de 2,80 % en 1983 à 3,94 % en 1984.

Cet investissement humain, s'ajoutant à ceux consacrés aux locaux et aux nouvelles technologies, sera de nature à rendre le Comptoir des entrepreneurs plus performant et capable d'affronter dans les meilleures conditions une concurrence de plus en plus vive.

Sur les marchés financiers, les réformes en cours, qui touchent à la réduction des taux de commissions perçues par les banques pour les émissions obligataires et à la création d'un titre hypothécaire pour financer les crédits long terme au logement, devraient permettre à votre société de se procurer des ressources moins onéreuses et lui assurer à terme une meilleure marge de ses opérations.

Enfin, dans le cadre de la loi bancaire, le Comptoir des entrepreneurs entend pleinement jouer son rôle d'institution financière spécialisée investie par l'Etat d'une mission permanente d'intérêt public.



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

EMPRUNT OBLIGATAIRE DE F 500 000 000

émis au pair - 8 ans in fine
TAM + 0,25 %

L'émission étant close, cet avis est publié à titre d'information uniquement.
VISA COB N° 85-179 EN DATE DU 11 JUIN 1985.



GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

L'assemblée générale du Groupement Foncier Français, réunie le 3 juin 1985, sous la présidence de M. Bertrand Balasque, a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le bénéfice d'exploitation, après déduction des amortissements et des provisions, atteint 8 560 millions contre 3 437 millions en 1983.

Le bénéfice distribuable, après prélèvement de 4 475 millions d'impôt sur les sociétés, ressort à 4 085 millions contre 1 595 millions en 1983.

L'assemblée a décidé le versement d'un dividende de 15 F par action assorti d'un avoir fiscal de 7,50, contre 12 F et un avoir fiscal de 6 F l'année précédente. Ce dividende sera versé à un nombre d'actions double de celui de l'an dernier par suite de l'augmentation de capital intervenue en 1983. Les actionnaires se voient en outre offrir la possibilité de recevoir le montant de leur dividende en actions de la société.

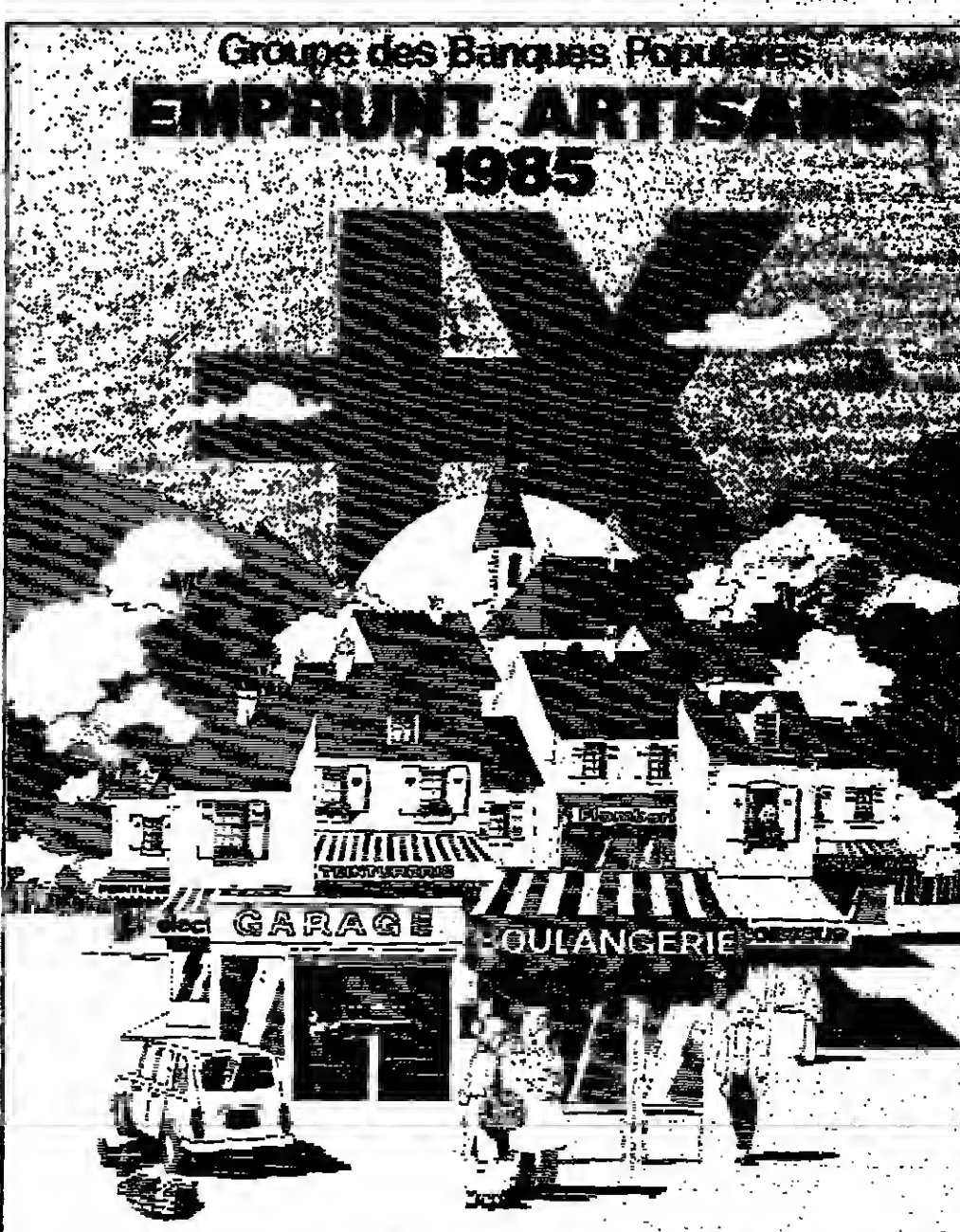
Le Groupement Foncier Français a ainsi très nettement confirmé le redressement déjà observé en 1983.

Cette amélioration a été rendue possible par le renforcement de la stratégie de « service » vis-à-vis de ses partenaires institutionnels : administration de biens, transaction, gérance, syndics ; activités complètes par l'intervention de sociétés nouvelles créées par le GFF dans le domaine de financement privilégié (Habitat Localisé Immobilier, Habitat Localisé Aidé, Habitat en Ile-de-France), et en dernier lieu la création de la Compagnie de Transactions Immobilières (Cotrim).

Enfin, les constructions ont marqué un fort développement avec trente-cinq opérations nouvelles en 1984 correspondant à un volume d'investissement d'un milliard de francs.

An total, tous exercices confondus, 64 opérations portant sur plus de 3 000 logements et sur 24 000 m² de bureaux ont été achevés en cours de réalisation par le Groupement Foncier Français.

L'assemblée générale a approuvé les nominations ou renouvellements comme administrateur de M.M. Bertrand Balasque, Roger Papez et de la Mutuelle Générale Française Vie, représentée par M. Robert Bernant, et comme Censeurs de M. Victor Rosset et de la société Languelec, représentée par M. Paul Nolla.



Emprunt de 850 millions de francs

- Prix d'émission : F 985
- Jouissance et règlement : 1^{er} juillet 1985
- Durée : 10 ans
- Amortissement : in fine

Taux d'intérêt : 11,60 %
Taux de rendement : 11,65 %

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-180 du 12.6.1985 est tenue sans frais à la disposition du public.



Souscription auprès des 1810 guichets du Groupe

Une énergie nouvelle en France

Emis par la Caisse Centrale des Banques Populaires

1350 من الالواح

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. IMPÔTS ET CHANGES : « 200 milliards pour une réforme ? », par Raymond Kravitch ; « Un nouveau Gold Exchange Standard », par Guillaume Guinday.
- LI : l'« Excellence technologique », de Jacques Morin.

ÉTRANGER

3. L'affaire des otages du Boeing et les violences au Liban.
4. EUROPE
5. DIPLOMATIE
6. AFRIQUE
- 6.7. AMÉRIQUES

POLITIQUE

8. Le conflit entre M. Joepin et M. Fabius.
10. La communication du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

12. MÉDECINE
14. ÉDUCATION : les sujets de français au baccalauréat.
- JUSTICE

LE MONDE DES LIVRES

15. Edmond Jabès à la recherche du Livre.
- Italo Svevo ou le vieil homme et sa mort.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Journal, de Thomas Mann.

SUPPLÉMENT

- 23 à 25. École pour tous, école diverse.

CULTURE

27. LA FÊTE DE LA MUSIQUE : combattre le silence.
28. THÉÂTRE : les journées du Conservatoire.
- ÉDITION : le cinquante ans du Seuil.
30. COMMUNICATION

ÉCONOMIE

33. AFFAIRES
34. CONJONCTURE
- ÉTRANGER
35. SOCIAL

CFM

de 19 heures à 19 h 30

AJLô « le Monde »

à Paris (89 MHz)

720-52-97 et 232-14-14

à Bordeaux (101,2 MHz)

(56) 45-88-55

JEUDI 20 JUIN

La CGT à l'heure

des choix

avec MICHEL NOBLECOURT

Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

VENDREDI 21 JUIN

M. Jean-Michel Baylet

secrétaire d'État

supplé du ministre

des relations extérieures

CHRISTIAN VILLAIN

conduira l'émission.

RADIO-TÉLÉVISION (30)

INFORMATIONS

« SERVICES » (31):

Météorologie : Mots

croisés : « Journal officiel »

Loterie nationale : Loto ; Tac-

o-Tec.

Amorces classées (32-33):

Carnet (26); Programmes des

spéciaux (28-29); Marchés

financiers (37).

LES OTAGES AMÉRICAINS DE BEYROUTH

Washington semble compter sur la Croix-Rouge pour faire libérer ses ressortissants

L'attente continue pour les otages américains détenus à Beyrouth, mais les efforts se sont poursuivis, mercredi 19 juin, en coulisses pour tenter de trouver une solution à la crise déchaînée, vendredi, par le détournement du Boeing de la TWA. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, a confirmé que les États-Unis ne restaient pas passifs, précisant que les « contacts diplomatiques établis avaient mis en mouvement des choses qui pourraient être bénéfiques ». Il a ajouté que ces contacts avaient été pris avec des chefs de factions en Liban et des gouvernements de la région et, en particulier, le président syrien Hafez el-Assad.

Le porte-parole de la Maison Blanche a également affirmé qu'il n'y avait pas d'« accord secret » en négociation, notamment par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge. Il apparaissait, cependant, mercredi, que Washington comptait, sur le CICR pour parvenir à un dénouement heureux de la crise. Tout en indiquant qu'il n'avait pas été sollicité de la Croix-Rouge qu'elle « entame des négociations, de quelque façon que ce soit », M. McFarlane, conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, a confirmé que les États-Unis avaient demandé à l'organisation humanitaire de « vérifier le statut » des quelque sept cents prisonniers chiites détenus par Israël.

Précisant l'attitude du CICR, un de ses porte-parole a déclaré, mercredi, à Genève, qu'il ne pouvait pas jouer les médiateurs « tant que toutes les parties ne se sont pas mises d'accord sur une position ». Le CICR, d'autre part, ne pourrait entamer aucune démarche tant que le gouvernement israélien ne l'aurait pas sollicité directement. Mais, à Jérusalem, un membre du comité de la Croix-Rouge a déclaré que c'est plutôt au CICR de faire le premier pas. « Si la Croix-Rouge prend contact avec nous, nous écouterons ce qu'ils ont à nous dire », avait-il dit.

déclaré, mardi, le premier ministre israélien, M. Pèrès. Le rôle du CICR dans cette affaire devrait être abordé au cours des conversations prévues, jeudi et vendredi à Washington, entre le président de l'organisation, M. Alexander Hay, et le président Reagan, ainsi qu'avec ses principaux collaborateurs.

Un scénario plausible

L'un des scénarios possibles d'un arrangement, tel qu'il a été présenté par le New York Times, consisterait pour Israël à informer le CICR de la date de la libération des prisonniers chiites détenus au camp d'Alit depuis le début du mois d'avril, en contournement avec la convention de Genève. L'information serait ensuite transmise par le CICR aux États-Unis et à M. Nabih Berri, le chef du mouvement chiite Amal, qui ordonnerait alors la libération des otages. C'est une formule de ce genre que pourrait également envisager Alger, dont l'ambassadeur à Beyrouth a été reçu mercredi par M. Berri. Tous deux ont évoqué la libération des otages de la Croix-Rouge au gouvernement de Jérusalem, faite le

4 avril, demandant la mise en liberté des sept cents prisonniers chiites transférés du Liban du Sud vers Israël - restait valable ».

Le ton tourne à l'aigre après les accusations lancées mardi par le président Reagan contre la Grèce et la demande aux campagnes aériennes américaines d'envoyer l'arrêt de tout trafic avec Athènes. La société Panam a annoncé, mercredi, la suspension jusqu'au 26 juin de ses vols vers la capitale grecque.

Plusieurs hauts responsables grecs ont réagi vivement aux propos de M. Reagan. Le ministre des transports, M. Kouloumbis, a déploré la « campagne de diffamation » contre les aéroports de son pays déclenchée à l'étranger.

Cependant, l'Association du transport aérien international (IATA) a déclaré, mercredi, à Montréal, qu'elle était « sérieusement préoccupée par les déficiences de l'aéroport d'Athènes en matière de sécurité ». Selon un porte-parole, ces « déficiences » avaient été relevées par deux études entreprises en mai et en juin par des experts de l'organisation, et des « représentations » avaient été faites auprès des autorités grecques.

En RFA

L'enquête sur l'attentat à l'aéroport de Francfort (3 morts, 32 blessés) s'annonce difficile

De notre correspondant

Bonn. — Un engin de forte puissance a explosé, mercredi 19 juin, au début d'après-midi, dans le hall B de l'aéroport international de Francfort, faisant 3 morts et 32 blessés, dont 4 grièvement. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué ce jeudi matin et, en l'absence de mobile évident, la tâche des enquêteurs s'annonce extrêmement difficile.

Les victimes attendaient sur des bancs dans un coin du hall. Parmi

les morts se trouvent deux enfants autrichiens de trois et cinq ans, dont la mère et le grand-père ont été blessés. Le troisième est un Portugais de trente-deux ans. Le drame aurait pu être encore plus sanglant. A l'heure où s'est produite l'explosion, le hall était en effet à peu près désert. L'engin, qui avait été apparemment déposé dans une corbeille, a creusé un trou de 1 mètre carré dans la dalle de béton. Les témoins ont perçu une fumée blanche, immédiatement recouverte d'un épais rideau de fumée, les victimes gisaient toutes à proximité du lieu de l'explosion.

L'agrandissement de l'aéroport de Francfort s'était heurté, au début des années 80, à une opposition parfois violente des mouvements écologistes et d'extrême gauche ouest-allemands. Mais l'absence de revendication et le côté gratuit de l'attentat semblent à priori exclure l'hypothèse d'une action de ces mouvements. L'extrême gauche ne s'en est jamais prise jusqu'à présent à des foules anonymes. L'attentat se rapproche davantage par son style de celui qui avait fait treize morts en octobre 1980 à la fête de la bière de Munich, et dont l'auteur, un militant d'extrême droite, avait été déshabillé par l'explosion de la bombe. On évoque également l'attentat qui avait fait un mort et huit blessés en mars dernier dans un grand magasin de Dortmund. L'auteur, qui avait été rapidement retrouvé, était un jeune apprenti passionné d'explosifs, qui avait fabriqué lui-même son engin. Pour seule explication, il avait raconté aux policiers qu'il avait voulu « faire du bruit ».

Dans les heures qui ont suivi l'attentat, plusieurs coups de téléphone anonymes ont été reçus par les autorités de l'aéroport, annonçant l'imminence d'autres explosions.

H. de B.

● Le collectif de soutien aux mères d'enfants enlevés en Algérie demande une audience à M. Fabius. — Lors d'une conférence de presse à Paris, mercredi 19 juin, M^{me} Annie Sugier, représentante du collectif de soutien aux cinq mères qui campent dans l'enceinte de l'ambassade de France à Alger, depuis le 17 juin (le Monde du 20 juin), a annoncé que ce collectif avait demandé une audience à M. Fabius, pour l'entretenir de ces « douloureux dossiers » avant sa visite à Alger, les 24 et 25 juin.

Sur le vif

Se brosser

Il ne sont pas chics avec nous les étrangers. Surtout les Nordiques. Ils nous accusent de vivre « en état de crasse ». Ils disent qu'on est dégoûtés, qu'on fait pipi sous les ponts, qu'on se bécote dans les rues, qu'on se couche dans les poubelles, qu'on se couche dans les entrées d'immeuble. Ils prétendent que les parkings souterrains ont remplacé, en particulier celui de Saint-Germain-des-Près, les bonnes vieilles vespasiennes d'autan. Ils se plaignent de la saleté de nos rues, servies de papiers gras, de cannettes vides, de cacahouates et de mégots.

Si nous cherchons des pous, ils se moquent de nous. Ils prétendent qu'on a la gale et qu'on chape des morpions au moins une fois dans notre vie. Ils insistent qu'on est sales, qu'on sent mauvais, qu'on dégage une odeur âcre et fétide de suie, qu'on pose du vernis sur des ongles en dentelle, qu'on ne change pas assez souvent de fring, que nos tongs sentent et que les toilettes évitent de nous demander d'enlever nos godaillottes pour ne pas tomber dans les pommiers.

Remarque, là, ce matin, sur Europe 1, ils affirmaient, en citant une enquête de la SOFRES,

qu'on fait quand même un petit effort avant d'aller chez le docteur, ou encore en prévision d'une soirée intime. C'est rudement gentil, ça. Parce que, ce qu'ils ne savent pas, les Bédouins et les Suédois, c'est qu'on ne dispose, nous, ici, que de quatre serviettes par personne et par an. Moins qu'en 1969. On ne peut pas égarer qu'on se nettoie correctement avec ça. La brosse à dents, bon, il y en a un peu plus qu'avant, mais ce n'est jamais qu'une pour deux habitants.

C'est pour ça que la brosse à dents, c'est sacré. Pas question de la prêter. Pas même au mec du lit à côté ou à celle à qui vous voulez donner les preuves d'une passion véreuse. Entre la denture à coiffer et la salle de bain, il y a un verrou qui se ferme sur le verre à dents. Normal. La brosse, si on ne veut pas que vous y touchez, c'est parce qu'elle est très fragile, très précieuse, très ancienne. On l'a trouvée dans l'héritage des grands-parents. Alors, on y tient fort.

CLAUDE SARRAUTE.

En Norvège

ARNE TREHOLT EST CONDAMNÉ À VINGT ANS DE PRISON POUR TRAISON

Oslo (AFP). — La cour d'appel d'Oslo a condamné, jeudi 20 juin, à vingt ans de détention Arne Treholt, ancien chef du service de presse du ministère norvégien des Affaires étrangères, accusé de trahison au bénéfice de l'URSS et de l'Irak.

Le tribunal, créé en 1945, a jugé, à la suite de la requête du procureur, qui avait réclamé vingt ans, peine maximale prévue en Norvège. La défense avait demandé l'acquiescement.

Arne Treholt, quarante-deux ans, a été reconnu coupable, en particulier, d'avoir transmis la communication de documents secrets et confidentiels auxquels il avait accès en raison de ses fonctions. Il avait été arrêté le 20 janvier 1984 à Oslo alors qu'il partait pour Vienne rencontrer un général du KGB.

HAUSSE DE 1,4 %

DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER AU PREMIER TRIMESTRE

Le salaire horaire ouvrier a progressé de 1,4 % au premier trimestre 1985, selon les résultats officiels de l'enquête trimestrielle du ministère du travail. Cette progression, qui confirme l'évaluation provisoire (le Monde daté 5-6 mai), est inférieure à la hausse des prix qui a été de 1,8 % pour les trois premiers mois de l'année. La hausse avait été de 1,5 % au premier trimestre de 1984 et de 3,1 % au même trimestre de 1983. D'avril 1984 à avril 1985 la hausse est de 6,3 % (contre 8,1 % d'avril 1983 à avril 1984). Le ministre indique que « cette hausse est très modérée, inférieure au rythme moyen trimestriel de 1,6 % observé de janvier 1984 à janvier 1985 ». En tenant compte de la durée du travail, la hausse du salaire mensuel est de 1,6 % sur trois mois et de 6,1 % sur un an. L'indice des effectifs salariés fait apparaître une baisse de 0,1 % sur le premier trimestre et de 1,3 % sur les douze derniers mois.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I.S.L.M.

Tir manqué sur Discovery

MILES ET MILES

La vidéo d'un miroir fixé sur un côté de la navette Discovery sur un rayon laser émis à Hawaï a échoué le 19 juin : la navette était mal orientée. La cause de cette erreur : la programmation des ordinateurs qui guide la navette avait été faite en statute miles (1 609 mètres), alors qu'elle aurait dû tenir compte de miles nautiques (1 852 mètres). Cette explication est dans le cadre des recherches de visée de cibles spatiales, qui fait partie de l'initiative de défense stratégique (dite aussi « guerre des étoiles »).

L'expérience, devrait être tentée à nouveau le samedi 22 juin. Elle consiste à envoyer de la Terre un rayon laser - télex - vers le miroir (de 20,5 centimètres de côté), d'où il est réfléchi vers la Terre.

Le but de cette expérience est double : d'une part, mesurer combien de lumière du rayon laser se disperse en traversant l'atmosphère, et ainsi savoir quelles corrections seront nécessaires ; d'autre part, vérifier si un rayon laser peut servir d'une cible qui se déplace aussi vite qu'un missile. La navette tourne autour de la Terre à 28 280 kilomètres à l'heure.

Cette confusion entre miles et miles contribuent-elle à accélérer l'emploi du système métrique aux États-Unis ?

(Publié)

le premier robot-photo

super compact 24x36 autofocus

FUJII réalise une première mondiale, jamais un compact autofocus n'avait été aussi simple. Le FUJII 200 est entièrement automatique : chargement, exposition, flash, motorisation, réglage de sensibilité jusqu'à 1600 ISO. Le FUJII DI 200 est compact et léger comme son prix : « discount » 1 780 F.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez

IMAGES

la spécialiste FUJII 31 et 24, rue Saint-Augustin 75002 PARIS - Tél. (1) 742-42-42 Métro : Opéra ou 4-Septembre

AVANT INVENTAIRE

SOLDES EXCEPTIONNELS

Sur tous les instruments marqués d'un point rouge du 15 au 29 juin 1985



hamm

135-139, rue de Rennes, Paris 6. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

M.B.A., MASTER, Ph.D.

Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes universités américaines. Formule incluant cours (soit niveau d'anglais) hébergement, repas. Documentation contre 5 timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. FRENCH OFFICE, 57, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. 722-94-94 ou 745-05-15.

VALEURS

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

écrire 6, rue d'Uzes, 75001 Paris cedex 02

Le numéro du « Monde » daté 20 juin 1985 a été tiré à 433 420 exemplaires

SOLDES D'ETE

A partir du 21 juin

NICOLL

la tradition anglaise du vêtement

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

١٥٥٠ من الأناصير